

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

CONDITION JURIDIQUE

DES AUBERGISTES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

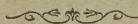
Présentée et soutenue le 29 juin 1900, à 3 heures

PAR

CHARLES NOYELLE

Président : M. BIVILLE, professeur.

Suffragants : { MM. DANJON, professeur.
DEGOIS, agrégé.



PARIS

L. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS

18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 18

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA

CONDITION JURIDIQUE

DES AUBERGISTES

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1899-1900.

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. 🍀), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

- MM. TOUTAIN (*, I. 🍀), professeur de *Droit administratif*.
DANJON (I. 🍀), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.
Edmond VILLEY (*, I. 🍀), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.
LAISNÉ DES HAYES (🍀, A. 🍀), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Droit civil*.
GUILLOUARD (*, I. 🍀, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*.
LEBRET (I. 🍀), professeur de *Droit civil* (député du Calvados).
CABOUAT (I. 🍀), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.
BIVILLE (A. 🍀), professeur de *Procédure civile*, et chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français*.

AGRÉGÉS :

- MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain* et du cours de *Pandectes*.
René WORMS (I. 🍀, ✕, C. ✕), chargé des cours d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.
LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public français*, d'*Éléments du Droit constitutionnel* et de *Législation financière*.
ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit Romain* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.
DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel*.

CHARGÉS DE COURS :

- MM. ARON, chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.
PILON, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. 🍀), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

CONDITION JURIDIQUE

DES AUBERGISTES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

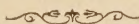
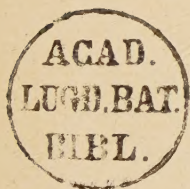
Présentée et soutenue le 29 juin 1900, à 3 heures

PAR

CHARLES NOYELLE

Président : M. BIVILLE, professeur.

Suffragants : { MM. DANJON, professeur.
DEGOIS, agrégé.



PARIS

L. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS

48, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 48

—
1900

INTRODUCTION

Dans les sociétés anciennes, il était fort rare qu'une personne voyageât isolément. La plupart du temps, les voyages avaient un but commercial et se faisaient alors au moyen de caravanes nombreuses qui allaient chercher dans les pays civilisés de la haute Egypte, de l'Italie ou même de l'Inde, les denrées précieuses qu'elles rapportaient sur les rivages de la Méditerranée d'où on les transportait par mer sur les grands marchés du monde civilisé. L'importance de ce commerce par caravanes atteste l'amplitude des voyages entrepris alors et on sait, par la découverte récente des innombrables pièces de monnaie qui jalonnent encore aujourd'hui les grandes routes suivies de l'Inde jusqu'à la Scandinavie, que le service de ces caravanes était organisé avec une grande perfection.

Malheureusement nous ignorons à peu près totalement l'organisation précise de ces voyages, et il

nous faut arriver jusqu'à la société romaine pour trouver quelques textes législatifs relatifs aux auberges et à ceux qui les exploitent. Au surplus, à Rome même, les voyages et les déplacements durent pendant longtemps être très peu fréquents. Les citoyens de la Rome primitive étaient exclusivement des agriculteurs et, même du temps de Cicéron, on estimait encore qu'un homme de la classe supérieure ne pouvait sans déchoir se livrer au commerce.

Le droit romain, avec sa perspicacité habituelle, distingua de bonne heure les causes précises qui font de la profession d'aubergiste un métier spécial et qui autorisent vis-à-vis de l'hôtelier une sévérité particulière. Par ce fait que le voyageur descend dans la maison de celui avec qui il contracte, abrite dans son écurie et ses remises ses chevaux et ses voitures, dépose entre ses mains les divers objets mobiliers qu'il apporte avec lui, il est manifeste qu'un des deux contractants est ici spécialement exposé aux fraudes et aux violences de l'autre.

Aussi, une disposition de l'édit prétorien, reproduite au Digeste (livre IV, titre IX), avait-elle créé une action au double perpétuelle pour contraindre les hôteliers à restituer les objets déposés chez eux par les voyageurs.

Le texte, avec beaucoup de finesse, remarque que cette action est donnée dans l'intérêt des hôteliers eux-mêmes, afin que leurs auberges ne soient pas

désertées par les voyageurs. Il semble donc qu'à cette époque déjà, les hôteliers ne jouissaient pas d'une grande considération et que la confiance qu'ils inspiraient aux voyageurs était très limitée.

Ulpien, au livre XIV de son Commentaire sur l'Édit (fragment 3, § 1^{er}), se demande l'utilité de cette action *in factum*. Le droit civil, en effet, donne déjà au voyageur, soit l'action née du contrat de louage quand l'aubergiste a été rémunéré, soit l'action du dépôt lorsque l'hôtelier a fourni le logement à titre gracieux. Et il conclut en reconnaissant que l'action prétorienne a sa raison d'être, puisque l'hôtelier sera responsable non seulement de sa faute légère comme dans le contrat de louage, ou de sa faute lourde comme dans le contrat de dépôt, mais même au cas où il n'y aurait aucune faute à lui reprocher : il ne pourra être déchargé qu'en prouvant le cas de force majeure.

Gaius, à la loi 5, fait remarquer que l'hôtelier reçoit une rémunération non pas pour le garde des choses, mais pour le logement qu'il fournit : aussi l'action *in factum* est-elle donnée même à celui qui est logé gratuitement.

Enfin l'action prétorienne ne compète qu'à ceux qui séjournent dans l'hôtel, et non pas aux simples passants qui viennent pour se restaurer ou se reposer un instant.

A la suite de l'écroulement de l'Empire romain et

de l'invasion des barbares, l'affaiblissement du pouvoir central favorisa de toutes parts les entreprises de violence et de rapines. Les routes furent aussi peu sûres que jamais et la profession d'aubergiste devint trop souvent un moyen facile d'extorquer de l'argent à des voyageurs qui venaient bénévolement livrer leurs personnes et leurs biens à leurs pires ennemis.

Les méfaits étaient si nombreux qu'un saint illustre, saint Benoît, résolut de fonder spécialement un ordre religieux dont une des attributions était de donner un abri sûr aux voyageurs. On ne saurait reconnaître avec trop de gratitude les services rendus en cette matière par les moines Bénédictins. Pendant plusieurs siècles encore, le voyageur fut considéré comme une proie naturellement destinée à être l'objet de tous les pillages. La société féodale n'avait aucune place pour celui qui ne rentrait dans aucune des cases de la hiérarchie des terres et des hommes, si bien qu'au douzième siècle on voit les seigneurs riverains de la mer invoquer comme une de leurs prérogatives l'odieux « *jus naufragii* ».

Aussi bien lorsqu'on voulait ouvrir une auberge devait-on obtenir une autorisation. Cette obligation était déjà ancienne, car Charles IX, dans une déclaration du 25 mars 1567, parle des « hôteliers qui auront la permission des juges du lieu ».

La seconde moitié du seizième siècle est d'ailleurs féconde en dispositions législatives concernant les aubergistes. Les guerres d'Italie, le mouvement de la Renaissance, le développement du commerce, l'abondance des métaux précieux, ont été favorables à l'extension des voyages, et la profession d'aubergiste devient de plus en plus un des rouages indispensables à la vie économique du pays.

Le pouvoir royal discerne bien vite ce rôle important des auberges. Aussi va-t-il se préoccuper d'en favoriser le développement et d'en assurer la bonne tenue.

En mars 1577 (1), Henri III rend un édit sur les « hôtelleries, cabarets et tavernes », dont voici les principales dispositions :

1. — Nul ne peut tenir hôtellerie, cabaret ou taverne, sans lettres de permission qui seront expédiées en tels nombre et lieux que trouverons être requis et nécessaires et à des gens de bonne vie et mœurs.

2. — Défense est faite aux hôteliers de permettre dans leurs établissements jeux de dés, cartes et autres débauchements pour la jeunesse.

3. — Les hôteliers doivent s'enquérir des noms et demeure de leurs hôtes, de la description de leurs armes et chevaux pour en avertir les gouverneurs.

(1) Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XIV, p. 320.

4. — Ils sont obligés d'avoir à la façade de leurs hôtels une enseigne portant : « Hôtellerie, cabaret ou taverne par permission du Roy. »

5. — Ils sont affranchis de toutes commissions, d'être collecteurs de tailles, impôts, d'être marguilliers, trésoriers des paroisses, à moins qu'ils ne veulent exercer ces fonctions.

6. — Ils sont affranchis de tous guets et gardes des postes, de loger des gens de guerre, de leur fournir des harnais, de contribuer aux cotisations faites par les villes pour la nourriture des gens de guerre.

7. — Défense est faite aux collecteurs d'impôts de surcharger les hôteliers de plus grande somme qu'auparavant sous peine d'en répondre eux-mêmes.

8. — Enfin, en cas de maladie ou autres inconvénients, les hôteliers peuvent se substituer d'autres hôteliers à charge de prendre nouvelle permission, mais sans payer finance. Les veuves peuvent continuer le commerce de leurs maris.

En 1627, Louis XIII rendit un édit qui faisait héréditaires moyennant finance les permissions que l'édit de 1577 avait rendues indispensables pour les hôteliers.

Cet édit de mars 1577 était demeuré sans exécution. Aussi Louis XIV se crut-il obligé de le renouveler par un autre en mars 1673 (1).

(1) Isambert, *op. cit.*, XX, p. 176.

Tout hôtelier doit se munir d'une permission qui est signée par « l'un de nos amis et féaux, conseillers secrétaires, et scellées de notre grand sceau », et qui est expédiée sur les quittances des trésoriers des revenus casuels constatant que les droits ont été payés.

L'exercice de la profession d'hôtelier n'est en outre autorisée que sur présentation d'un certificat de bonne vie et mœurs, et après serment prêté de bien et dûment observer les ordonnances.

Enfin, les aubergistes peuvent placer à la devanture de leur établissement telles enseignes que bon leur semble.

L'hôtelier, une fois installé, ne peut plus quitter son hôtel sous peine de confiscation de corps et de biens. S'il veut le délaisser, il est tenu, un an auparavant, d'en avertir les officiers des lieux qui entendent les causes et, si elles sont raisonnables, autorisent l'abandon. C'est ce qui résulte de la déclaration de Saint-Prix, du 17 octobre 1746, qui ne fait que reproduire une déclaration donnée à Blois le 31 mars 1572 d'après laquelle « au cas qu'aucuns hôteliers voulaient laisser leurs hôtelleries, ils sont contraints les continuer comme auparavant et ce par saisie de tous et chacun leurs biens et par prison. (1) »

Un autre trait assez curieux de notre ancienne

(1) Guyot, *Répertoire de jurisprudence*, v^o Hôtelier, t. VIII.

législation est la réglementation du prix des vivres et des fournitures d'hôtel par l'autorité royale ou par les juges des lieux.

Les hôteliers de Paris, par exemple, ne peuvent prendre pour chaque cheval hébergé, pour foin et avoine, que 16 deniers parisis le jour, et pour jour et nuit 3 sols.

Le meilleur « vin vermeil » du royaume ne peut être vendu que 10 deniers la pinte et le meilleur vin blanc que 6 deniers. Une disposition assez originale permet à ceux qui veulent boire ou acheter du vin de pénétrer dans le cellier pour le voir tirer.

Le désir de protéger les voyageurs contre les exigences abusives des hôteliers avait déjà porté François I^{er}, par une ordonnance du 21 novembre 1519, à donner aux juges locaux le droit de fixer le prix que doivent prendre les hôteliers pour la nourriture et le logement de leurs chevaux. « En faisant ladite taxe, auront regard que les hotes se puissent sauver et raisonnablement gagner, et que passans et repas-sans, et séjournans induement ne soient grevez (1). »

Cette taxe devait être affichée devant l'église ou autre lieu patent.

A différentes époques, le pouvoir royal prend à la fois des mesures pour qu'aucun voyageur honnête ne soit exposé à se voir refuser l'entrée des auberges,

(1) Isambert, *op. cit.*, XII, p. 168.

et pour que celles-ci, d'autre part, ne servent pas de refuges à des malfaiteurs.

Les hôteliers, en vertu d'une déclaration de Charles IX, ne peuvent refuser d'héberger les voyageurs en dehors des cas prévus par les règlements, et ce sous peine de dommages-intérêts et d'amende envers l'État (20 janvier 1763, art. 19, 20 et 21).

D'un autre côté, défense est faite aux aubergistes :

1^o De recevoir des contrebandiers (déclaration du 2 avril 1729).

2^o De donner retraite à des mendiants (arrêt de règlement du Parlement de Provence du 10 décembre 1733).

3^o De retenir et loger plus d'une nuit des gens sans aveu et inconnus (Ordonnance d'Orléans de 1560, art. 360 de l'ordonnance de Blois). (1)

Enfin, de tous temps, l'heure de fermeture des auberges et des cabarets a été fixée par l'autorité. En 1685, une ordonnance défendait aux limonadiers de débiter des boissons après cinq heures du soir depuis le 1^{er} novembre jusqu'au dernier jour de mars, et après neuf heures du 1^{er} avril au 31 octobre. En 1777, les cabarets ne doivent plus être fermés qu'à dix heures en hiver et onze heures en été (2).

L'invention de la vapeur, en multipliant dans des proportions extraordinaires la rapidité et l'agrément

(1) Guyot, *Répertoire*, loco citato.

(2) Isambert, *opere citato*, XXV, p. 72.

des voyages, et en permettant de se transporter d'un lieu à un autre pour un prix relativement modique, devait amener dans la tenue des auberges des modifications importantes. Il ne s'agissait plus de fournir le logement à un petit nombre de voyageurs appelés le plus souvent par les besoins de leurs affaires, ni de tenir ouvertes de vastes écuries et remises pour les chevaux et les voitures, ni d'assurer les relais pour les diligences affectées au transport en commun.

Désormais, les voyageurs ne demanderont le plus souvent qu'un gîte confortable et une table bien servie. L'auberge devient un hôtel, et tout le service des transports et ses accessoires échappe désormais à la profession d'hôtelier.

La division du travail s'opère ici comme dans les autres domaines de l'activité industrielle, mais en revanche l'hôtelier voit s'étendre indéfiniment sa clientèle. D'innombrables trains lui amènent chaque jour en flots pressés des commerçants toujours enclins à monter en wagon pour les besoins de leur négoce, et des excursionnistes toujours disposés à aller contempler les merveilles de la nature et de l'art.

L'hôtelier actif et intelligent, qui a su placer son hôtel dans un lieu convenable et y aménager tout ce qui peut satisfaire les goûts modernes de confortable et d'hygiène, peut espérer que les multiples

chambres de son immense caravansérail seront insuffisantes pour répondre aux demandes de la clientèle qui se presse. Et, à sa table d'hôte, s'assièront des voyageurs venus de Bombay, de Sidney, de San-Francisco, de New-York, de Moscou, de Berlin, de Londres, de Paris.

Et, comme s'il fallait que la facilité des transports ne profitât pas seulement aux grands hôtels des villes et des sites pittoresques fameux, le cyclisme et l'automobilisme sont venus dans ces dernières années nous donner le goût des excursions plus champêtres pour lesquelles on utiliserait les routes ordinaires des campagnes et où on descendrait dans les simples auberges qui paraissaient abandonnées.

Malheureusement, il n'est aucune transformation qui n'ait que des avantages, et la facilité des communications n'a pas été seulement utile aux intérêts des commerçants et aux plaisirs des excursionnistes. Elle a aussi trop souvent poussé de malheureux imprévoyants à quitter à la légère leur terre natale pour aller chercher dans la grande ville un gagne-pain qu'ils espéraient plus rémunérateur. Ces infortunés, après avoir erré longtemps à la recherche d'un emploi introuvable, se sont vus bien vite à bout de ressources, et, dans ces mêmes villes, où s'élevaient tant d'hôtels somptueux, la charité publique et privée devait ouvrir des asiles de nuit

où l'on donnerait gratuitement le gîte et la soupe aux indigents de passage.

Ces asiles de nuit rendent de grands services. Toutefois, il est permis de dire qu'ils ne répondent pas à tous les besoins. Comme on ne peut guère faire un tri parmi les individus qui se présentent à leur porte, la promiscuité même qui y règne risque de n'être pas sans danger, au point de vue physique et moral. Aussi des philanthropes ingénieux, sachant quelle aide puissante la propreté presque luxueuse, le confortable matériel et de saines distractions peuvent apporter au relèvement des âmes tombées, ont-ils ouvert un hôtel des pauvres, à Clerkenwell, un des quartiers de Londres.

Dans cet hôtel, le prix de la chambre n'est que de 0 fr. 50, et les voyageurs trouvent à leur disposition salon, fumoir, cabinet de lecture, salle à manger (1).

(1) Voir le *Matin*, n° du 5 mars 1900.

Qu'on nous permette de mentionner en passant les refuges pour ouvrières, tenus par des personnes généreuses, qui, redoutant pour les jeunes filles l'isolement et les mauvaises compagnies, mettent à leur disposition la table, le logement, des salles de lecture, etc.

Nous citerons, à Paris, « le Foyer de l'Ouvrière », 60, rue d'Aboukir, et 5, rue des Jeûneurs, où l'on n'est admis que sur présentation d'une carte délivrée par la directrice.

Les pensionnaires y sont astreintes à une réglementation assez sévère.

Il est à souhaiter de voir se créer dans les grandes villes de nombreux refuges de ce genre. En procurant aux jeunes filles de saines distractions, on enrayera la débauche, sans cesse croissante de la

Nous avons vu, par les dispositions que nous avons rapportées, que notre ancien droit confondait volontiers le débitant de boissons et l'aubergiste. En effet, à cette époque, l'aubergiste exerçait toujours en même temps la profession de « taver-nier ».

De nos jours, le métier d'aubergiste est nettement distinct de celui de débitant. Ce dernier est exercé exclusivement par un grand nombre de personnes qui ne seraient nullement préparées à loger et nourrir leurs clients.

Néanmoins, malgré cette distinction précise et bien que cette étude concerne exclusivement les hôteliers, nous serons, à plusieurs reprises, conduits à signaler diverses dispositions concernant les cabaretiers. En effet, les hôteliers, pour accroître leur profit, joignent souvent à leur commerce principal l'exploitation d'un débit de boissons.

Quel est donc le caractère distinctif de l'aubergiste et à quels signes le reconnaît-on ?

L'aubergiste ou hôtelier est essentiellement celui qui fait profession de loger et nourrir les voyageurs.

On sait qu'il existe des commerçants qui font profession de fournir l'alimentation, sans donner le logement : ce sont alors des restaurateurs.

jeunesse, et on conservera honnêtes, des femmes qui, autrement, seraient peut-être allées accroître le malheureux troupeau des prostituées et des filles publiques.

Et, d'autre part, il en est qui procurent exclusivement le logement : ce sont les logeurs.

Il apparaît donc que l'aubergiste qui se charge simultanément de ces deux services exerce une profession complexe, et cette complexité est encore accrue lorsqu'il tient accessoirement un débit de boissons.

Le cumul de fonctions ne fait pas que l'aubergiste fournisse nécessairement le logement et la nourriture à toutes les personnes qui pénètrent dans son hôtel. On peut y loger sans y prendre de repas ou inversement. Mais alors le contrat passé entre l'hôtelier et le client n'est plus un contrat d'hôtellerie, car chaque contrat doit être qualifié non pas d'après la profession de ceux qui y participent, mais d'après son objet et la nature des engagements souscrits.

L'étude que nous nous proposons de faire sur les aubergistes se divisera en trois parties :

La première, spécialement réservée au droit public, aura trait aux obligations auxquelles sont astreints les aubergistes au point de vue administratif; en même temps, nous étudierons les sanctions pénales qui frappent la non-exécution de ces obligations.

La seconde sera réservée au droit privé. Elle comportera une étude du contrat d'hôtellerie, qui intervient entre les voyageurs et les hôteliers, avec

les divers droits et obligations des uns et des autres. La responsabilité des aubergistes fournira un des principaux chapitres de cette seconde partie.

Nous étudierons aussi, au cours de cette seconde partie, les dispositions de la loi de 1896, qui a créé une procédure simple et rapide, pour permettre à l'aubergiste de faire vendre les effets abandonnés ou laissés en gage par le voyageur.

Enfin, dans une troisième partie, nous donnerons un aperçu des diverses réglementations concernant les aubergistes dans les législations étrangères.

PREMIÈRE PARTIE

DROIT PUBLIC

CHAPITRE PREMIER

DU CARACTÈRE JURIDIQUE DES AUBERGES ET DES CONSÉQUENCES QUI EN RÉSULTENT

Les nombreuses réglementations d'ordre administratif que nous aurons à étudier par la suite et auxquelles sont soumises les auberges découlent toutes de ce principe que les auberges sont des lieux publics.

Le caractère juridique des auberges, qui n'est contesté par personne, doit toutefois être expliqué.

M. Chassan (1) définit les lieux publics « ceux qui sont ouverts ou accessibles à tout le monde,

(1) *Délits de la parole*, 2^{me} édit., t. I^{er}, p. 47.

soit gratuitement, soit moyennant rétribution ou certaines conditions d'admissibilité ».

Les auberges sont bien des lieux publics, puisqu'elles sont ouvertes ou accessibles à tout le monde. On objectera qu'il est d'autres établissements qui, bien qu'étant ouverts à tous, ne sont pas considérés comme lieux publics, tels les magasins de nouveautés, les boutiques de marchands, etc. C'est exact, mais il faut remarquer que ces établissements ont un caractère purement commercial, qu'on y entre pour acheter des produits que l'on emporte aussitôt, tandis que les auberges, à côté du caractère commercial qui fait aussi le fond de leur nature, sont de véritables lieux de réunion où l'on va comme distraction, pour faire des affaires, pour se concerter et causer de choses et d'autres ; à côté de gens qui entrent seulement pour consommer ou loger, on en trouve pour lesquels la salle d'auberge est seulement un endroit pratique et commode pour s'entretenir. C'est ce caractère particulier des auberges qui les fait rentrer dans la catégorie des lieux publics.

La plupart des auteurs divisent les lieux publics en lieux publics par nature, dont la publicité est absolue et de tous les instants, lieux publics par accident qui ne deviennent tels qu'à raison de la présence plus ou moins accidentelle d'un public, et lieux publics par destination.

Les lieux publics par destination, parmi lesquels il faut comprendre les auberges, sont ceux qui, sans l'être par nature, le sont par l'objet auquel ils sont destinés, à condition que cette destination soit fixe et permanente à la différence de ce qui se produit pour les lieux publics par accident. Une salle privée qui serait louée pour une assemblée publique deviendra lieu public par accident; une auberge est un lieu public par destination, parce qu'elle est ouverte à tout le monde, non pas par hasard, mais d'une façon permanente.

Une auberge est-elle lieu public dans toutes ses parties?

Si l'accord semble exister sur certains points de la question dans la jurisprudence et dans la doctrine, sur d'autres il y a controverse.

Il est évident que la salle de réunion, les couloirs, salons, etc., en un mot, tous les endroits accessibles au public sont des lieux publics.

Toutefois, nous pensons qu'en cas où une salle de l'auberge aurait été louée par une réunion de particuliers à laquelle ne seraient admises que des personnes invitées, le caractère de lieu public disparaîtrait et la salle louée deviendrait un lieu privé. En effet, on ne rencontre plus là le caractère propre à tout lieu public, d'être ouvert et accessible à tout le monde.

La Cour de cassation, dans un arrêt du 19 fé-

vrier 1825 (1), a cependant décidé « qu'une auberge et toutes ses appartenances destinées à recevoir le public sont considérées comme lieux publics, et conservent le caractère, lors même qu'elles sont momentanément occupées par une réunion de particuliers, sous la condition qu'eux seuls y seront reçus pendant un banquet. » L'arrêt porte que « ce n'est qu'à cause de la nature même du lieu que les personnes sont admises dans les appartements qu'elles occupent, et qu'elles n'y seraient pas rassemblées actuellement s'ils n'étaient habituellement destinés à l'usage du public comme auberge ». Il est bien certain que la salle qu'ont louée ces particuliers était un lieu public, mais ne peut-on pas dire qu'elle a changé de caractère par le fait de cette location? Elle n'est plus destinée à recevoir le public; pour nous, elle n'est plus lieu public.

Nous pensons de même que si une salle de l'auberge était louée d'une façon permanente par des citoyens formant une société, pour y créer un lieu de réunion, un cercle, le caractère de publicité, qui s'attachait à cette salle lorsqu'elle faisait partie intégrale de l'auberge disparaîtrait et le cercle serait considéré comme un lieu privé. A la condition toutefois que n'y soient admises que certaines

(1) S. 1825, p. 50.

personnes déterminées : autrement, il y aurait lieu public.

Dans le même ordre d'idées, une chambre d'hôtel deviendrait un lieu privé si elle était louée à un voyageur; à partir de ce moment, elle ne serait plus accessible au public.

En résumé, dans une auberge, il faut considérer comme lieu public tous les locaux et endroits ouverts à tout le monde.

Du caractère de lieux publics des auberges découlent un certain nombre de conséquences.

On sait, par exemple, que l'outrage public à la pudeur est un délit qui exige comme élément essentiel la publicité, laquelle résulte soit de ce que l'outrage a été commis dans un lieu public, soit de ce qu'il a été commis publiquement dans un lieu privé. Par suite, l'outrage à la pudeur commis dans une partie quelconque de l'auberge que l'on considère comme un lieu public serait un délit, alors même qu'il n'aurait pas été commis publiquement.

Dans un autre ordre d'idées, les auberges doivent toujours être ouvertes aux visites de la police.

Tous les règlements et droits imposés aux affiches dans un lieu public doivent être appliqués à celles qui se trouvent dans les vestibules, cours, et généralement dans tous les endroits destinés à recevoir le public.

Enfin, la réglementation relative aux jeux du hasard dans les lieux publics s'applique aux auberges.

L'art. 475, § 4, du Code pénal punit d'une amende de 6 à 10 francs ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard.

La contravention comprend donc trois éléments : l'établissement d'un jeu, le caractère de jeu de hasard, la nature de lieu public de l'endroit où se tient ce jeu.

L'auberge est un lieu public, nous l'avons expliqué tout à l'heure; par suite, le dernier élément de la contravention se rencontre bien dans le cas qui nous occupe.

Il est plus délicat de savoir ce qu'il faut entendre par ces expressions « avoir établi ou tenu » un jeu.

Établir ou tenir un jeu de hasard, c'est procurer aux joueurs le moyen de s'y livrer, en mettant à leur disposition les objets et l'installation. Il n'est pas nécessaire, pour constituer la contravention, que l'hôtelier ait perçu un émolument sur les jeux ou sur les enjeux, qu'il ait à sa disposition des individus préposés à la tenue des jeux. Il n'est pas non plus nécessaire que l'aubergiste ait permis à des étrangers de prendre part au jeu avec des personnes présentes. Il suffit qu'il ait mis à la disposition de ses clients un jeu de hasard.

Par suite, nous pensons que l'aubergiste ne serait plus coupable, s'il avait simplement *laissé jouer* les consommateurs, sans leur en avoir procuré les moyens. On ne peut pas dire, dans ce cas, qu'il a tenu un jeu de hasard, et comme tout est de droit strict en matière pénale, il ne faut pas étendre au delà de leur signification les termes de la loi.

A plus forte raison n'y aurait-il pas contravention pour l'aubergiste à l'insu de qui des personnes auraient joué chez lui des jeux de hasard.

Enfin, il est nécessaire que le jeu établi ou tenu soit un jeu de hasard. Que faut-il entendre par là ?

Deux opinions sont nées sur la question.

D'après la première, on ne doit considérer comme jeux de hasard que ceux où le hasard seul préside (1), dans lesquels le gain ou la perte dépend exclusivement du hasard. D'après ce système, tout jeu exigeant de la part des joueurs une habileté quelconque ne rentrerait pas dans les prévisions de la loi. Les défenseurs de cette théorie donnent comme premier argument une preuve historique. Dans notre ancien droit, on ne reconnaissait que deux sortes de jeux : d'une part, les jeux d'adresse et les jeux dits de commerce; d'autre part, les jeux dits de hasard; ces derniers seuls étaient prohibés.

(1) Garraud, *Droit pénal*, t. V, p. 186. — Chauveau et Hélie, *Droit pénal*, t. V, n° 2322.

La loi nouvelle a conservé cette distinction. Elle autorise les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied et à cheval, les courses à chariot, le jeu de paume et autres jeux de même nature, qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps (art. 1996, C. C.). D'un autre côté, la loi pénale défend tout jeu qui dépend du hasard. Donc, d'une part, les jeux d'adresse; d'autre part, les jeux de hasard.

Il n'y a pas place pour une troisième catégorie; il faut donc comprendre dans la catégorie des jeux de hasard ceux où le hasard seul règne, puisque, dans tous les jeux, même dans les jeux d'adresse, il y a toujours une place pour le hasard.

En outre, cette théorie est la plus juridique, puisqu'elle est conforme aux règles d'interprétation stricte admise en matière pénale et qu'elle enlève aux juges un pouvoir d'appréciation, qui peut faire naître de nombreuses difficultés.

Enfin, les expressions employées par le législateur, « jeux de loterie ou jeux de hasard », indiquent, par leur rapprochement, que ce qu'il a voulu défendre, ce sont bien les jeux de pur hasard.

La seconde opinion considère comme jeux de hasard ceux où la chance prédomine sur l'adresse et les combinaisons de l'intelligence. Cette théorie, que M. Blanche (1) a édifiée par suite de l'examen

(1) *Dr. pénal*, t. VI, n° 290.

de certaines décisions de jurisprudence, paraît contraire, comme nous le disions à l'instant, à la règle d'interprétation stricte en matière pénale. En outre, il est très délicat d'apprécier si, dans un jeu, l'adresse ou le hasard a la plus grande part, et laisser aux juges un semblable pouvoir, c'est exiger d'eux une connaissance approfondie de chaque jeu.

Cette opinion, ainsi que le fait remarquer M. Villet (1), « s'inspire, à coup sûr, d'une haute pensée morale... Mais, en droit, nous tenons comme un principe constant que les textes de la loi pénale doivent s'interpréter d'une manière restrictive ».

Toutefois, nous pensons, avec la jurisprudence, qu'un jeu dans lequel l'adresse aurait une part, pourrait néanmoins être considéré par les tribunaux comme illicite, par suite de certaines circonstances tendant à en faire un jeu de hasard, par exemple si de nombreux parieurs venaient risquer des sommes considérables dans des mises engagées sur des parties dont ils ne connaissent même pas les joueurs (2). Il y a, dans ce cas, jeu de hasard, puisque, pour ces parieurs, le résultat du jeu dépend de la façon de jouer de personnes qu'ils ne connaissent pas, dont ils ignorent l'adresse.

En résumé, on ne peut établir comme un principe immuable que tel ou tel jeu devra toujours être

(1) Note sous Cass., Belgique, 1^{er} déc. 1879. S. 81. 4. 25.

(2) Cas., 3 juillet 1852. D. 52. 1. 222.

considéré comme illicite. Les tribunaux auront à apprécier les circonstances qui l'ont accompagné, et, s'il résulte de la façon de procéder des joueurs que le hasard seul réglait le gain ou la perte, il faudra décider qu'il y a jeu défendu, et, par suite, contravention pour l'aubergiste qui l'a tenu ou établi. Il n'y a pas là, pour les tribunaux, à rechercher si le hasard a tenu plus de place que l'adresse; il y a seulement à considérer si le hasard a présidé seul au jeu. On n'enfreindra pas, de la sorte, les règles d'interprétation en matière pénale.

Ajoutons que le caractère de jeu de hasard ne dépend pas de la nature de la mise. Il est certain que la contravention sera la même pour l'aubergiste si la mise a été forte ou peu importante ou même si elle n'a consisté qu'en objets n'ayant aucune valeur. Il n'y a pas non plus à distinguer entre les jeux dans lesquels l'enjeu peut être perdu sans compensation et ceux où le joueur reçoit en compensation de sa mise un objet quelconque désigné par le hasard, car c'est toujours le hasard qui fixe ce que gagnera le joueur.

Les jeux de hasard sont donc seuls prohibés par la loi.

Mais l'autorité administrative, qui doit veiller au maintien du bon ordre, pourrait-elle aller plus loin et interdire même des jeux licites d'après la loi? La jurisprudence lui reconnaît formellement ce droit.

La Cour de cassation notamment, dans un arrêt du 29 décembre 1865, a décidé légal et obligatoire, comme rentrant dans les pouvoirs accordés au maire, de prendre toutes dispositions utiles en vue de l'ordre public, l'arrêté qui défend les jeux de cartes d'une manière générale dans les cafés, débits et lieux publics de la commune (1).

Cette jurisprudence paraît sujette à caution. On ne doit pas oublier que la disposition d'un règlement contraire au texte de la loi doit être réputée non écrite. Or une disposition de règlement est en principe contraire à la loi quand le législateur ayant statué sur un objet rentrant par nature dans la classe de ceux confiés à la vigilance du maire et ayant précisé à quelles conditions le fait constituera une contravention, l'arrêté municipal voit une contravention dans le même fait alors qu'il ne réalise pas toutes les conditions légales. Par exemple, l'art. 471, § 6, du Code pénal, interdisant l'exposition d'objets à exhalaisons malsaines sur la voie publique, le maire ne peut interdire l'exposition d'objets à odeurs désagréables. La même décision semble s'imposer en matière de jeux. La loi a réglementé les jeux dans les lieux publics, mais la prohibition qu'elle édicte ne s'applique qu'aux jeux de hasard, l'arrêté municipal qui défendrait tous les

(1) D. 66. 1.187.

jeux serait contraire à la loi comme réglementant des matières déjà réglées par elle.

Nous reconnâtrions cependant au maire le droit de soumettre l'établissement des jeux de hasard ou autres dans les lieux publics à une autorisation préalable de lui, en invoquant la nécessité de maintenir la tranquillité publique et la difficulté d'assurer sans cela une constatation sérieuse des infractions à la loi sur les jeux du hasard. La distinction est évidemment subtile : le maire peut soumettre à son autorisation l'exercice des jeux licites, mais il ne peut les prohiber ; cependant elle existe. En obligeant les aubergistes à se faire autoriser, le maire exerce son pouvoir de surveillance sur les lieux publics : il n'interdit pas d'une façon uniforme les jeux dans tous les lieux publics ; il se réserve seulement de les prohiber s'il lui semble que dans telle ou telle circonstance, chez tel ou tel individu, ils nuiront au bon ordre. La loi a visé une toute autre hypothèse en défendant d'une façon générale les jeux de hasard, et le maire en soumettant l'exercice des jeux à une autorisation ne réglemente pas une matière déjà réglée législativement.

Le maire qui ne peut prohiber d'autres jeux que les jeux de hasard ne peut, à plus forte raison, autoriser un aubergiste à tenir chez lui un jeu prohibé. L'autorité municipale est en effet sans droit pour légitimer une contravention à la loi.

La peine prononcée par la loi contre celui qui a tenu ou établi un jeu de hasard dans un lieu public est une amende de 6 à 10 francs, et la confiscation de tous les objets servant au jeu (art. 475 et 477, C. pén.). Remarquons que l'amende ne frappe que celui qui a tenu les jeux et que par une bizarrerie de la loi, les joueurs sont laissés indemnes.

En outre de la disposition que nous venons d'étudier, l'art. 410 du Code pénal punit d'une amende de 100 à 6,000 francs et d'un emprisonnement de deux mois à six mois ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard et y auront admis le public, ainsi que les banquiers, préposés, administrateurs de cette maison.

L'art. 410 trouve-t-il son application pour les aubergistes à côté de l'art. 475? Et, en cas d'affirmative, dans quelle hypothèse faut-il appliquer l'art. 475; quand y a-t-il application de l'art. 410?

D'après une première théorie (1) l'art. 410 ne s'applique qu'aux maisons clandestinement organisées pour l'exercice des jeux de hasard. En effet, les auberges, cafés, etc., et tous les lieux publics étant toujours soumis à la surveillance de la police, sont bien moins dangereux que les maisons clandestines qui échappent aux visites policières, et, par suite,

(1) Chauveau et Hélie, t. V, n° 2320.

présentent de plus grands inconvénients au point de vue du bon ordre et de la sécurité. Il semble donc juste que la loi se soit montrée plus sévère vis-à-vis des tenanciers de ces maisons et qu'elle se soit contentée d'infliger une peine minime à ceux qui tiennent un jeu de hasard dans un endroit surveillé par l'administration.

Du reste les textes paraissent donner raison à cette théorie. En effet, l'art. 410, en punissant non seulement ceux qui ont tenu la maison de jeu, mais aussi tous ceux qui prennent une part dans son exploitation, a bien semblé vouloir s'attaquer seulement aux maisons de jeu spécialement organisées dans le but de se livrer à l'exercice des jeux de hasard.

En outre, l'art. 475 s'appliquant aux lieux publics en général semble faire une opposition entre ceux-ci et les maisons de jeu visées par l'art. 410.

En somme, l'aubergiste ne serait jamais passible que d'une contravention.

Une autre théorie (1) généralement admise aujourd'hui rend applicables aux aubergistes les pénalités de l'art. 410.

En rangeant parmi les personnes coupables de délit tous les auxiliaires du tenancier de la maison de jeu, il n'est pas vrai que le législateur ait

(1) Garraud, t. V. 378.

voulu s'attaquer seulement aux maisons de jeu. Il a voulu seulement les atteindre s'il en existait, mais sans faire de leur présence une condition essentielle à l'application de l'art. 410.

L'art. 410 et l'art. 475 du Code pénal s'appliquent l'un et l'autre à l'aubergiste, mais dans des circonstances différentes. Si le fait incriminé présente un caractère de permanence et d'habitude, si l'auberge est un rendez-vous habituel de joueurs, il y aura délit et l'aubergiste sera considéré comme tenant une maison de jeu. Au contraire, si le fait de jouer est accidentel et fortuit, l'art. 475 trouvera seul son application.

Nous croyons que ce sera aux tribunaux de décider s'il y a ou non maison de jeux de hasard. Mais, s'il est vrai que l'habitude peut constituer un des éléments pour qu'il y ait délit, il ne faudrait pas en tirer un principe immuable et dire que chaque fois que ce caractère se présentera, l'aubergiste sera coupable d'avoir tenu une maison de jeu. Ce sera aux tribunaux d'apprécier, d'après les circonstances du fait, s'il y a ou non maison de jeu. L'art. 410 trouverait très bien son application dans le cas où un aubergiste aurait, par hasard, organisé un jeu chez lui, à l'occasion d'une fête par exemple : la tenue d'une maison de jeu est un fait qui se caractérise par lui-même indépendamment des intentions que l'on peut attribuer

à son auteur pour l'avenir (1). Du reste, la loi n'exige nulle part l'habitude pour constituer le délit. Une maison de jeu, c'est un établissement quelconque dont le but *principal* est de fournir, soit à des individus reçus seulement sur invitation, soit à toute personne qui se présentera, le moyen de se livrer à des jeux de hasard : c'est ce caractère *d'organisation particulière* qui constitue, nous le croyons, le véritable criterium auquel on reconnaîtra la maison de jeu.

L'art. 410 décide, en outre, que les coupables pourront être, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits pendant cinq ans au moins et dix ans au plus de l'exercice de certains droits civiques, civils et de famille mentionnés à l'art. 42 du Code pénal.

Enfin, tous les objets ayant servi aux jeux seront confisqués.

En outre des diverses dispositions qui s'appliquent aux lieux publics en général et dont nous venons de passer en revue quelques-unes, il existe une législation spéciale aux auberges. Ces établissements exigent, en effet, une réglementation sévère et une surveillance active qui tient à ce que, étant ouverts à tout le monde, ils pourraient servir d'abri aux malfaiteurs. Nous étudierons d'abord quelles

(1) Nîmes, 8 fév. 1872. D. 1873. 2. 173.

sont les conditions à remplir pour exercer la profession d'aubergiste, puis, dans les chapitres suivants, toute la réglementation des auberges : nous passerons en revue les mesures prises pour assurer l'identité du voyageur, celles ayant pour but de maintenir le bon ordre, de veiller à la salubrité publique. Enfin, un chapitre spécial aura trait aux bonnes mœurs.

La réglementation dont il s'agit est déterminée, soit par des textes législatifs, soit par l'autorité administrative.

L'autorité administrative compétente est, suivant les cas, le préfet ou le maire.

D'après la loi du 5 avril 1884, c'est le maire qui, dans sa commune, prend toutes les mesures intéressant l'ordre public.

En outre, d'après l'art. 99 de cette loi, le préfet peut prendre pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles et dans tous les cas où il n'aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques. Ce droit ne peut être exercé par le préfet à l'égard d'une seule commune qu'après une mise en demeure au maire restée sans résultat.

L'existence d'un arrêté préfectoral sur une matière n'empêcherait pas le maire de prendre d'autres mesures sur la même matière, à condition que

l'arrêté municipal ne fut pas incompatible avec le règlement du préfet. Un maire, par exemple, pourrait fixer à une heure moins tardive la fermeture d'un débit de boissons.

Enfin, tous les arrêtés pris par l'autorité administrative dans la matière qui nous occupe devront avoir pour but le maintien du bon ordre, de la sûreté et de la salubrité publiques, et ne pas être en opposition avec le principe de la liberté du commerce.

CHAPITRE II

CONDITIONS A REMPLIR POUR EXERCER LA PROFESSION D'AUBERGISTE

La liberté du commerce et de l'industrie n'a pas toujours existé, et dans notre ancien droit, comme on a pu le voir dans l'Introduction, l'exercice de la profession d'aubergiste était subordonné à l'accomplissement de certaines formalités.

La loi des 2-17 mars 1791 dans son art. 17 mit fin à cet état de choses en proclamant la liberté du commerce. « Il est libre à toute personne de faire tel négoce et d'exercer telle profession, art ou métier qui lui convient. »

La profession d'aubergiste est donc ouverte à tout le monde, néanmoins l'autorité administrative n'a-t-elle pas le droit de subordonner l'exercice de cette profession à une déclaration préalable? ne peut-on pas même aller jusqu'à lui accorder le droit d'obliger toute personne voulant tenir auberge à obtenir l'autorisation du magistrat de police?

La première question n'offre aucune difficulté. Il est généralement admis que l'autorité administrative peut imposer aux aubergistes l'obligation de faire une déclaration avant d'exercer leur commerce. Les auberges en effet sont des lieux publics sur lesquels l'autorité est appelée à exercer une surveillance étroite.

Il est de toute évidence qu'elle ne pourrait maintenir le bon ordre dans un établissement dont elle ignore l'existence.

Enfin, en rendant obligatoire la déclaration préalable, on n'entrave en rien la liberté du commerce. Le magistrat municipal qui la reçoit n'a pas à s'occuper du degré de moralité du déclarant, il ne peut exiger un certificat de bonnes vie et mœurs; il doit dresser acte sur-le-champ de la déclaration qui lui est faite. L'aubergiste n'a donc qu'une simple formalité à remplir.

Quant aux énonciations que doit contenir la déclaration, ce sera à l'autorité de les déterminer dans l'arrêté rendant la déclaration obligatoire.

En général, l'aubergiste devra mentionner ses nom et qualités ainsi que la situation et la nature exacte de l'établissement qu'il se propose de tenir.

La sanction du défaut de déclaration est une amende de 1 à 5 francs prononcée par l'art. 471 § 15 du Code pénal contre ceux qui ont contrevenu aux

règlements légalement faits par l'autorité administrative.

La question de savoir si l'autorité administrative peut obliger toute personne voulant exercer la profession d'hôtelier à se munir d'une autorisation, est beaucoup plus délicate et plus controversée?

Nous pensons toutefois qu'un arrêté pris dans ce sens serait illégal et non obligatoire comme contraire au principe de la liberté du commerce.

Il est vrai que la liberté du commerce ne consiste pas à exercer une profession quelle qu'elle soit, fût-elle contraire au bon ordre et à la sécurité : il y a de ces cas où l'autorité administrative a le droit et même le devoir d'intervenir pour empêcher des abus malheureux. Mais elle ne doit se mettre en opposition avec ce principe de liberté que lorsqu'il y a nécessité.

Or, dans quel but laisserait-on aux maires le droit de n'autoriser l'exercice de la profession d'aubergiste qu'à ceux qui lui conviennent? Pourquoi mettre en leurs mains un pouvoir discrétionnaire aussi étendu et que rien ne justifie? Il suffit à l'autorité de connaître par une déclaration ceux qui tiennent auberge; elle peut ainsi exercer sa surveillance sur leurs établissements et y maintenir le bon ordre.

Si une déclaration suffit, pourquoi exiger une autorisation?

Tout, du reste, dans notre législation actuelle, conduit à démontrer que c'est la vraie solution.

Dans l'étude que nous ferons plus loin des divers régimes qui ont réglé l'ouverture des cafés et débits de boissons, nous verrons que le régime de l'autorisation administrative créée par un décret du 29 décembre 1851 fut supprimé par la loi du 17 juillet 1880 et remplacé par celui de la déclaration. Or, quel fut le motif donné pour procéder à cette modification; ce fut que le régime d'autorisation constituait un véritable régime d'exception pesant sur toute une catégorie d'industriels et absolument contraire au principe de la liberté du commerce. Comment après cela accorder à l'autorité administrative le droit de soumettre les aubergistes à un régime que la loi de 1880 a flétri et supprimé.

On objectera que la loi de 1880 ne s'applique qu'aux cafés, cabarets et débits de boissons et qu'il ne faut pas étendre ses dispositions au delà des cas qu'elle a visés.

La réponse est facile. Le décret de 1851 rendit obligatoire pour toute personne voulant ouvrir un débit de boissons une autorisation préalable, parce que « la multiplicité toujours croissante des cafés, cabarets et débits de boissons était une cause de désordre et de démoralisation ». C'était dire que ces établissements devaient être considérés comme dangereux et nuisibles au bon ordre et à la salubrité. Malgré ces raisons, la loi de 1880 supprima la nécessité de l'autorisation. N'est-il pas raison-

nable de décider de même pour les auberges qui ont toujours été considérées moins pernicieuses que les cafés?

Cette théorie, du reste, n'est pas nouvelle et on la trouve reproduite dans un arrêt de la Cour de Cassation du 6 février 1847 (1) qui porte que si l'autorité municipale peut enjoindre à ceux qui veulent ouvrir un café (et à plus forte raison une auberge), d'en faire la déclaration à la mairie, il serait contraire à la liberté du commerce et de l'industrie qu'elle pût soumettre le déclarant à la nécessité d'obtenir, au préalable, un permis d'ouverture. « Par là, l'autorité municipale pourrait discrétionnairement interdire à certains individus la profession de maître de café (ou d'auberge), et en réserver le privilège à d'autres individus, ce qui serait incompatible avec la liberté industrielle promise par la loi des 2-17 mars 1791. »

En résumé, nous considérons comme parfaitement légal un arrêté municipal ou préfectoral obligeant toute personne désirant ouvrir ou tenir une auberge, à en faire la déclaration à l'autorité dans un délai fixé, mais à condition que cette déclaration ne soit qu'une simple formalité ayant pour but de faire connaître l'existence des auberges et de permettre qu'elles soient, comme tout bien public,

(1) S. 47. 1. 231.

soumises à la surveillance de la police. Mais nous croyons illégal et non obligatoire, comme attentatoire à la liberté du commerce, l'arrêté rendant nécessaire, pour pouvoir ouvrir une auberge, une autorisation qu'il serait loisible à l'autorité administrative d'accorder ou de refuser.

Un aubergiste pourrait-il se plaindre de ce qu'un autre aubergiste n'a pas fait la déclaration prescrite, et pourrait-il, en vertu de l'art. 1382 du Code civil, lui demander réparation du dommage causé par cette infraction aux règlements? par sa déclaration en effet, il s'est soumis à des charges et des obligations auxquelles s'est soustrait son rival peu scrupuleux.

La négative ne fait aucun doute. Le commerce est libre et l'art. 1382 exige pour son application qu'il y ait faute de la part d'autrui. Or l'exercice régulier d'un droit n'est pas une faute et l'aubergiste exerce régulièrement ses droits puisque le commerce est libre. L'obligation d'une déclaration est une simple formalité administrative qui ne change pas les principes du droit. L'administration seule a le pouvoir de punir l'inobservation des règlements qu'elle a édictés. En réglementant d'une certaine façon la profession d'hôtelier, elle a agi dans l'intérêt de la société, mais elle n'a pas eu pour but de modifier les rapports des aubergistes entre eux.

Nous avons dit dans notre introduction que la plupart du temps, et surtout dans les localités peu importantes, les aubergistes tenaient un débit de boissons. Il faut étudier quelles seront les obligations auxquelles sera astreint l'aubergiste désirant ouvrir ou tenir un café.

On a vu plus haut que l'ouverture d'un café avait été soumise à diverses formalités suivant les époques. C'est ici le lieu d'insister sur cette question au point de vue historique et critique.

Jusqu'en 1851, la profession de débitant de boissons fut entièrement libre; l'exploitation et l'ouverture des cafés n'étaient soumises qu'aux lois générales d'ordre public et aux arrêtés des maires et des préfets concernant la police locale. On vivait sous ce régime depuis 1791 et rien n'indiquait qu'il eût été l'objet de nombreuses plaintes de la part du public.

Un décret du 29 décembre 1851 vint mettre fin à cet état de choses en disposant qu'aucun débit de boissons ne pourrait être désormais ouvert sans l'autorisation préalable de l'autorité administrative.

En outre, la fermeture de ces débits pourrait désormais être ordonnée par arrêté du préfet après condamnation pour contravention aux lois et règlements les régissant ou par simple mesure de sûreté publique.

Enfin, d'après l'art. 3, la sanction de l'absence

d'autorisation était une amende de 25 à 500 francs, un emprisonnement de six jours à six mois, et la fermeture immédiate de l'établissement.

Le régime eût pu être bon s'il eût laissé moins de place à l'arbitraire et s'il eût été créé dans d'autres circonstances et pour d'autres raisons. « Que voulait-on, dit M. Lamotte, dans son rapport au Sénat de la loi du 17 juillet 1880? Frapper de terreur et mettre à la discrétion du pouvoir et de ses agents plus de 300,000 habitants et leurs familles sans cesse menacés dans leur propriété, leur travail, leurs moyens d'existence. Pourquoi? Pour transformer cette multitude intimidée et dépendante en autant de surveillants officieux et d'agents électoraux destinés à être mis au service de la candidature officielle que l'on inaugurerait et dont on se proposait de faire une des bases fondamentales du gouvernement personnel qui s'affirmait et s'imposait hautement à cette heure (1). »

Ce régime faisait de la profession de débitant un privilège réservé à une certaine catégorie d'individus jouissant des faveurs du gouvernement, alors qu'en vertu du principe de liberté créé par la loi de 1791, chacun eût dû pouvoir exercer la profession qui lui plaisait.

Evidemment, certaines professions exigent des

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1880, p. 641.

capacités spéciales, et il est juste qu'elles soient réservées à des personnes ayant montré qu'elles étaient aptes à les exercer; telles les professions dites libérales. Mais quand ces raisons n'existent pas, toute profession doit être libre. En outre, en permettant aux préfets de faire fermer les cafés par simple mesure de sûreté publique, le décret de 1851 portait atteinte au principe de l'inviolabilité de la propriété privée fixé par l'art. 545 du Code civil : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité. »

La loi du 17 juillet 1880 créa un système mixte ayant pour but de sauvegarder tout à la fois le principe de la liberté du commerce et la sécurité et le bon ordre.

Mais, avant d'entrer dans l'étude de cette loi, il est indispensable de remarquer que les dispositions qu'elle renferme ne s'appliquent pas de plein droit aux auberges; il faut, pour cela, que l'aubergiste tienne un café, un débit de boissons ouvert à tous les consommateurs. Mais s'il ne donne à boire qu'aux personnes logeant dans son hôtel, il n'est plus soumis aux prescriptions de la loi de 1880. En d'autres termes, pour être considéré comme débiteur de boissons, l'aubergiste doit tenir un débit ayant pour objet principal la vente des boissons et ne formant pas un simple accessoire de l'auberge.

La Cour de Caen, par un arrêt du 21 avril 1853, et la Cour de cassation, par un arrêt du 19 mai 1854 (1), se sont prononcées dans ce sens. Il est vrai que l'on était alors sous l'empire du décret de 1851, mais les raisons de décider sont les mêmes aujourd'hui, d'autant plus que la loi de 1880, dans l'énumération qu'elle fait des personnes à qui elle s'applique, reproduit les termes du décret de 1851. « L'énumération de la loi, dit la Cour de Caen, comprend seulement les industries ayant pour objet unique les débits de boissons, et non pas celles, comme la profession d'aubergiste, ayant pour objet principal la nourriture et le logement des personnes, et dont, conséquemment, la vente des boissons est un accessoire nécessaire ou même l'élément essentiel. »

Toutefois, nous pensons avec M. Londel (2) que si, dans une auberge, la vente des aliments n'était qu'un moyen de se soustraire à la loi, et si l'objet principal de l'établissement était la vente des boissons, les tribunaux pourraient décider qu'il y a véritablement débit de boissons. L'esprit de la loi et même son texte conduisent à cette interprétation.

Après avoir, dans son art. 1^{er}, abrogé le décret du 29 décembre 1851, la loi du 17 juillet 1880

(1) D. 18. 53. 2. 229. — D. 18. 54. 5. 62.

(2) Jurisprudence de Caen, 1853, p. 229.

oblige, par son art. 2, « toute personne qui voudra ouvrir un café, cabaret ou autre débit de boissons à consommer sur place (1), à faire quinze jours au moins à l'avance, et par écrit, une déclaration indiquant :

« 1° Ses nom, prénoms, lieu de naissance, profession et domicile;

« 2° La situation du débit;

« 3° A quel titre elle doit gérer le débit, et les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire, s'il y a lieu. »

La déclaration doit être faite à la mairie de la commune où le débit est établi; à Paris, elle est faite à la préfecture de police. Il en est donné immédiatement récépissé.

Le maire n'a pas le droit de refuser la délivrance de ce récépissé; il ne peut exiger, de la part de l'impétrant, un certificat de bonne vie et mœurs ou un extrait de son casier judiciaire. Ce sera au procureur de la République de l'arrondissement, à qui copie intégrale de la déclaration sera transmise dans un délai de trois jours, à s'assurer, par un examen du casier judiciaire du cafetier, qu'il n'a subi aucune des condamnations entraînant l'incapacité tempo-

(1) L'interdiction d'ouvrir un cabaret sans déclaration préalable s'applique sans distinction entre les établissements où l'on vend du café et ceux où l'on vend des boissons alcooliques. (Chambéry, 7 mars 1882. — S. 1882. 2. 200.)

raire ou perpétuelle d'exploiter un débit de boissons (1).

En outre de cette déclaration préalable, « toute mutation dans la personne du propriétaire ou du gérant devra être déclarée dans les quinze jours qui suivront. La translation du débit d'un lieu à un autre devra être déclarée huit jours au moins à l'avance. La transmission de ces déclarations sera faite aussi au procureur de la République de l'arrondissement, conformément aux dispositions de l'article précédent » (art. 3). La sanction du défaut de déclaration, dans les cas prévus par la loi, est une amende de 16 à 100 francs.

La loi de 1880 édicte, en outre, un certain nombre d'incapacités.

Elle défend d'abord l'exploitation d'un débit de boissons aux mineurs non émancipés et aux interdits, prohibition qui s'explique par une raison de convenances.

En outre, elle interdit l'exercice de cette profession à certaines catégories d'individus condamnés, et dont l'énumération se trouve dans les art. 6 et 7.

On avait demandé la suppression de ces articles, lors de la discussion du projet, sous prétexte qu'ils portent atteinte à la liberté du commerce.

Mais le rapporteur fit observer très justement

(1) Circ. du ministère de l'Intérieur du 20 août 1880. Sirey, *Lois annotées*, 1880, p. 642.

qu'elles constituaient des garanties indispensables à l'ordre et à la moralité publique.

On observera, du reste, que la loi de 1880 supprime le pouvoir que possédait l'administration de fermer les débits de boissons, soit pour condamnations aux lois et règlements, soit même arbitrairement, par mesure de sûreté publique. « Cette mesure, dit M. de Sonnier dans son rapport, est une véritable confiscation : elle frappe ceux qui en sont l'objet de la manière la plus inégale et rejait presque toujours sur d'autres que sur le coupable. Un débit de boissons, qu'il représente une valeur considérable ou minime, est souvent le seul patrimoine d'une famille ou le gage des créanciers qui se trouvent ruinés par la fermeture de l'établissement. »

Ce régime arbitraire fut remplacé par un système de répression plus équitable, et l'économie de la législation nouvelle peut se réduire à deux hypothèses :

Ou bien le débitant a fait à l'autorité municipale la déclaration prescrite et le procureur de la République s'est aperçu que celui-ci rentrait dans une des catégories d'incapables, prévues par la loi. Si, malgré son incapacité, le cafetier ouvre un débit de boissons, il sera passible d'une amende de 16 à 200 francs, qui, au cas de récidive, se transformera en un emprisonnement de six jours à un mois.

Ou bien, au contraire, le débitant n'a encouru

les condamnations le rendant incapable que lorsqu'il était déjà établi. Il perd alors le droit de continuer la gestion de son établissement, ou d'y être employé, à quelque titre que ce soit; l'infraction à cette disposition est punie comme ci-dessus, mais il reste libre de vendre le fonds qu'il exploitait, de le louer ou d'y installer un gérant.

En résumé, la loi de 1880 crée un système mixte qui, tout à la fois, respecte le principe de la liberté du commerce, en laissant libre l'ouverture des débits de boissons, et sauvegarde la morale et l'ordre public en réglementant l'exploitation de ces établissements.

Lors de la rédaction de la loi, l'administration s'était émue des difficultés qu'elle rencontrait pour faire la police des cabarets mal tenus après la suppression du pouvoir que lui donnait le décret de 1851 de faire procéder à leur fermeture. Et le préfet de police de Paris avait vivement insisté pour que ce droit fût maintenu dans le cas où il y aurait danger notoire pour la sécurité publique. Mais le législateur, encore sous le coup de l'arbitraire qui avait guidé les préfets sous l'empire du décret de 1851, refusa de donner satisfaction à cette demande et fit observer que la police avait, du reste, à sa disposition, des armes suffisantes pour maintenir le bon ordre dans les cabarets.

En dehors des arrêtés que peuvent prendre les maires pour empêcher que les cafés ne soient des

foyers de débauche ou des lieux de désordre, de nombreuses dispositions législatives que nous aurons à étudier au cours de ce travail fournissent le moyen de maintenir l'ordre public, sans porter entrave au libre exercice de la profession (1).

La loi de 1880 qui supprimait la nécessité de l'autorisation administrative la maintient cependant dans un cas : tout individu ouvrant un débit de boissons à l'occasion d'une foire, vente ou fête publique, doit obtenir l'autorisation de l'autorité municipale (art. 10). Cette disposition s'appliquerait à l'aubergiste qui, un jour de fête, voudrait établir chez lui un café. Le législateur a pensé que c'était au maire qu'il appartenait de juger de l'opportunité de l'existence d'un nouveau débit de boissons dans cette hypothèse.

Le maire seul peut savoir si le nombre des établissements de ce genre dans sa commune n'est pas suffisant et si la création de nouveaux ne portera pas préjudice au commerce. En outre, le refus d'autorisation ne pourra beaucoup nuire à l'impé-

(1) L'art. 61 du Code pénal déclare que « ceux qui connaissent la conduite habituelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétaires, leur fournissent habituellement logement, lieux de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices ».

L'art. 248 du Code pénal punit le recel des malfaiteurs.

La loi du 23 janvier 1873 réprime l'ivresse. (Voir plus loin.)

Les art. 479 § 8 et 480 du Code pénal punissent les auteurs de bruit ou tapage injurieux ou nocturnes, etc.

trant : il ne s'agit, en effet, de l'ouverture du débit que pour un temps relativement court, et l'on ne peut dire que celui qui sollicite l'autorisation désire tenir un café, exercer la profession de débitant.

Tout café ouvert dans ces circonstances, sans autorisation préalable, sera immédiatement fermé. C'est le seul cas où l'autorité administrative ait conservé le droit d'ordonner la fermeture des débits de boissons.

Le régime inauguré par la loi de 1880 paraissait donc le meilleur; mais les débits de boissons se sont multipliés d'une façon effrayante dans ces derniers temps et ont fait naître un danger dont on se préoccupe fort à l'heure actuelle et qui doit être enrayé à tout prix : le péril alcoolique. MM. Bé-ranger et Siegfried, sénateurs, viennent, afin de remédier au mal, de soumettre au Sénat une proposition de loi dont voici en quelques mots l'économie (1).

L'ouverture d'un débit de boissons à consommer sur place, même occasionnel, devra être autorisé à Paris par le préfet de police, dans les départements par le préfet, après avis de la commission départementale, du conseil général et du procureur de la République.

(1) Voir procès-verbal de la séance du 27 mars 1899 au Sénat.

Aucun débit ne pourra être établi dans un local consacré à un autre commerce ou communiquant avec le débit lui-même.

Tant que le nombre des débits sera supérieur à 1 par 300 habitants, il ne pourra être accordé qu'une autorisation par trois vacances à Paris dans l'arrondissement, et dans les départements, dans le canton.

Lorsque ce chiffre sera atteint, il ne sera accordé d'autorisation qu'en remplacement d'un débit existant.

Les débitants actuels ne seront pas soumis à l'autorisation.

Les infractions seront punies d'une amende de 16 à 1000 francs sans préjudice de la fermeture immédiate.

Comme on le voit, cette proposition de loi est un retour au régime du décret de 1854, avec cette différence que, lorsque les conditions requises seront réalisées, le préfet n'aura pas le droit de refuser son autorisation, et qu'une fois accordée, il ne pourra la retirer qu'en cas d'infractions subséquentes à la loi.

Il a été diversement apprécié.

Suivant les uns, il est peu probable que la réduction des débits de boissons soit un remède aux progrès de l'alcoolisme. Qu'importera à un individu qui veut se livrer à sa funeste passion de faire quelques pas pour trouver un café? On

eût pu prendre ses précautions autrefois, mais maintenant il est trop tard pour enrayer le mal.

D'autre part, bien que le préfet ne puisse refuser son autorisation si le débitant se trouve dans des conditions normales, le pouvoir que lui donne la proposition de loi Siegfried ne fait-il pas renaître un privilège que la loi de 1880 avait eu pour but d'abolir? Et ne constitue-t-il pas une entrave à la liberté du commerce?

Ces diverses objections offrent une part de justesse. Il est évident que la diminution des cafés ne constitue pas un remède suffisant.

Cependant, ne peut-on voir là un premier moyen de combattre l'alcoolisme? D'un côté, il n'est pas tout à fait exact de dire que s'il y avait moins de cafés, la consommation de l'alcool n'en serait pas diminuée pour cela. Il est certain que l'occasion constitue un premier danger. A côté d'individus qui fréquentent les cabarets parce que le besoin de s'adonner aux boissons alcooliques est chez eux une passion, il en est qui ne penseraient pas à boire s'ils ne trouvaient à chaque pas des établissements où ils entrent d'abord par hasard et que, petit à petit, ils prennent l'habitude de fréquenter.

Supprimer la tentation, c'est donc déjà un premier remède qui, à la longue, produirait d'heureux effets.

L'objection tirée de l'entrave que causerait la

proposition de loi Siegfried à la liberté du commerce est plus spécieuse, mais pour la combattre, il faut bien préciser ce que l'on entend par le mot liberté.

La liberté, ce n'est pas le droit de faire tout ce qui plaît, sans contrôle, sans défense, sans restriction. La liberté du commerce et de l'industrie, comme nous le disions plus haut, ne consiste pas pour un individu à exercer une profession quelle qu'elle soit, fût-elle nuisible à la sécurité et au bon ordre. L'exercice d'un commerce est soumis à la condition de se conformer aux lois et règlements établis dans le but de présenter des garanties publiques ou privées contre les abus ou les excès et qui sont, à vrai dire, des mesures de protection pour les intérêts légitimes plutôt que des restrictions à la liberté d'industrie. Mais la liberté est la règle, la restriction n'est que l'exception, et cette exception a besoin d'être formellement établie par les lois et règlements (1).

Ne voit-on pas maintenant que l'autorisation proposée par M. Siegfried n'aurait rien de contraire à la liberté de commerce, une pareille autorisation étant établie dans le but de protéger la masse en enrayant les progrès de l'alcoolisme. La loi que proposent MM. Siegfried et Béranger n'a, du

(1) Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, v^o « Liberté de l'industrie ».

reste, pas pour but de laisser, comme le décret de 1831, les préfets libres d'accorder leur autorisation et de faire fermer les cafés à leur guise; elle tend seulement à réduire le nombre des débits de boissons par des moyens qui, vu les circonstances présentes, ne sont pas une atteinte à la liberté du commerce.

Tout à l'heure, nous avons décidé que le règlement administratif qui permettrait au magistrat municipal de refuser à quelqu'un l'autorisation d'ouvrir un hôtel serait attentatoire à la liberté du commerce. Nous persistons dans notre opinion.

On conçoit, en effet, fort bien un régime rendant plus difficile la profession de débitant ou de cabaretier, car il y va de l'intérêt de tous et le danger est tellement grand à l'heure actuelle qu'on admettrait parfaitement une mesure qui, au premier abord, semble attentatoire à la liberté. La multiplicité des cafés constitue un véritable fléau social et il ne faut pas, dans la crainte de nuire à quelques commerçants, tolérer qu'il soit porté atteinte à la santé physique et morale des citoyens.

Mais nous ne pourrions appliquer la même théorie aux auberges qui ne présentent évidemment pas le même danger, puisque leur but est de loger et nourrir les voyageurs. Au contraire, l'intérêt des voyageurs et celui des hôteliers réclament le maintien du *statu quo*. L'intérêt des voyageurs qui doi-

vent toujours trouver un nombre suffisant d'hôtels pour pouvoir faire un choix et désirer que la concurrence incite les aubergistes à améliorer le confortable de leurs établissements. L'intérêt des hôteliers qui doivent pouvoir exercer sans entravé une profession qui ne nuit pas à la sécurité publique.

Nous avons vu que l'aubergiste pouvait être tenu à une double déclaration :

1° Comme aubergiste, ayant seulement à loger et nourrir les voyageurs, une déclaration prescrite par l'autorité préfectorale ou locale.

2° Comme cafetier, ou débitant de boissons, une déclaration prescrite par la loi du 17 juillet 1880.

Il reste à dire quelques mots d'une troisième déclaration que doit faire l'aubergiste au bureau de la régie avant de commencer son débit, et qui entraîne le paiement d'une licence. (Loi du 28 avril 1816.)

Cette déclaration a pour but de soumettre les individus qui y sont astreints à la surveillance des agents des contributions indirectes.

La loi de 1816 oblige à faire cette déclaration « les cabaretiers, aubergistes, traiteurs, restaurateurs, maîtres d'hôtels garnis, cafetiers, liquoristes, buvetiers, débitants d'eaux-de-vie, concierges et autres, donnant à manger au jour, au mois ou à l'année, ainsi que tous autres qui voudront se livrer à la vente en détail des boissons. »

La première question qui se pose est celle de savoir si tous les commerçants énumérés dans la loi ne sont pas de plein droit, par le fait seul d'exercer une des professions désignées, astreints à la déclaration à la régie.

La Cour de cassation, dans plusieurs arrêts, s'était prononcée dans le sens de l'affirmative : le fait seul de l'exercice d'une des professions énumérées en l'art. 50 de la loi du 28 avril 1816 entraîne la présomption légale de vente de boissons en détail et assujettit à la déclaration et au paiement de la licence (1).

Les cours royales pensaient au contraire que l'art. 50 de la loi de 1816 ne s'appliquait aux personnes y désignées qu'autant qu'elles débitaient des boissons, et, par suite, qu'il ne pouvait concerner les aubergistes se bornant à loger les voyageurs sans leur donner à boire ni à manger. La loi du 23 avril 1836 trancha le débat dans le sens adopté par la Cour suprême, et décida que les personnes qui exerçaient une des professions désignées dans la loi de 1816 étaient assujetties à la déclaration et autres obligations imposées aux débitants de boissons par le fait même de leur profession et sans

(1) Cass. 9 décembre 1826.

« Cette règle s'applique à l'aubergiste qui loge habituellement les voituriers et leurs chevaux, bien qu'il ne débite pas de boissons et ne donne pas à manger. »

(Cass., 19 novembre 1819. — 9 décembre 1826. — 7 février 1829).

qu'il soit besoin d'établir qu'elles se livrent au débit des boissons.

Les aubergistes sont donc présumés légalement débiter des boissons, et, par suite, astreints à la déclaration.

Un hôtelier pourrait-il néanmoins prouver qu'il ne débite pas de boissons et qu'il ne nourrit pas les voyageurs, mais qu'il les loge seulement? La question pour nous ne présente pas grand intérêt puisque nous avons désigné par aubergistes dans notre introduction, ceux faisant profession de *loger et nourrir* les voyageurs. Toutefois, comme elle a été parfois soulevée, nous tâcherons de la résoudre.

Mais pensons que l'hôtelier ne serait pas en droit de prouver qu'il ne débite pas de boissons.

Que trouve-t-on, en effet, dans l'énumération de l'art. 50 de la loi de 1816? D'une part, toute une catégorie de personnes, cabaretiers, aubergistes, etc.; d'autre part, les personnes de toute classe qui se livrent à la vente en détail des boissons spécifiées en l'art. 47. Il est certain que pour les personnes énumérées dans cette seconde catégorie, la preuve qu'elles débitent des boissons est nécessaire; mais, pour les autres, la loi de 1836 les présumant légalement, par le fait seul de l'exercice de leur profession, débiter des boissons, elles ne peuvent, conformément au droit commun, être dispensées de la déclaration en alléguant qu'elles ne débitent pas.

La loi de 1816 a fait une véritable énumération des personnes qu'elle entendait viser, et ne s'est pas bornée, ainsi qu'on l'a dit, à donner des exemples de gens débitant des boissons. La loi de 1836 a créé une présomption légale pour toutes les personnes comprises dans la loi de 1816; on ne peut faire la preuve contraire.

Suffit-il, pour exercer la profession d'aubergiste, de faire les diverses déclarations dont il vient d'être question? L'aubergiste a-t-il le droit de s'établir n'importe où?

Aux termes de l'art. 9 de la loi du 17 juillet 1880, « les maires peuvent, le conseil municipal entendu, déterminer la distance à laquelle les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés au culte, cimetières, hospices, écoles primaires, collèges ou autres établissements d'instruction ». Le pouvoir accordé aux maires tient à la nature des cafés, lieux bruyants qui pourraient troubler le respect dû aux morts ou au culte, et la tranquillité des établissements d'instruction.

Peut-on appliquer aux auberges l'art. 9 de la loi du 17 juillet 1880?

En d'autres termes serait-il au pouvoir du maire de déterminer à quelle distance des églises, cimetières, etc., les auberges doivent être établies?

Tout d'abord, si l'aubergiste veut ouvrir un débit de boissons, il ne pourra le faire qu'en observant la

distance réglementaire fixée par l'autorité municipale.

Mais il semble qu'en dehors de cette hypothèse, on ne puisse faire application de l'art. 9 aux auberges. En effet, ce pouvoir, donné aux maires, le conseil municipal entendu, est un pouvoir tout spécial. Ce qui le prouve c'est d'abord qu'il a fallu une disposition particulière de la loi pour l'octroyer aux maires, et qu'en outre le maire ne peut agir que « le conseil municipal entendu ».

L'art. 9 de la loi de 1880 doit donc s'interpréter restrictivement.

On dira peut-être que les maires peuvent puiser ce pouvoir dans la loi du 5 avril 1884 qui leur permet de prendre tous arrêtés utiles dans le but de maintenir le bon ordre et d'assurer la tranquillité publique. Nous ne le pensons pas. Lorsque fut promulguée la loi de 1880, les droits de l'autorité municipale relativement à la police étaient déterminés par la loi des 16-24 août 1790, et la loi du 5 avril 1884 n'a été sur ce point qu'une reproduction de la loi de 1790. Pourquoi alors la loi de 1884 donnerait-elle aux maires un pouvoir qu'ils n'avaient pas auparavant ?

Ajoutons enfin que le projet de loi Siegfried, qui a été étudié plus haut, reproduit les dispositions de la loi de 1880 : à quoi cela servirait-il si le maire trouvait dans la loi de 1884 le droit de fixer la

distance à laquelle les cafés doivent être établis?

Concluons : la loi de 1880 donnant, dans le cas qui nous occupe, un pouvoir tout spécial aux maires, pouvoir qui porte atteinte au droit de s'établir où l'on veut, doit être interprétée restrictivement et par suite, ne peut être étendue par analogie aux auberges, à moins que n'y soit joint un café.

CHAPITRE III

MESURES ADMINISTRATIVES TENDANT A FAIRE CONNAITRE
L'IDENTITÉ DES VOYAGEURS — DES REGISTRES DES
AUBERGES.

On a de tout temps jugé utile de renseigner la police sur la présence et l'identité des voyageurs descendus dans les auberges et de fait il existe de nombreuses dispositions édictées dans ce but, tant dans l'ancien droit que dans le droit actuel.

Chartes VI, dans un édit du 26 novembre 1407, prescrit que « nulz hosteliers ne logent ou hébergent dans leurs hostels aucunes gens de quelque état qu'ilz soient, sans le faire assavoir par chascun jour au soir au prévot ou à son lieutenant ».

Une sentence du Chatelet de Paris du 30 mars 1655 enjoint « à toutes personnes qui s'entremettraient de loger et de relouer, soit en hôtellerie, en chambre garnie au mois, à la semaine et à la journée, de s'enquérir de ceux qui logeraient chez eux, de leurs noms, prénoms, qualités, conditions, demeurances,

du nombre de leurs serviteurs, chevaux, le sujet de leur arrivée et le temps de leur séjour ; en faire registre, le porter le même jour au commissaire de leur quartier, leur en laisser autant par écrit sous peine de 48 livres parisis d'amende. »

Une ordonnance du 6 novembre 1778 prescrit aux logeurs et personnes tenant maisons garnies d'écrire jour par jour les personnes logées chez eux.

Enfin la loi du 22 juillet 1791 vint remplacer les règlements locaux et imposa aux aubergistes « d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre en papier timbré et paraphé par un officier municipal ou un commissaire de police, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de tous ceux qui coucheraient chez eux, même une seule nuit ; de représenter ce registre tous les quinze jours, et en outre toutes les fois qu'ils en seraient requis, soit aux officiers municipaux, soit aux officiers de police, ou aux citoyens commis par la municipalité (titre I^{er}, art. 5).

Et l'art. 6 ajoutait : « Faute de se conformer aux dispositions du précédent article, ils seront condamnés à une amende du quart de leur droit de patente, sans que cette amende puisse être au-dessous de 3 livres, et ils demeureront civilement responsables des désordres et des délits commis par ceux qui logeront dans leurs maisons. »

Cette disposition fut à peu près reproduite dans

l'art. 475 § 2 du Code pénal : « Les aubergistes, hôteliers, logeurs, ou loueurs de maisons garnies qui auraient négligé d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les noms, qualité et domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons; ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ces registres aux époques déterminées par les règlements, ou lorsqu'ils auraient été requis, aux maires, adjoints, officiers ou commissaires de police, ou aux citoyens commis à cet effet, seront punis d'une amende depuis 6 francs jusqu'à 10 francs inclusivement, le tout sans préjudice des cas de responsabilité mentionnés en l'art. 73 du présent Code, relativement aux crimes ou aux délits de ceux qui, ayant logé ou séjourné chez eux, n'auraient pas été régulièrement inscrits. »

Le législateur a imposé l'obligation aux hôteliers de tenir un registre afin que la police soit toujours renseignée sur toutes les personnes qui passent dans la localité. Ce sera parfois un moyen de retrouver des malfaiteurs ou des criminels. Les auberges, si cette formalité n'était pas requise, pourraient servir d'asile aux malfaiteurs, prévenus ou condamnés, et leur permettre d'échapper aux mains de la justice.

On dira que la formalité de l'inscription sur le

registre des voyageurs descendus dans une auberge ne présente pas une grande utilité puisque, en pratique, les aubergistes omettent de la remplir régulièrement, d'autant plus que la peine qu'ils encourront, si par hasard ils sont découverts, sera très minime. Un hôtelier, s'il veut cacher l'identité d'un voyageur, ne reculera pas devant la perspective d'une amende de 6 à 10 francs.

L'argument n'est pas bon parce qu'il ne faut pas juger de l'utilité d'une prescription d'après la plus ou moins grande facilité avec laquelle on peut la violer. En soi-même, le registre des aubergistes justifie pleinement son existence par les services qu'il rend, mais il est exact que la pénalité encourue par l'hôtelier qui ne l'a pas tenu comme il le devait est tout à fait insuffisante. Nous verrons toutefois que d'autres pénalités peuvent frapper l'aubergiste à l'occasion de la mauvaise tenue du registre (1).

La formalité prescrite par l'art. 475 § 2 a trouvé un nouvel intérêt depuis la loi du 31 mars 1896 relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par le voyageur. L'inscription sur le registre du départ du voyageur permet de calculer le délai de six mois avant l'expiration duquel ne peut être faite la vente de ces effets.

(1) Nous verrons notamment que le législateur a prévu les deux fraudes le plus à craindre, l'entente du voyageur avec l'aubergiste pour ne pas l'inscrire ou l'inscrire sous un faux nom.

Nous étudierons au cours de ce chapitre :

1^o Quelles personnes sont astreintes à la tenue du registre du logement.

2^o Quelles sont les obligations de l'aubergiste relativement à la tenue du registre.

3^o Quelles sont les pénalités qu'il peut encourir pour non-exécution ou exécution imparfaite de la formalité.

§ 1^{er}. — *Des personnes astreintes à la tenue du registre.*

La question que nous allons étudier dans cette section ne se rattache pas directement à notre sujet. Il est bien évident en effet que tous les aubergistes doivent tenir un registre de logement; et il n'y a pas à distinguer si les chambres louées font partie de l'auberge ou de la maison particulière de l'aubergiste (1), car c'est toujours à ce titre qu'il loue ses chambres, il agit toujours comme aubergiste. La maison est considérée alors comme une annexe de l'auberge, et s'il y met des appartements à la disposition des voyageurs, c'est parce que son établissement est trop petit pour recevoir tous ses clients.

Néanmoins il est intéressant de savoir si la prescription de l'art. 475 § 2 ne s'applique qu'à ceux qui

(1) Cr. Cass. 17 juillet 1896. *Bul. crim*, n^o 241.

exercent réellement la profession de loueurs de garnis ou d'hôteliers, ou si, au contraire, elle s'étend à tous ceux qui, en fait, louent des appartements meublés.

Deux opinions sont en présence, et elles trouvent, l'une et l'autre, des défenseurs, tant dans la doctrine que dans la jurisprudence.

La première, professée par MM. Chauveau et Hélie (1), soutient que sont seuls tenus de l'obligation d'avoir un registre ceux qui font profession de loger les étrangers, dont les maisons sont publiques et ouvertes à tous venants, et qui sont patentables à raison de la profession qu'ils exercent.

Cette opinion s'appuie sur l'identité des termes employés par la loi du 22 juillet 1791 et par l'art. 475 § 2 du Code pénal (2). Dans les deux dispositions, on retrouve les mots « aubergistes », « logeurs ». Or, dans la loi de 1791, ces mots ne pouvaient signifier que les logeurs de profession, car l'amende qui frappait l'infraction était du quart de la patente : c'est dire que, seuls, étaient astreints à la tenue des registres les logeurs *patentés*. L'art. 475 a reproduit la disposition de la loi de 1791 ; pourquoi alors vouloir lui donner un sens plus large, pourquoi admettre une extension à laquelle s'oppose le texte de l'art. 475 lui-même ?

(1) T. VI (4^e édit.), p. 368.

(2) Voir ci-dessus les deux textes pour les comparer.

Le deuxième système applique l'art. 475 § 2 à tous ceux qui, en fait, louent des appartements meublés. L'argument tiré de la loi du 22 juillet 1791 n'a pas une aussi grande portée que celle qu'on veut lui donner. D'une part, en effet, cette loi ne mentionnait pas les loueurs de maisons garnies, ce que fait l'art. 475 : il n'y a donc pas identité absolue entre les deux textes. En outre, l'amende n'est plus une fraction du droit de patente; l'idée du Code pénal n'est donc pas celle de la loi de 1791. Le législateur, en modifiant la disposition primitive, a entendu faire une application plus large de la prescription de la tenue du registre et l'étendre à tous ceux qui louent des chambres meublées (1).

Il semble même que les motifs qui ont présidé à la création du registre de logement existent, à plus forte raison, lorsqu'il s'agit de logeurs d'occasion, dont la police ignore l'existence et sur lesquels elle ne peut exercer sa surveillance.

De plus, l'art. 475 § 2, par la généralité de ses expressions, ne s'oppose en rien à l'interprétation que nous venons d'en donner et qui produit, au point de vue pratique, de très bonnes conséquences.

Ce ne seront donc pas les seuls logeurs de profession qui seront astreints à la tenue du registre, mais

(1) Blanche, *Droit pénal*, t. VII, p. 376.

tous ceux que les circonstances de fait, qui seront à apprécier par les tribunaux, pourront faire considérer comme tels.

Il est bien certain, par exemple, qu'un propriétaire qui louerait des chambres garnies dans sa maison, parce qu'il ne peut l'occuper en entier, devrait inscrire les personnes qu'il loge.

Malgré toutes les bonnes raisons qu'il y aurait, au point de vue pratique, à étendre à tous ceux qui louent des chambres meublées chez eux, l'obligation de tenir un registre, nous préférons nous maintenir dans l'interprétation stricte de la loi. L'art. 475 est une disposition pénale, il faut l'interpréter restrictivement. Il n'y est question que des aubergistes, hôteliers, logeurs, loueurs de maisons garnies, autant de professions bien déterminées. Le législateur n'a pas parlé de « tous ceux qui louent des chambres meublées », ce qui eût rendu acceptable l'interprétation donnée par la seconde opinion. Il a parlé des loueurs de maisons garnies ; cette expression désigne une catégorie de personnes exerçant toutes une certaine profession.

La comparaison des mots aubergistes, hôteliers, avec les mots teneurs de maisons garnies, logeurs, nous semblent même militer en faveur de notre thèse ; il est bien évident qu'être aubergiste, c'est exercer une profession particulière. Pourquoi le législateur aurait-il voulu donner un sens différent

au mot logeur et lui faire signifier tous ceux qui, en fait, louent des chambres meublées.

S'il fallait donner aux mots loueurs de maisons garnies, logeurs, le sens que leur donne M. Blanche, il serait difficile de savoir où commence l'obligation de tenir le registre. Une personne qui loue des chambres à l'occasion d'une fête, par exemple, y serait-elle astreinte? Ou bien une ouvrière qui loue une chambre dans l'appartement qu'elle occupe?

Nous n'insisterons pas plus longtemps sur cette question, qui ne fait pas directement partie du sujet que nous voulons traiter, mais auquel nous étions forcément amenés par l'étude de l'art. 475 § 2 du Code pénal.

§ 2. *Obligations de l'aubergiste relativement à la tenue du registre.*

Trois obligations sont imposées aux aubergistes par l'art. 475 du Code pénal :

- 1^o Tenir un registre de logement;
- 2^o Inscrire sur ce registre les noms et domicile des personnes ayant couché ou passé une nuit dans l'auberge;
- 3^o Représenter ce registre aux époques déterminées par les règlements.

L'aubergiste doit d'abord tenir un registre régulier et sans aucun blanc.

Le registre ne doit contenir aucun blanc. On a voulu éviter, par là, une fraude possible de l'aubergiste. Rien n'aurait été plus facile pour lui que de ne pas inscrire un voyageur, sauf à remplir la formalité au moment où il aurait été sur le point d'être poursuivi, en portant dans le blanc laissé à dessein le nom de la personne omise.

Quant à la tenue du registre, elle a varié avec les époques.

La loi de 1791 exigeait qu'il fût « en papier timbré et paraphé par un officier municipal ou commissaire de police. »

Le Code pénal n'a pas reproduit cette disposition; il se contente d'exiger d'une manière générale que le registre soit régulièrement tenu. C'est le maire qui donne la formule et le modèle du registre; il ordonne généralement qu'il soit coté et paraphé soit par lui, soit par un commissaire de police. Et l'aubergiste doit se soumettre à toutes les prescriptions relatives à la tenue du registre.

La seconde obligation imposée aux aubergistes consiste à « inscrire de suite sur le registre les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toutes personnes qui auraient couché ou passé une nuit dans leurs maisons ».

Les seules mentions que soit obligé d'inscrire

l'aubergiste sont donc les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie des voyageurs. Le législateur a pensé que ces différents renseignements suffisaient à établir l'identité des personnes descendues dans les hôtels.

Il semble au premier abord que l'aubergiste qui, après avoir inscrit les noms, qualités, etc., d'un individu, se bornerait à ajouter « et sa dame » pour désigner la personne qui l'accompagne, ne se conformerait pas au vœu de la loi. Toutefois on admet généralement qu'il n'y a pas dans ce cas contravention, car il y a présomption que la femme a la qualité et le domicile de celui dont elle a déclaré porter le nom, et l'aubergiste a suffisamment rempli son devoir puisqu'il est facile, en connaissant les noms, qualités, domicile du mari, de savoir également ceux de sa femme. Peu importe qu'elle se soit donné un faux nom ; cela ne regarde en rien l'aubergiste (1).

L'hôtelier doit inscrire la date de départ des voyageurs. Mais il ne doit le faire qu'au moment du départ définitif, lorsque le voyageur quitte sa chambre en emportant ses malles. Si, au contraire, un individu descendu dans l'hôtel s'absentait temporairement en conservant sa chambre, on ne pourrait pas dire qu'il quitte l'auberge, et l'auber-

(1) Cassation, 27 août 1875. S. 1876. 1. 47.

giste n'aurait aucune inscription à faire de ce chef.

La formalité de l'inscription sera très facile à remplir si le voyageur veut bien fournir tous les renseignements utiles. Mais s'il refuse de faire connaître son identité, que devra faire l'aubergiste? Il agira prudemment en avertissant le commissaire de police, car ce n'est pas sans raison qu'un individu cache son identité, et il pourrait s'exposer à être considéré comme complice des méfaits du voyageur. Toutefois rien ne l'oblige à faire cette démarche, car la loi lui prescrit uniquement d'inscrire les voyageurs : et s'il ne peut le faire parce que ceux-ci refusent de lui donner leurs noms, il peut néanmoins leur fournir le logement : il a rempli son devoir en cherchant à établir leur identité.

L'aubergiste doit inscrire toute personne qui loge chez lui. Les termes de l'art. 475 ne laissent place à aucune distinction, et il faut porter sur le registre tout aussi bien les personnes habitant la localité que les étrangers (1), non seulement celles qui résident dans l'auberge, mais aussi celles qu'un locataire recevrait chez lui.

La Cour de cassation (2) a même décidé que l'art. 475 § 2 ne comportant aucune exception, l'aubergiste devrait inscrire même les personnes qu'il recevrait à titre d'amis et sans payer. Et cette

(1) Cassation, 20 novembre 1845. D. 1875. 4. 47.

(2) Cassation, 12 mars 1875. D. 1875. 4. 396.

décision qui, au premier abord, paraît étrange, se justifie aisément. L'autorité administrative, en effet, a toujours intérêt à être informée de la présence de toutes les personnes qui se trouvent dans la localité : peu importe pour elle que ce soient des voyageurs, des amis de l'hôtelier, ou même de ses parents, qui ne feraient qu'un séjour de courte durée.

Toutefois il ne faudrait pas aller trop loin dans cette voie, et l'aubergiste n'aurait pas à inscrire les individus qui demeurent à titre permanent chez lui, comme des membres de sa famille ou ses domestiques, qui font partie de la maison. Ce ne sont plus des personnes qui viennent loger dans l'auberge, mais des auxiliaires de l'aubergiste; l'art. 475 § 2 ne peut certainement s'appliquer dans ce cas.

On ne pouvait obliger l'aubergiste à inscrire toutes les personnes qui passeraient dans son auberge. Aussi le législateur a-t-il indiqué lui-même quand l'inscription devenait nécessaire : devra être mentionnée sur le registre « toute personne ayant couché ou passé une nuit dans l'auberge ».

Il suit de là que l'hôtelier devrait inscrire non seulement les personnes qui viennent coucher dans son établissement, mais aussi celles qui y entrent pour s'y reposer, par exemple, le voyageur attardé que la voiture publique, arrivant la nuit, y dépose en attendant le jour.

D'après la rigueur de la loi, et en interprétant à la lettre ses dispositions, on devrait même décider que l'aubergiste serait obligé d'inscrire toutes les personnes qu'une fête de famille réunirait dans son établissement jusqu'au jour; en effet elles ont passé la nuit dans l'auberge.

Si le législateur a exigé, pour que l'inscription sur le registre fût obligatoire, que le voyageur eût couché ou passé une nuit, c'est parce qu'il a semblé que dans ce cas seulement on pouvait dire que le voyageur avait logé dans l'auberge. Dans la journée, en effet, chacun vaque à ses affaires, on va de côtés et d'autres, c'est seulement la nuit que l'on rentre définitivement chez soi, et c'est l'endroit où un individu couche ou passe la nuit qui peut être considéré comme sa résidence.

On admet généralement que l'inscription peut être faite par l'aubergiste seulement après l'expiration de la première nuit passée par le voyageur; il faut même accorder à l'aubergiste le délai moral nécessaire pour obtenir après le lever du voyageur les indications utiles à ce sujet. En effet, l'inscription n'étant obligatoire que pour toute personne ayant couché ou passé la nuit, ce n'est que lorsque la nuit s'est écoulée que l'aubergiste doit mentionner les personnes descendues chez lui.

La dernière prescription que renferme l'art. 475 § 2 est de représenter le registre aux époques dé-

terminées par les règlements, ou sur la réquisition des maires, adjoints, officiers ou commissaires de police, ou citoyens commis à cet effet.

Tout d'abord, le préfet et le maire peuvent par des arrêtés régler les époques, le mode et le lieu de représentation des registres.

Ils peuvent forcer les aubergistes à représenter leurs registres tous les jours avant une heure déterminée, ou à remettre chaque jour au commissaire de police un extrait du registre.

En outre, afin d'obliger les hôteliers à tenir toujours régulièrement leurs registres, la loi leur ordonne de les représenter à chaque réquisition des maires, adjoints, officiers ou commissaires de police, ou citoyens commis à cet effet. Il faut y joindre la gendarmerie qui tient ce droit de l'art. 183 de l'ordonnance du 29 octobre 1820 et de l'art. 290 du décret du 1^{er} mars 1854.

Quant aux citoyens, pour que ce droit de réquisition leur soit accordé, il faut qu'ils aient été commis à cet effet par l'autorité compétente, c'est-à-dire par le préfet ou par le maire.

§ 3. — *Pénalités.*

Nous avons étudié dans le paragraphe précédent quelles étaient les obligations de l'aubergiste rela-

tivement à la tenue des registres de logement, nous allons voir maintenant les pénalités qu'il encourt lorsqu'il ne s'est pas conformé à ces diverses prescriptions.

Il commet la contravention prévue par l'art. 475 § 2, et qui entraîne une amende de 6 à 10 francs dans deux cas.

D'abord, lorsqu'il a omis d'inscrire de suite et sans aucun blanc les noms, qualités, domicile habituel, date d'entrée et de sortie des voyageurs qu'il reçoit.

Ensuite, s'il n'a pas représenté son registre aux époques et de la manière fixées par l'autorité administrative, ou à chaque réquisition des personnes compétentes.

On remarquera qu'il y a là deux contraventions bien distinctes et la rédaction même de l'art. 475 § 2 le prouve. Seront punis, dit-il, ceux qui auront négligé d'inscrire...; ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter le registre. Par suite, un aubergiste qui, d'une part, aurait omis d'inscrire un voyageur, et, d'autre part, n'aurait pas représenté son registre comme il le devait, serait passible de deux peines.

Toutes les énonciations prescrites par l'art. 475 § 2 sont indispensables, et l'omission d'une seule suffirait à constituer la contravention.

Ce n'est pas sans raison que le législateur les

a exigées, c'est qu'il a pensé que sans elles l'identité du voyageur ne pourrait être suffisamment établie; il a voulu que l'autorité fût exactement renseignée sur la personnalité de tous les individus descendus dans un hôtel, et c'est dans ce but qu'il a obligé l'aubergiste à transcrire sur son registre un certain nombre de mentions dont aucune ne doit être omise.

Néanmoins, il ne faudrait pas croire qu'il y ait autant de contraventions que d'énonciations omises. Par la façon dont est rédigée la loi, il est facile de voir que la contravention réside, soit dans le défaut total d'inscription, soit dans l'insuffisance d'énonciations. Le législateur punit ceux qui ont négligé d'inscrire les nom, qualités, domicile, date d'entrée et de sortie, d'un voyageur. Comment voir là des contraventions différentes, surtout si l'on remarque, comme nous le disions tout à l'heure, qu'après avoir mentionné cette catégorie d'individus, il vise ceux qui n'ont pas représenté le registre, indiquant bien par là que ce nouveau fait seul constitue une seconde contravention.

On sait que le cumul existe en matière de contraventions; par suite, l'amende serait encourue pour chaque défaut d'inscription. Mais elle ne saurait être multipliée suivant le nombre des nuits passées dans l'auberge par le même voyageur : ce qui, en effet, constitue la contravention, c'est le

défaut d'inscription et l'inscription ne doit être faite qu'une seule fois (1).

Le défaut d'inscription, en outre de ses conséquences pénales, entraîne une responsabilité civile. « Les aubergistes, porte l'art. 73 du Code pénal, convaincus d'avoir logé plus de vingt-quatre heures quelqu'un qui, pendant son séjour, aurait commis un crime ou un délit, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable. »

La responsabilité civile créée par l'art. 73 n'existe qu'à quatre conditions :

1° Que l'aubergiste eût omis d'inscrire sur son livre de police le nom, la profession, le domicile du coupable qu'il a logé;

2° Qu'il l'ait logé pendant plus de vingt-quatre heures (2);

3° Que l'acte commis par le voyageur soit un crime ou un délit;

(1) Cassation, 4 février 1859. D. 1859. 5. 244.

(2) De ce que la responsabilité civile des aubergistes n'existe que s'ils ont logé un voyageur plus de vingt-quatre heures sans l'inscrire; certains auteurs ont voulu conclure que l'inscription n'était exigée qu'après vingt-quatre heures de séjour, et qu'il n'y avait contravention prévue par l'art. 475, que si un voyageur était resté pendant ce délai sans avoir été inscrit. Cette assimilation est fautive. L'art. 475

4^e Que le crime ou le délit ait été commis pendant le séjour du coupable dans l'hôtellerie.

Moyennant la réunion de ces quatre conditions, l'aubergiste devra répondre du préjudice causé par le voyageur qu'il a logé sans l'inscrire.

Que faut-il penser de la disposition de l'art. 73? Peut-on justifier la responsabilité civile qu'elle crée?

La commission de législation civile et criminelle du corps législatif avait présenté des observations relatives à cette responsabilité qu'elle trouvait très lourde. Néanmoins, elle fut votée, sur un rapport fait au corps législatif dans sa séance du 13 février 1810, par M. Ribaud qui la justifiait en disant « que faute par les aubergistes et hôteliers de remplir une formalité facile et simple, ils fournissent à des coupables les moyens de se dérober plus aisément aux recherches; qu'ainsi leur négligence favorise l'impunité par le défaut de notions propres à faire découvrir les traces du crime ou du délit ».

C'est une excuse très insuffisante à la sévérité

dit que les voyageurs doivent être inscrits « de suite », il n'y est nullement question d'un délai de vingt-quatre heures. Et les deux cas visés par les art. 475 et 73 ne sont pas les mêmes. L'art. 73 en créant une responsabilité civile se montre très sévère vis-à-vis des hôteliers : on conçoit donc que cette responsabilité n'existe que quand il y a eu une insigne négligence. L'amende étant minime (art. 475) doit être infligée plus facilement.

de cette disposition que de dire que l'aubergiste s'échappe très facilement en inscrivant.

Cette théorie n'est pas admissible, parce que la répression pénale doit être calquée sur la gravité du méfait et non pas sur la facilité que l'on a de remplir l'obligation.

On ne peut évidemment pas justifier la responsabilité civile des aubergistes en cas de crime ou de délit commis par des voyageurs. L'aubergiste, en effet, n'est pas un préposant, il n'a pas l'obligation de surveiller le voyageur qui n'est pas sous sa dépendance.

On peut dire cependant pour expliquer l'art. 93 que l'aubergiste, en fournissant le logement à des malfaiteurs dont il n'a pas pris le nom leur a facilité la perpétration du méfait; il s'est fait, involontairement peut-être, mais par sa faute, par sa négligence, leur complice. En ne s'assurant pas de leur identité, en ne faisant pas connaître leur présence à la police, il les a aidés sans le vouloir dans l'accomplissement du fait criminel ou délictuel. Les raisons ont paru suffisantes au législateur pour dire que l'aubergiste était responsable, dans ce cas, des méfaits du voyageur. Et comme il lui semblait trop sévère de traiter les aubergistes comme complices, de les rendre responsables pénalement, il s'est contenté de les rendre responsables civilement.

Mais cette responsabilité civile n'en demeure pas

moins une anomalie, puisque d'après les principes du droit on ne répond que des personnes que l'on doit surveiller (1).

Nous rapprocherons de l'art. 73 l'art. 61 qui décide que « ceux qui connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion seront punis comme leurs complices ».

Le défaut d'inscription ou l'inscription imparfaite seront la plupart du temps le résultat d'une négligence peu coupable de la part de l'aubergiste. On ne comprendrait guère en pratique qu'il omît de remplir cette formalité si simple autrement que par légèreté, à moins toutefois qu'il n'y eût entente avec le voyageur. Et c'est cette hypothèse, de beaucoup la plus intéressante, que l'art. 454 a voulu viser. Qu'y avait-il surtout à craindre de la part d'individus coupables ou sans aveu? Qu'ils s'entendissent avec l'aubergiste qui eût consenti, moyennant une rémunération quelconque, à cacher ou à dissimuler leur identité. Et dans ce cas la répression de l'art. 475 eût été bien insuffisante. L'aubergiste eût aisément consenti à encourir une amende de 6 à 10 francs, quand

(1) En ce sens Chauveau et Hélie, t. I^{er}, p. 587.

le voyageur lui proposait une somme beaucoup plus forte pour ne pas l'inscrire.

« Les logeurs et aubergistes, dit l'art. 154 du Code pénal, qui, sciemment, inscriront sur leur registres sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, ou qui, de connivence avec elles, auront omis de les inscrire, seront punis d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus. »

L'art. 178 punit d'abord l'inscription sous un faux nom, mais à condition qu'elle ait été faite sciemment. Les dispositions pénales devant s'interpréter restrictivement, il faut décider que l'aubergiste qui aurait négligé de prendre ses précautions pour se renseigner sur l'identité du voyageur, ou qui aurait inscrit sans y faire attention le nom qui lui était donné, ne commettrait pas le délit prévu par l'art. 154. Il faudrait admettre qu'il connaît le nom du voyageur et qu'il inscrit volontairement un autre nom, ce qui suppose une entente entre eux la plupart du temps.

Le Code pénal n'avait prévu que le cas d'inscription sous un faux nom ; la loi du 13 mai 1863 répara un grave oubli en rendant passible de la même peine l'aubergiste qui omet d'inscrire un individu de connivence avec lui.

La tenue du registre est la principale formalité ayant pour but de faire connaître à l'autorité la pré-

sence et l'identité d'un voyageur, mais il faudrait accorder aux maires le droit de prendre toutes autres mesures qu'ils jugeraient convenables pour faciliter la surveillance dont ils sont chargés dans l'intérêt général (1).

(1) Un arrêté du maire de Nantes du 4^{er} juin 1838, obligeait les aubergistes à porter tous les jours avant midi au commissariat de police les passeports des voyageurs arrivés chez eux.

L'ordonnance de police du 15 juin 1832 pour Paris oblige les aubergistes à mentionner si les individus qui logent chez eux sont munis de passeports et papiers de sûreté, ce qui suppose qu'ils doivent se les faire représenter. Cette disposition est tombée en désuétude, car l'usage des passeports à l'intérieur est devenu tout à fait exceptionnel.

CHAPITRE IV

MESURES RELATIVES A L'ORDRE PUBLIC ET A LA SALUBRITÉ

La police municipale, dit l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884, a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques.

Nous étudierons au cours de ce chapitre les diverses dispositions relatives au bon ordre et à la salubrité concernant les auberges.

§ 1^{er}. — *De l'apposition des enseignes.*

« L'enseigne, dit Dalloz, est la désignation matérielle et extérieure d'un établissement industriel au moyen d'un tableau, d'une inscription, d'un signe quelconque, et qui a pour but de distinguer cet établissement d'autres établissements du même genre. »

L'aubergiste est-il obligé d'avoir une enseigne?

Dans notre ancien droit, cette obligation existait. L'ordonnance de Moulins de 1567 porte que ceux qui veulent être autorisés à ouvrir une auberge « sont

tenus de faire enregistrer au greffe de la justice du lieu, outre leurs noms, prénoms et demeurances, leurs affiches et enseignes ». Des édits de mars 1577 et de 1693 reproduisent ces dispositions en les complétant.

Dans notre droit actuel, l'art. 50 de la loi du 28 avril 1816 oblige entre autres les aubergistes à indiquer par un bouchon ou enseigne leur qualité de débitant, afin de les signaler à la régie.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler de cet art. 50 de la loi de 1816 lorsqu'il a été question de la déclaration que devait faire à la régie tout débitant de boissons, et nous avons vu que toute personne, par cela seul qu'elle exerçait la profession d'aubergiste, était présumée débiter des boissons, et par suite astreinte à la déclaration. La même décision s'impose au point de vue de l'enseigne, la loi du 21 avril 1836 ayant décidé que les aubergistes étaient de plein droit supposés débitants, et par suite astreints à toutes les obligations des débitants.

L'aubergiste devra se soumettre avec soin à cette prescription; autrement il pourrait être poursuivi pour débit clandestin. Mais il n'est point besoin d'une enseigne à proprement parler; une branche de houx ou même un peu de paille au-dessus de la porte suffisent.

En dehors de cette disposition spéciale qui n'a aucun rapport avec l'ordre public, mais dont nous

avons été naturellement amenés à parler, l'autorité administrative peut astreindre les aubergistes à placer sur la façade de leurs établissements un tableau indicateur de l'existence de l'hôtellerie. Il est nécessaire, en effet, dans l'intérêt public que les voyageurs qui arrivent dans une localité sachent où se trouvent les auberges; les auberges étant des lieux publics, il importe qu'un signe les distingue des maisons particulières. Enfin, une semblable prescription, loin d'entraver le libre commerce de l'aubergiste, lui est au contraire utile puisqu'elle l'oblige à remplir une formalité qui est toute dans son intérêt.

Les maires peuvent, en outre, prescrire la forme, la taille et les mesures de solidité des enseignes; ce pouvoir résulte du droit que leur accorde l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884 d'interdire de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des édifices qui puisse nuire aux passants par sa chute. Et l'aubergiste qui ne se serait pas conformé à un règlement sur ce point ne pourrait s'excuser en prouvant que la façon dont il a placé son enseigne ne peut en rien nuire aux personnes qui passent.

§ 2. — *De l'éclairage.*

Le n° 3 de l'art. 471 du Code pénal dispose :
« Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs...

les aubergistes et autres qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé. »

Il s'agit ici de l'éclairage extérieur de l'auberge. Une première question se pose. L'art. 471 oblige-t-il lui-même les aubergistes à éclairer la façade de leurs établissements, ou bien ne fait-il qu'édicter une peine dont seront passibles les hôteliers qui ne se seraient pas soumis à un règlement administratif prescrivant l'éclairage des auberges?

Un premier système se prononce dans le premier sens : la destination des auberges, dit-on, est d'être éclairées la nuit afin que les voyageurs puissent sans accident y aborder; pourquoi alors ne pas dire que cette obligation existe de plein droit, sans qu'il y ait besoin d'un arrêté administratif, puisque le texte du n° 3 de l'art. 471 ne s'oppose en rien à cette interprétation.

En outre, en interprétant autrement cette disposition, on arrive à la rendre presque inutile; la compétence des maires dans cette matière n'est, en effet, contestée par personne, et l'infraction à un règlement sur ce point sera punie de l'art. 471, § 15, c'est-à-dire de la même peine. Pourquoi alors un texte spécial (1)?

La généralité des auteurs se prononcent dans le sens contraire et décident que l'aubergiste n'est

(1) En ce sens, Morin, *Rép.*, v° « Eclairage ».

tenu à l'éclairage extérieur de son établissement que lorsqu'un règlement administratif l'y oblige. La loi du 5 avril 1884 en laissant à la vigilance des corps municipaux le soin de veiller à la sûreté et à la commodité publiques, notamment en ce qui concerne l'éclairage, a voulu par là même leur laisser le soin de déterminer les personnes qui y seraient astreintes. La rédaction du n° 3 de l'art. 471 prouve en faveur de cette seconde opinion. Il y est question des aubergistes qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé; c'est dire que la pénalité ne s'applique, ou qu'il n'y a contravention que lorsqu'une disposition quelconque leur prescrit d'éclairer leur auberge, et cette disposition c'est un règlement administratif.

Les maires peuvent donc enjoindre aux aubergistes d'éclairer la façade de leur établissement de la manière et pendant le temps qu'ils jugeront convenables. Et rien ne pourra exempter les hôteliers de l'accomplissement de cette formalité, ni le fait qu'il n'était pas encore nuit à l'heure où le règlement prescrivait l'éclairage, ni la circonstance que des illuminations voisines le rendaient inutile.

§ 3. — *Fermeture des auberges.*

Dire qu'un établissement public doit être fermé à partir d'une certaine heure, c'est dire que

personne ne doit plus y être admis et que toutes les personnes qui s'y trouvaient doivent en sortir.

La destination des auberges est d'être toujours ouvertes au voyageur qui vient y chercher un gîte. D'un autre côté, dans un but d'ordre public, l'autorité administrative peut prescrire que les auberges seront fermées à partir d'une heure déterminée. Comment concilier ces deux principes. Quelles sont les personnes qui ne seront plus admises dans l'auberge après sa fermeture?

Il est évident tout d'abord que l'auberge n'est pas fermée pour les voyageurs ou les pensionnaires qui y logent et qui ont le droit d'y rentrer à l'heure qui leur convient.

De même l'aubergiste peut recevoir après l'heure réglementaire les voyageurs qui viennent loger chez lui; et il peut leur servir des repas, ou même seulement des boissons, soit dans leur chambre, soit dans la salle livrée au public.

Mais ici une question se pose. En disant que l'aubergiste peut recevoir après la fermeture de son auberge les voyageurs qui viennent chez lui, faut-il entendre seulement ceux qui viennent pour coucher, ou même ceux qui ne viendraient que pour se restaurer et prendre un peu de repos dans la salle d'auberge?

La jurisprudence offre des décisions qui semblent

donner raison tantôt à la première opinion, tantôt à la seconde.

Ainsi de nombreux arrêts de la Cour de cassation décident que l'aubergiste pourra, sans contravention, recevoir après l'heure de fermeture des individus venant pour se restaurer et prendre un peu de repos (1).

D'autres arrêts, au contraire, décident que lorsqu'un règlement n'exempte de la défense d'admettre dans les auberges après l'heure de fermeture que les voyageurs qui y logent, il y a contravention d'y recevoir après l'heure indiquée les voyageurs en cours de voyage qui ne viennent pas prendre gîte (2).

Est-il possible de donner une solution fixe à la question qui nous intéresse? Nous ne le pensons pas, car des circonstances de fait que les tribunaux

(1) D'après cette opinion, on doit considérer comme pouvant être admis après l'heure réglementaire :

1^o Le propriétaire cultivateur qui s'est arrêté dans une auberge la nuit par nécessité, par besoin de nourriture pour lui et ses animaux et à la suite d'une longue route. (Cass., 12 déc. 1862. D. 1863. 5. 44.)

2^o Le voiturier qui s'est arrêté en cours de route dans une auberge pour y prendre pour lui la nourriture et le repos. (Cass., 29 nov. 1862. D. 1863. 5. 44.)

3^o Les individus revenant d'une foire et se rendant dans une localité plus éloignée, qui, au milieu de la nuit, se sont arrêtés dans une auberge pour s'y rafraîchir et y faire manger l'avoine à leurs chevaux et cela quand même le règlement local n'exempte de ces prescriptions que les voyageurs logés dans les auberges. (Cass., 26 fév. 1857. D. 1857. 1. 110.)

(2) Cass., 10 fév. 1872. D. 1872. 1. 283.

Dans le même sens, 17 fév. 1855. D. 1855. 1. 285.

apprécieront pourront la modifier. Toutefois, il est possible d'établir quelques principes.

Il faut d'abord bien examiner les termes de l'arrêté municipal.

S'il ne vise que les cafés, cabarets, débits de boissons, il est bien évident qu'il ne peut être appliqué aux auberges, attendu qu'en matière de contraventions, on ne peut procéder par analogie d'un cas à un autre. Rien n'empêche donc un aubergiste dans cette hypothèse de recevoir un voyageur qui vient pour se restaurer. A condition toutefois que l'hôtelier ne puisse être considéré comme débitant de boissons, ce qui arriverait s'il se bornait à donner à boire au passant. Dans ce cas, il agirait comme cafetier et devrait, par suite, être soumis à la réglementation des cafés, c'est-à-dire ne recevoir personne après la fermeture.

D'autre part, il nous semble qu'un arrêté qui n'autoriserait l'aubergiste à recevoir que les personnes qui logent chez lui ou qui viennent pour y loger devrait s'entendre en ce sens que seules les personnes qui résident dans l'auberge, c'est-à-dire ayant une chambre, ont droit d'y accéder.

C'est là le principe; toutefois, il est certain que s'il y avait besoin impérieux pour un voyageur de prendre un peu de repos et de se réconforter, on devrait faire exception à la règle et considérer qu'il y a, en quelque sorte, un cas de force majeure.

Enfin, quel sera le droit d'un aubergiste vis-à-vis d'un règlement qui se borne à déclarer que les auberges devront être fermées après une certaine heure?

Un premier point certain, c'est qu'il ne pourra recevoir des habitants de la localité; en effet, le but d'une auberge, c'est d'offrir un asile au voyageur, et les habitants de la localité ont leur chez-soi; s'ils viennent dans l'auberge, c'est pour y jouer ou consommer, et c'est justement ce que le maire a voulu prohiber par son arrêté. Il en serait autrement toutefois dans le cas où l'individu habitant la commune viendrait louer une chambre dans l'auberge; alors il devrait être considéré comme un voyageur ordinaire, et l'auberge est toujours ouverte aux voyageurs.

Mais nous pensons qu'il ne faudrait pas décider de même s'il s'agissait d'un étranger. L'aubergiste aurait le droit de le recevoir, quand même il ne viendrait que par besoin de repos et de nourriture. Une auberge est un établissement où doivent pouvoir se reposer et manger les gens de passage, et ce serait restreindre considérablement leur but que de les considérer seulement comme des endroits où l'on couche. Donc quand, en commençant cette section, nous disions que l'auberge devrait être toujours ouverte aux voyageurs, nous entendions par voyageurs tous les gens de passage, sans

vouloir limiter cette expression à ceux qui venaient y loger.

Rien ne s'oppose à cette solution. Il est bien évident, en effet, que lorsqu'un maire ordonne qu'une auberge sera fermée à une heure déterminée, il a en vue l'ordre public, il veut que les salles d'auberge ne se transforment pas en lieux de réunion pouvant nuire à la tranquillité des habitants. Mais il n'entend nullement défendre aux hôteliers de recevoir des individus en cours de route qui ne demandent qu'à se restaurer et à prendre un peu de repos.

Qui donc ne peut être admis après la fermeture de l'auberge?

La réponse sera facile.

L'aubergiste sera en contravention s'il a reçu chez lui ou conservé après l'heure réglementaire des consommateurs, alors même que ce seraient des pensionnaires qui prennent habituellement leurs repas dans l'auberge sans y loger.

Cette solution n'est aucunement en opposition avec l'opinion que nous avons soutenue tout à l'heure, d'après laquelle l'aubergiste pourrait recevoir à toute heure les individus en cours de route, alors même qu'ils ne viendraient pas pour coucher.

L'hypothèse, en effet, n'est pas la même; dans un cas, il s'agit de personnes qui viennent pour

se restaurer et se reposer; dans l'autre, il est question de simples consommateurs. C'est pour remédier au danger que présenterait pour le bon ordre une trop grande réunion de personnes dans les auberges que les maires ordonnent la fermeture de ces établissements, et si l'on ne donne pas à l'arrêté municipal la signification que nous venons de lui donner, il est bien certain que l'on ne peut lui en trouver aucune.

Donc, après l'heure réglementaire, l'aubergiste ne pourra recevoir ou conserver chez lui aucun individu étranger.

Il n'a été question jusqu'ici que de consommateurs, mais il est certain que la même décision s'imposerait à l'égard de joueurs, ou même de personnes qui ne viendraient que pour s'entretenir de leurs affaires. Si l'on n'admet pas ce dernier point, on rend la fraude très facile; des individus resteront pour consommer, et au moment où la police viendra visiter l'auberge, le propriétaire aura vite fait de supprimer les traces de l'infraction et d'échapper à la contravention en soutenant que les personnes qui se trouvent chez lui se réunissent seulement pour parler et non pour consommer.

Dans le même ordre d'idées, il y a contravention de la part de l'aubergiste qui, au lieu de recevoir les consommateurs dans la salle de café ou du restaurant, leur donne asile dans sa chambre et

soutient qu'il les a invités (1). « Il est évident, dit M. Bayaud (2), que si un débitant pouvait se justifier en alléguant qu'il donnait son vin ou qu'on n'en buvait pas, que les joueurs étaient ses amis, tous les aubergistes ou cabaretiers auraient des moyens de se soustraire aux règlements de police. Ils trouveraient d'autant plus facilement des complices que ceux-ci ne sont passibles d'aucune peine. »

Ce sont là des principes certains. Lorsqu'une contravention à un règlement de police est prouvée, l'inculpé ne peut être renvoyé de la poursuite qu'au cas de démence au moment de l'action ou d'un fait de force majeure auquel il n'a pu résister (Code pénal). Toute autre cause d'excuse doit être repoussée.

Toutefois, au cas où il serait clairement établi que les personnes reçues par l'aubergiste sont de ses parents ou de ses amis, s'il était démontré qu'il a plutôt agi comme particulier que comme aubergiste, le tribunal pourrait reconnaître qu'il n'y a pas contravention et la preuve en résulterait des circonstances.

Un arrêté qui ordonne qu'après l'heure de fermeture des auberges, on ne peut y admettre le public, n'entend évidemment pas viser des parents de l'hôtelier.

(1) En ce sens, Cass., 8 décembre 1832.

(2) *Manuel municipal*, t. II.

Lui donner ce sens serait tout à fait absurde.

Faudrait-il considérer comme obligés de sortir après l'heure de fermeture les personnes qui auraient été reçues par des voyageurs ou des pensionnaires dans leurs chambres?

La Cour de cassation, par un arrêt du 24 décembre 1824, s'est prononcée dans le sens de l'affirmative : « Les tribunaux ne peuvent se dispenser de punir les contrevenants, sous prétexte que les personnes trouvées dans l'auberge à une heure prohibée n'avaient été reçues que par des pensionnaires de cette auberge et dans leurs chambres particulières. La résidence d'un citoyen dans une auberge ne change pas la nature de ce lieu et ne peut lui communiquer le caractère sacré et inviolable de domicile privé. »

Cette décision nous paraît sévère. Nous avons déjà dit, en effet, que nous ne pensions pas que la chambre d'un voyageur dût être considérée comme un lieu public, lorsqu'elle était louée, car alors elle n'est plus ouverte à tout le monde, et c'est, semble-t-il, le caractère spécial d'un lieu public. Observons, toutefois, qu'il y aurait contravention, si les étrangers avaient été reçus par les pensionnaires non plus dans leurs chambres, mais dans les parties de l'hôtel que nous considérons comme lieu public, la salle de restaurant ou de café, le salon de lecture, etc.

Nous venons d'étudier quelques dispositions que peuvent prendre et que prennent généralement les maires, dans l'intérêt du bon ordre. Mais il est bien certain que ce ne sont là que des exemples et que l'autorité administrative aurait le droit de prescrire tout ce qu'elle jugerait utile en vue de la tranquillité et de la sécurité publique.

Toutefois, ces prescriptions ne devront porter atteinte au libre commerce de l'aubergiste que dans les strictes limites de la nécessité. L'auberge, nous l'avons déjà dit, est un lieu public et, en ce sens, l'autorité peut la réglementer comme elle veut; mais c'est un lieu public et d'une nature spéciale, puisque c'est la propriété d'un individu qui l'exploite et cherche, par ce moyen, à pourvoir à sa subsistance, et, en ce sens, l'autorité doit laisser à l'hôtelier toute la latitude permise. Maintenir l'ordre public sans nuire à l'aubergiste, telle doit être la préoccupation d'un maire, lorsqu'il prend une disposition concernant les auberges.

§ 4. *De la salubrité publique.*

Les auberges étant destinées à recevoir beaucoup de monde et à voir se succéder beaucoup de voyageurs, il est indispensable que l'autorité prenne toutes les mesures nécessaires pour qu'elles ne

deviennent pas des foyers d'épidémies, et qu'elle veille avec soin à la stricte observation de toutes les mesures que conseille l'hygiène.

La loi du 13 avril 1850, sur l'assainissement des logements insalubres, a établi les principes qui ont servi de base aux ordonnances et aux arrêts postérieurs (1). Et c'est sur le pouvoir que lui donne la

(1) Cette loi donne aux conseils municipaux le droit de nommer une commission chargée de rechercher et indiquer les mesures indispensables d'assainissement des logements et dépendances insalubres mis en location ou occupés par d'autres que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager.

Il peut arriver que la commission ordonne la suppression d'un certain nombre de chambres de l'hôtel ne remplissant pas les conditions réglementaires d'hygiène.

Qu'arrive-t-il alors? L'aubergiste qui vient d'acheter son établissement aura-t-il un recours contre son vendeur, si le contrat de vente ne contient aucune clause obligeant le vendeur à garantir l'acquéreur même contre les conséquences d'une pareille mesure? Assurément non, car le vendeur ne saurait être responsable que de son fait et non pas des mesures prises par la police.

L'aubergiste ne pourrait pas non plus demander l'annulation de la vente en vertu des art. 1626 et suivants du Code civil sous prétexte d'éviction partielle. Le contrat, nous le supposons, est muet sur le détail et le nombre des chambres : ce qui est aliéné, c'est le fonds de commerce et il existe toujours entre les mains de l'acheteur, bien que diminué.

Tout au plus pourrait-on lui reconnaître le droit de se plaindre d'un trouble partiel. Mais il ne doit pas ignorer les règlements sur les hôtels garnis; il a dû visiter l'hôtel qu'il achetait : on ne peut donc lui permettre de réclamer des dommages-intérêts à son vendeur pour cause d'éviction partielle, puisqu'il a connu au moment de l'acquisition la cause de l'éviction.

Il résulte de là que l'acquéreur d'un fonds d'hôtel fera bien d'attendre que la commission de salubrité ait visité l'établissement avant d'acheter, ou bien alors faire insérer dans le contrat une clause de garantie spéciale.

loi du 5 avril 1884, d'assurer la salubrité publique, que l'autorité administrative s'appuie pour prendre toutes mesures utiles.

Il serait trop long d'énumérer toutes les obligations auxquelles peuvent être soumis les aubergistes à ce point de vue; en principe, l'autorité devra réglementer d'une façon très étroite tout ce qui a trait à la salubrité dans les hôtels, au risque même de paraître entraver la liberté de l'aubergiste et de lui rendre l'exercice de sa profession plus dispendieuse et plus difficile. C'est ainsi que le maire pourra fixer la largeur minima des chambres, le mode d'aération, le nombre maximum des personnes qui pourraient être admises dans une chambre, prescrire l'existence et la disposition des cabinets d'aisances, etc.

Le maire peut aussi ordonner quels seront les devoirs de l'aubergiste au cas où une épidémie se déclarerait chez lui, afin de l'enrayer sans retard. Et, si cela devenait nécessaire, au point de vue de l'hygiène publique, il pourrait faire fermer l'hôtel, foyer de l'épidémie, et cela sans qu'aucune indemnité puisse être accordée à l'aubergiste, car il y a un cas de force majeure dont l'autorité n'est pas responsable.

CHAPITRE V

DES MESURES RELATIVES AUX MŒURS

Nous traiterons, dans ce chapitre, des obligations de l'aubergiste, concernant plus spécialement la morale publique.

Nous passerons successivement en revue la législation relative à l'ivresse; les mesures qui ont été prises, tant par la loi que par l'autorité administrative, pour préserver les mineurs des conséquences fâcheuses de la fréquentation des cafés; enfin, les prescriptions relatives à l'admission dans les auberges des femmes et filles de débauche.

Section I^{re}. — *De l'ivresse.*

Jusqu'en 1873, malgré les réclamations des publicistes, des jurisconsultes et des économistes, aucune disposition législative n'avait été votée pour arrêter

les progrès toujours croissants de l'abus des boissons.

On croyait trouver, dans la législation alors existante, des moyens de sauvegarde suffisants.

Veut-on atteindre les ivrognes eux-mêmes? disait-on. On peut d'abord, s'ils causent du scandale par leurs manifestations tapageuses, leur appliquer l'art. 479-8° ou 480-5° du Code pénal, qui punit les auteurs de « bruits ou tapages injurieux ou nocturnes ». De plus, la loi du 24 août 1790, qui donne aux préfets et aux maires les pouvoirs nécessaires pour maintenir l'ordre et sauvegarder la morale publique, leur permet de réprimer l'ivresse par des règlements de police.

Veut-on s'attaquer aux débitants de boissons, cause première du mal? On a aussi un double moyen à sa disposition. Le décret du 29 décembre 1851, qui autorise les préfets à ordonner la fermeture des débits de boissons, par mesure de sûreté publique, leur permet de faire fermer les cafés et cabarets dont les propriétaires favorisent l'ivrognerie. Et, en vertu de la loi de 1790, sur la police municipale, les autorités locales peuvent prendre des mesures réglementaires concernant les débitants de boissons, leur défendre, par exemple, de laisser boire des individus jusqu'à ce qu'ils soient en état d'ivresse, de donner à boire à des individus ivres, etc.

Mais on ne tarda pas à voir que toutes ces mesures particulières étaient insuffisantes pour réprimer

l'ivresse : c'est alors que fut votée la loi du 23 janvier 1873.

Cette loi atteint deux catégories de personnes : les ivrognes eux-mêmes, et les débitants de boissons qui donnent à boire à des gens ivres ou les reçoivent chez eux. La seconde partie de la loi nous intéresse seule.

Il ne suffisait pas, ainsi que le faisait remarquer le rapporteur de la loi, d'atteindre les ivrognes. Il fallait aussi, et peut-être surtout, intéresser les débiteurs à prévenir l'ivresse dans leurs établissements. Et pour arriver à ce but des dispositions législatives particulières étaient nécessaires.

En effet, bien que les cafetiers qui ont laissé des individus en état d'ivresse consommer chez eux soient de véritables complices, ils ne peuvent être punis comme tels. Ceux qui ont été trouvés en état d'ivresse manifeste, dit l'art. 1^{er}, sont punis d'une amende de 1 à 5 francs : ils ont commis une contravention. Comment les aubergistes pourraient-ils être complices puisque la complicité n'existe pas en matière de contravention de simple police ? En outre c'est la récidive qui change l'ivresse en délit (art. 2 : l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle et puni de l'emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 fr.); d'après la loi, les complices ne pouvant être responsables de l'aggravation qui résulte de la récidive,

les aubergistes n'auraient pu être non plus atteints dans cette seconde hypothèse.

Comme on le voit, des dispositions spéciales étaient indispensables pour frapper le débitant complice de l'ivrognerie. La loi de 1873, dans ses articles 4, 5, 6 et 7, a remédié à l'insuffisance de la législation sur ce point. Nous avons dit tout à l'heure que de nombreux règlements administratifs avaient déjà atteint les débitants coupables. Mais une loi a, sur ces arrêtés, l'avantage d'être générale et d'édicter des peines plus fortes que celles qui frappent les contrevenants à un règlement administratif et qui ne consistent qu'en une amende de 1 à 5 francs (art. 471 § 15).

Nous ne nous occuperons dans cette section que du cas de l'aubergiste débitant qui donne à boire ou accueille chez lui des individus manifestement ivres réservant pour la section suivante l'étude des pénalités qui le frappent lorsqu'il sert des boissons alcooliques à des mineurs de moins de seize ans.

L'art. 4 de la loi de 1873 porte : « Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement les cafetiers, cabaretiers et *autres débitants de boissons* qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres ou qui les auront reçus dans leurs établissements.

L'aubergiste débitant peut donc se rendre coupable de deux contraventions différentes, en don-

nant à boire à des gens manifestement ivres et en les recevant dans son auberge.

D'abord, en donnant à boire à des gens manifestement ivres.

Le projet de loi portait que le cabaretier serait punissable pour avoir *laissé boire* un consommateur jusqu'à l'ivresse. Mais cette disposition fut rejetée, parce qu'il aurait été trop difficile pour le cabaretier de discerner le moment où l'un des consommateurs arriverait à l'état d'ivresse et où, par suite, la consommation devrait s'arrêter. C'est alors que M. Gannivet proposa d'établir une pénalité « contre le débitant qui aurait *sciemment* laissé boire jusqu'à l'ivresse, parce qu'il serait en quelque sorte complice de l'ivresse ». Cette motion fut encore repoussée. On recula devant les difficultés qu'aurait soulevées le point de savoir si le débitant avait su qu'en buvant encore le consommateur allait s'enivrer.

La loi ne punit donc pas le débitant qui a laissé boire un individu jusqu'à l'ivresse. Mais un règlement administratif pourrait-il renfermer une prescription de ce genre?

Avant la loi de 1873 nombreux étaient les arrêtés municipaux visant ce cas, et la Cour de cassation dans diverses circonstances les avait reconnus légaux et obligatoires (1). Mais en serait-il de même aujourd'hui?

(1) Cassation, 8 janvier et 2 juin 1864 et 23 mars 1865 (S. 65. 1. 469).

d'hui et un arrêté conçu dans ce sens serait-il légal? Nous ne le pensons pas. « Une loi générale, disait M. Laboulaye au nom de la commission, rend les arrêtés locaux non seulement inutiles mais impossibles. »

En effet, il est de principe que « le pouvoir réglementaire confié à l'autorité municipale ou préfectorale ne peut plus s'exercer sur des matières placées dans ses attributions, lorsque la loi a pris soin de les régler elle-même ». De nombreux arrêts de cassation ont jugé en ce sens sur différentes matières. Quant une loi a réglementé un point, l'autorité administrative ne peut plus prendre aucune disposition modifiant la loi.

La contravention que peut commettre un aubergiste débitant est de donner à boire à un homme manifestement ivre. L'ivresse manifeste est un fait qui tombe sous les sens et que tout le monde peut constater. Il en résulte que le débitant ne pourrait alléguer son ignorance de l'état du consommateur : il ne pourrait être excusé qu'au cas où il serait reconnu que l'état prétendu d'ivresse n'était pas manifeste soit pour lui, soit pour les autres (1). En effet, l'ivresse, quand elle est manifeste, l'est tout aussi bien pour le débitant que pour toute autre personne : si on lui permettait de tirer excuse de ce qu'il ne s'est pas rendu compte de

1) Cassation, 15 janvier 1874. D. 75. 1. 143.

l'état de son client, d'abord ce serait un non-sens, parce que l'ivresse manifeste est un fait que tout le monde constate, et, en outre, ce serait laisser au débitant le moyen de toujours chercher un prétexte pour échapper à la loi.

La loi de 1873 punit aussi, comme nous le disions, le fait de recevoir dans les débits de boissons des individus manifestement ivres, même sans rien leur servir. Cette disposition fut votée sans être l'objet d'aucune critique. Elle était la reproduction de nombreux arrêtés administratifs relatifs au maintien de l'ordre public. Ce serait, en effet, troubler la tranquillité et le bon ordre que de tolérer dans un débit de boissons la présence d'individus déjà ivres qui demanderaient qu'on leur servît des consommations et causeraient du scandale par suite du refus opposé à leur demande par le débitant (1).

Le cumul existant en matière de contraventions, l'aubergiste qui recevrait un individu manifestement ivre et lui donnerait à boire serait passible d'une double pénalité. De même, s'il donnait à boire à plusieurs individus ivres, il commettrait autant de contraventions qu'il y aurait de consommateurs.

Le législateur de 1873 s'est montré très sévère vis-à-vis des débitants qui favorisent l'ivresse, et il a

(1) Toutefois, il ne faudrait pas aller jusqu'à défendre à un aubergiste de recevoir un voyageur ivre pour lui donner un asile. (Cassation, 17 janvier 1868. *Bul. crim.*, n° 17.)

créé une récidive toute particulière qui va être étudiée rapidement. On aura bien soin de remarquer que les articles de la loi que nous allons passer en revue s'appliquent non seulement à l'aubergiste débitant qui a donné à boire à des gens ivres, mais aussi à celui qui a servi des liqueurs alcooliques à des mineurs, contravention que nous étudierons plus loin.

L'art. 4 *in fine* porte que les art. 474 et 483 du Code pénal s'appliquent en cas de récidive aux contraventions indiquées aux paragraphes précédents : « donner à boire à des individus ivres, etc. » Le premier de ces articles porte la peine à un emprisonnement de trois jours au plus; le second dit qu'il y a récidive « lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal ». On a prétendu qu'au cas qui nous occupe il n'y aurait récidive que si les deux condamnations étaient prononcées pour l'une des infractions prévues dans l'art. 4 de la loi de 1873 : ainsi pour que l'art. 474 s'appliquât, il faudrait par exemple une première condamnation pour avoir donné à boire à un individu manifestement ivre et une seconde condamnation pour une même faute ou pour avoir servi des liqueurs alcooliques à des mineurs. Mais il n'y aurait pas récidive si la première condamnation avait été prononcée

pour une contravention de police quelconque (1).

Nous admettons l'opinion contraire. L'art. 4, en effet, renvoie à l'art. 483 du Code pénal; c'est dire qu'on doit appliquer les règles de l'art. 483, d'après lesquelles la récidive existe quand la première condamnation a été prononcée pour une contravention de police quelle qu'elle soit : les seules conditions exigées sont que les deux infractions aient été commises dans le ressort du même tribunal et dans une période de douze mois. Cette opinion était du reste celle du rapporteur de la loi.

La loi de 1873, dans son art. 5, crée une seconde et même une troisième récidive.

« Seront punis d'un emprisonnement de deux jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation prononcée en vertu de l'article précédent (trois jours d'emprisonnement d'après l'art. 474 C. pénal), auront commis un des faits prévus audit article. »

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des mêmes faits depuis moins d'un an, se rendra de nouveau coupable de l'un ou l'autre de ces faits, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double (2).

(1) Guilbon, *Des contraventions et délits en matière d'ivresse*, nos 86 et 87.

(2) Dans ces deux cas, il n'y a récidive que si les deux condamna-

Les infractions que peut commettre le débitant se résument ainsi :

En cas de première infraction et en cas de première récidive, il commet une contravention.

En cas de deuxième et troisième récidive, un délit.

Enfin l'art. 6 dispose :

« Toute personne qui aura subi deux condamnations en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent, pourra être déclarée par le deuxième jugement incapable d'exercer tout ou partie des droits indiqués en l'art. 3 (1). »

L'art. 6 ne fixe pas le délai pendant lequel peut être imposée la privation des droits qu'il énumère. Aussi décide-t-on généralement qu'il faut se référer à l'art. 3 qui punit de ces déchéances les individus condamnés deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste et qui décide que la déchéance sera prononcée pour deux ans à compter de la condamnation devenue irrévocable.

tions ont été prononcées pour infractions similaires (avoir donné à boire ou reçu chez soi des individus ivres, ou avoir donné des liqueurs alcooliques à un mineur de moins de seize ans.

En cas de troisième récidive (art. 5, al. 2), il n'est pas nécessaire que les deux infractions aient été commises dans le ressort du même tribunal.

(1) Droits de vote et d'élection, d'éligibilité, d'être appelé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques ou aux emplois de l'administration et d'exercer ces fonctions et emplois, de port d'armes pendant deux ans à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable.

M. Guilbon ajoute même que, vu l'esprit de la loi, le tribunal aurait le droit de prononcer cette peine pour une durée inférieure. Il y a, en effet, entre l'art. 3 et l'art. 6 que nous commentons, de grandes différences. Le premier déclare les déchéances obligatoires et applicables toutes ensemble tandis que le second laisse le juge libre de ne pas appliquer ces déchéances ou de n'en appliquer que certaines. Le législateur entend en cette matière laisser une grande liberté au tribunal, et s'il est exact que pour la durée des déchéances il faille appliquer l'art. 3, il est également vrai qu'il soit au pouvoir du juge de réduire cette durée puisqu'il pourrait ne pas prononcer du tout les incapacités visées par l'art. 6. Le délai de deux ans dont nous parlions n'est donc qu'un maximum qui ne pourrait être dépassé.

Enfin, l'art. 6 autorise, en cas de deux condamnations en police correctionnelle pour délit prévu par l'art. 4, le tribunal à ordonner la fermeture de l'établissement pour un temps qui ne saurait excéder un mois. Ce pouvoir n'est pas le même que celui que le décret de 1851 donnait aux préfets de fermer les débits de boissons : il offre plus de garantie puisqu'il appartient aux tribunaux, et il est moins vexatoire puisque la fermeture ne peut être prononcée pour un délai supérieur à un mois.

Le tribunal peut, s'il le préfère, interdire seulement au débitant la faculté de livrer des boissons à

consommer sur place. Bien que la loi de 1873 ne fixe pas le délai pendant lequel cette interdiction pourra être prononcée, on admet généralement qu'elle ne peut l'être pour une durée supérieure à un mois. L'art. 6 dit, en effet, « il pourra interdire *seulement*... » Ce mot « seulement » indique bien qu'il s'agit d'une peine moins forte que celle de la fermeture du débit; le serait-elle en réalité si elle pouvait être prononcée pour une durée illimitée, alors que la fermeture ne peut l'être pour plus d'un mois?

A côté de ces diverses dispositions, la loi de 1873 prescrit que le texte de la loi soit affiché, notamment dans la salle principale de tous les débits de boissons sous peine d'une amende de 1 à 5 francs, mais cette obligation suppose que le débitant a reçu un exemplaire de l'affiche qui lui est fourni par l'administration.

Il a été décidé que l'affichage de la loi n'était obligatoire que dans les établissements où l'on débite des boissons alcooliques de nature à déterminer l'ivresse manifeste (1).

Section II. — *Des mineurs.*

On peut diviser l'étude de cette question en trois parties : Dans la première on parlera de la

(1) Cassation, 29 janvier 1874. D. 75. 1., p. 143,

contravention commise par le débitant qui sert des boissons alcooliques à des mineurs de moins de seize ans.

Dans la deuxième, il sera question des peines qui peuvent atteindre celui qui s'est rendu coupable du délit d'enivrement de mineurs de seize ans.

Enfin, la troisième aura trait aux mesures que peut prendre l'autorité administrative relativement à l'entrée ou au séjour des mineurs dans les débits de boissons.

1^o De la contravention (art. 4, loi de 1873).

Pour combattre un fléau, il faut le détruire dans sa racine : pour réprimer d'une manière efficace les progrès de l'alcoolisme, il était nécessaire de soustraire les enfants à toutes les occasions de nature à faire naître chez eux la pernicieuse passion de l'alcool. C'est ce que comprirent les législateurs de 1873 qui décidèrent que seraient punis d'une amende de 1 à 5 francs les débitants qui auraient servi des liqueurs alcooliques à des mineurs de moins de seize ans.

Le projet de loi considérait comme une contravention le fait de *donner à boire à des mineurs de seize ans non accompagnés*. S'ils étaient accompagnés, la responsabilité pénale incombait à celui qui les accompagnait. Était-ce un parent ou une

personne ayant sur l'enfant une autorité quelconque? Dans ce cas, disait-on, il a le droit de l'accompagner au cabaret et personne n'a pouvoir de contrôler ses actes. Etait-ce, au contraire, un individu étranger qui profitait de l'inexpérience du mineur pour l'entraîner au café? C'est sur cet individu que doit tomber la responsabilité et non sur le cabaretier.

Cette distinction fut repoussée : on voulut intéresser le débitant lui-même à ce que les mineurs ne prissent pas l'habitude de fréquenter leurs établissements et, aujourd'hui, c'est toujours le débitant qui est punissable. Cette modification est d'autant plus rationnelle que dans la rédaction définitive de la loi, le fait de servir à un mineur des boissons alcooliques est seul puni.

Le projet de loi qui défendait de donner à boire à un mineur fut modifié, sur l'observation que fit un des membres de la Chambre, qu'on en arriverait fatalement à défendre à un aubergiste de donner à manger à un mineur; on ne mange pas sans boire, généralement. Aussi aux mots « servir à boire » ajouta-t-on « des liqueurs alcooliques ».

Deux difficultés restent encore à résoudre :

Comment d'abord le débitant sait-il qu'il se trouve en présence de mineurs âgés de moins de seize ans? Faudra-t-il qu'il se fasse représenter leur acte de naissance?

On observera tout d'abord qu'en remplaçant les

mots « donner à boire » par ceux de « servir des liqueurs alcooliques » le législateur a sensiblement rendu moins difficile la situation du débitant. En effet, il lui arrivera plus rarement d'avoir à s'enquérir de l'âge du consommateur, et s'il a lieu de douter, il devra s'abstenir de lui servir des liqueurs défendues.

Si néanmoins il a commis la contravention, pourra-t-il alléguer comme excuse qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur? La loi l'y autorise et déclare que s'il fait cette preuve aucune peine ne lui *sera applicable* de ce chef. M. Guilbon fait remarquer (1) que le législateur n'ayant point indiqué le genre de preuve mis à la disposition des débitants et les contraventions existant par la seule matérialité du fait qui les constitue, il arrivera rarement que le bénéfice de l'excuse puisse être allégué. L'exactitude de cette remarque semble soumise à contestation, car si l'infraction visée par la loi de 1873 reste une contravention, c'est-à-dire un méfait punissable, alors même que l'intention coupable n'existe pas, il n'en reste pas moins qu'aux termes de cette même loi, le débitant est admis à prouver sa bonne foi, à démontrer que des circonstances légitimes l'autorisaient à croire à la majorité de seize ans du client qu'il servait. Ces circonstances

(1) Guilbon, *op. cit.*, 82 à 84.

pourront être quelconques et la loi a eu soin de ne pas les préciser, laissant aux tribunaux un pouvoir arbitraire pour apprécier « si l'aubergiste a été induit en erreur ». On devrait d'ordinaire n'attacher que peu de crédit à la réponse de l'adolescent qui a tout intérêt à dissimuler son âge; pourtant si l'aspect extérieur de celui-ci concordait avec ses déclarations, il semble que la bonne foi de l'aubergiste soit suffisamment établie lorsqu'il prouve qu'il a voulu éclaircir par un interrogatoire le léger doute qui s'était manifesté dans son esprit.

La première difficulté se trouve ainsi résolue par le législateur lui-même : le débitant est autorisé à se guider d'après des présomptions et des apparences extérieures.

Que faut-il entendre par liqueurs alcooliques? La question a donné naissance à deux systèmes.

D'après une première opinion, c'est aux liqueurs seules ayant l'alcool pour base que s'applique la prohibition de l'art. 4 de la loi de 1873. Au contraire, le débitant peut servir aux mineurs des boissons qui ne renferment de l'alcool qu'en une faible proportion, tels que le vin, la bière, etc. (1). On tire argument en ce sens de la modification qui fut apportée au texte primitif dans la rédaction définitive de la loi. Le projet de la com-

(1) En ce sens Guillon. *Op. cit.* 80 et 81.

mission portait, on l'a vu, que la contravention existait par le seul fait de donner à boire à un mineur. Il fut modifié sur l'observation qu'avec ce texte on empêchait l'entrée des cabarets aux mineurs mêmes lorsqu'ils ne voulaient que se désaltérer ou prendre un repas. Or, conclut-on, si telle fut la raison du changement apporté à la rédaction du projet, c'est que le législateur a bien voulu spécifier qu'il entendait incriminer seulement le fait de donner à boire des liqueurs ayant l'alcool pour base et pouvant par là nuire à la santé des jeunes gens. Ce système est, en outre, le plus conforme au texte.

D'après une autre opinion, au contraire, il faudrait comprendre parmi les liqueurs prohibées les boissons renfermant de l'alcool pouvant produire l'ivresse. Aussi la Cour de cassation, dans deux arrêts, le premier du 5 août 1875, et le second du 24 février 1876 (1), a décidé que le vin, la bière ou le cidre consommés sans discernement et sans prudence pouvant produire l'ivresse, doivent par suite être considérés comme une des liqueurs alcooliques qu'il est interdit aux débitants de servir à des mineurs de seize ans. « La disposition de l'art. 4 de la loi de 1873, porte l'arrêt de 1876 précité, étant essentiellement protectrice ne doit

(1) S. 76. 1. 95. — D. 76. 1. 189.

pas être interprétée dans un sens restrictif qui serait contraire à la pensée du législateur manifestée par les termes employés et l'exposé des motifs. »

Nous ne pensons pas que telle soit la signification qu'il faille donner au mot « liqueurs alcooliques ». On remarquera d'abord que le vin, la bière, le cidre, ne sont pas des liqueurs mais des boissons, et que, comme nous sommes en matière pénale, l'interprétation stricte des termes de la loi ne permet pas une semblable extension.

Cette interprétation ne paraît pas du reste conforme à l'intention du législateur de 1873 qui semble n'avoir voulu prohiber que les liqueurs dont l'alcool proprement dit est la base principale et qui, prises même en petite quantité, produisent l'ivresse, surtout chez les enfants. Et puis si l'on considère le vin comme liqueur alcoolique, que laissera-t-on boire aux mineurs?

Mais on nous arrête, et l'on dit que s'il est défendu aux cabaretiers de servir du vin ou du cidre aux mineurs de seize ans, ils peuvent bien leur en offrir pour se désaltérer en quantité raisonnable. On voit à quel arbitraire conduit une pareille théorie, et, en outre, comme elle est peu d'accord avec les termes de la loi : une liqueur sera donc tantôt prohibée et tantôt permise, cela dépendra de la quantité qui en sera servie par l'aubergiste!

Ce qui a surtout impressionné la Cour de cassa-

tion dans les deux arrêts ci-dessus visés, c'est que, dans les espèces qui lui étaient soumises, les mineurs étaient sortis du cabaret en état d'ivresse. Mais il ne faut pas pour cela décider que le vin soit une liqueur alcoolique. Il est peut-être regrettable que la loi n'ait pas prohibé l'usage de cette boisson en trop grande quantité pour les mineurs; elle ne l'a pas fait. On ne peut suppléer à son insuffisance par une interprétation d'une régularité douteuse; car, ce qu'il faut considérer dans un texte législatif, ce n'est pas l'hypothèse que le législateur aurait dû, semble-t-il, viser, mais celle qui, en réalité, a fait sa préoccupation. Toutefois l'aubergiste ne sera pas toujours indemné, et si on ne peut lui appliquer l'art. 4, on pourra parfois lui appliquer l'art. 7 qui punit le fait de faire boire des mineurs jusqu'à l'ivresse, et dont il va être question à l'instant (1).

2. Délit (art. 7).

L'art. 7 porte : « Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de seize ans accomplis. »

(1) Nous ajouterons que les dispositions des art. 5 et 6 relatives à la récidive s'appliquent ici : nous les avons étudiées dans la précédente section.

Cette disposition n'est pas spéciale aux débitants de boissons, néanmoins comme ils peuvent se rendre coupables du délit qu'elle vise, nous en dirons un mot.

Ce que la loi punit, c'est le fait de *faire* boire jusqu'à l'ivresse des mineurs âgés de moins de seize ans, c'est-à-dire de les pousser, de les exciter à boire. Par suite, s'il se contente de les *laisser* boire jusqu'à l'ivresse, il n'encourt pas la peine portée dans l'art. 7.

Le projet de loi faisait observer que, dans cette seconde hypothèse, il fallait s'en référer au droit commun, c'est-à-dire à l'art. 4 (amende de 1 à 5 fr.). Nous avons retrouvé cette phrase reproduite dans différents ouvrages; il en résulte que l'aubergiste qui laisserait boire des mineurs jusqu'à l'ivresse commettrait une contravention visée par l'art. 4. Il y a là, semble-t-il, une inexactitude. En effet l'art. 5 du projet, devenu l'art. 4, et qui constituait le droit commun en cette matière punissait ceux qui avaient laissé les consommateurs boire jusqu'à l'ivresse, il était donc juste que l'art. 9 du projet, après avoir déclaré coupables d'un délit ceux qui faisaient boire des mineurs jusqu'à l'ivresse, ajoutât que s'ils n'avaient fait que les laisser boire, ils rentraient dans le droit commun. Mais on a vu plus haut que l'art. 4 fut modifié. Donc si la loi ne vise plus le cas du débitant qui laisse boire jusqu'à l'ivresse,

pourquoi renvoyer à cette disposition qui a disparu dans la rédaction définitive.

En résumé, nous pensons que l'aubergiste qui aurait laissé boire des mineurs jusqu'à l'ivresse ne serait pas coupable, à moins qu'il ne leur eût servi des liqueurs alcooliques; de plus, conformément au droit commun s'il leur a donné à boire, alors qu'ils étaient déjà manifestement ivres, il sera passible d'une amende de 1 à 5 francs (art. 4).

Mais s'il les laisse s'enivrer avec toute autre chose qu'avec des liqueurs alcooliques, il ne pourra être atteint par la loi de 1873.

L'art. 7 ne s'applique que si le débitant a fait boire le mineur, ce qui exige qu'il l'ait poussé et excité à consommer.

Lorsqu'un débitant, après avoir subi une condamnation pour avoir fait enivrer un mineur, se rend coupable, soit du même fait, soit du fait de donner à boire à des gens manifestement ivres, ou de les recevoir chez lui, ou de servir des liqueurs alcooliques à des mineurs de seize ans, et cela dans la même année, il est passible des peines portées aux art. 5 et 6 (art. 7).

Nous avons déjà étudié ces deux articles au point de vue de la récidive en matière d'ivresse. Nous ferons observer seulement que, en renvoyant à l'art. 5, le législateur n'a voulu parler que du second paragraphe de cet article, car le paragraphe premier

applique des peines qui sont exactement les mêmes que celles de l'art. 7, et qui ne constitueraient pas l'aggravation de répression que le législateur a eue en vue.

3. Mesures administratives.

Les mineurs se trouvent protégés par les dispositions législatives que nous venons d'étudier contre les dangers de l'ivresse. Mais l'autorité administrative ne pourrait-elle pas se montrer plus sévère que la loi.

On s'est demandé notamment si un règlement de police interdisant aux mineurs de moins de seize ans l'accès des débits de boissons serait légal et obligatoire?

Dans le sens de la négative on pourrait alléguer que la matière ayant été réglée législativement et que le législateur n'ayant jugé utile que de prohiber le fait de donner à boire aux mineurs des liqueurs alcooliques, l'autorité administrative ne pourrait édicter une semblable interdiction qui serait contraire à la loi.

Toutefois, la Cour de cassation s'est prononcée dans le sens de l'affirmative. Elle a reconnu légal l'arrêté préfectoral défendant aux aubergistes de recevoir dans leurs débits de boissons des mineurs

de moins de seize ans non accompagnés de personnes ayant autorité sur eux (1). La loi de 1873 n'avait édicté que des mesures répressives, l'autorité administrative prend des dispositions préventives, ce qui n'est pas la même chose; la loi punit le débitant qui donne à boire à un mineur, le règlement de police lui défend de recevoir un mineur. La loi de 1884 a donné aux préfets et aux maires le droit de prendre tous règlements qu'ils jugeraient convenables dans l'intérêt public et l'intérêt public exige que les mineurs ne soient pas témoins des scènes parfois immorales et scandaleuses qui se passent dans les cafés.

Cette décision peut sembler au premier abord en contradiction avec une autre opinion que nous avons adoptée sur un sujet paraissant identique. Nous avons dit un peu plus haut que, comme la loi de 1873 n'avait jugé à propos que de punir le fait de servir à boire à des gens manifestement ivres, un arrêté réglementaire ne pourrait pas punir l'aubergiste qui aurait laissé boire un individu jusqu'à l'ivresse. En effet, disions-nous alors, le pouvoir réglementaire confié aux maires et aux préfets ne peut plus s'exercer sur des matières que la loi a pris soin de régler elle-même. Sommes-nous donc en opposition avec ce principe en décidant que

(1) Cassation, 24 février 1876. S. 76. 1. 95.

l'autorité administrative pourrait interdire aux mineurs l'accès des cafés ?

La Cour de cassation, dans un considérant d'un arrêt, en vertu duquel elle avait été jusqu'à décider licite un arrêté municipal interdisant aux limonadiers, aubergistes, etc., de recevoir dans leurs établissements des jeunes gens n'ayant pas atteint l'âge de la majorité (1), répond à la question que nous venons de poser.

« La loi de 1873, dit cet arrêt, n'a eu en vue que de prévenir les dangers résultant pour la jeunesse de l'usage des boissons alcooliques et à cet effet elle a fixé une limite d'âge au-dessous de laquelle cet usage est complètement interdit aux mineurs dans les établissements publics. L'arrêté municipal se plaçant à un point de vue plus général et se préoccupant des dangers que pouvaient présenter pour leur moralité les scènes de désordre dont les cafés sont trop souvent le théâtre, leur a, dans un but de préservation, interdit la fréquentation de ces établissements jusqu'à l'âge où l'homme échappe à la tutelle de la loi pour reprendre la libre disposition de lui-même. » On le voit, les deux cas visés par la loi et par l'autorité administrative ne sont pas les mêmes et ces deux dispositions ne sont pas incompatibles l'une avec l'autre. La loi veut em-

(1) Cassation, 8 février 1875. S. 77. 1. 284.

pêcher que les mineurs ne nuisent à leur santé par l'usage des liqueurs alcooliques; l'autorité administrative veut éviter les dangers que présenterait pour les mineurs, au point de vue de la moralité, la fréquentation des débits de boissons. La loi n'a prévu qu'un cas; l'autorité administrative a très bien le droit d'en prévoir d'autres.

De ce que nous venons de dire, il résulte, croyons-nous, qu'un règlement de police qui défendrait à un débitant de donner à boire à des mineurs de seize ans, même des boissons non alcooliques serait illégal. La loi a déterminé elle-même les boissons qu'elle jugeait être pernicieuses pour la jeunesse et le maire ne peut en vertu de son pouvoir réglementaire prendre des mesures sur des points qui ont été réglés par la loi.

Section III. — *De la prostitution.*

Notre législation pénale n'atteint pas directement la prostitution; c'est, en effet, un principe du droit français que tout individu peut faire ce qu'il veut de sa personne à condition de ne léser directement ni les droits ni la liberté d'autrui.

Toutefois, il n'en reste pas moins vrai que la prostitution est un mal, qu'elle présente des dangers tant au point de vue de la salubrité que sous

le rapport de la moralité publique. Aussi est-il intéressant, si on ne peut l'atteindre directement, d'empêcher par des voies indirectes son trop grand développement, par exemple, en punissant ceux qui la favorisent. C'est ce qu'a fait la loi pénale en partie; c'est ce que peuvent faire en la complétant les arrêtés préfectoraux ou municipaux.

Nous étudierons dans cette section d'abord le délit d'excitation de mineurs à la débauche en ce qu'il peut être commis par l'aubergiste, et ensuite les mesures administratives qui peuvent être prises en vue de la morale publique.

1. Excitation des mineurs à la débauche.

D'après l'art. 334 du Code pénal, « quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 50 à 500 francs. »

Cette disposition s'applique évidemment à l'aubergiste qui reçoit chez lui des filles mineures venant dans le but de se livrer à la débauche. Mais à quelles conditions l'art. 334 pourra-t-il être appliqué?

Il faudra, en premier lieu, que l'aubergiste ait

excité, favorisé ou facilité la débauche. Il n'y aura donc pas lieu de distinguer si c'est lui qui a introduit les jeunes filles mineures dans son auberge ou au contraire s'il s'est contenté de leur fournir le logement en vue de se livrer à la prostitution. En effet, on ne doit pas voir dans les trois mots : exciter, favoriser ou faciliter la débauche un seul et même acte, mais au contraire trois actes distincts qui sont punis séparément. Par suite un hôtelier qui aurait simplement favorisé la prostitution sans exciter à la débauche serait passible des peines de l'art. 334.

L'aubergiste qui a favorisé ou facilité la débauche ne pourrait être excusé sous prétexte que la corruption n'a pas été consommée, car d'après l'art. 334 la simple excitation à la débauche est considérée comme délit, sans qu'il y ait à se préoccuper des résultats.

Faudrait-il renvoyer l'hôtelier de la poursuite, sous prétexte que la jeune fille mineure à laquelle il a fourni un asile pour abriter sa débauche était une fille publique et comme telle inscrite sur les registres de la police? Assurément non. L'inscription est une simple mesure administrative prise dans un but d'ordre et de salubrité; elle ne fait pas exception aux dispositions de la loi.

En somme, rien ne peut excuser le logeur qui a fourni à une mineure les moyens de se livrer à la prostitution. Toutefois, comme l'excitation à la dé-

bauche est un délit, et que tout délit suppose un élément intentionnel, il faut, pour que l'art. 334 s'applique qu'il soit établi que le prévenu n'ignorait pas l'état de minorité des prostituées qu'il recevait, et qu'il savait que la location de la chambre avait pour but de se livrer à la débauche (1).

Le second élément constitutif de ce délit est l'habitude. On a fait remarquer que le législateur n'aurait pu punir un seul fait d'excitation à la débauche sans établir une inquisition dont il eût été trop facile d'abuser, et affliger par suite d'honnêtes familles dont quelques-uns des membres auraient été inquiétés sans raison.

La question de savoir ce qu'il faudrait entendre par « habitude » a soulevé de nombreuses difficultés. Après avoir émis diverses opinions, la Cour de cassation a consacré le système d'après lequel l'habitude résulte, soit de la réitération de faits de corruption à différentes époques vis-à-vis de la même personne, soit de la succession des mêmes faits vis-à-vis des personnes différentes. Ainsi un hôtelier, qui aura reçu à plusieurs reprises une fille mineure venant avec un individu, sera coupable d'excitation de mineure à la débauche tout autant que celui qui aura donné asile à plusieurs mineures venant se prostituer. « En effet, ainsi que le fait justement

(1) Cassation, 8 décembre 1896. S. 97. 2. 40. — Garraud, *Droit pénal*, t. IV, p. 515.

remarquer M. Garraud (1), ce que la loi punit, c'est la manière d'être de l'inculpé, l'habitude criminelle de se faire intermédiaire ou propagateur de la corruption; cette habitude peut évidemment résulter, soit des faits de corruption répétés à différentes époques envers la même personne, soit des mêmes faits successivement pratiqués envers des personnes différentes. »

Enfin la troisième condition du délit, c'est l'âge de 21 ans, et il faudra que cet âge soit établi pour que l'aubergiste soit reconnu coupable.

2. Mesures administratives.

L'aubergiste qui favorise la prostitution n'est déclaré coupable par la loi que lorsque la prostituée est mineure. Mais ce que le législateur n'a pas fait, l'autorité administrative peut le faire; elle peut notamment, ainsi que nous allons le voir, interdire aux aubergistes de recevoir ou de loger des filles publiques.

Une ordonnance du lieutenant général de police Lenoir, en date du 6 novembre 1778, réglementait l'exercice de la prostitution pour Paris et le ressort du reste de l'ancien Châtelet.

Il est intéressant de savoir si cette ordonnance est

(1) Garraud, *Droit pénal*, IV, p. 513.

encore applicable à l'heure actuelle, tout au moins dans la partie qui se rattache à notre étude.

L'art. 5 de cette ordonnance, qui seul présente de l'intérêt pour nous, portait : « Enjoignons à toutes personnes tenant hôtels, maisons et chambres garnies au mois, à la quinzaine, à la huitaine, à la journée... de ne souffrir dans leurs hôtels, maisons et chambres, aucuns gens sans aveu, femmes ni filles de débauche se livrant à la prostitution, de mettre les hommes et les femmes dans des chambres particulières et de ne souffrir dans la même chambre des hommes et des femmes prétendus mariés qu'en présentant, par eux, des actes en forme de leur mariage, ou en le faisant certifier par des gens notables et dignes de foi : le tout à peine de 200 livres d'amende. »

Cette ordonnance est-elle encore en vigueur, dans le ressort de l'ancien Châtelet seulement, bien entendu? Après une longue controverse, on est maintenant généralement fixé dans le sens de l'affirmative. Rien, en effet, ne montre qu'elle ait été abrogée. Aucun texte légal d'abord ne porte cette abrogation, et l'art. 484 du Code pénal aux termes duquel « dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent Code, et qui sont régies par des lois et des règlements particuliers, les cours et tribunaux continueront de les observer », prouve au contraire en faveur du maintien de l'ordonnance.

En outre, on ne peut argumenter de ce que cette disposition serait tombée en désuétude, car il est de jurisprudence constante que l'usage contraire ou la désuétude par le non-usage ne peuvent avoir pour effet d'abroger la loi (1)

Les dispositions de l'ordonnance de 1778 sont donc encore applicables aux aubergistes, mais il est évident que comme cette ordonnance n'a la valeur que d'un arrêté préfectoral, le préfet peut la modifier.

Une ordonnance du 15 juin 1832, par exemple, se réfère à celle de 1778, mais se montre moins sévère qu'elle. L'art. 8 défend aux hôteliers et logeurs de recevoir habituellement des filles publiques, et d'après l'instruction du préfet de police du 25 août suivant, il est expliqué que la présence même habituelle de quelques femmes isolées et ne causant pas de scandale ne doit pas être considérée comme une infraction aux dispositions de l'ordonnance. Cette infraction n'existe réellement que lorsqu'il y a agglomération d'un certain nombre de filles dans la même maison. Dans ce cas, elle est transformée en un véritable lieu de débauche, et la police doit intervenir.

La sanction de l'inexécution des dispositions de l'ordonnance de 1778 était une amende de 200 livres; plusieurs arrêts avaient jugé que cette pénalité était

(1) Voir dans le sens du maintien de l'ordonnance. Cassation, 11 juillet 1884. S. 1885. 1. 192.

toujours applicable. Mais un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} décembre 1866 qui a rallié la jurisprudence, a décidé que « les lois et règlements de police antérieurs à la loi des 16-24 août 1790 qui statuent par celles de leurs dispositions encore en vigueur sur des matières confiées par ladite loi à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux n'ont plus aujourd'hui pour sanction que les peines de simple police prononcées par les art. 471-15^o et 474 du Code pénal (1) ». Par suite, au lieu d'une amende de 200 livres, ce n'est plus qu'une amende de 1 à 5 francs qui atteint les contrevenants. Le droit de surveiller et de réglementer la prostitution rentre dans les pouvoirs de police confiés à l'autorité municipale, et l'ordonnance de 1778 n'a évidemment plus que la valeur d'un arrêté municipal, et comme il est formellement écrit dans la loi de 1790 que les contraventions de police, c'est-à-dire les contraventions à tous les arrêtés municipaux, ne peuvent être punies que des peines qu'elle édicte, remplacées depuis par celle de l'art. 471 C. pénal, l'amende que prononçait l'ordonnance de 1778 ne peut évidemment plus être appliquée.

En somme, l'ordonnance de 1778, c'est une réglementation administrative quelconque; et comme désormais les infractions à ces réglementations sont

(1) D. 1867. 4. 142.

toutes punies uniformément, la peine prononcée par l'ordonnance de 1778 se trouve par là même abrogée.

Mais l'ordonnance de 1778 n'est qu'une disposition spéciale et il nous faut voir quelles sont, en général, les mesures que peut prendre l'administration municipale ou préfectorale en vue de réprimer la prostitution en s'attaquant à ceux qui lui fournissent le moyen de se développer.

L'autorité administrative, dans toutes les dispositions qu'elle prendra sur ce point comme sur toutes les autres prescriptions qu'elle édicte, devra chercher à concilier le maintien de la morale publique avec le droit qu'a tout individu exerçant *régulièrement* sa profession de ne pouvoir être entravé dans son commerce; et cette liberté du commerce ne devra être restreinte que dans les cas où il y aura nécessité absolue, soit pour le maintien du bon ordre, soit pour la sauvegarde de la moralité.

Dans une première catégorie de dispositions réglementaires sur ce point, on peut ranger toutes celles ayant pour but d'interdire aux aubergistes de loger des femmes de débauche. Cette prohibition peut être pure et simple et, dans ce cas, l'aubergiste encourra les pénalités de l'art. 471 § 15 du Code pénal, soit qu'il ait donné logement, c'est-à-dire qu'il ait loué une chambre à une fille publique, soit qu'il ait seulement reçu des prostituées qui

venaient à certains moments de la journée avec des hommes qu'elles avaient racolés sur la voie publique (1). Ou bien elle peut être conditionnelle : ainsi l'autorité municipale peut ne défendre aux aubergistes de louer à des filles publiques que s'ils n'ont pas obtenu une autorisation préalable de l'autorité (2).

A plus forte raison devrait-on considérer comme légal et obligatoire un arrêté municipal qui prescrirait à tout aubergiste logeant des filles publiques d'en faire la déclaration soit au maire, soit au commissaire de police. Cette disposition n'empêcherait pas l'hôtelier de louer à qui lui plaît; elle aurait pour seul but de permettre à la police de surveiller toutes les filles publiques.

Quel sens faudrait-il donner à un arrêté municipal qui défendrait aux aubergistes de loger des femmes se livrant à la prostitution?

Cette question n'eût jamais donné lieu à aucun débat si des circonstances accidentelles n'étaient venues, bien à tort d'ailleurs, obscurcir l'interprétation qu'il faut évidemment donner.

Il est clair qu'un pareil arrêté vise les aubergistes qui donnent logement à des femmes de mauvaises mœurs sans exiger du tout la circonstance aggravante que le logement serve aussi à l'exercice

(1) Paris, 8 décembre 1896. S. 1897. 2. 40.

(2) Cassation, 18 février 1860. D. 1860. 5. 308.

du honteux métier de ces femmes. Il est donc sans intérêt de rechercher si des actes immoraux sont commis ou non dans l'appartement loué par l'aubergiste et, en cas d'affirmative, de rechercher si l'aubergiste le sait.

L'autorité municipale vise le logement donné par un aubergiste à une fille de mauvaise vie : ce logement suffit.

En ne déclarant l'hôtelier coupable que s'il a laissé les femmes se livrer à la prostitution chez lui, on ouvre la porte aux difficultés et aux fraudes, car bien souvent il sera presque impossible de prouver ce fait, et presque toujours le logeur échappera à la contravention. L'arrêté serait donc à peu près lettre morte.

On peut ajouter en faveur de cette théorie qu'en logeant une femme de débauche, l'aubergiste acquiesce d'ordinaire par là même, d'une façon indirecte, à l'exercice de la prostitution dans sa maison.

Enfin, il faudrait aller plus loin. Comme nous sommes en matière de contravention, et que l'intention délictueuse n'est pas nécessaire, il importera peu que l'aubergiste ait su qu'il logeait chez lui une femme de mauvaise vie. Et sa bonne foi même ne le fera pas échapper à la peine.

Il ne nous semble pas qu'aucune de ces conclusions puisse être sérieusement contestée; pourtant

celles-ci n'ont pas prévalu d'emblée et la jurisprudence a eu quelque hésitation.

C'est que, ayant à interpréter en 1857 un arrêté d'un maire qui défendait à tous les habitants de loger des filles publiques, la Cour de cassation jugea par application de la règle que les actes doivent toujours être interprétés « *potius ut valeant quam ut pereant* », que le mot loger dans ce cas, ne pouvait, d'après la pensée du maire, signifier que l'interdiction ne visait que le fait de fournir un appartement devant servir à la perpétration d'actes immoraux (1).

L'interprétation littérale eût, en effet, conduit à entacher l'arrêté d'illégalité : l'autorité municipale n'a pas le droit de condamner des prostituées au vagabondage. Et il était évidemment sage de lui donner les bons effets qu'il pouvait avoir plutôt que de le déclarer illégal pour excès de pouvoir.

Lorsqu'on se trouva en présence d'arrêtés municipaux visant non plus tous les habitants, mais les aubergistes seuls, les défenseurs de ces logeurs s'efforcèrent de faire prévaloir l'interprétation du mot loger admise par l'arrêt de 1857. Ceux-ci étaient dans leur rôle, mais il est clair qu'ils ne pouvaient triompher. L'hypothèse était toute diffé-

(1) Cassation, 18 juillet 1857. D. 1857. 4. 382.

rente et on nous permettra même de nous étonner qu'il y ait eu question sur ce point.

Parmi les mesures administratives ayant pour but de sauvegarder la moralité publique, on peut encore citer toutes celles interdisant de recevoir dans les salles de café et d'auberges des femmes publiques et celles défendant à l'aubergiste d'employer pour recevoir les consommateurs ou les servir des femmes étrangères à sa famille.

Mais tous ces règlements sont locaux et particuliers et l'on a plusieurs fois songé à réglementer d'une façon uniforme la prostitution dans les auberges et les cafés. Et cette réglementation s'impose d'autant plus que la répression de l'infraction aux dispositions d'un arrêté administratif est très faible et que par une disposition législative on pourrait édicter une peine plus sévère.

Dans ce but, M. Fallières, garde des sceaux, déposait à la Chambre des députés le 31 octobre 1891, un projet de loi concernant les logeurs, débitants de boissons et autres individus qui facilitent la prostitution des femmes et filles de débauche, et punissant d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1000 francs :

1° Tout logeur tenant maison meublée ou chambres garnies qui aura sciemment favorisé ou facilité la débauche en recevant chez lui des femmes ou filles qui s'y livrent à la prostitution ;

2° Tous les cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons à consommer sur place qui fourniront à des femmes ou filles de débauche, employées ou non dans leurs établissements, les moyens de s'y livrer à la prostitution.

Ce projet de loi portait en outre l'interdiction soit temporaire, soit perpétuelle pour le débitant condamné, de tenir un débit de boissons.

Il fut repris par M. Béranger, au Sénat, le 27 avril 1894.

Enfin, M. Siegfried, dans sa proposition de loi sur la réduction des débits de boissons, rappelle la même disposition.

Souhaitons de voir aboutir ces différents projets, car il est bien certain qu'une répression énergique s'impose, notamment contre les teneurs de garnis clandestins, contre ces soi-disant hôteliers qui ne vivent que de la prostitution des femmes qu'ils hébergent. S'il n'est pas possible de remédier complètement au mal, du moins faut-il le rendre le moins dangereux possible et empêcher les logeurs de transformer leurs établissements en de véritables maisons de tolérance.

SECONDE PARTIE

DROIT PRIVÉ

Nous venons de voir dans la première partie de cette étude les diverses obligations auxquelles sont astreints les aubergistes au point de vue du droit public, ainsi que les pénalités qui peuvent les atteindre pour non-exécution de ces obligations.

Dans la seconde partie, nous allons étudier le contrat d'hôtellerie, c'est-à-dire les obligations et les droits qui résultent, tant pour l'aubergiste que pour le voyageur, de la convention intervenue entre eux.

CHAPITRE PREMIER

DU CONTRAT D'HOTELLERIE — COMMENT IL SE FORME

La convention qui se forme entre voyageur et hôtelier prend le nom de contrat d'hôtellerie. Elle pourrait être définie : une convention consensuelle et synallagmatique parfaite par laquelle une personne s'engage à loger et nourrir une autre personne et à lui fournir divers services accessoires moyennant une rémunération en argent que celle-ci s'engage à payer.

Ce contrat tient à la fois du louage de choses et du louage d'ouvrage. Du louage de choses, en ce que l'aubergiste s'engage à procurer la jouissance paisible et utile d'une partie d'immeuble et des meubles qui la garnissent. Du louage d'ouvrage, en ce qu'il s'oblige à rendre au voyageur les divers services qui lui sont nécessaires à raison de son séjour dans l'auberge, notamment pour les repas et l'entretien de l'appartement loué.

C'est un contrat consensuel qui se forme par

l'accord des volontés des deux parties, accord manifesté soit expressément, soit tacitement.

L'accord, disons-nous, peut se manifester expressément. C'est ce qui arrive lorsque toutes les clauses du contrat ont été au préalable débattues et fixées entre les parties, soit verbalement, soit par écrit, notamment par correspondance. Souvent un voyageur qui veut être certain de trouver une chambre à sa disposition lorsqu'il arrivera dans la localité où il doit séjourner, écrit à l'hôtelier pour s'assurer d'un logement, et l'hôtelier répond en lui promettant une chambre : le contrat est formé expressément.

Qu'arrivera-t-il alors si le voyageur, en se présentant à l'hôtel, trouve occupée la chambre qu'il avait retenue? Pas de doute, il pourra demander la résiliation du contrat pour non-exécution de l'obligation de l'une des parties (art. 1184), et réclamer une indemnité à l'aubergiste pour le préjudice que lui a causé le fait de ne pas trouver de chambre dans l'hôtel. Il pourra, s'il le préfère, exiger que l'aubergiste lui donne un logement aussi confortable, et en cas d'inexécution partielle de l'obligation, il aura droit à des dommages-intérêts. Dans le cas où le voyageur aurait spécifié dans sa lettre la chambre qu'il désirait occuper et où cette chambre se trouverait louée malgré la promesse qu'avait faite l'hôtelier de la conserver, le contrat serait également résilié

malgré l'offre de l'hôtelier de mettre une autre chambre à sa disposition, fût elle mieux située, plus grande, plus confortable.

Le contrat d'hôtellerie se forme aussi tacitement. Et dans cette hypothèse, des difficultés peuvent se présenter.

Par le fait seul qu'il tient auberge ouverte, l'aubergiste est en état permanent de pollicitation. Il offre au passant le gîte, la nourriture, et il suffit de l'acceptation du passant pour que le contrat se forme.

Toutefois faut-il que cette acceptation se manifeste d'une façon non équivoque. C'est ainsi que nous ne considérerions pas le voyageur qui monte à la gare dans l'omnibus de l'hôtel comme formant le contrat d'hôtellerie. En effet, il y prend place sous réserve qu'il trouvera à l'hôtel des conditions qui lui plaisent. Cela serait vrai également du voyageur qui entre dans l'hôtel et n'y fait que déposer sa valise.

Mais le doute ne sera plus possible et le contrat sera formé si le voyageur a pris une chambre dans l'hôtel.

Remarquons à ce sujet que lorsque le prix de location de la chambre se trouve affiché, le voyageur est considéré comme l'ayant tacitement accepté, par cela seul qu'il n'a pas réclamé en prenant possession de la chambre; il ne peut faire de réclamation lorsqu'en quittant l'hôtel l'aubergiste lui présente sa

note. L'offre a été précisée : si le locataire en profite, le contrat est formé (1).

De même lorsque le prix de la chambre n'a pas été débattu au préalable et qu'il ne se trouve pas affiché, le voyageur est censé avoir accepté par son silence la location pour le prix qui semble raisonnable suivant les circonstances. Ainsi il est bien évident qu'une personne qui descend au Grand-Hôtel, à Paris, sait qu'il lui sera réclamé un prix plus élevé que si elle était descendue dans un hôtel d'une catégorie inférieure; et elle ne pourra pas se plaindre de ce que le prix est trop élevé. Toutefois il ne faudrait pas qu'il y ait eu dol de la part de l'hôtelier; en ce cas le voyageur pourrait refuser de payer : par exemple, si, à l'occasion d'une fête ou d'un événement quelconque, l'aubergiste avait fixé pour sa location un prix exorbitant sans en avoir au préalable prévenu le voyageur.

De ce que l'aubergiste est en état permanent de sollicitation, il résulte encore que toute personne peut par son acceptation former le contrat d'hôtellerie, et le voyageur qui entre dans une auberge en acceptant les clauses du contrat est assimilable à un passant qui entre dans un magasin et exige

(1) Toutefois nous pensons qu'il n'en serait pas de même au cas où l'affiche contenant le prix de la chambre aurait été dissimulée dans un coin, presque invisible. On rentrerait alors dans l'hypothèse où il n'en existe pas et qui va être étudiée. Il faut aussi que le prix soit normal, sinon rien ne ferait présumer que le voyageur l'a accepté.

la remise d'un objet au prix affiché à l'étalage.

C'est là un principe que nous considérons comme certain. L'hôtelier a offert gîte, nourriture, etc., si une personne accepte son offre, il ne peut la refuser; le contrat d'hôtellerie, en effet, n'est pas fait « *intuitu personæ* », c'est-à-dire que ce n'est pas un contrat, comme le mandat, la société, etc., dans lequel le contractant s'attache aux qualités morales et intellectuelles de l'autre partie.

Si tel est le principe, il faut toutefois reconnaître qu'il y a des exceptions et que l'hôtelier doit avoir le droit de refuser un voyageur lorsqu'il allègue des raisons précises et sérieuses. Mais ces exceptions ne portent pas atteinte à la règle, car il n'en reste pas moins vrai qu'il ne dépend pas du bon plaisir de l'aubergiste d'accepter ou de refuser des voyageurs; ce n'est que s'il existe des motifs sérieux que l'aubergiste peut être en droit de fermer sa porte à celui qui vient lui demander une chambre.

L'hôtelier peut exiger que le voyageur se soumette aux règlements exprès de son hôtel et aussi aux règlements tacites ou supposés dont la teneur varie avec l'hôtel; s'il a de justes raisons de croire que l'individu qui se présente ne fera pas de l'hôtel un usage normal, il peut lui en interdire l'entrée.

Ainsi, l'aubergiste aurait le droit de ne pas recevoir ou un infirme ou un malade, car il ouvre ses

chambres et sa table aux personnes valides devant faire des lieux loués un usage normal, et une auberge n'est pas une infirmerie. Il pense, à juste raison, que le malade qui se présente chez lui ne fera pas de l'hôtel l'usage auquel il est affecté et ne pourra remplir toutes les obligations auxquelles est tenu le voyageur. Sans compter qu'au cas où l'aubergiste recevrait un malade, il serait tenu de lui fournir tous les soins que peut exiger son état de santé, et que si ce malade venait à mourir pour manque de soins, une lourde responsabilité pèserait sur l'aubergiste, bien que, remarquons-le, il ait rempli soigneusement toutes les obligations auxquelles l'hôtelier est ordinairement tenu.

Il faudrait même aller plus loin et reconnaître à l'aubergiste le droit de refuser l'entrée de son établissement à un voyageur qui serait connu pour ses habitudes dissolues, alors même qu'il s'engagerait à respecter extérieurement tous les règlements de l'hôtel. En effet, sa seule présence pourrait causer le départ de certains locataires et nuire à la bonne réputation et partant au succès de l'hôtel.

De même, en dehors de toute question de moralité, il serait loisible à l'hôtelier d'éconduire un voyageur sur ses seules manières extérieures. Un hôtel renommé par l'élégance de sa clientèle pourrait, par exemple, être fermé à un paysan dont les allures grossières ne seraient pas en harmonie avec

les manières polies et recherchées des personnes qui fréquentent habituellement cet hôtel.

Enfin, le refus par un aubergiste de recevoir un voyageur serait suffisamment justifié par ce fait que la présence de ce voyageur donnerait naissance à des manifestations hostiles pour des motifs politiques ou autres, et par suite occasionnerait des troubles et des désordres de nature à éloigner le public de l'hôtel.

Que faut-il conclure de toutes ces observations? Ainsi que nous le disions en commençant, l'hôtelier s'est mis dans l'obligation de recevoir toute personne par suite de l'exercice même de sa profession. Mais s'il a des motifs pour refuser l'accès de son hôtel à un voyageur, et ces motifs pourront être nombreux, il sera en droit de le faire. Une des principales raisons qui permettront à l'aubergiste de ne pas recevoir un voyageur sera la grande responsabilité qui lui incombe et que nous établirons dans un des chapitres qui suivront; il en résulte que si l'individu qui se présente chez lui a des allures singulières, l'hôtelier sera en droit de l'éloigner. Mais si, au contraire, le voyageur paraît honnête et d'une condition sociale en rapport avec le genre de clientèle de l'hôtel, l'hôtelier ne pourra, sans s'exposer à une action en dommages-intérêts, lui refuser l'entrée de son établissement, et c'est en cela que nous différons de l'opinion généralement

admise d'après laquelle l'hôtelier a toujours le droit de refuser qui il lui plaît, même sans aucun prétexte.

De ce qu'il ne faut pas ranger le contrat d'hôtellerie parmi les contrats faits « *intuitu personæ* », nous concluons encore qu'il n'y a pas lieu de distinguer, relativement aux obligations qui en dérivent, si la personne qui descend dans l'auberge est ou non étrangère à la localité.

Certains auteurs, par exemple, ont prétendu que la responsabilité de l'aubergiste était moins grande lorsque la personne descendue à l'hôtel était un habitant de la localité; dans ce cas, dit-on, les motifs qui rendent si lourde la responsabilité n'existent plus; l'individu qui réside dans la localité connaît l'hôtelier, sa bonne foi, son honorabilité, et si sa confiance est trompée, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même de ne s'être pas suffisamment renseigné alors qu'il en avait le moyen.

D'autre part, on a soutenu que l'aubergiste n'avait privilège sur les effets du voyageur que dans le cas où ce voyageur était un étranger. L'hôtelier, a-t-on dit, connaît les habitants de la ville où il exerce son commerce, et s'il leur a fourni un gîte alors qu'ils étaient insolubles, il sera victime de sa négligence et l'on n'aura aucune raison de lui accorder un privilège.

Les motifs allégués dans le sens de cette opinion

ne paraissent aucunement décisifs. En recevant un individu, l'aubergiste s'est tacitement obligé à remplir toutes les obligations qui lui incombent; d'autre part, le voyageur a dû légitimement croire qu'il trouverait chez son hôte toute la sécurité possible. Ce serait donc tromper sa bonne foi que de lui refuser certaines garanties parce qu'il n'est pas étranger, d'autant plus que la loi ne fait de distinction nulle part et que la généralité de ses termes ne permet même pas d'en faire. On objecte que le législateur ayant employé le mot « voyageur » a voulu par là désigner les individus de passage dans une ville et non pas les habitants. Ce n'est pas exact, par « voyageur », il faut entendre toute personne qui descend dans une hôtellerie. C'est la seule expression que pouvait employer le législateur et rien n'indique qu'il lui ait donné le sens restreint dans lequel l'emploient nos adversaires.

Le contrat d'hôtellerie, est, dans un autre ordre d'idées, un contrat successif, c'est-à-dire dans lequel l'obligation de payer naît jour par jour, au fur et à mesure que les services sont effectivement rendus. De là il suit que, alors même qu'un cas fortuit serait la seule raison l'ayant empêché d'exécuter son obligation, l'aubergiste ne serait pas autorisé à demander le paiement du prix correspondant au service qui n'aurait pas été rendu.

CHAPITRE II

DES EFFETS DU CONTRAT D'HÔTELLERIE — OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'AUBERGISTE ET DU VOYAGEUR

Le contrat d'hôtellerie est un contrat synallagmatique qui engendre des obligations à la charge des deux parties dès le moment où il se forme.

N° 1. — *Obligations du voyageur.*

Les obligations du voyageur sont faciles à déterminer et elles se ramènent à deux principales : celle de payer le prix d'hôtellerie, et celle de se servir de l'hôtel en général et de l'appartement loué en particulier suivant leur destination normale.

Le voyageur doit d'abord payer son prix, et le faire de la manière et aux époques convenues ; dans certaines villes, par exemple, il est d'usage de payer son loyer d'avance ; le voyageur est obligé de s'y conformer, sauf à demander le remboursement total ou partiel de la somme avancée au cas où

pour une cause quelconque l'aubergiste n'aurait pas rempli ses obligations.

Le voyageur doit payer intégralement le prix convenu alors même qu'il ne tirerait pas profit de tous les services de l'hôtel mis à sa disposition. Ainsi, lorsqu'il a loué une chambre pour un certain temps, il n'a droit à aucune réduction pour les nuits qu'il n'aurait pas passées à l'hôtel, pour les repas qu'il n'y aurait pas pris. Dans un contrat synallagmatique, l'obligation de chaque partie a pour cause celle de l'autre; l'aubergiste a rempli son obligation en fournissant au voyageur la nourriture et le logement, celui-ci doit remplir la sienne en payant le prix convenu : il est évident que le fait pour une partie de ne pas user de la totalité de son droit, ne l'autorise pas à diminuer proportionnellement sa propre obligation.

Toutefois, il ne faudrait pas confondre avec cette hypothèse le cas où un voyageur, après l'expiration du temps pour lequel il a loué, quitterait l'hôtel en emportant la clef et en privant ainsi l'aubergiste de la faculté de louer sa chambre; ce voyageur ne serait pas tenu contractuellement puisque le contrat aurait cessé entre lui et l'hôtelier; il ne devrait des dommages-intérêts qu'à raison de la faute délictuelle qu'il a commise, et en tant seulement que l'aubergiste ferait la preuve d'un préjudice subi.

Envisageons maintenant le cas où le voyageur

qui a loué à la semaine ou au mois, part avant l'expiration de la semaine ou du mois. Devra-t-il alors payer l'intégralité de son prix ?

Nous croyons qu'il faut distinguer suivant les causes de son départ. S'il est contraint de partir par un cas fortuit — et il faut faire entrer sous cette expression le décès d'un parent, une affaire grave, etc., en un mot, un événement important et tout à fait inattendu. S'il s'agissait d'un commerçant obligé de partir pour affaires, le cas ne serait plus le même, car un commerçant doit toujours s'attendre à un départ précipité — si, disons-nous, le voyageur est forcé de partir par cas fortuit, il ne devra qu'une fraction du prix correspondant à la durée de sa jouissance.

Ne semble-t-il pas, en effet, que dans tout contrat d'hôtellerie une clause tacite réserve, au profit du voyageur, le droit de mettre fin au contrat dans le cas où un événement de force majeure l'obligerait à partir; il n'est pas vraisemblable que le voyageur ait voulu s'engager à payer le prix d'hôtellerie alors même qu'une circonstance indépendante de sa volonté ne lui permet pas de bénéficier des services que ce prix était destiné à payer. Toutefois, si l'hôtelier avait fait au voyageur un prix de faveur à cause de la durée plus longue de la location, le calcul du prix à tant par jour devrait se faire sur le prix normal et non sur le prix de faveur.

Au contraire, si le voyageur quitte l'hôtel par caprice, il devra payer l'intégralité du loyer. En effet, l'aubergiste remplit son obligation ; ce n'est pas parce que le voyageur s'en va par fantaisie que le contrat est rompu ; si ce dernier ne veut pas payer son prix, l'hôtelier peut le forcer à s'exécuter, ou demander la résiliation du contrat en se faisant octroyer par les tribunaux des dommages-intérêts pour le préjudice qu'aura pu lui causer le fait de la location de la chambre pour un certain temps, par exemple, s'il a manqué l'occasion de la louer (article 1184).

La seconde obligation du voyageur est de se servir de la chose louée en bon père de famille. Au point de vue matériel, il doit faire un usage raisonnable de l'appartement et des meubles qui sont spécialement mis à sa disposition, et en général de toutes les choses dont il est en droit de se servir dans l'hôtel. S'il n'est pas tenu des réparations locatives, il doit néanmoins, à la fin de la location, rendre en bon état tout ce dont on lui a concédé l'usage. Ainsi il répond des dommages causés par sa faute, tels que parquets détériorés, tapis déchirés, meubles fracturés, etc. Mais si ces dégradations ne sont point de son fait, il est admis à prouver qu'elles ont été occasionnées et doivent être supportées par l'hôtelier ou ses domestiques.

A côté de cette obligation, il en est une plus importante qui est de se comporter dans l'hôtel

d'une manière conforme aux bonnes mœurs, — et elle existe à l'égard de tous les hôtels, — et, en outre, de respecter en tout la bonne tenue spéciale de l'hôtel dans lequel on est descendu.

Le voyageur ne pourrait, sous prétexte qu'une chambre lui est louée, y amener des personnes de mauvaise vie ou s'y livrer à des manifestations bruyantes, car la chambre est louée pour un usage normal.

On doit considérer que le voyageur, en faisant le contrat d'hôtellerie, a souscrit à tous les règlements généraux qui sont utiles pour la bonne tenue d'un hôtel et, en outre, à tous ceux spéciaux au caractère de l'hôtel dans lequel il est descendu. Un voyageur arrive dans un hôtel élégant et mondain : par là même il s'engage à remplir certaines obligations extérieures auxquelles il ne serait pas astreint dans une auberge de campagne.

Enfin, le voyageur ne doit jamais oublier qu'il *est chez l'hôtelier*, et cela est vrai même quand il se trouve dans la pièce qui lui a été louée. C'est à cette idée que nous rattacherons, outre l'obligation déjà mentionnée de ne pas recevoir de femmes de mauvaise vie, celle plus générale de ne laisser personne passer la nuit dans sa chambre sans en avoir, au préalable, averti l'aubergiste qui est en droit de s'y refuser, et celle de lui remettre la clef en sortant de l'hôtel. La responsabilité très lourde

qui pèse sur l'aubergiste ne peut, en effet, qu'être corrélative à un droit de surveillance très étendue.

Lorsque le voyageur ne remplit pas ses obligations, c'est-à-dire lorsqu'il ne paie pas son prix ou qu'il ne se conforme pas aux règlements de l'hôtel et qu'il n'use pas de la chose louée en bon père de famille, quels sont les droits de l'aubergiste?

Il peut d'abord s'adresser aux tribunaux et demander soit des dommages-intérêts à raison de l'inexécution des obligations du voyageur, en faisant fixer en même temps des dommages-intérêts pour le cas où, dans l'avenir, le voyageur continuerait à ne pas remplir ses devoirs, soit la résolution du contrat avec dommages-intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice causé.

Mais ce procédé est très long; il a le désavantage de ne pas supprimer de suite la cause du préjudice qui ira peut-être en s'aggravant, car le voyageur peut être insolvable ou ne pas présenter de garanties suffisantes. En outre, il arrive souvent que les dommages-intérêts ne seront pas en rapport avec le préjudice causé; le voyageur peut, après avoir quitté l'hôtel, faire un tort énorme à sa réputation par ses récits fantaisistes. L'aubergiste a-t-il en son pouvoir des moyens d'agir plus expéditifs?

Il peut d'abord refuser la clef au voyageur qui veut rentrer dans son appartement. Dans un contrat

synallagmatique, nous l'avons déjà dit, quand une des parties ne remplit plus ses obligations, l'autre partie a le droit de suspendre l'exécution des siennes. Un bailleur ordinaire qui aurait loué un appartement à condition que le locataire paye ses loyers d'avance, ne serait pas obligé de lui remettre la clef de l'appartement s'il ne remplissait pas ses engagements; on doit décider de même lorsque c'est un voyageur qui n'accomplit pas les obligations qu'il a prises vis-à-vis de l'aubergiste, et celui-ci peut toujours refuser de remettre la clef, puisque, en théorie, il doit toujours l'avoir entre ses mains quand le voyageur sort de l'hôtel.

Nous verrons, dans un chapitre spécial, que l'hôtelier peut retenir les bagages du voyageur qui ne paie pas sa dépense, et qu'il a sur eux un privilège.

Enfin, si le voyageur s'enferme dans sa chambre et refuse de sortir, ou bien s'il s'installe dans une des parties de l'hôtel mises à la disposition du public en refusant de s'en aller, l'aubergiste a-t-il le droit de recourir à la force armée?

D'après certains auteurs, il peut requérir l'assistance du commissaire de police. Nous pensons qu'il y a lieu de distinguer les motifs de l'expulsion du voyageur. Si celui-ci cause du scandale dans l'hôtel, l'aubergiste a le droit d'avoir recours à la force armée pour le faire sortir. Dans ce cas, le voyageur se met dans la position d'un étranger qui viendrait

troubler la tranquillité de l'auberge et commettrait un délit réprimé par le Code pénal, délit qu'il est bien dans les fonctions de la police administrative d'empêcher, soit qu'elle puisse le prévenir complètement, soit qu'elle ne puisse que mettre obstacle à son achèvement. Mais si l'hôtelier veut le faire sortir parce qu'il ne paie pas son loyer ou parce qu'il ne se conduit pas en bon père de famille, il doit, pensons-nous, présenter requête au juge des référés à l'effet d'autoriser, vu l'urgence, un huissier à expulser le voyageur récalcitrant. Nous ne croyons pas que dans cette hypothèse, l'hôtelier puisse avoir directement recours au commissaire de police. En effet, il s'agit seulement de l'exécution d'une obligation civile et contractuelle, et les agents de la police administrative n'ont aucune qualité pour contraindre les particuliers à l'exécution de leurs contrats. L'aubergiste n'a évidemment aucun titre exécutoire, le juge peut seul lui en décerner un qui lui permette, si besoin est, de recourir à la force publique.

En somme, dans toutes ces circonstances, l'aubergiste devra agir avec la plus extrême prudence s'il ne veut s'exposer à la demande de dommages-intérêts que fera contre lui le voyageur lésé par des manœuvres aussi maladroites qu'inutiles.

Existe-t-il une répression spéciale contre le voyageur qui vient dans une auberge, s'y fait servir à

manger, y couche, et au moment de partir déclare qu'il ne peut payer? C'est ce que nous allons voir en parlant des délits de « filouterie d'aliments ».

La loi du 26 juillet 1873 a ajouté à l'art. 401 du Code pénal la disposition suivante : « Quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se sera fait servir des boissons ou des aliments qu'il aura consommés en tout ou en partie, dans des établissements à ce destinés, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus, et d'une amende de 16 francs au moins et 200 francs au plus. » Cette disposition vise donc le cas de l'individu qui se présente dans une auberge, un café, un restaurant, s'y fait servir à boire ou à manger, sans pouvoir payer sa dépense.

Le délit de filouterie d'aliments comprend deux éléments : l'un matériel, qui réside dans le fait d'avoir consommé des aliments ou des boissons dans des établissements à ce destinés : la tentative ne suffit donc pas; l'autre intentionnel, qui est la connaissance, par l'individu qui se fait servir à manger ou à boire, qu'il ne sera pas en mesure de payer sa dépense, et quand on dit payer, il faut entendre payer en espèces de monnaie.

Grâce à cette disposition, s'est trouvée comblée une lacune très grave de notre code. Il court, de par le monde, des individus de mauvaise foi, qui, n'ayant pas d'argent pour payer la note, f'ont quand

même des dépenses. Avant la loi du 26 juillet 1873, la loi pénale était impuissante à punir les auteurs de ces méfaits. Certains tribunaux avaient essayé de voir là tantôt un larcin ou une filouterie, tantôt une escroquerie. Mais la Cour de cassation avait cassé les arrêts rendus dans ce sens. La filouterie, en effet, n'est qu'une variété du vol et elle ne peut exister sans la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui : le fait de se faire servir à manger dans une auberge sans avoir l'intention ni le moyen de payer, ne constitue pas une filouterie : il n'y a pas soustraction, puisque c'est l'aubergiste lui-même qui sert le consommateur. On ne peut dire non plus qu'il y ait là une escroquerie : s'il est vrai, en effet, que le consommateur trompe l'aubergiste, puisque le contrat de consommation d'aliments se fait au comptant, et que, par là seul que l'on s'assoit à une table, on prend l'engagement de payer de suite, cette tromperie est insuffisante, car le mensonge seul ne constitue pas le délit d'escroquerie; celui-ci n'existe qu'autant que le mensonge est appuyé d'assertions formelles tendant à donner confiance à la personne qui en est victime.

La loi de 1873 s'applique à l'individu qui entre dans une auberge pour y consommer. Mais l'aubergiste qui suit la foi d'un voyageur en lui fournissant à crédit la nourriture et le logement, a-t-il droit à cette protection?

Les dépenses relatives au logement étaient prévues dans le texte de la proposition de loi, mais la Commission les en effaça. Il n'y a donc pas de doute sur ce point. Mais, comme la loi de 1873 vise l'individu qui s'est fait servir à manger, faut-il en conclure que celui qui serait logé et nourri dans un hôtel serait coupable de délit de filouterie d'aliments en ce qui concerne la nourriture qu'il aurait consommée pendant son séjour et qu'il ne pourrait payer? Nous ne le pensons pas (1). Un individu, logeant dans l'hôtel, qui ne paierait pas la nourriture qu'il a prise, ne commettrait pas le délit de filouterie d'aliments. En effet, la loi du 26 juillet 1873 a pour but de réprimer un genre de fraude contre lequel les intéressés peuvent difficilement se prémunir. Mais quand il s'agit d'un individu qui est tout à la fois logé et nourri dans l'hôtel, la situation n'est plus la même, puisque l'hôtelier peut, dans ce cas, exiger facilement une garantie, soit en bagages, soit en argent, suffisante pour répondre du paiement du logement et de la nourriture tout à la fois; c'est ce qu'a pensé la Commission, en refusant de punir celui qui s'était fait loger sans payer, et il résulte implicitement des observations qui furent faites alors que la solution que nous admettons répond tout à fait à l'esprit dans lequel

(1) En ce sens : Paris, 22 février 1883. — Douai, 14 novembre 1883. (D. 1886. 2. 102.)

a été faite la loi. Ce que le législateur a voulu punir, c'est le contrat fait avec un restaurateur ou un débitant et qui est généralement fait au comptant. La seule ressource de l'aubergiste qui aura suivi la foi d'un voyageur insolvable sera d'établir, si cela est possible, qu'il y a eu escroquerie.

Mais, comme nous le faisons observer tout à l'heure, cela suppose une série de manœuvres, l'usage de faux noms ou de fausses qualités, *ayant directement entraîné la confiance de l'aubergiste et la fourniture du logement et des denrées.*

Pour éviter tout ennui, l'aubergiste fera bien de refuser l'entrée de son auberge à des voyageurs dont les allures singulières laissent supposer qu'ils seront de mauvais payeurs.

N° 2. — *Obligations de l'hôtelier.*

L'hôtelier est, de son côté, astreint à un certain nombre d'obligations dont les unes lui sont communes avec le bailleur ordinaire, et les autres spéciales, eu égard à la nature de son commerce.

Comme bailleur, l'aubergiste doit fournir au voyageur le logement et l'usage paisible de la location pendant le temps convenu. Au cas où l'hôte se trouverait gêné par les manières bruyantes de certains locataires, il aurait le droit de demander la résiliation du contrat.

L'aubergiste doit, en outre, entretenir les lieux en état de servir à l'usage pour lesquels ils ont été loués, et il ne peut, pendant le séjour du voyageur, en changer l'état ni la destination. Si les lieux loués avaient besoin de réparations qui ne puissent être différées, l'hôtelier aurait le droit de les faire, à condition qu'elles ne durent pas plus de quarante jours ou qu'elles ne rendent pas inhabitable le logement du voyageur.

En sa qualité d'hôtelier, il doit spécialement fournir au voyageur les meubles, le linge, le lit et la table, ainsi que tout ce qui peut lui être nécessaire et qui porte communément le nom de service. A ce propos, il a été jugé que l'aubergiste n'était pas fondé à réclamer au voyageur, en outre du prix de l'hôtel, une somme quelconque à ce titre (1). Mais ce n'est là qu'une affaire de convention, et, si le voyageur a été averti, soit expressément, soit tacitement, ou par une affiche apposée dans sa chambre, qu'une rétribution spéciale était exigée dans l'hôtel pour le service, il ne pourrait se refuser à la payer.

Parmi les obligations accessoires nombreuses que contracte l'aubergiste, nous pouvons citer celle de remettre au voyageur à qui ils sont adressés les

(1) Il a été décidé que, si le voyageur se refusait à payer le service, l'hôtelier ne pourrait pas, sans encourir une responsabilité, retenir ses effets et bagages. (Justice de paix de Saujon, 24 mars 1886. — Mon. Just. paix 1880, p. 79.

imprimés, circulaires, lettres, etc. (1). Il s'est engagé par son contrat de louage à fournir divers services et entre autres à être l'intermédiaire des rapports entre les voyageurs et les tiers.

A côté de ces diverses obligations, l'aubergiste a aussi à remplir des devoirs d'hospitalité particulière.

Si un voyageur tombe malade dans sa chambre, il doit lui faire donner les premiers soins. Il doit aussi, si la maladie lui semble grave, ou bien appeler un médecin en le prévenant qu'il ne s'engage nullement à payer la consultation, ou bien prévenir l'administration et faire procéder au transport du malade dans un hôpital.

Si le voyageur venait à mourir à l'hôtel, l'hôtelier devrait en aviser de suite la famille s'il la connaît, et faire la déclaration prescrite à l'état civil.

Telles sont les obligations générales de l'hôtelier. Mais il en est une qui va exiger une étude spéciale à cause de son importance : c'est l'obligation de surveiller avec un soin tout particulier les effets du voyageur, obligation qui crée à la charge de l'aubergiste une responsabilité très lourde, objet des art. 1952, 1953 et 1954 du Code civil.

(1) Tribunal de la Seine, 7 mai 1869. — S. 1869. 2. 336.

CHAPITRE III

DE LA RESPONSABILITÉ DES AUBERGISTES

Nous allons, avant de commencer ce chapitre, transcrire les textes législatifs relatifs à la responsabilité des aubergistes.

Article 1952. — Les aubergistes ou hôteliers sont responsables comme dépositaires des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux ; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

Article 1953. — Il sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtelier, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

(Lois du 18 avril 1889). — Cette responsabilité est limitée à 1,000 francs pour les espèces monnayées ou les valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes et hôteliers.

Article 1954. — Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure.

Nous diviserons ce chapitre en quatre sections :

Dans la première, nous rechercherons quel est le fondement de cette responsabilité spéciale.

Dans la seconde, nous verrons en quoi elle consiste.

La troisième section sera consacrée à l'étude des limitations qui peuvent être apportées à cette responsabilité, soit par la volonté des parties, soit par certaines circonstances particulières, soit par la loi.

Enfin, dans la quatrième section, nous dirons un mot de la preuve.

Section 1^{re}. — *Fondement de la responsabilité.*

L'examen seul des textes de la loi suffit à montrer que la responsabilité des aubergistes est excessivement lourde; il faut donc la justifier, montrer qu'elle a une raison d'être et un fondement juridique.

De tous temps, les aubergistes ont été astreints à une surveillance toute particulière des effets du voyageur, et la responsabilité qui pesait sur eux tenait à la méfiance qu'ils inspiraient.

Le droit romain donnait deux actions contre eux une action *de recepto* pour leur faire restituer les objets à eux confiés et une action au double *in*

factum en cas de détournement ou de détérioration provenant de leur fait ou du fait de leurs préposés.

Dans notre ancien droit, la sévérité avec laquelle sont traités les aubergistes est non moins grande, et l'on va jusqu'à créer une présomption de mauvaise foi à leur égard. Cette rigueur tient à plusieurs raisons. D'abord, au peu de confiance qu'ils inspirent; la mauvaise foi dont la plupart d'entre eux font preuve vis-à-vis des voyageurs rejaillit sur toute la corporation, et ce n'est qu'avec une certaine appréhension que l'on franchit le seuil des auberges.

En outre, il ne faut pas oublier qu'à cette époque les voyages se font par route et par étapes, et que le passant se trouve dans l'obligation de s'arrêter dans la première hôtellerie venue, parfois loin des lieux habités; il faut au moins qu'en cas de soustraction des effets qu'ils apportent, les voyageurs aient des facilités spéciales pour prouver le nombre et la valeur des effets apportés. Et c'est à ce titre que l'ordonnance de 1667 les soustrait à l'application de l'ordonnance de Moulins qui a prohibé la preuve testimoniale au-dessus de cent livres.

Il est bien certain que ces raisons historiques n'ont pas dû être étrangères à la rédaction des articles du Code civil promulgué à une époque où les hôtelleries étaient encore rares; mais il ne faut pas voir là aujourd'hui le fondement de la responsabilité des aubergistes. La profession d'aubergiste n'est plus

frappée de méfiance par l'opinion publique et l'honnêteté des hôteliers n'est pas plus suspectée que celle de la moyenne des hommes.

Certains auteurs soutiennent encore que les voyageurs, ne pouvant se renseigner sur la probité de ceux chez lesquels ils sont obligés de descendre, doivent s'en remettre à leur bonne foi : ce serait le motif de la sévérité du législateur.

Cet argument semble dénué de valeur aujourd'hui, car il est facile de se renseigner sur la situation des hôtels et la sécurité qu'ils offrent au voyageur.

Le fondement juridique de cette responsabilité se trouve dans la convention tacite qui intervient entre le voyageur et l'aubergiste, convention que la loi, suivant son rôle ordinaire, s'est bornée à interpréter dans les art. 1952 et suivants du Code civil.

L'aubergiste est, par sa profession même, en état permanent de sollicitation. Il offre aux voyageurs qui voudront bien descendre chez lui non seulement les services primordiaux, tels que nourriture et logement, dont tout voyageur a besoin, mais aussi les services accessoires sans lesquels le séjour dans l'auberge serait impossible.

Le voyageur apporte toujours avec lui des bagages, et il compte que l'aubergiste s'emploiera, lui et ses préposés, à les garder et à en assurer la conservation.

L'hôtelier s'empresse de satisfaire ce désir, car l'auberge est aussi sa maison, maison spécialement exposée, il est vrai, par sa destination même à des soustractions et à des vols; mais il est facile, par une surveillance minutieuse, d'empêcher qu'aucun effet du voyageur ne soit dérobé par qui que ce soit, et il est évident que si l'aubergiste se refusait à prendre cet engagement, le voyageur ne voudrait pas contracter avec lui.

L'hypothèse dans laquelle nous nous trouvons n'a donc rien que de très normal. Elle se reproduit toutes les fois qu'un contractant a un intérêt manifeste à imposer à l'autre partie une obligation précise et où cette seconde partie ne demande pas mieux que de l'accepter, puisque le contrat est profitable pour elle et que la rémunération qu'elle demande est proportionnée aux obligations qu'elle souscrit.

C'est ce qu'indiquait très justement le rapporteur du Tribunal, lorsqu'il disait que « cette responsabilité est peut-être la base la plus solide de la prospérité des aubergistes. C'est la confiance qu'ils inspirent, ou la bonne foi et la surveillance à laquelle la loi les oblige qui rend les voyages plus faciles, plus multipliés, et attire les voyageurs chez eux ».

Cette convention tacite, relative aux effets du voyageur, est donc une des clauses du contrat

d'hôtellerie. Toutefois, le législateur, voulant qualifier le titre en vertu duquel l'aubergiste est responsable, considère celui-ci comme un dépositaire; l'art. 1952 dit même que ce dépôt est un dépôt nécessaire.

Le dépôt d'auberge est certainement un dépôt *sui generis*, car, dans le dépôt ordinaire, le déposant se dessaisit complètement de la chose déposée qui reste confiée au dépositaire: il n'en peut être ainsi dans le dépôt d'auberge, puisque le voyageur n'apporte des effets que pour s'en servir.

Cette différence n'est pas la seule. Le dépôt ordinaire est un contrat à titre gratuit, et le dépositaire, n'attendant aucune rémunération du service qu'il rend, n'est tenu d'apporter à la chose déposée que les soins qu'il apporte à ses propres affaires. Ici, au contraire, le dépositaire est rémunéré.

On dit généralement que le prix d'hôtellerie est la rétribution de la nourriture et du logement seuls. Cette analyse est trop sommaire et, en réalité, les frais d'hôtellerie comprennent les divers services du voyageur, les plus modestes comme les plus importants, et, entre autres, les frais de garde des effets. C'est précisément à raison de la rémunération perçue par l'aubergiste que la loi, interprétant toujours la convention tacite, déclare ce dépositaire tenu d'apporter à la chose déposée les soins d'un bon père de famille.

Le dépôt d'auberge n'est donc pas un dépôt ordinaire.

Il n'est pas davantage un dépôt nécessaire. « Le dépôt nécessaire, dit l'art. 1945, est celui qui est forcé par quelque accident. » Il n'y a rien de tel dans le dépôt d'auberge; la loi, en l'assimilant au dépôt nécessaire, a seulement voulu indiquer que la preuve testimoniale serait admise, même au-dessus de 150 francs.

Ces expressions « dépôt et dépôt nécessaire » ne sont donc employées que pour caractériser rapidement la situation juridique de l'aubergiste. Et, en tout cas, il importe de retenir que le dépôt d'auberge ne peut être qu'un accessoire du contrat d'hôtellerie. L'aubergiste ne consent à devenir dépositaire que parce qu'il traite avec un voyageur, et, par suite, le dépôt d'auberge ne se rencontrera pas en l'absence du contrat d'hôtellerie. Nous aurons dans la suite à faire plusieurs fois l'application de ce principe.

Section 2^e. — *En quoi consiste la responsabilité.*

La surveillance de l'aubergiste doit s'exercer sur les *effets* du voyageur. Quel sens faut-il donner au mot « effet »?

On décide généralement que par cette expression

le législateur a entendu désigner tous les objets à son usage que le voyageur apporte avec lui, tel que ses vêtements, son linge, etc. L'hôtelier doit même être considéré comme responsable sans limites des bijoux et objets précieux. La question avait fait quelques difficultés autrefois, mais depuis la loi du 18 avril 1889 que nous étudierons plus loin, l'affirmative est absolument certaine.

Il faut entendre aussi par effets l'argent comptant, les valeurs, etc., dont l'aubergiste est responsable dans les limites que nous aurons à examiner ultérieurement.

Suivant l'opinion la plus généralement admise (1), on doit considérer aussi comme effets les chevaux et autres animaux du voyageur ainsi que les voitures qu'il amène avec lui.

Le mot « effet » est un terme général, et le sens extensif qu'on lui donne habituellement paraît légitime; il ne faut pas oublier, en effet, qu'à l'époque de la rédaction du Code les voyages se faisaient en voiture, et le commerçant transportait avec lui les marchandises qu'il allait livrer. Il n'a donc pu venir à l'idée du législateur d'alors de restreindre aux seules hardes personnelles du voyageur la dénomination d'effets.

Puisque la responsabilité légale de l'aubergiste

(1) Troplong, Dépôt, n° 217. — Laurent, t. XXVII, n° 155. — Pont, t. VIII, n° 231. — Guillouard, Dépôt, n° 142.

repose sur une convention tacite, on doit supposer que le voyageur attache une égale importance à la conservation de tous les objets qu'il apporte avec lui ; il doit évidemment compter sur une surveillance générale, s'étendant tout aussi bien à ses chevaux et ses voitures qu'à ses vêtements et ses marchandises.

L'aubergiste répondra donc du dommage causé à un cheval dans l'écurie où il l'avait placé, et il ne pourra s'exonérer des suites de sa responsabilité qu'en prouvant que l'accident est survenu par cas de force majeure et qu'aucune précaution de sa part n'aurait pu le prévenir.

Dans quel cas l'aubergiste est-il responsable ?

L'art. 1952 semble exiger deux conditions : l'apport des effets par le voyageur et le fait par lui de loger dans l'hôtel.

Il faut d'abord que les effets aient été apportés dans l'hôtel par le voyageur. A quel moment peut-on dire qu'il y a apport dans l'auberge ?

La question s'est notamment posée de savoir si, dans le cas où un omnibus spécialement attaché au service de l'hôtel va chercher les voyageurs à la gare, l'hôtelier était responsable dès le moment où les effets du voyageur avaient été remis au préposé qui accompagne cet omnibus, ou si, au contraire, sa responsabilité ne commençait qu'au moment où les effets étaient réellement apportés dans l'hôtel.

Certains auteurs ont admis la première solution,

« Le voyageur, dit M. Huc, doit être considéré comme ayant contracté avec l'hôtelier aussitôt qu'il a pris place dans l'omnibus de celui-ci et confié ses bagages au conducteur. Dans les conditions envisagées l'omnibus est véritablement une dépendance de l'hôtellerie. »

Nous repoussons cette théorie et pensons que l'hôtelier dans l'hypothèse prévue serait responsable comme entrepreneur de transports mais non comme aubergiste. En effet, le dépôt qui donne naissance à la responsabilité de l'hôtelier n'est qu'une partie du contrat d'hôtellerie; il ne peut exister sans lui ni avant lui. Or comment prétendre que le voyageur a contracté avec l'aubergiste, c'est-à-dire qu'il s'est astreint aux diverses obligations que nous avons étudiées, alors qu'il n'a pas encore vu l'hôtel ou qu'il ne sait pas si la chambre qu'on veut lui proposer sera à sa convenance.

La question, du reste, ne présente qu'un intérêt secondaire, car l'art. 1782 du Code civil déclare que l'entrepreneur de transports est astreint aux mêmes obligations que l'aubergiste. Toutefois, si la loi de 1889 a restreint la responsabilité de l'hôtelier pour les sommes et valeurs non déposées entre ses mains, elle n'a pas rendu applicable sa disposition à l'entrepreneur de transports (1).

(1) Il est évident que s'il y avait eu contrat préalable entre le voyageur et l'aubergiste, celui-ci serait responsable conformément

L'apport dans l'hôtel est donc nécessaire, mais il est suffisant; il n'est pas indispensable que les choses aient été effectivement remises entre les mains de l'hôtelier.

Cette opinion est universellement admise (1), et elle se justifie facilement. Les auberges étant ouvertes à tout le monde, l'aubergiste doit exercer sur tout ce qui s'y trouve une surveillance d'autant plus grande qu'il est rémunéré de ses soins. En outre, exiger que chaque voyageur remît à l'aubergiste tous les effets dont il voulait le rendre responsable, eût été tout à la fois impraticable et contraire à l'intention du voyageur.

On aurait tort de tirer argument contre notre théorie de la modification d'un article du projet de loi qui portait que « l'hôtelier ou l'aubergiste est responsable des effets apportés par le voyageur encore qu'ils n'aient point été remis à sa garde personnelle ». Si cette dernière partie fut supprimée dans le texte définitif, ce ne fut pas dans le but de limiter la responsabilité de l'aubergiste au cas où les objets auraient été remis entre ses mains, ce fut parce qu'il « parut trop rigoureux au tribunal d'as-

aux art. 1952 et suivants; nous verrons, en effet, plus loin que le contrat d'hôtellerie peut se former avant l'arrivée du voyageur. En allant chercher les bagages à la gare, l'aubergiste remplit une des obligations auquel il s'est soumis en contractant avec le voyageur.

(1) Troplong, Duvergier, Pont, Aubry et Rau, Guillouard et Baudry et Wahl, etc.

sujettir les aubergistes ou hôteliers sans distinguer aucune circonstance et sans excepter aucun cas à la responsabilité de tout ce qu'un voyageur aurait apporté chez eux, car cette extrême rigueur serait devenue parfois une grande injustice. Comme il était impossible que la loi pût prévoir ces différents cas, elle doit se contenter d'établir le principe général et laisser le reste à l'arbitrage du juge (1) ». L'idée du législateur a donc été de laisser au pouvoir des juges le droit d'absoudre s'il leur paraissait que les règles de prudence n'avaient pas été observées par le voyageur.

On peut en outre comparer l'ordonnance de 1667 qui consacre le principe d'après lequel le dépôt d'auberge peut se prouver par témoins avec l'art. 1952, pour constater que le Code civil a apporté une modification à l'ancienne législation sur le point qui nous occupe. D'après l'ordonnance de 1667, l'aubergiste n'était responsable que des effets déposés entre ses mains; cette restriction n'a pas été reproduite par l'art. 1952, il faut en conclure que l'aubergiste est responsable des effets du voyageur alors même qu'ils n'ont pas été remis à sa garde personnelle.

Ce qui donne encore plus de force à cette opinion, c'est que, malgré les termes si nets et si précis de l'ordonnance de 1667, la jurisprudence d'alors avait

(1) Fenet, XIV, p. 495.

admis la responsabilité de l'hôtelier même au cas où le voyageur avait conservé ses effets; le Code civil n'a pas pu vouloir revenir à une solution qui, bien qu'établie en principe, n'était pas observée par les tribunaux.

Faut-il toutefois, pour que l'hôtelier soit obligé de surveiller, d'une façon toute spéciale, les effets du voyageur, que ces effets aient été apportés avec son consentement ou avec celui de l'un de ses préposés?

MM. Baudry et Wahl admettent l'affirmative : « On ne comprendrait pas que l'hôtelier fût tenu de surveiller des effets dont il ne connaît même pas l'existence dans son hôtel. Ensuite la responsabilité de l'hôtelier est une responsabilité essentiellement contractuelle, et dans l'hypothèse il n'y a pas de de contrat (1). »

Nous repoussons cette opinion. Nous n'entendons évidemment pas dire que l'aubergiste sera responsable des effets qu'un individu aurait déposés dans une des salles de son établissement, sans avoir au préalable formé avec lui le contrat d'hôtellerie. Dans ce cas, il ne peut être responsable contractuellement, puisque aucune convention même tacite n'est intervenue entre lui et le voyageur; tout au plus pourra-t-on le rendre responsable délictuellement en vertu de l'art. 1384 de la faute de ses do-

(1) Baudry et Wahl, Dépôt, n° 1199.

mestiques, mais il ne sera pas responsable du fait des tiers. Il serait absolument étrange de vouloir appliquer dans cette hypothèse les art. 1952 et 1953, en disant que par le fait seul de l'apport de ses bagages, sans avoir vu l'aubergiste, le voyageur a contracté avec lui.

Mais si, au contraire, nous supposons un individu qui a loué une chambre ou qui a manifesté sa volonté de contracter soit à l'hôtelier, soit à un de ses préposés, dans ce cas, la responsabilité existera alors même que l'aubergiste ignorerait que le voyageur était porteur de bagages, car il doit légitimement supposer que ceux qui descendent chez lui ne viennent pas sans effets. Il ne pourra alléguer que la prudence la plus élémentaire obligeait le voyageur à l'avertir; il est normal, en effet, que les voyageurs apportent avec eux les vêtements et les effets dont ils ont besoin, et cela suffit pour qu'il doive exercer une étroite surveillance sur tous ceux qui vont et viennent dans son auberge (1).

Que faut-il entendre par effets « apportés par le voyageur? » On s'est demandé à ce sujet s'il y avait dépôt d'hôtellerie ou simple dépôt volontaire dans le cas d'effets envoyés par le voyageur à l'avance, dans le cas d'effets envoyés par un tiers à l'hôtel où doit descendre un individu pour lui être remis au

(1) Guillouard, Dépôt, n° 144.

moment de son arrivée, enfin dans le cas d'apport fait dans l'auberge par le voyageur d'objets dont il a fait l'acquisition pendant son séjour.

Nous connaissons l'intérêt que présente la question. Si, dans ces diverses hypothèses, on doit considérer qu'il y a un dépôt volontaire, l'aubergiste n'aura pas à répondre du fait des tiers qui constituera pour lui un cas fortuit, et, d'autre part, le voyageur ne pourra pas prouver par témoins au-dessus de 150 francs l'apport de ses effets. Si, au contraire, il y a dépôt d'auberge, la responsabilité de l'hôtelier sera plus lourde et la preuve du dépôt plus facile pour le voyageur.

Au cas où il s'agit d'une personne qui expédie ses bagages elle-même à l'avance à l'hôtelier dans l'établissement duquel elle doit descendre, l'aubergiste doit être considéré comme dépositaire nécessaire et non comme dépositaire ordinaire, si, du moins, le contrat d'hôtellerie s'est déjà formé entre lui et le voyageur au moment de la réception des bagages. Cette éventualité se réalisera presque toujours; le voyageur en envoyant ses bagages aura écrit à l'aubergiste pour lui retenir une chambre et le prier de veiller sur les objets qu'il expédie.

L'aubergiste a, dans cette hypothèse, accepté les bagages du voyageur à cause du contrat qu'il a formé avec lui et c'est en vertu de ce contrat qu'il s'engage à les surveiller.

Certains auteurs admettent cependant que même dans cette hypothèse il y a dépôt ordinaire, et ils argumentent, en ce sens, des termes mêmes du Code : « effets apportés par le voyageur qui loge dans l'auberge ».

Cette objection ne mérite pas, semblet-il, d'être retenue. Le dépôt d'hôtellerie ne peut être que la conséquence et la suite du contrat d'hôtellerie. Mais, d'autre part, il peut exister dès que le contrat s'est formé et alors même que le voyageur n'est pas encore descendu dans l'hôtel. Le dépôt nécessaire est un accessoire du dépôt d'hôtellerie ; par suite dès que ce contrat est formé, tout dépôt fait par le voyageur est un dépôt nécessaire. Les expressions de l'art. 1952 visent l'état de fait qui manifeste d'ordinaire le contrat d'hôtellerie dès qu'il est formé, et il faut s'attacher plutôt à la pensée qui les a dictées qu'à leur sens littéral.

Les principes que nous venons d'exposer permettent de trancher facilement les deux autres questions.

Dans l'hypothèse où les effets ont été apportés à l'avance par un tiers pour un voyageur qui doit descendre dans l'hôtel, l'aubergiste sera considéré comme un dépositaire nécessaire s'il est déjà convenu entre lui et le voyageur que celui-ci descendra dans l'hôtel. On aurait tort de dire que les effets sont alors apportés *pour* le voyageur et non *par*

lui, car sans examiner la question subtile de savoir si le tiers qui apporte les bagages ne doit pas être considéré comme le mandataire du voyageur qui devrait alors être réputé faire lui-même l'apport, il suffit de savoir que la chose apportée est la propriété du voyageur, et cette raison est suffisante pour que la responsabilité de l'aubergiste soit engagée. Ici encore la loi a visé la manifestation concrète d'un fait juridique plutôt que ce fait juridique lui-même. Presque toujours le voyageur apporte lui-même ses effets, mais ce n'est pas parce que c'est lui qui les apporte que l'aubergiste en est responsable, c'est parce qu'ils sont siens.

Si, au contraire, un tiers avait apporté des effets pour le compte d'un voyageur dont l'arrivée ultérieure serait incertaine et qui n'aurait pas fait déjà avec l'aubergiste le contrat d'hôtellerie, alors l'hôtelier ne devrait être considéré que comme un dépositaire ordinaire. Les effets accessoires d'un contrat ne peuvent exister au moment où le contrat n'est pas formé, et il n'y a pas lieu de s'attacher aux probabilités plus ou moins grandes qui peuvent exister en faveur de la descente ultérieure du voyageur dans l'hôtel. La condition juridique de l'aubergiste doit être fixée dès maintenant, elle ne peut dépendre de la formation hypothétique d'un contrat, formation qui d'ailleurs ne peut avoir aucun effet rétroactif. « Le déposant, dit M. Guillouard, pouvait

garder chez lui ou confier à un autre les objets remis en prévision de l'arrivée du voyageur. » Il a choisi l'aubergiste parce que cette manière d'agir lui paraissait plus simple et plus commode, mais il ne faut pas dire que par le fait seul que le dépôt a été fait à un aubergiste, il est réglé par les art. 1952 et suivants du Code civil. L'aubergiste n'est qu'un particulier, un dépositaire ordinaire (1).

On s'est demandé encore s'il y aurait dépôt d'hôtellerie pour les effets apportés au voyageur pendant son séjour dans l'hôtel.

Certains auteurs ne le pensent pas. « Il n'y a pas eu apport *par* le voyageur, et les termes si rigoureux de la loi ne sauraient être étendus d'un cas à l'autre ». Il y a donc dépôt volontaire et non pas dépôt nécessaire (2).

La doctrine juridique que nous avons exposée plus haut nous dispense de réfuter de nouveau cette objection. D'ailleurs comment admettre que l'aubergiste sera responsable de certains objets s'ils ont été apportés par le voyageur et qu'il ne le sera plus s'ils ont été apportés pour lui ? Quels moyens bien souvent aura-t-il à sa disposition pour distinguer s'il se trouve dans l'une ou dans l'autre hypothèse ? N'est-il pas plus simple, pour éviter toute discussion, de ne

(1) En ce sens : Guillouard, *Dépôt*, n° 141. — Baudry, *Dépôt*, n° 1203. — Laurent, XXVII, n° 154.

(2) Ferré, *Code de l'hôtelier*, p. 136.

pas faire d'aussi subtiles distinctions qui, évidemment, ne sont pas dans l'intention des parties et qui, de plus, n'ont pas dû venir à l'idée de nos législateurs.

A plus forte raison nous ne pourrions tomber d'accord avec M. Ferré pour décider que si le voyageur pendant son séjour fait des acquisitions en ville, et les rapporte à l'hôtel, l'art. 1952 ne sera pas applicable. Le législateur, dit cet auteur, en parlant des effets du voyageur, n'a entendu viser que ceux qu'il apporte au moment de son arrivée. Une fois formé, le contrat ne peut être aggravé par le fait de l'une des parties.

Cette théorie paraît encore plus extraordinaire que la précédente, car elle donne aux termes de la loi un sens qu'ils n'ont pas. Le législateur n'a dit nulle part que l'aubergiste ne serait responsable que des objets apportés par le voyageur lors de son arrivée. Cette distinction, du reste, ne s'explique nullement, et il serait tout au moins étrange de considérer comme un dépôt nécessaire l'apport que le voyageur a fait de ses bagages au moment de son arrivée dans l'hôtel et de voir un dépôt volontaire dans le cas d'effets apportés par le voyageur pendant son séjour. Celui-ci a dû compter sur une égale surveillance de tous ses effets et c'est dans cette pensée qu'il paie intégralement le prix d'hôtellerie qui lui est réclamé.

On dit qu'une fois formé, le contrat ne peut être aggravé par le fait de l'une des parties. Cet argument repose sur une pétition de principes, car il faudrait démontrer que l'aubergiste, en contractant, a, par une clause au moins tacite, limité sa responsabilité aux effets que le voyageur apporte à son arrivée. Or, rien ne permet de supposer que cette clause ait été stipulée, et il est trop fréquent que les voyageurs fassent dans le cours de leur séjour de nouvelles acquisitions pour qu'on admette que la responsabilité de l'aubergiste varie suivant la date à laquelle les objets mobiliers ont été introduits dans son hôtel. Il n'y a donc pas aggravation des obligations de l'aubergiste, puisque cette extension de responsabilité a été prévue et acceptée par celui-ci dans le contrat.

C'est encore en nous appuyant sur les mêmes principes que nous trancherions une question soulevée par le texte de l'art. 1952, qui semble exiger que le voyageur loge dans l'auberge. Le législateur a seulement voulu indiquer que l'aubergiste est responsable, en tant que tel, vis-à-vis de ceux envers lesquels il exerce sa profession d'aubergiste. La fourniture du logement est, avec celle de la nourriture, l'obligation la plus caractéristique qui dérive du contrat d'hôtellerie. Il est donc naturel que la loi ait visé le logement du voyageur comme le signe le plus sûr de la formation de ce contrat. Mais, en

réalité, elle a entendu se référer au contrat même, lequel est purement consensuel et n'a pas besoin d'avoir obtenu, du côté du voyageur, un commencement d'exécution, pour recevoir la plénitude de ses effets.

Il est parfois délicat de déterminer si le contrat en présence duquel on se trouve est effectivement un contrat d'hôtellerie.

Il n'y a aucune difficulté lorsque le voyageur a loué une chambre : le contrat d'hôtellerie est alors certain, et l'aubergiste, exerçant sa profession, en subit nécessairement les responsabilités. Il importerait peu que le voyageur passât la nuit en dehors de l'hôtel et ne fît point usage de l'appartement loué ; cette circonstance ne donne à l'aubergiste aucun titre pour prétendre restreindre ses obligations.

Mais ce serait donner au contrat d'hôtellerie un sens trop restrictif que de considérer la location d'une chambre comme un de ses éléments essentiels. Celui-là fait encore un contrat d'hôtellerie qui entre dans l'auberge pour se reposer, même sans y passer la nuit, même sans y prendre d'aliments, mais à condition que ce soit le besoin de repos qui l'amène, et que, ne se bornant pas à user de la bienveillance de l'aubergiste, il ait noué avec ce dernier une véritable relation juridique. Ainsi, ce ne serait pas loger dans un hôtel que d'y entrer, d'y déposer ses effets et ne revenir que pour les

chercher. Le rôle des tribunaux sera d'appliquer le principe et de décider, suivant les circonstances, si le voyageur peut ou non être considéré comme ayant fait le contrat d'hôtellerie.

Quelque large que soit ce pouvoir d'appréciation, il ne saurait pourtant permettre de rendre l'hôtelier responsable vis-à-vis de personnes avec lesquelles il n'a pas fait le contrat d'hôtellerie. M. Laurent, cependant, prétend qu'il ne faut pas voir, dans les mots « qui loge dans l'hôtel », une condition essentielle de la responsabilité : l'art. 1952 s'applique même au cas où un individu dépose des effets dans une auberge sans y loger. « Si l'aubergiste est responsable, dit-il, c'est parce qu'il est dépositaire des effets. Or, il est dépositaire des effets dès qu'il les reçoit dans son auberge. Et ce sont bien les effets d'un voyageur dont il est dépositaire, non seulement parce que les effets appartiennent à un voyageur, mais aussi parce que c'est à ce titre que l'aubergiste s'en charge; si ce n'est pas tout à fait par complaisance, c'est du moins une complaisance intéressée, car c'est pour attirer les voyageurs chez lui qu'il se charge de leurs effets... Les circonstances principales du dépôt restent les mêmes que le voyageur loge ou non dans l'auberge : donc, le principe de la responsabilité peut et doit recevoir son application (1). »

(1) Laurent, XXVII, n° 153.

Ce raisonnement ne nous paraît pas très juste. Lorsqu'il soutient que les circonstances principales du dépôt restent les mêmes, que le voyageur loge ou non dans l'auberge, M. Laurent fait une affirmation toute gratuite, car l'art. 1952 parle des effets apportés par le voyageur qui loge, c'est-à-dire qui a fait avec l'hôtelier le contrat d'hôtellerie.

En outre, est-il bien vrai de dire qu'il y a, dans le cas de dépôt fait par un voyageur ne logeant pas, un véritable dépôt d'auberge, parce qu'il est fait par un voyageur et que l'hôtelier l'accepte comme tel? Évidemment non. Dans l'hypothèse, il n'y a ni aubergiste ni voyageur, car rien ne prouve que l'aubergiste ait voulu, en tant que tel, se charger du dépôt qui lui a été remis, et, d'autre part, les individus n'ont, vis-à-vis de lui, la qualité de voyageurs qu'autant qu'ils font avec lui le contrat d'hôtellerie. Or, ici, il n'y a pas de contrat d'hôtellerie et, par suite, pas de dépôt d'auberge. Et, quand même on voudrait prétendre que le dépôt d'auberge peut exister en dehors de tout autre contrat, il faudrait néanmoins respecter la théorie du législateur, théorie dont on change complètement le sens et la portée en supprimant, comme le fait M. Laurent, une partie du texte de loi.

Lorsque le voyageur quitte l'hôtel, l'aubergiste reste-t-il dépositaire nécessaire des effets que son client n'emporterait pas avec lui?

On doit, semble t-il, pour répondre à cette question, distinguer deux hypothèses.

Lorsque le voyageur a expressément informé l'aubergiste qu'il laisse à sa garde divers effets, il est préférable de décider qu'un dépôt ordinaire succède au dépôt nécessaire.

Le voyageur est ici dépouillé de la qualité qui était la raison d'être de la responsabilité plus grande de l'hôtelier. S'il est vrai que sa qualité de client a été probablement le motif déterminant qui a poussé l'hôtelier à se charger d'un dépôt qu'il aurait sans doute refusé de toute autre personne, cette raison d'ordre économique n'influence aucunement les relations juridiques à établir entre les parties.

Le contrat d'hôtellerie a pris fin, toutes les obligations qu'il avait fait naître ont été exécutées, et l'aubergiste n'exerce plus sa profession, mais se borne à rendre un service gratuit.

Si, au contraire, le voyageur, sans rien convenir avec l'aubergiste, a laissé, par mégarde ou sciemment, des effets, ou si, faute de pouvoir payer les frais d'hôtel, il les a donnés en gage à son créancier, qui, d'ailleurs, les a peut-être retenus, il est difficile de penser que l'hôtelier ait cessé d'être un dépositaire nécessaire. Les situations juridiques et les obligations qui en découlent demeurent aussi longtemps qu'un fait nouveau n'est pas venu les modifier ou les éteindre. Pendant le séjour du voyageur, l'aubergiste

était dépositaire nécessaire; le départ de son client ne peut équivaloir, pour lui, à la restitution de la chose déposée : il reste donc dépositaire nécessaire.

Si l'on trouve que cette condition est dure, nous ferons remarquer deux choses :

D'abord que l'hôtelier a le droit de se dégager, soit en mettant le dépositaire des effets en demeure de les reprendre, soit en faisant vendre le gage pour se payer sur le prix.

D'autre part, si le voyageur a laissé des effets à l'insu de l'hôtelier et que celui-ci dans l'ignorance où il est de la continuation du dépôt, n'ait pas apporté à la garde de la chose déposée la vigilance usuelle, le voyageur devra le plus souvent être considéré comme ayant commis une faute lourde, dont l'effet sera de diminuer la responsabilité de l'hôtelier, ou même de la supprimer complètement.

Nous allons étudier maintenant du fait de quelles personnes le législateur oblige l'aubergiste à répondre. « Les aubergistes, dit l'art. 1953, sont responsables du vol ou du dommage (1) des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtel, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. »

(1) Par dommage, on entend toutes les avaries qui peuvent avoir été occasionnées aux bagages du voyageur, par exemple, par un incendie, par la maladresse ou la faute d'un domestique, etc.

L'aubergiste répond d'abord du fait de ses domestiques, c'est dire avec quel soin il devra les choisir et quelle surveillance il devra exercer sur eux (1).

L'art. 1953, en ce qu'il rend l'hôtelier responsable des fautes de ses domestiques, n'est qu'une application du droit commun. En effet, l'aubergiste est dépositaire, il doit donc, en cas de non-restitution des choses déposées, prouver le cas fortuit qu'il allègue pour sa libération. Or la faute d'un de ses domestiques ne saurait constituer pour lui un cas fortuit. Il a pris personnellement l'engagement de fournir aux voyageurs la nourriture et le logement; pour sa plus grande commodité, il s'adjoint des auxiliaires salariés. Evidemment il lui incombe de bien les choisir et de les surveiller, et la responsabilité contractuelle deviendrait un vain mot s'il était possible pour un débiteur de faire accomplir son obligation par un autre et de soutenir ensuite que les fautes de ses auxiliaires sont pour lui des cas fortuits.

Il y a donc certainement lieu de transporter dans le domaine des fautes contractuelles le principe posé par l'art. 1384 en matière de fautes délictuelles.

On dit parfois que l'art. 1953 n'est qu'une appli-

(1) Par domestiques, on entend les personnes attachées au service de l'hôtelier et mêmes les guides et interprètes dans le cas où ils font effectivement partie du personnel.

cation du principe posé par l'art. 1384. Ce n'est pas exact. Il existe deux sortes de responsabilités, l'une contractuelle et l'autre délictuelle. Ce qu'il faut dire, c'est que ces deux responsabilités dérivent toutes deux du même principe, qu'elles ont toutes deux le même fondement; à savoir qu'il y a faute de la part du maître qui n'a pas choisi avec assez de soin ou surveillé assez étroitement ses domestiques et préposés. Il n'est pas exact de dire que l'art. 1953 n'est qu'une reproduction de l'art. 1384; en réalité l'art. 1953 ne fait qu'appliquer en matière du contrat de dépôt d'auberge un principe qui est la règle en matière de contrats et dont l'art. 1384 fait l'application en matière de délits.

Et c'est si vrai que ces deux sortes de responsabilités ont chacune leurs règles différentes.

La responsabilité est-elle délictuelle? L'individu lésé devra pour obtenir réparation du dommage qui lui a été causé prouver la faute du préposé. La responsabilité a-t-elle au contraire une origine contractuelle? Le maître sera responsable de plein droit, sans que la partie lésée ait à établir qu'il y a eu faute de la part du domestique.

En outre, l'art. 1953 est plus sévère que l'art. 1384.

Celui-ci, en effet, limite la responsabilité des commettants au cas où leurs préposés ont agi dans l'exercice de leurs fonctions.

L'aubergiste, au contraire, est responsable du vol

commis ou du dommage causé par ses préposés même lorsqu'ils agissent en dehors de leurs fonctions. Si l'on persiste à voir dans l'art. 1953 une simple application de l'art. 1384, on ne peut donner aucune bonne raison de cette sévérité plus grande. Si, au contraire, on distingue deux sortes de responsabilités dérivant, il est vrai, toutes deux du même principe, mais ayant leurs règles différentes, l'explication devient facile : le vol ou le dommage dont s'est rendu coupable un domestique de l'hôtel au détriment d'un voyageur a toujours sa source dans une faute personnelle de l'aubergiste qui n'a pas choisi avec assez de soin des auxiliaires qu'il destine à des fonctions particulières et qui, par suite, doivent présenter des garanties spéciales en vue de ces fonctions. Un maître est poursuivi pour délit commis par un de ses domestiques ; si celui-ci n'a pas commis le délit dans l'exercice de ses fonctions, on ne peut adresser aucun reproche au préposant qui a mis dans le choix de ses préposés un soin suffisant ; ce serait exiger de lui une surveillance véritablement exagérée que de l'obliger à répondre de ses domestiques en toutes circonstances. L'aubergiste, au contraire, exerce une profession dont le but est de recevoir des voyageurs ; les auxiliaires qu'il s'adjoit doivent présenter des garanties telles que les personnes descendues dans l'hôtellerie n'aient rien à redouter de leur part.

Les préposés de l'hôtel doivent, aussi bien que l'hôtelier lui-même, veiller à la conservation des effets du voyageur, c'est là leur rôle. Et si, en quelque circonstance que ce soit, ils causent un dommage à ces objets, l'aubergiste en est responsable parce qu'il n'a pas choisi ses domestiques avec un soin suffisant (1).

L'aubergiste est aussi responsable du vol ou du dommage dont se rendent coupables « les étrangers allant et venant dans l'hôtellerie ».

Il semble que le législateur ait voulu désigner par cette expression non seulement les voyageurs qui logent dans l'hôtel, mais aussi les individus qui s'y sont introduits furtivement. On a soutenu que par étrangers allant et venant dans l'hôtellerie, il fallait entendre seulement les voyageurs qui y logeaient (2). Mais tout prouve que cette opinion doit être repoussée. Le Code, en effet, ne parle pas des *voyageurs*, mais des *étrangers allant et venant*, et il semble avoir voulu donner à cette expression un sens large que n'aurait pas eu le mot *voyageurs*. En outre, l'aubergiste doit exercer sur les bagages de ses clients une surveillance très étroite, et il est certain que le vol est bien plus à craindre de personnes qui se seront introduites furtivement dans l'hôtel, que de personnes qui y logent; c'est dire qu'il

(1) Baudry et Wahl, Dépôt, n° 1207.

(2) Malville sur l'art. 1954.

devra surtout surveiller les premières. Enfin, la combinaison de l'art. 1953 avec l'art. 1954, qui ne décharge les aubergistes de leur responsabilité qu'en cas de force majeure, prouve en faveur de l'opinion généralement admise. Il n'y a pas, en principe, cas de force majeure lorsqu'il y a eu vol commis par des étrangers, car une surveillance plus étroite des allées et venues dans l'hôtellerie eût permis à l'aubergiste de l'éviter (1).

L'aubergiste répond donc de tout fait dommageable commis dans son établissement, quel qu'en soit l'auteur. Mais ce principe ne souffre-t-il pas exception lorsque l'auteur du vol est soit une personne introduite par le volé, soit un de ses domestiques?

L'aubergiste, par exemple, serait-il responsable au cas où le voyageur serait victime d'un vol commis par une femme qu'il aurait emmenée dans l'hôtel? Nous ne le croyons pas. Chaque voyageur doit être considéré comme déchargeant l'aubergiste de sa responsabilité à l'égard d'un vol dont se sont rendus coupables les individus qu'il a introduits dans l'auberge. Il y a imprudence, en effet, à emmener dans l'hôtel une personne d'une honnêteté douteuse, et si l'on doit obliger l'hôtelier à surveiller toutes les personnes logeant chez lui, cette obligation ne peut être alléguée par ceux-là mêmes qui eussent été les

(1) En ce sens : Aubry et Rau, t. IV, § 406. — Guillouard, Dépôt, n° 145. — Baudry et Wahl, Dépôt, n° 1205, etc.

premiers à protester contre cette surveillance dans le cas où elle se fût exercée sur une personne qu'ils ont amenée et qu'ils ont d'ordinaire présentée comme leur épouse légitime.

S'il s'agit d'un vol commis par le domestique d'un voyageur au préjudice de celui-ci, la décision sera la même, l'aubergiste n'en sera pas responsable. « En effet, observe M. Troplong, si l'aubergiste était responsable, il aurait un recours contre le domestique et partant contre le maître en vertu de l'art. 1384. Comment concevoir un tel circuit d'actions pour arriver à une compensation forcée? »

Si on suppose le vol commis par le domestique d'un voyageur au préjudice d'un autre voyageur, alors l'aubergiste est responsable conformément au droit commun. Il n'a même pas de recours en vertu de l'art. 1384 contre le maître du domestique coupable, car ce dernier n'a pas agi dans l'exercice de ses fonctions.

Faut-il considérer la disposition de l'art. 1953 qui rend l'aubergiste responsable même du fait d'étrangers comme une aggravation du droit commun? Et dire qu'en l'absence de ce texte la doctrine et la jurisprudence eussent été amenées à faire prévaloir une solution différente!

Plusieurs auteurs l'ont soutenu en disant que le fait d'un tiers est toujours présumé un cas fortuit à l'égard du débiteur et que cette présomption tombe

seulement lorsque le créancier prouve que le fait du tiers n'a été possible qu'à raison d'une faute préalable, — défaut de surveillance par exemple, — du débiteur. Donc si l'art. 1953 n'existait pas, l'aubergiste n'eût été responsable du vol ou dommage dont se seraient rendus coupables des étrangers, que si le voyageur eût démontré l'existence d'une faute précise à la charge de l'hôtelier. La loi s'est montrée plus sévère pour l'aubergiste à cause de l'impossibilité où l'on serait de descendre dans les hôtels, si l'on n'était pas assuré d'y trouver la sécurité (1).

Il est possible qu'en l'absence de la solution donnée par l'art. 1953 la jurisprudence se fût fixée dans ce sens, mais il est douteux qu'elle eût été fondée. En effet, le fait d'un tiers est d'ordinaire un cas fortuit parce que le débiteur n'a pas habituellement de raisons de le redouter et de se tenir constamment sur ses gardes pour l'empêcher. Mais la situation ne change-t-elle pas quand on se trouve en présence d'une personne qui se sait être spécialement exposée aux déprédations des tiers, qui a précisément pour profession de tenir les portes de sa maison grandes ouvertes aux allants et venants et qui, par suite, est tenue de ce côté à une vigilance très spéciale. Lorsqu'un vol sera commis dans un hôtel, il y aura presque toujours défaut de surveillance de la part de

(1) Guillouard, Dépôt, n° 145.

l'hôtelier, et, dès lors, le Code a eu raison de renverser la présomption. S'il n'avait pris soin de le faire, une fausse assimilation entre l'aubergiste et un débiteur ordinaire eût conduit probablement, sous prétexte d'observer les principes du droit, à les violer en réalité. L'aubergiste est dépositaire; il doit donc, s'il ne restitue pas la chose déposée, prouver le cas fortuit qu'il allègue. Or le vol ou le dommage résultant du fait des tiers eussent presque toujours été impossibles sans un défaut de surveillance de sa part. Dès lors, on ne fait que se conformer au droit commun en le présumant en faute et en le rendant responsable du fait des tiers. Aucun article du Code civil ne formule le principe général que le fait des tiers est un cas fortuit pour le débiteur. L'observation des faits a conduit les jurisconsultes à l'admettre d'ordinaire et à juste titre. Mais il y a précisément une personne à l'égard de laquelle cette règle serait absolument injustifiée, c'est l'aubergiste (1).

L'art. 1953 n'aggrave pas le droit commun à l'encontre de l'aubergiste. Toutefois, il peut se produire des cas où la surveillance de l'hôtelier ne sera pas en défaut, et où cependant il sera responsable du fait des tiers. L'art. 1954, en effet, n'exonère l'aubergiste que dans des cas de force majeure, et

(1) Baudry et Wahl, *Dépôt*, n° 1206.

l'on peut supposer des hypothèses dans lesquelles il n'y aura pas force majeure, mais cas fortuit c'est-à-dire où l'aubergiste, malgré toute sa vigilance, n'aura pu prévenir le vol commis par un étranger. Il y a alors véritablement aggravation du droit commun. Cependant, nous pensons que la décision du législateur qui ne fait cesser la responsabilité qu'en cas de force majeure, est légitime. Il ne faut jamais oublier que les meilleures lois ne sont pas seulement celles qui assurent une justice parfaite, jusque dans les plus minutieux détails, mais aussi celles qui diminuent le nombre des procès et soustraient les plaideurs à l'arbitraire sans limites du juge. Où commence le cas fortuit? Où commence le défaut de surveillance? Il eût été parfois bien délicat de le dire, et trop souvent la solution du litige eût dépendu des dispositions personnelles du juge. En n'admettant que les cas de force majeure, la loi a simplifié le débat et rendu possible le contrôle de la Cour suprême.

Les principes qui viennent d'être exposés sur la responsabilité des aubergistes s'appliquent-ils aux logeurs en garni et aux débitants de boissons?

On admet généralement que la responsabilité des logeurs en garni est soumise aux mêmes règles que celle des aubergistes.

Les logeurs, en effet, exercent une partie de la profession des aubergistes, et cette partie est préci-

sément celle à raison de laquelle il a paru nécessaire de grever les aubergistes d'une lourde responsabilité.

Ce n'est pas parce que l'hôtelier fournit la nourriture qu'il doit exercer sur les bagages de ses clients une surveillance très étroite; c'est parce qu'il reçoit chez lui les voyageurs qui séjournent dans son établissement pendant un temps plus ou moins long. Comme l'aubergiste, le logeur reçoit chez lui des voyageurs qui apportent des bagages; comme lui, il a mission de veiller sur ces effets pendant l'absence de ceux qui résident chez lui; comme lui, enfin, il est rémunéré de sa surveillance et il se sait exposé aux déprédations des allants et venants. Il y a donc similitude complète de situation, il est légitime que la condition juridique soit la même (1).

Mais on aurait tort de vouloir appliquer aux cafetiers et débitants les art. 1952 et suivants du Code civil. Le cafetier reçoit dans son établissement des individus de passage qui conservent avec eux les objets qu'ils apportent, et qui, par suite, peuvent facilement les surveiller, ce que ne pourrait faire un voyageur dans une auberge. De plus, on ne peut croire que le cafetier ait assumé la charge de veiller sur les effets de consommateurs qui ne séjournent que quelques instants dans son établissement; encore moins devait-il être présumé accepter cette tâche

(1) Guillouard, Dépôt, n° 136. — Baudry, Dépôt, n° 1237. Aubry et Rau, IV, p. 628, § 406, note 1, etc.

lorsque des consommateurs de passage laissent sans le lui dire des objets mobiliers dans son café (1).

Section 3^e — *La responsabilité est-elle limitée?*

On voit que la responsabilité de l'aubergiste est très lourde. Peut-elle être limitée soit par une convention, soit par des circonstances particulières, soit par l'imprudence du voyageur? L'aubergiste peut d'abord, par une convention formellement intervenue entre lui et le voyageur, modifier les rapports qui existent entre eux. L'art. 1952, en effet, n'est pas une disposition d'ordre public. Elle repose sur une convention tacite et rien n'empêche d'y déroger. L'aubergiste est soumis à une responsabilité à raison de sa faute légère et on peut convenir que l'on ne répondra pas de sa faute légère.

Donc toutes conventions sont possibles, à condition toutefois que l'aubergiste reste responsable de son dol et de sa faute lourde.

Les parties peuvent donc convenir expressément entre elles que l'aubergiste ne répondra pas de sa faute, et il faut entendre par là sa faute légère, ou bien qu'il ne sera responsable que si les choses ont été réellement déposées entre ses mains, ou bien

(1) En ce sens : Guillaud, Dépôt, n° 139. — Baudry, Dépôt, n° 1241. — Aubry et Rau, IV, § 406, note 3. — *Contrà*, Sourdat, *Traité de la responsabilité*, t. II n° 939.

qu'il ne répondra pas de certains objets, et cette clause a pour effet de mettre la preuve de la faute à la charge du voyageur.

Mais l'hôtelier peut-il, par un simple avis affiché dans les chambres de l'hôtel, diminuer sa responsabilité ou s'y soustraire entièrement?

La généralité des auteurs et la jurisprudence admettent la négative. En effet, dit-on, les pancartes placées dans les chambres de voyageurs ne sauraient impliquer une convention tacite entre le voyageur et l'aubergiste. Il y a une simple déclaration unilatérale de volonté dont le voyageur n'a connaissance qu'après le contrat passé entre lui et l'hôtelier par la réception des effets (1).

Toutefois, un avis subordonnant, par exemple, la responsabilité de l'aubergiste au dépôt fait entre ses mains des objets précieux apportés par le voyageur pourrait ne pas être sans utilité. On pourrait considérer, suivant les circonstances, que le voyageur a commis une faute en ne faisant pas ce qui lui était conseillé et recommandé par l'aubergiste, et les tribunaux trouveraient dans cette faute un motif d'atténuer la responsabilité de l'hôtelier. Mais tout cela se réduirait à une question de fait et d'appréciation par les juges; et le principe n'en demeure pas moins qu'un voyageur ne peut être con-

(1) En ce sens, Laurent, XXVII, n° 145. § Aubry et Rau, IV, p. 630. Guillouard, Dépôt, n° 151. Baudry et Wahl, Dépôt, n° 1234.

sidééré comme ayant acquiescé aux termes d'un avis affiché dans l'hôtel parce qu'il n'aurait pas protesté. « Il faut, pour que la loi cesse de s'appliquer au profit du voyageur, disent MM. Baudry et Wahl (1), que ce dernier ait renoncé à son droit : or on ne peut affirmer qu'il ait connaissance de l'avis, ou s'il en a connaissance, qu'il ait entendu s'y conformer (2). »

En dehors d'une convention spéciale, l'aubergiste serait-il responsable d'une façon illimitée des effets du voyageur ?

Certains auteurs, trouvant que l'application stricte de la loi aurait été une injustice dans certains cas, notamment quand il s'agissait d'objets précieux, ont décidé que la responsabilité de l'aubergiste ne s'étendait à de pareils objets qu'autant qu'ils avaient été *déclarés par le voyageur*.

Toullier, notamment, prétend qu'à défaut de déclaration, l'aubergiste ne sera aucunement responsable des objets précieux. Autrement, dit cet auteur, les filous pourraient se concerter entre eux sans que l'aubergiste puisse éviter leurs actes.

(1) Baudry et Wahl, *loc. cit.*

(2) La solution donnée au texte n'est pas incompatible avec l'opinion émise plus haut au sujet du prix de la chambre. En effet, l'affiche qui indique le prix *normal* d'une chambre ne fait que préciser les conditions du contrat et en donner une interprétation que le voyageur est censé accepter. Au contraire, une affiche ne peut restreindre gravement les obligations de l'aubergiste et si on prétend lui donner cette fonction, les raisons visées au texte suffisent à repousser cette prétention.

Cette opinion n'a pas prévalu, et de nombreux arrêts ont repoussé la nécessité d'une déclaration que tant de raisons pratiques rendent impossible et dont il n'est du reste pas question dans la loi.

D'autres auteurs ont laissé aux juges un pouvoir arbitraire leur permettant d'atténuer la responsabilité des aubergistes dans diverses circonstances, résultant soit de la nature de l'hôtel, soit de la condition apparente du voyageur, soit de tout autre fait laissé à leur appréciation.

Si, par exemple, un individu qui à sa tenue extérieure paraît ne jouir que de ressources modestes, apporte des objets précieux d'une valeur considérable, il pourra être injuste de grever l'aubergiste d'une responsabilité dont il n'a pas dû mesurer l'étendue et qui serait disproportionnée avec les mesures préventives que la prudence ordinaire lui conseillait de prendre.

Les partisans de cette théorie cherchent à la justifier par des arguments historiques et juridiques.

Notre ancien droit décidait en ce sens, et tout prouve que les rédacteurs du Code civil n'ont pas voulu changer la législation ancienne. Un article du projet portait que les aubergistes seraient responsables des effets du voyageur, « encore qu'ils n'aient point été remis à sa garde personnelle. » Cette dernière partie du texte fut supprimée sur les observations du Tribunal afin de laisser à l'arbitrage

du juge les circonstances qui peuvent restreindre la responsabilité.

Le texte du Code permet même, disent-ils, d'arriver à cette solution. « L'art. 1348, écrit M. Guillouard, en donnant aux juges la faculté d'admettre et de rejeter la preuve testimoniale pour le dépôt d'hôtellerie, *suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait*, lui accorde virtuellement, selon nous, le droit de limiter la responsabilité de l'hôtelier. Si, en effet, le voyageur s'appointe à prouver qu'il avait dans sa malle des effets précieux, de l'argent, des diamants, etc., d'une valeur considérable hors de proportion avec sa condition apparente et la condition des voyageurs qui descendent d'ordinaire dans l'hôtellerie, les juges ne l'admettront à prouver que la perte d'effets et d'une somme d'argent limités à une valeur raisonnable suivant les circonstances (1) ». Ce système, qui laisse aux juges un pouvoir arbitraire très étendu, est-il vraiment celui du législateur? Nous ne le pensons pas. Rien dans les textes des art. 1952 et 1953 n'indique qu'il ait été dans l'intention du législateur de limiter la responsabilité de l'aubergiste. L'art. 1954 qui dit que la responsabilité cesse en cas de force armée ou de force majeure, prouve bien que le Code n'a voulu indiquer qu'une

(1) Guillouard, Dépôt, nos 149 et suivants.

seule limitation. On objecte, il est vrai, les termes du rapport au Tribunal. Mais qui prouve que le Tribunal ait voulu donner aux juges le pouvoir arbitraire qu'on lui accorde? Si telle avait été son intention, il aurait dû modifier la rédaction des art. 1952 et 1953.

En outre est-il vrai que l'art. 1348 ait le sens que lui donne M. Guillaud? Nous ne le pensons pas non plus. Le pouvoir que la loi donne aux juges par l'art. 1348, c'est celui d'admettre ou de rejeter la preuve testimoniale « suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait », mais cet article n'a aucunement pour but de limiter la responsabilité. « Comment dire à un individu, fait remarquer M. Huc, vous offrez de prouver qu'il y a dix mille fr. dans votre malle, nous vous autorisons à prouver cinq cents. Cette décision ne peut changer la nature des éléments de preuve que pouvait avoir le voyageur quand il s'appointait à prouver qu'il y avait dix mille : il fera la preuve avec les mêmes témoins. Qu'advient-il si ces témoins sont unanimes pour affirmer des faits desquels il résulte qu'il y avait dix mille fr. dans la malle (1) ». La théorie que nous combattons a le défaut de confondre la question de preuve et la question de responsabilité. Par l'art. 1348 le législateur a tranché la question de preuve, du

(1) Huc, t. II, n° 262.

dépôt; la question de limitation de responsabilité ne peut venir qu'après. Le voyageur doit d'abord prouver le fait et le montant du dépôt; ce n'est qu'après que l'on pourra se demander s'il y a lieu de limiter la responsabilité de l'aubergiste.

En résumé nous pensons que les termes très formels des art. 1952 et 1953 ne permettent pas d'accorder aux juges le pouvoir arbitraire qu'on lui donne dans la première théorie, et qu'aucune circonstance de fait n'autorise à limiter la responsabilité de l'aubergiste.

Les faits d'imprudence ou de négligence de la part du voyageur ont-ils pour effet soit de faire disparaître complètement, soit de restreindre la responsabilité de l'aubergiste? En principe oui, la faute ou l'imprudence du voyageur dûment constatée peuvent atténuer la responsabilité de l'aubergiste. Cette responsabilité, il ne faut pas l'oublier, dérive de l'obligation prise par l'aubergiste de surveiller les effets du voyageur, elle est donc contractuelle. Ou dans un contrat l'une des parties contractantes ne peut sans le consentement de l'autre aggraver les obligations de celle-ci.

L'aubergiste s'est obligé à surveiller étroitement les bagages des voyageurs, mais il ne s'est pas engagé à exercer une surveillance plus exceptionnelle vis-à-vis de l'un que vis-à-vis de l'autre. Si donc, par sa faute, un voyageur rend plus lourde l'obligation

de l'hôtelier, il est juste qu'il en subisse les conséquences (1).

Quant à l'influence de la faute du voyageur sur la responsabilité de l'aubergiste, ce serait une question de fait à apprécier par les tribunaux. S'il résulte des circonstances que l'imprudence du voyageur a été telle que le vol commis à son préjudice puisse être considéré comme un cas tout à fait exceptionnel que la personne la plus soigneuse et la plus vigilante n'aurait pu éviter, la responsabilité de l'aubergiste disparaîtra complètement; mais cette hypothèse sera excessivement rare. Le plus souvent, au contraire, la faute du voyageur aura pour effet de restreindre la responsabilité de l'hôtelier : en effet, de ce que le voyageur aura été imprudent ou négligent, il ne s'ensuit pas que l'aubergiste ne soit pas en faute, car peut-être par une surveillance plus étroite il eût pu empêcher le vol. Mais comme chacun doit répondre de ses faits, il serait contraire au droit et à la morale de ne pas voir dans la faute du voyageur un préjudice causé à l'aubergiste.

On a prétendu que cette cause d'atténuation de la responsabilité de l'aubergiste ne pouvait exister dans le cas où le vol ou le dommage étaient causés par un préposé de celui-ci. La négligence du voyageur dit-on, ne peut alors être considérée comme une faute,

(1) En ce sens, Guillaud, n° 152. Baudry et Walh, n° 1214 (et les auteurs et arrêts cités par eux).

car les domestiques de l'hôtel ont pour mission de veiller à ces effets; par suite, il ne doit être forcé de prendre aucune précaution vis-à-vis d'eux. Il y a du reste, toujours faute de l'hôtelier qui n'a pas choisi avec assez de soins ses auxiliaires.

Nous croyons, au contraire, que les tribunaux devraient atténuer la responsabilité de l'aubergiste en cas de faute du voyageur, même dans l'hypothèse où le vol aurait été commis par des domestiques de l'hôtel. En effet, il y a toujours aggravation de l'obligation de surveillance qui incombe à l'aubergiste : le voyageur a causé à celui-ci un préjudice dont il est juste qu'il subisse les conséquences. Nous ne nions pas que l'hôtelier ne soit en faute pour avoir mal choisi ses auxiliaires; nous reconnaissons même qu'avec une plus grande surveillance de sa part, le vol eût pu être évité; mais, à notre avis, ces considérations n'empêchent pas que le voyageur n'ait commis une faute dont il doit répondre.

La seule atténuation qu'apporte à la responsabilité de l'aubergiste le Code civil, résulte du cas de force armée ou de force majeure. « Ils ne sont pas responsables, dit l'art. 1934, des vols faits avec force armée ou autre force majeure. »

Nous avons déjà dit que l'aubergiste était responsable de faits qui dans d'autres circonstances constitueraient des cas fortuits, et ne seraient pas à la charge du débiteur : ainsi, le vol commis par

un étranger qui s'introduirait furtivement dans l'hôtel et nous avons cherché à justifier cette solution du législateur.

Pour qu'il y ait force majeure, il ne suffit pas qu'aucune faute précise ne puisse être relevée à la charge de l'aubergiste : ainsi, le vol qui a été commis sans qu'aucune négligence de l'hôtelier en ait rendu plus facile l'exécution, sera considéré comme un simple cas fortuit.

Il est malaisé de donner une définition du cas de force majeure; il semble pourtant qu'on le définit d'une manière assez précise en disant qu'il vise les cas extraordinaires où un agent externe vient soudainement surprendre la vigilance d'une personne dans des conditions telles que cette personne se trouve immédiatement paralysée et impuissante à se servir de ses moyens de défense. Ainsi, par exemple, qu'un pillage soit commis dans une sédition ou pendant une invasion qui laisse le pays au pouvoir d'une armée ennemie, ou qu'une troupe de brigands armés fasse soudainement irruption la nuit, dans tous ces cas, on devra dire qu'il y a force majeure.

Faut-il conclure de ces exemples que la violence soit un élément essentiel des cas de force majeure? Nous ne le pensons pas. Et des ruses, des stratagèmes d'une combinaison spécialement perfide, pourraient parfois décharger l'hôtelier de sa res-

ponsabilité. Mais, dans cette seconde catégorie d'hypothèses, il conviendra de juger avec grande prudence, car il ne faut pas oublier que l'aubergiste est responsable des cas fortuits, et que, par définition, un cas fortuit suppose que l'hôtelier a montré la vigilance la plus étroite.

Ces principes devraient servir à trancher une question vivement débattue entre les interprètes, celle de savoir si le vol commis avec escalade et effraction constitue un cas de force majeure. Sans nier absolument qu'il puisse en être ainsi suivant les circonstances, nous pensons que la négative doit être généralement suivie.

Certains auteurs ont fait remarquer à juste titre que l'aubergiste serait responsable même de ces actes extraordinaires de ruse ou de violence, dans le cas où ils auraient été accomplis par ses propres domestiques. Il n'y a même plus cas fortuit, et une faute personnelle peut lui être reprochée, celle d'avoir mal choisi ses préposés (1).

Cette limitation de la responsabilité de l'aubergiste édictée par l'art. 1954 n'avait pas paru suffisante, et il avait été admis par quelques tribunaux que l'aubergiste n'était tenu qu'au paiement des sommes dont il était présumé avoir accepté la responsabilité, eu égard à la position sociale du

(1) En ce sens, Baudry et Wahl, Dépôt, n° 1213.

voyageur et à la tenue habituelle de son hotel (1); il avait été aussi décidé qu'en cas de vol d'une somme d'argent, le voyageur ne pouvait réclamer à l'hôtelier que la somme raisonnable nécessaire à ses besoins usuels (2).

Malgré quelques décisions en ce sens, la jurisprudence la plus usuelle décidait que l'aubergiste était responsable de toutes les sommes apportées chez lui, sans qu'il fût nécessaire que le voyageur fît la déclaration de son apport ou confiat ses valeurs à l'hôtelier.

Au point de vue de la preuve, une certaine jurisprudence avait admis qu'en cas de vol d'argent dans une hôtellerie, le voyageur n'était pas tenu de prouver le montant exact de la somme qui lui avait été soustraite : il suffisait d'après sa position sociale et les circonstances de la cause, qu'il fût présumé l'avoir eue en sa possession au moment du vol (3).

On voit combien était dangereuse la responsabilité des aubergistes.

D'une part, en effet, ils pouvaient être jugés responsables de toutes les sommes et valeurs apportées par le voyageur, — et c'est, croyons-nous, la véritable doctrine du Code, — et, d'autre part, en admettant

(1) Rouen, 4 février 1847. (S. 1848. 2. 452.)

(2) Paris, 23 mai 1863. *Gazette des tribunaux* du 24 mai 1863.

(3) Paris, 7 mai 1838. Dalloz, *Répertoire* v^o dépôt n^o 174, 1^o.

que les tribunaux pûssent restreindre la responsabilité aux sommes dont les voyageurs étaient supposés porteurs, la preuve très facile du montant du dépôt mettait les aubergistes dans une situation tout à fait intolérable.

Une modification législative s'imposait donc. Les voyages devenaient, en effet, de plus en plus fréquents et faciles. En outre, à l'époque de la rédaction du Code civil, les billets de banque ne circulaient pas encore, et les valeurs au porteur n'existaient pas : il s'ensuit qu'il n'avait pu être dans l'idée du législateur de comprendre dans le mot effets cette espèce particulière de valeurs.

En 1881, MM. Lisbonne et Gatineau déposèrent, à la Chambre des députés, une proposition de loi modifiant la responsabilité des aubergistes. Celle-ci ne devait plus s'étendre aux valeurs au porteur non déposées aux mains de l'hôtelier lorsqu'elles dépassaient 1000 francs. Le dépôt effectif de toute somme supérieure à 1000 francs étaient soumis aux règles des dépôts *volontaires*.

Le dispositif de cette proposition de loi était ainsi conçu :

« Le § 2 de l'art. 1953 est modifié ainsi :

« Les deux articles qui précèdent ne sont pas applicables aux valeurs au porteur de toute nature apportées ou déclarées par le voyageur et qu'il n'aurait pas déposées entre les mains de l'hôtelier. La

limite de garantie à raison de la perte ou disparition dans l'hôtel ou ses dépendances des dites valeurs, apportées ou déclarées et non déposées est portée à 1000 francs. Il n'est rien innové aux règles de la responsabilité directe ou indirecte édictée par les art. 1382, 1383, 1384 du Code civil. »

Mais la fin de la législature de 1881 survint sans que la Chambre eût statué sur cette proposition de loi. Ce n'est que le 14 janvier 1887 qu'elle fut reprise, un peu modifiée, par MM. Monis, Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure. La nouvelle proposition était ainsi rédigée. :

« Il est ajouté à l'art. 1954 du Code civil les dispositions suivantes : Pareillement, ils ne sont pas responsables des vols portant sur les valeurs et objets précieux de toute nature que les voyageurs n'auraient pas déposés entre les mains de l'hôtelier. La limite de garantie des dites valeurs ou objets précieux non déposés est fixée à 1000 francs. »

Cette proposition de loi fut prise en considération. Sur ces entrefaites, l'union des chambres syndicales lyonnaises fut saisie par la chambre syndicale des hôteliers lyonnais de l'examen de la proposition de MM. Monis, Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure. Une pétition en vue de la faire aboutir fut déposée à la Chambre et, au mois de janvier 1889, une commission était instituée pour étudier la modification à apporter aux dispositions du Code civil

sur la responsabilité des aubergistes, et M. de la Batie nommé rapporteur.

Il fut bien spécifié dans le rapport de M. de la Batie qu'au cas où les valeurs auraient été remises à l'aubergiste, — ce qui était obligatoire au-dessus de 1000 francs, — le dépôt n'en restait pas moins un dépôt nécessaire, et, par suite, la preuve testimoniale était toujours admissible.

« Il faut laisser à ce dépôt, dit M. de la Batie, le caractère de dépôt nécessaire pour le tout, pour les objets conservés par le voyageur comme pour ceux remis entre les mains de l'hôtelier, afin de ne pas instituer entre les mêmes personnes relativement au même contrat deux dépôts différents, l'un nécessaire et l'autre volontaire. »

Dans sa séance du 26 mars 1889, après un exposé rapide de M. Frédéric Passy, la Chambre vota sans discussion le texte proposé par la commission :

« Il sera ajouté à l'art. 1953 du Code civil le paragraphe suivant : Cette responsabilité est limitée à 1000 francs pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposées réellement entre les mains des aubergistes et hôteliers. »

Cette loi fut votée par le Sénat, sur un rapport de M. Béranger, en sa séance du 13 avril, 1889 et promulguée le 18 du même mois.

On observera que la proposition d'étendre la

disposition nouvelle aux objets précieux fut repoussée et qu'aux mots « valeurs au porteur » on ajouta « espèces monnayées ». — « Les mots objets précieux de toute nature, disait le rapporteur, sont d'une élasticité telle qu'on pourrait les étendre aux dentelles, fourrures, bijoux usuels, et tous autres objets de prix dont les voyageurs ne peuvent être tenus de se déposséder momentanément pour en opérer le dépôt réel aux mains de l'hôtelier... Nous compléterons par l'addition des mots espèces monnayées, parce que leur conservation dans la chambre du voyageur présente les mêmes dangers que pour les valeurs au porteur. »

Quelle est donc maintenant la situation juridique de l'aubergiste vis-à-vis des valeurs au porteur et espèces monnayées apportées dans l'hôtel par un voyageur?

Trois situations peuvent se présenter.

Première hypothèse. — Il n'a pas été fait entre les mains de l'aubergiste un dépôt réel, et les valeurs apportées ne dépassent pas 1000 francs.

Dans ce cas, le droit du Code civil ne se trouve pas modifié. Il y a donc dépôt nécessaire et l'on applique le principe que le dépositaire en cas de non-restitution des choses déposées est de plein droit présumé en faute. Le déposant, c'est-à-dire le voyageur, n'a qu'à prouver le fait du dépôt et il peut faire cette preuve par témoins ; une fois cette preuve

faite, il n'a pas à établir la faute du dépositaire, de l'aubergiste, c'est à celui-ci à prouver le cas de force majeure qu'il allègue pour sa libération (art. 1954).

Deuxième hypothèse. — Les valeurs sont supérieures à 1000 francs et elles ont été remises aux mains de l'aubergiste.

Il n'y a aucune difficulté et les principes que nous venons d'énoncer fonctionnent ici. Nous ferons toutefois remarquer que le voyageur jouit d'un bénéfice spécial; il y a, en effet, dépôt effectif entre les mains de l'aubergiste; par suite, il n'eût pas pu se plaindre si on l'eût soumis aux règles ordinaires de la preuve du dépôt. Alors que dans la première hypothèse il eût été impossible d'exiger du voyageur une preuve écrite, cette exigence aurait pu paraître ici très normale. La loi n'a pas cru devoir le faire, estimant qu'en pratique il y eût eu une sorte de piège pour la bonne foi du voyageur qui eût mal compris qu'il faisait deux sortes de dépôts soumis à des règles juridiques différentes (1).

Troisième hypothèse. — Les valeurs sont supérieures à 1000 francs, elles n'ont pas été déposées aux mains de l'aubergiste. Quelle est la situation juridique de celui-ci, d'abord quant à sa responsabi-

(1) Bien que le dépôt des valeurs aux mains de l'aubergiste puisse être prouvé par témoins, il sera bon néanmoins que le voyageur en réclame un récépissé. Ce dépôt est généralement effectué en présence des seuls domestiques de l'hôtel dont le témoignage ne peut être invoqué.

lité, ensuite quant à la preuve de cette responsabilité?

Les auteurs et la jurisprudence s'accordent à voir dans cette hypothèse un dépôt nécessaire, mais le désaccord commence quand il s'agit de tirer les conséquences de cette prémisse.

Une première opinion, d'accord sur ce point avec les principes et la plus simple logique, admet d'abord que la loi de 1889 a déchargé l'aubergiste de la responsabilité contractuelle qui pesait sur lui à raison des faits de ses domestiques ou des étrangers lorsque les valeurs apportées par le voyageur étant supérieures à 1000 francs n'avaient pas été par lui déposées aux mains de l'hôtelier.

Mais s'appuyant sur certaines phrases hasardeuses du rapporteur de la loi au Sénat, elle soutient que le voyageur peut ressaisir l'aubergiste dans le domaine des fautes délictuelles et replacer d'une autre manière sur ses épaules la charge dont la loi de 1889 a voulu le débarrasser.

En effet, dit-elle, les principes des art. 1383 et 1384 règlent la responsabilité des hommes à l'égard des choses appartenant à des tiers et dont ils n'ont pas accepté la surveillance; à plus forte raison doit-il en être ainsi à l'égard des choses dont ils sont tenus comme dépositaires. Ce que la loi de 1889 a voulu restreindre, c'est la responsabilité de l'hôtelier considéré comme tel, mais non pas la res-

ponsabilité de l'hôtelier considéré comme maître par rapport à ses domestiques ou comme particulier ayant commis une faute; les art. 1383 et 1384 peuvent toujours s'appliquer. Il résulte de là que le voyageur en faisant la preuve d'une faute spéciale à la charge de l'aubergiste ou de ses domestiques, soumettra celui-ci à une responsabilité certaine. En fin de compte, l'innovation de la loi de 1889 se ramène à un déplacement de la charge de la preuve.

« Si la perte ou le dommage, dit M. Guillouard (1), sont arrivés par la faute de l'hôtelier ou de ses domestiques et préposés, les art. 1382, 1383 et 1384 sont applicables d'après les règles du droit commun. » Et MM. Baudry et Wahl écrivent de leur côté que « si l'existence d'une faute de l'hôtelier est démontrée, ce dernier est responsable de la valeur entière des objets non déposés entre ses mains. C'est l'application des art. 1382 et suivants (2) ».

Quel que soit notre respect pour les auteurs qui ont soutenu cette théorie et pour les magistrats qui l'ont consacrée dans leurs arrêts (3), nous oserons dire qu'aucune doctrine ne nous paraît méconnaître plus audacieusement les principes certains

(1) Guillouard, Dépôt, n° 158.

(2) Baudry et Wahl, Dépôt, n° 1228.

(3) Bordeaux, 20 mai 1892. S. 1893. 2. 51.

de la science juridique. Avec un pareil système on est contraint d'avouer qu'il ne servira jamais dans aucun contrat de s'exonérer par une clause spéciale de ses fautes légères, puisque chaque partie contractante pourra trouver toujours dans les art. 1382 et suivants le moyen de violer ouvertement la clause salvatoire de l'autre partie.

Comment, on reconnaît que la responsabilité de l'aubergiste dérive bien du *contrat* de dépôt, puisque l'on applique pour faire la preuve de celui-ci les règles du dépôt nécessaire, et l'on va ensuite recourir à des règles édictées pour des hypothèses dans lesquelles il n'y a pas de contrat!

L'effet de la loi de 1889 a été d'insérer dans tous les contrats d'hôtellerie une clause tacite aux termes de laquelle l'aubergiste n'est responsable que jusqu'à concurrence de 1000 francs des dommages et vol de valeurs dont se sont rendus coupables soit ses domestiques, soit des étrangers. Tout le monde admet qu'il est licite dans un contrat de s'exonérer de ses fautes légères, et de fait les contrats de transport, de fournitures, et en général les contrats de louage contiennent fréquemment des clauses de ce genre. Croit-on que le créancier contre qui cette clause a été stipulée pourra s'armer de l'art. 1382? Evidemment non. Autrement cette clause n'aurait pour effet que de déplacer la charge de la preuve. Mais sous cette réserve, le créancier serait toujours sûr

d'atteindre son débiteur, puisque — et les partisans de l'opinion que nous combattons semblent l'avoir oublié — la théorie des fautes délictuelles est plus compréhensive que celle des fautes contractuelles.

La responsabilité de l'hôtelier dérive du contrat d'hôtellerie; par une clause tacite de ce contrat, l'aubergiste, au-dessus de la somme de 1000 francs, s'est dégagé de sa faute légère si le voyageur ne lui remet pas les valeurs qu'il apporte. Il faut s'en tenir aux termes du contrat et ne pas vouloir appliquer une théorie édifiée pour le cas où aucune convention ne serait intervenue entre les parties. Tels sont, nous le croyons, les vrais principes (1).

S'ensuit-il que pour les valeurs mobilières supérieures à 1000 francs et non déposées à l'aubergiste, celui-ci n'encourra jamais aucune responsabilité à raison de sa faute personnelle ou de celle de ses préposés? Les principes généraux du droit nous semblent donner la réponse à cette question.

Dans aucun contrat on ne peut stipuler l'irresponsabilité en raison de son dol ou de sa faute lourde, et manifestement la loi de 1889 n'a pu vouloir violer un principe l'ordre public aussi essentiel. L'aubergiste reste donc responsable comme auparavant de ses fautes lourdes personnelles; la loi nouvelle ne vise pas ce cas.

(1) En ce sens, Huc, t. XI, n° 264.

Quant au vol commis par ses domestiques, il en serait responsable si un défaut de surveillance spécialement grave ou une légèreté particulièrement blâmable dans le choix des préposés pouvait être alléguée à sa charge. Un aubergiste, par exemple, qui conserverait chez lui un domestique qu'il sait avoir commis des indécrotesses graves devrait être tenu pour responsable du vol commis par ce domestique; il ne pourrait s'abriter derrière la loi de 1889.

Et dans cette voie nous irons plus loin que les partisans du premier système et nous admettrons que l'aubergiste pourrait être rendu responsable des vols commis par des étrangers dans le cas où l'on relèverait à sa charge une insuffisance notoire de surveillance ou une négligence évidente : on ne peut, en effet, dans un contrat se délier de ses fautes lourdes.

Dans toutes ces hypothèses, nous admettrions comme nos adversaires que la charge de la preuve incombe au voyageur, car l'effet des clauses exonérant le débiteur de ses fautes légères est précisément de mettre à la charge du créancier la preuve des fautes lourdes.

Nous nous rapprochons donc sur ce point des partisans de la première opinion, mais nous nous séparons d'eux en ce que nous n'admettons pas que les art. 1382 et suivants puissent être une arme aux

moins de celui qu'une clause spéciale d'un contrat à volontairement désarmé. L'aubergiste n'est rendu responsable par nous qu'en cas de faute lourde tandis que nos adversaires arrivent à le rendre responsable des fautes même les plus légères.

Section 4^e. — *De la preuve.*

Le voyageur qui se plaint des détériorations ou du vol des effets qu'il a introduits dans l'auberge doit d'abord, conformément au droit commun, faire la preuve de cet apport.

L'art. 1952 du Code civil assimilant le dépôt d'auberge à un dépôt nécessaire, il faut appliquer l'art. 1348. Le voyageur pourra prouver le fait du dépôt et même son montant par témoins au-dessus de 150 francs.

Le législateur a pensé qu'il ne serait pas facile au voyageur de se munir d'une preuve écrite du dépôt, et que, d'un autre côté, l'aubergiste devait offrir aux voyageurs toute sécurité. C'est pour ces raisons qu'il a considéré le dépôt d'auberge comme un dépôt nécessaire pouvant être prouvé par témoins.

Toutefois le juge n'est pas obligé d'admettre ce genre de preuve.

L'art. 1348, après avoir posé la règle, ajoute « le

tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait ». Ces mots donnent au juge un pouvoir discrétionnaire. Il peut, si la personne lui paraît suspecte ou si les probabilités sont contraires à la demande, refuser la preuve testimoniale. S'il lui paraît que les témoins dont s'est entouré le plaignant sont plutôt des compères que des personnes venues témoigner de bonne foi, il refusera au voyageur de faire par témoins la preuve de son prétendu dépôt.

« Si la preuve testimoniale était accordée indistinctement à toutes sortes de personnes, disait Pothier, les aubergistes seraient à la discrétion des filous; un filou viendrait loger dans une auberge, demanderait à faire la preuve d'un prétendu dépôt qu'il prétendrait avoir fait à l'aubergiste; et pour faire cette preuve il ferait entendre comme témoins deux filous de ses camarades (1). »

Si la preuve par témoins ne peut être faite, le juge admettra, conformément à l'art. 1353, les présomptions graves, précises et concordantes, et si ces présomptions ne suffisent pas, il pourra déférer le serment d'office à l'une ou l'autre des parties et déterminer la valeur jusqu'à concurrence de laquelle le demandeur en sera crû sur son serment (art. 1366, 1367, 1369).

(1) Du dépôt n° 81.

Enfin le serment décisore peut être déferé comme en toute matière.

Lorsque le dépôt est prouvé, l'aubergiste, suivant la règle *reus excipiendo fit actor* doit prouver soit la restitution de la chose déposée, soit le cas de force majeure qu'il allègue pour sa libération.

De même lorsqu'il prétendrait que le voyageur a commis une faute de nature à diminuer ou même à supprimer sa responsabilité, la charge de la preuve lui incomberait encore.

CHAPITRE IV

DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES AUBERGISTES

En dehors de la responsabilité civile qui pèse sur les aubergistes, en raison des vols commis par eux, leurs préposés, ou les personnes allant et venant dans l'hôtellerie, et qui se traduit en une réparation pécuniaire du dommage causé, il existe une responsabilité pénale à l'encontre des hôteliers qui se sont eux-mêmes rendus coupables d'un vol au préjudice des voyageurs descendus dans leur hôtellerie.

Il était juste que le législateur se montrât sévère vis-à-vis de personnes dans lesquelles le voyageur avait placé toute sa confiance et qui manquaient au devoir d'hospitalité que leur impose l'exercice de leur profession et à l'engagement pris envers leurs hôtes, au point de se rendre eux-mêmes coupables de la soustraction des objets qui leur avaient été confiés. Il fallait que les voyageurs fussent assurés de trouver dans les auberges une hospitalité sûre et paisible, et on ne devait pas les laisser à la

merci d'individus pour lesquels le vol eût été excessivement facile à cause de leur situation. Le vol commis par un aubergiste constitue un véritable abus de confiance nécessaire : il est juste qu'il soit puni avec un surcroît de sécurité.

Ce délit a toujours été l'objet de pénalités très rigoureuses. Dans notre ancien droit, la peine portée contre les hôteliers coupables de vols était celle des galères.

Le Code pénal de 1791 étendit au vol commis dans les hôtels garnis, auberges, cabarets, maisons de traiteurs, logeurs, la disposition relative au vol commis par les habitants d'une maison au préjudice de ceux qui y étaient reçus. Le vol était puni de huit années de fers (art. 15, section 2, titre 2.)

Puis la loi du 25 frimaire an VIII distinguait si le vol avait été commis par le maître de l'établissement ou par un tiers. Dans le premier cas, la pénalité édictée par la loi de 1791 était maintenue; dans le second, elle était réduite à un emprisonnement de un à quatre ans.

Le Code pénal de 1810 revint à l'assimilation faite par le Code de 1791 entre le vol commis par l'aubergiste et celui commis par ses préposés ou par des personnes reçues dans l'auberge. La peine de la réclusion s'appliquait d'après l'art. 386 : « 4^o, si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier... ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou

partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre; enfin si le coupable a commis le vol dans l'auberge ou l'hôtellerie dans laquelle il a été reçu. »

La loi du 25 juin 1824 distingua entre les vols commis par des tiers qui étaient jugés correctionnellement et les vols commis par des aubergistes punis de la réclusion. Cette dernière peine frappait aussi les mendiants, vagabonds, etc., pour les vols, dont ils se rendaient coupables dans les auberges.

La loi du 28 avril 1832 maintint cette distinction, mais cessa de ranger les vagabonds dans une classe spéciale.

L'art. 386 du Code pénal, qui est aujourd'hui le texte relatif à la matière, porte :

« Sera puni de la réclusion tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après :

4° Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre. »

Trois conditions sont exigées pour l'application de cette disposition pénale :

1° Il faut que le vol ait été commis par un aubergiste ou un de ses préposés;

2° Que l'objet volé ait été confié à l'hôtelier à ce titre.

3° Qu'il y ait eu détournement ou soustraction.

1° Le vol doit avoir été commis par l'aubergiste ou un de ses préposés.

L'assimilation des domestiques aux maîtres se justifie pleinement.

Il est nécessaire que le voyageur n'ait pas à se garantir contre des individus qui sont toujours dans l'hôtel, qui pénètrent dans sa chambre sous n'importe quel prétexte et à n'importe quel moment de la journée. La confiance qu'ils inspirent est le motif de la sévérité avec laquelle la loi les frappe lorsqu'ils trahissent cette confiance.

Que faut-il entendre par l'expression « aubergiste, hôtelier », pour l'application de l'art. 386 du Code pénal? La discussion a longtemps porté sur ce point.

L'application d'une disposition qui a trait aux aubergistes est-elle possible à ceux qui tiennent des maisons garnies?

Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour décider l'affirmative. Le Conseil d'État, à qui la question avait été soumise, décida, par un arrêt du 10 octobre 1844, que « la peine portée par l'art. 386 du Code pénal contre les vols commis dans une auberge ou une hôtellerie, était applicable aux vols commis dans une maison ou hôtel garni ». Il y a assimilation de profession et les raisons existent de décider dans le même sens, qu'il s'agisse d'auberges ou de maisons garnies. Le fondement de la disposition du Code pénal, c'est la confiance

nécessaire que le voyageur doit accorder à celui qui le loge. Qu'importe que ce soit un hôtelier ou un logeur en garni? Par le mot aubergiste, le législateur a voulu désigner tous ceux qui logent les voyageurs moyennant rétribution; ce qui le prouve, c'est que, dans d'autres textes du Code pénal, on trouve indifféremment employés les mots « aubergistes », « logeurs », « loueurs de maisons garnies », etc (1).

Cette argumentation paraît irréprochable, et sa légitimité serait certaine, si l'on ne devait se souvenir que toutes les lois pénales sont soumises à une interprétation étroite; or, il existe une différence très nette, que nous avons maintes fois rappelée, entre le logeur et l'aubergiste.

Faut-il assimiler aux aubergistes les cafetiers, débitants de boissons, restaurateurs? Cette question est importante, car, suivant la solution qu'on lui donnera, on déclarera passible ou non de réclusion l'aubergiste exerçant en même temps la profession de débitant, qui commettrait un vol au préjudice d'un individu venu pour consommer chez lui.

Une partie de la doctrine et de la jurisprudence se prononce dans le sens de l'affirmative. « Bien que les cabaretiers ne soient pas compris dans l'art. 386,

(1) Blanche, *Droit pénal*, t. V, n° 582 et les arrêts cités par lui. Garraud, *Droit pénal*, t. V, n° 135. Chauveau, Hélie et Villey, *Code pénal*, t. V, n° 1996.

écrit M. Garraud, il y a une telle analogie de situation et de profession, que les clients ont besoin de la même protection pour les effets qu'ils entreposent chez un cabaretier, que pour ceux qu'ils apportent dans une auberge. La seule différence entre les deux industries, c'est que, en général, les stations dans une auberge sont plus longues que les stations dans un cabaret (1). »

Cette théorie semble contraire tout à la fois aux termes employés par le législateur et à sa pensée. En matière pénale, on ne doit pas donner au texte d'une loi une interprétation extensive, quelques fortes que paraissent les raisons qui incitent à le faire.

Si on assimile généralement les logeurs aux hoteliers, c'est que le législateur conduit lui-même à faire cette interprétation. En effet, dans les textes législatifs qui sont relatifs aux hoteliers, il emploie tour à tour les mots logeurs, aubergistes, hoteliers. Mais, dans aucune des dispositions du Code pénal, les cafetiers ne sont comparés aux aubergistes.

En outre, ainsi que le font remarquer MM. Chauveau et Hélie (2), la profession d'aubergiste et celle de cafetier se ressemblent moins qu'on le soutient parfois. Les aubergistes fournissent le logement,

(1) Garraud, t. V, p. 141, note. Blanche, t. V, n° 582 (arrêts cités par ces auteurs).

(2) Chauveau et Hélie, 4^e édition, t. V, n° 1813.

ils reçoivent donc les bagages des voyageurs qui les confient à leurs soins, toutes les fois qu'ils s'absentent pour leurs affaires ou leurs plaisirs. Dans les cabarets, au contraire, on ne trouve généralement que des individus de passage qui ne sont pas porteurs de bagages ou qui, du moins, ne s'en séparent pas; ces clients d'occasion n'ont pas besoin de la même protection.

Enfin, nous ferons observer que, si la loi s'est montrée tellement sévère vis-à-vis de l'aubergiste qui soustrait les effets du voyageur, c'est parce qu'il est dépositaire et, comme tel, tenu contractuellement de les surveiller. Si donc il se rend coupable du vol de ces effets, il doit être puni bien plus sévèrement qu'un voleur ordinaire. Nous pensons que le cafetier n'est pas dépositaire et que le législateur n'a pas voulu le soumettre aux dispositions des art. 1952 et suivants du Code civil, relatives à la responsabilité des aubergistes; il n'est donc pas tenu contractuellement de veiller aux effets, et, s'il les dérobe, il n'est qu'un voleur ordinaire.

2° La seconde condition pour que l'art. 386 s'applique est que l'objet volé ait été apporté dans l'auberge, à raison du caractère du lieu, par une personne descendue dans l'hôtel.

Il faut qu'il y ait eu apport des effets dérobés dans l'auberge, sans qu'il soit nécessaire qu'ils aient été remis directement au propriétaire de l'éta-

blissement. L'art. 386 semble pourtant exiger cette condition, lorsqu'il parle des objets *confiés* à l'aubergiste. Mais il n'est pas vrai que, par le mot « confiés », le législateur ait voulu dire « remis aux mains » de l'aubergiste. Il a voulu donner au mot « confiés » le sens qu'il avait donné au mot *déposés*, dans l'art. 1952 du Code civil; or, on sait que l'art. 1952 considère l'aubergiste comme dépositaire par le seul fait que les effets ont été apportés dans l'auberge. La responsabilité civile et la responsabilité pénale ont une même origine : l'apport des effets à la suite d'un contrat intervenu entre l'aubergiste et le voyageur. Pourquoi exiger, en matière de responsabilité pénale, une remise en mains propres, qui ne paraît pas indispensable pour engager la responsabilité civile? (1).

L'apport des effets dans l'auberge n'est pas suffisant : il faut que ces effets aient été confiés à l'aubergiste, à l'occasion de l'exercice de sa profession. Si l'apport avait été fait par un parent ou un ami, qui ne fût pas en même temps voyageur, l'art. 386 du Code pénal ne s'appliquerait pas. Cette différence s'explique facilement : la responsabilité, tant civile que pénale, qui pèse si lourdement sur l'aubergiste, tient au caractère de la profession qu'il exerce et la confiance qu'il doit inspirer aux voyageurs : mais,

(1) Garraud, t. V, n° 136. — Blanche, t. V, n° 584.

s'il n'agit point comme aubergiste, s'il n'est plus tenu, par contrat d'hotellerie, à veiller sur des effets qui lui sont confiés, le mal social qui résulte de la transgression de ses devoirs n'est plus aussi grave; il n'y a plus une sorte de guet-apens de sa part tendu à la bonne foi des tiers, et le déposant, qui a dû le choisir en connaissance de cause, ne lui donne aucune rémunération.

L'art. 386 s'applique évidemment lorsque le vol est commis au détriment d'un individu logé et nourri dans l'hôtel. Mais faudrait-il décider de même si la personne volée n'était entrée dans l'auberge que pour s'y reposer momentanément? Certainement oui. Une auberge n'a pas seulement pour destination de fournir des chambres aux voyageurs, c'est aussi un lieu de repos, où le passant fatigué ou attardé peut s'arrêter quelques instants pour reprendre des forces.

3^e Enfin, il faut que l'aubergiste ou ses préposés aient soustrait ou détourné des effets. Il y aura soustraction, c'est-à-dire vol, si les effets ont été simplement apportés dans l'auberge. Il y aura détournement ou abus de confiance s'ils ont été confiés directement à l'aubergiste. Il y a là deux situations juridiques que la législation française n'a pas distinguées; elle voit toujours dans le vol commis par les aubergistes un vol aggravé par la qualité de l'agent.

L'aubergiste qui s'approprierait un effet que le voyageur aurait laissé dans l'hôtel en le quittant, commettrait-il le crime spécial prévu par l'art. 1386?

Nous croyons qu'il faut faire une distinction. Si le voyageur quitte l'hôtel en *confiant* à l'aubergiste certains effets, c'est-à-dire en les laissant à sa garde, l'art. 386 ne s'applique pas; si l'aubergiste se rend coupable du vol de ces effets, il y aura simple abus de confiance. Le dépôt d'auberge n'est qu'un accessoire du contrat d'hôtellerie; or, ce contrat, dans l'espèce, est dissous; il n'y a donc plus dépôt nécessaire, mais dépôt volontaire; les effets sont confiés à l'aubergiste non plus à titre d'aubergiste, mais à titre de dépositaire ordinaire.

Si, au contraire, il s'agit d'effets laissés par mégarde par le voyageur, l'aubergiste qui se les appropriera sera passible des peines portées dans l'art. 386. Il n'y a pas eu interversion dans la nature du contrat de dépôt, puisque le voyageur n'a pas confié ses effets à l'aubergiste au moment de son départ. Ces conclusions peuvent paraître singulières, vu que l'aubergiste se trouve soumis à une pénalité plus grande dans le cas où il n'a pas pris d'une manière formelle l'engagement de veiller à la garde des objets laissés par le voyageur. Peut-être est-il permis d'y apporter un correctif, en rappelant que le délit de violation de dépôt ne peut exister que s'il y a intention coupable de la part de l'aubergiste. Or

celui-ci a pu croire que le voyageur avait abandonné ses effets avec l'intention de cesser d'en être propriétaire. De plus, alors même que l'aubergiste n'a pu avoir cette pensée, l'octroi de circonstances atténuantes peut encore permettre de modérer la peine et de la mieux proportionner à la culpabilité peut-être très minime du délinquant.

CHAPITRE V

DU PRIVILÈGE

Aux termes de l'art. 2102-5° du Code civil, l'aubergiste a un privilège pour « ses fournitures sur les effets que le voyageur transporte dans son hôtel ».

Ce privilège est fort ancien ; il était établi en ces termes par l'art. 175 de la coutume de Paris : « Despens d'hostelage, livre par hostes à pélerins ou à leurs chevaux, sont privilégiiez, et viennent à préférer devant tout autre sur les biens et chevaux hostelez et les peut hostelier, retenir jusques à paiement : et s'aucun autre créancier les voulait enlever, l'hostelier à juste cause de soy opposer. »

Ce privilège repose sur une clause tacite du contrat d'hôtellerie intervenu entre le voyageur et l'aubergiste.

On pourrait, semble-t-il, poser le principe général que toutes les fois qu'une personne remet à une autre ou apporte chez une autre une chose à l'occasion d'un contrat qui la grève d'une dette, cette

seconde personne acquiert sur ladite chose soit le privilège de gagiste, soit le droit de rétention, soit l'un et l'autre, pour se faire payer des créances qu'elle peut avoir.

Ce grand principe général appliqué maintes fois par la loi, — par exemple au profit du bailleur, du voiturier, etc. — devait tout naturellement trouver une application nouvelle dans notre hypothèse. L'aubergiste n'a ni le temps ni les moyens de se renseigner sur la solvabilité de ses clients. Ceux-ci arrivent à l'improviste, et, le plus souvent, ne font qu'un séjour de courte durée dans l'hôtel. D'autre part, la force même des choses oblige l'hôtelier à faire un crédit plus ou moins étendu à ceux qu'il loge. Et tout au plus peut-il, ainsi que cela se pratique dans les villes d'eaux, demander un règlement hebdomadaire des frais d'hôtellerie.

Dans ces conditions, il est tout naturel de constituer sur les effets apportés par le voyageur un gage qui rétablira l'équilibre des situations rompues au détriment de l'aubergiste.

Les effets du voyageur qui sont pour l'aubergiste une cause de responsabilité si lourde seront en même temps une sûreté pour lui, et la loi, en reconnaissant à son profit un droit de privilège, ne fait que bien interpréter la volonté des parties. N'est-il pas vrai, en effet, que l'aubergiste a dû vouloir acquérir cette sûreté qui est son unique

garantie et que le voyageur n'a pu, à moins qu'il ne l'ait manifesté d'une façon expresse, vouloir la lui refuser. En effet, il ne peut prétendre au crédit personnel, puisqu'il est absolument inconnu de l'autre partie, c'est-à-dire de l'aubergiste, et ne peut s'étonner que celui-ci exige une sûreté réelle sur les seuls objets qui se prêtent à la constitution d'une pareille sûreté.

§ 1^{er}. — *A qui appartient le privilège.*

L'art. 2102-5^o n'accorde le privilège qu'à l'aubergiste. Mais faut-il comprendre que, seul, l'aubergiste proprement dit jouira de ce privilège ou doit-on en étendre le bénéfice aux logeurs en garnis?

Quelques auteurs remarquent que les privilèges sont de droit étroit et qu'on ne peut les étendre par analogie à des personnes à qui la loi ne les a pas accordés. Le logeur, disent-ils encore, n'a qu'une des attributions de l'aubergiste, et cette attribution n'est pas celle à l'occasion de laquelle les voyageurs contractent le plus de dettes vis-à-vis de l'hôtelier (1).

En dépit de ces arguments, la doctrine admet plus facilement l'autre opinion que professe aussi l'unanimité de la jurisprudence (2). Il semble, en

(1) Guillouard, *Privilèges*, t. 1^{er}, n° 426.

(2) Laurent, t. XXIX, n° 506. Baudry et de Loynes, *Privilèges*, t. 1^{er}, n° 543.

effet, que le logeur réunit les deux conditions qui dans la pensée de la loi ont paru nécessaires pour l'octroi d'un privilège à l'aubergiste; d'une part, il fournit le logement, et s'il n'a pas l'occasion de faire aussi d'autres fournitures, cette circonstance paraît ici négligeable, elle n'aura d'autre effet que de diminuer l'importance de sa créance. D'autre part, on a apporté chez lui des effets mobiliers confiés à sa garde pendant les absences du voyageur. Il les détient réellement, et comme pour l'aubergiste il y a lieu de penser, qu'une clause tacite du contrat a établi à son profit un droit de nantissement. Pas plus que l'hôtelier, le logeur ne peut se renseigner sur la solvabilité de ses clients, et une sûreté réelle ne lui est pas moins nécessaire.

Parmi les auteurs qui refusent aux logeurs le privilège de l'art. 2102-5, M. Guillouard leur accorde le privilège de l'art. 2102-1^o et propose de les assimiler aux bailleurs (1). Cette extension ne paraît pas légitime. En effet, il n'y a aucune analogie entre un logeur qui reçoit chez lui des gens de passage, et un bailleur qui loue un appartement pour un certain temps, et ne fournit au locataire ni les meubles, ni les services qui sont de l'essence de la profession du logeur. Le savant auteur nous semble avoir confondu le logeur avec celui qui loue des appartements

(1) Guillouard, *Privilèges*, t. I^{er}, n^o 426.

garnis. Ce dernier se rapproche évidemment du bailleur, car il loue pour une certaine durée. La location porte, il est vrai, non seulement sur l'appartement, mais aussi sur les meubles; toutefois, tandis que le loueur d'appartements garnis ne fournit que ces deux choses, le logeur, en plus de la chambre et des meubles qui la garnissent, met à la disposition de ses clients des services accessoires, tels que la fourniture du linge, le nettoyage de la chambre, etc.

A l'égard des cafetiers et restaurateurs aucune discussion ne s'est élevée, et il y a unanimité pour leur refuser le privilège de l'art. 2102-5°. « Les cafetiers sont, en général, peu favorables », disent la plupart des auteurs. « On peut souvent les accuser de prêter la main au désœuvrement et à la ruine des gens du peuple. » (1)

Sans insister sur cette raison, il suffit de constater que les consommateurs ne remettent aux cafetiers aucun effet mobilier, et quand, par hasard, ils le font, ils sollicitent un service gratuit qui ne rentre pas dans la mission professionnelle du débitant.

§ 2. — *Créances privilégiées.*

L'art. 2102-5° privilégie « les fournitures d'un aubergiste », et il faut entendre par là toutes les

(1) Troplong, *Privilèges*, p. 310.

créances de l'aubergiste contre le voyageur à raison de l'exercice de sa profession.

Ainsi, seront privilégiées toutes les dépenses faites par le voyageur dans l'hôtel, non seulement pour le logement et la nourriture de sa personne, de sa famille et de ses domestiques, mais aussi pour l'entretien de ses chevaux, et, en général, pour toutes les fournitures que l'aubergiste a faites en vertu de son contrat avec le voyageur.

M. Laurent (1) n'accorde pas le privilège pour les vins et les liqueurs fournis au voyageur en dehors des besoins de l'alimentation. Il y a là, dit-il, une fourniture de cabaretier et elle ne mérite aucune faveur.

On ne voit pas pourquoi, faite par un cabaretier, elle ne serait pas privilégiée, tandis que faite par l'aubergiste elle le serait.

Nous pensons qu'il faudrait déclarer privilégiée cette fourniture aussi bien que tout autre. En privilégiant les fournitures d'auberge, c'est surtout l'aubergiste que le législateur a voulu privilégier, l'individu que sa profession oblige à recevoir les gens qu'il ne connaît pas et à qui il doit faire crédit. Dans ces conditions, pourquoi distinguer une consommation quelconque fournie au voyageur d'un repas qu'on lui a servi. C'est, dans les deux cas l'aubergiste qui est créancier, c'est l'aubergiste

(1) Laurent, t. XXIX, n° 507.

qui a fait la fourniture et il l'a faite à titre d'aubergiste. Si l'on refuse le privilège au cafetier, c'est que la dépense faite par un consommateur est unique, qu'elle doit être payée de suite. Mais, un verre de vin servi à un voyageur par un aubergiste, c'est une dépense entre dix faite par le voyageur et qui ne sera réglée qu'avec les autres. Il n'y a donc aucune bonne raison pour ne pas la privilégier.

On s'est demandé si le privilège devait s'exercer en cas où les dépenses faites par le voyageur étaient excessives, et Dumoulin s'était prononcé dans le sens de la négative, disant que les dépenses excessives étaient contraires aux bonnes mœurs (1).

Mais cette opinion n'a pas prévalu et l'on décide généralement aujourd'hui que toutes les fournitures de l'aubergiste sont privilégiées, sans distinction. Tout est relatif en matière de dépenses, et telle dépense qui paraîtra excessive pour l'un ne le sera pas pour l'autre. L'aubergiste n'a aucun moyen de savoir quelles sont les ressources de l'individu qui descend dans son hôtel, et il est censé croire que les dépenses qu'il fait sont en rapport avec sa situation de fortune : on ne peut donc le blâmer parce qu'il aurait laissé un voyageur faire des dépenses trop importantes.

Ajoutons que l'aubergiste qui refuserait de servir

(1) Sur l'art. 175 de la *Coutume de Paris*.

des clients, sous prétexte que les dépenses qu'ils font sont excessives, ferait grand tort à la réputation de son hôtel et verrait diminuer rapidement le nombre des voyageurs.

Les avances d'argent que l'hôtelier aurait faites à un voyageur ne constituent pas des fournitures d'aubergiste et, par suite, ne sont pas garanties par le privilège. Un hôtelier qui aurait, par exemple, fait l'avance de prix de marchandises envoyées d'un magasin à l'adresse du voyageur, n'aurait pas de privilège sur les effets de ce voyageur pour le paiement des sommes avancées. En matière de privilège, il ne faut pas étendre les termes de la loi au delà de leur vrai sens, et il est bien évident que l'avance faite par l'aubergiste d'une somme d'argent n'est pas une fourniture d'aubergiste. Son intérêt seul l'invite à le faire, mais rien ne l'y oblige et le voyageur ne pourrait pas se plaindre de ce que cette avance n'aurait pas été faite (1) : c'est, en somme, un prêt d'argent, par suite un fait étranger à l'exercice de la profession d'aubergiste.

Les seules dépenses privilégiées sont celles faites par le voyageur au cours de son séjour dans l'auberge, mais il ne faudrait pas accorder le privilège à l'aubergiste pour des dettes contractées par le voyageur au cours d'un précédent séjour. Le privi-

(1) Guillouard, *Privilèges*, t. II, p. 470. — Baudry et de Loynes, *Privilèges*, t. I^{er}, n° 543. — Laurent, t. XXIX, n° 507.

lège de l'aubergiste est subordonné à la possession : en laissant le voyageur partir en emportant ses effets, l'hôtelier a perdu son gage, et il n'aura privilège, au moment du retour du voyageur, pour les dettes anciennes, que s'il y a une constitution effective de gage d'après les règles des art. 2073 et suivants.

§ 3. — *Assiette du privilège.*

Le privilège de l'aubergiste porte sur « les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge ».

Le mot « effets » a une signification très large et il désigne non seulement les effets de corps contenus dans les malles du voyageur, mais aussi les chevaux et voitures qu'il a amenés. Nous avons déjà fait remarquer que par le contrat d'hotellerie l'aubergiste s'était tacitement engagé à surveiller sans distinction tous les objets apportés par le voyageur. Dans un même ordre d'idées, il faut décider que le voyageur est censé avoir donné en gage tous ses effets, ses bagages comme ses chevaux et ses voitures. S'il n'a fait aucune réserve, on est en droit d'interpréter son silence dans ce sens, d'autant plus que le législateur qui n'a voulu dans l'art. 2102-5° que traduire l'intention présumée des parties, n'a fait aucune distinction.

On décide quelquefois que les papiers du voyageur ayant une valeur vénale, tels que les titres de créances, peuvent être soumis au privilège, car ils permettraient à l'aubergiste, en les faisant vendre, de rentrer dans le montant de sa créance.

Nous n'admettons pas cette théorie ; la loi ne fait porter le privilège de l'aubergiste que sur les effets apportés par le voyageur dans l'hôtellerie. Or, on ne peut dire que les créances sont apportées par le voyageur : elles ne sont ni là, ni ailleurs, ce sont des choses incorporelles qui n'ont et ne peuvent avoir aucune situation, *nullo loco continentur*. Et les titres qui les constatent n'ayant par eux-mêmes aucune valeur, l'hôtelier ne peut exercer son privilège sur eux.

Faut-il pour que l'aubergiste puisse exercer son privilège, que les effets apportés par le voyageur soient la propriété de celui-ci ? Malgré une décision de la Cour de Colmar (1), la négative est aujourd'hui universellement admise par la doctrine et par la jurisprudence (2).

L'art. 2102, en effet, ne parle pas des *effets qui sont la propriété* du voyageur ; il dit que le privilège de l'aubergiste frappe sur les *effets du voyageur transportés dans l'aubergé*, ce qui n'est

(1) 26 avril 1816. S. *Chronique*.

(2) Baudry et de Loynes, *Privilèges*, t. 1^{er}, n° 547. — Guillouard, *Privilèges*, t. 1^{er}, n° 488 (et les auteurs et arrêts cités par eux).

pas la même chose. On ne peut pas donner au législateur une intention qu'il n'a pas eue en faisant une distinction que, du reste, rien ne justifie.

Au point de vue pratique, on ne peut exiger de l'aubergiste qu'il s'informe si les objets déposés appartiennent ou non au voyageur.

Enfin, quand on acquiert un droit réel quelconque de propriété, d'usufruit ou de gage sur un meuble corporel et qu'on est de bonne foi, on acquiert ce droit réel à l'encontre du propriétaire, dès qu'on a reçu livraison (Arg. art. 2279). Cette règle régit toute matière relative au nantissement.

Mais la bonne foi du gagiste est une condition indispensable. Il en résulte que, si l'aubergiste sait que le voyageur n'est pas propriétaire des effets qu'il a apportés, il ne pourra exercer son privilège à l'encontre du véritable propriétaire. Il en sera de même dans le cas où les objets apportés par le voyageur auraient été perdus ou volés.

§ 4. — *Le privilège est subordonné à la possession.*

Le privilège de l'aubergiste ayant pour fondement une constitution tacite de gage, se perd avec la possession des effets apportés. Il y a donc tout intérêt pour l'aubergiste d'avoir à sa disposition le moyen, soit de retenir les effets du voyageur, soit

même de pouvoir les revendiquer s'ils ont été enlevés sans son consentement.

Faut-il accorder à l'aubergiste le droit de rétention et le droit de revendication ?

On lui accorde généralement le droit de rétention. Il est vrai, qu'il n'y a pas, à proprement parler, dans le cas qui nous occupe, un *debitum cum re junctum*, une connexité entre la créance de celui qui retient et la chose retenue, puisque les frais de garde des effets ne forment qu'une faible partie des dépenses d'hôtellerie.

Mais le droit de rétention est pour l'hôtelier un auxiliaire indispensable de l'exercice normal du privilège.

M. Laurent dit, il est vrai, que « l'aubergiste peut agir immédiatement contre le voyageur et se prévaloir alors de son privilège contre les autres créanciers quand il y a concours (1) ». Mais, malgré la rapidité avec laquelle la saisie sera conduite, le voyageur aura toujours le temps d'enlever ses effets. Le droit de rétention est plus simple et surtout bien plus efficace pour l'aubergiste.

Le principal argument des auteurs qui soutiennent que le droit de rétention ne doit être accordé que dans les cas prévus par la loi, est que l'on donne au rétenteur un droit de préférence, indirect,

(1) Laurent, t. XXIX, n° 511.

il est vrai, mais toutefois droit de préférence; or, les causes de préférence sont limitées dans notre législation. Cet argument ne peut être invoqué dans l'hypothèse que nous étudions. On n'accorde pas un droit de préférence à l'aubergiste, puisque son privilège le lui donne déjà : on lui fournit seulement un moyen de rendre son privilège utile.

En outre, le privilège de l'aubergiste est fondé sur une idée de gage tacite : l'aubergiste est donc un créancier gagiste et nous avons expliqué qu'en donnant comme garantie à l'aubergiste les effets du voyageur, la loi avait interprété la volonté de chacun d'eux. S'il en est ainsi, il doit, comme tout gagiste, pouvoir retenir l'objet de son gage tant qu'il n'est pas payé (1).

Nous trouvons enfin un dernier argument dans la loi du 31 mars 1896, qui règle la procédure à suivre pour la vente des objets abandonnés ou laissés en gage. Il résulte, en effet, du rapport au Sénat et à la Chambre, et de l'esprit même de la loi, que par objets *laissés en gage*, on a entendu désigner non seulement ceux que le voyageur abandonnait volontairement à l'aubergiste comme garantie de sa créance, mais aussi ceux que l'aubergiste retient lors du départ du voyageur, afin de pouvoir exercer efficacement son privilège.

(1) En ce sens, Guillouard, *Privilèges*, t. I^{er}, n° 432. — Pont, *Privilèges*, t. I^{er}, n° 167.

L'aubergiste a donc, d'après l'opinion généralement admise, le droit de retenir les effets du voyageur pour pouvoir utiliser le privilège que la loi lui accorde. Quels moyens aura-t-il de rentrer en possession de ces effets, si pour une cause quelconque, il a cessé d'en être nanti?

Trois hypothèses doivent être soigneusement distinguées :

Si le voyageur a emporté ses effets du consentement de l'aubergiste, celui-ci ne peut plus exercer son privilège spécial; il n'a aucun moyen de reprendre possession d'objets à l'enlèvement desquels il a acquiescé. Toutefois toute garantie n'est pas perdue. Il peut se présenter soit comme fournisseur de subsistances, soit comme personne ayant fait des frais pour la conservation de la chose. Dans le premier cas, il est privilégié en vertu de l'art. 2101-5°; au second cas, en vertu de l'art. 2101-3°.

Toutefois, ces derniers privilèges seront moins avantageux à l'aubergiste que le privilège spécial que la loi lui accorde. S'il invoque le bénéfice de l'art. 2101-5°, il n'aura privilège que pour les dépenses nécessaires à la subsistance du voyageur et de sa famille, et par subsistances on ne peut entendre le logement. D'autre part, s'il invoque le privilège de l'art. 2101-3° pour les frais faits pour la conservation de la chose, la nourriture des chevaux, par exemple, il n'aura privilège que sur les choses

conservées et non sur la généralité des objets apportés dans son auberge (1).

Si, au contraire, les effets ont été volés par un étranger dans l'auberge, l'aubergiste pourra les revendiquer pendant trente ans entre les mains du possesseur de mauvaise foi qui les détiendrait et pendant trois ans entre les mains du possesseur de bonne foi.

L'art. 2279 accorde la revendication à celui qui a perdu ou à qui on a volé une chose et ces expressions sont assez larges pour désigner non seulement le propriétaire de la chose, mais aussi le créancier gagiste.

Enfin, les effets étant clandestinement enlevés par le voyageur et remis à un tiers de bonne foi; l'aubergiste aura-t-il le droit de les revendiquer entre les mains de ce tiers?

Une première opinion accorde la revendication à l'aubergiste. Mais si les auteurs qui la défendent sont d'accord sur le principe, ils se divisent sur le fondement à donner à cette revendication.

Les uns lui donnent comme fondement l'art. 2279 alinéa 2. L'aubergiste est un créancier gagiste et il a, pour revendiquer les objets qui lui ont été volés, un délai de trois ans (2).

Cette opinion n'est pas soutenable. On peut ac-

(1) Baudry et de Loynes, *Privilèges*, t. I^{er}, n° 550.

(2) Valette, n° 70. — Pont, n° 167.

corder à l'aubergiste la revendication de l'art. 2279 alinéa 2, quand les objets donnés en gage ont été soustraits par un tiers, car il y a alors un véritable vol, une soustraction frauduleuse commise au préjudice du créancier comme du propriétaire lui-même. Mais il n'en va plus de même quand les objets ont été enlevés par le voyageur ; il n'y a pas vol puisqu'il n'y a pas soustraction de la chose d'autrui ; le voyageur a emporté des effets qui étaient sa propriété, et aucun texte en droit français ne punit, comme le faisait la législation romaine, le vol de gage (1).

D'autres auteurs donnent à l'aubergiste le droit de revendication du bailleur d'immeubles qui peut être exercé pendant quinze jours sur les meubles déplacés sans son consentement. « En renfermant le droit de revendication du bailleur dans un délai de quinze jours, la loi a par là établi, écrit M. Mourlon, un droit commun propre au droit de gage et qui, par conséquent, le doit régir, quelle que soit la personne qui en est nantie et indépendamment de la cause qui l'a fait constituer. » L'aubergiste, outre qu'il est un gagiste, est aussi un locateur d'un genre particulier, et il semble même qu'il doive être plus favorisé que tout autre locateur, puisqu'il ne choisit pas ses locataires qui sont des gens de passage dont il ne connaît pas, la plupart du temps, la solvabilité

(1) Aubry et Rau, t. III, p. 161, note 78.

ni la bonne foi; il se trouve dans la position du bailleur vis-à-vis d'un locataire qui aurait déplacé les meubles lui servant de gage. L'aubergiste est un bailleur : il pourrait se présenter comme bailleur et exercer, à ce titre, la revendication; quelles raisons de la lui refuser comme aubergiste (1)?

Nous repoussons cette opinion, et pensons avec une partie de la doctrine (2) que le droit de revendication doit être absolument refusé à l'aubergiste.

On ne peut lui accorder le droit de revendication de l'art. 2279 pour les raisons que nous avons vues plus haut. Mais on ne peut non plus lui accorder la revendication du bailleur.

C'est un principe certain de notre législation qui n'existe pas de droit de suite sur les meubles. Une seule exception est faite pour le bailleur; il ne faut pas l'étendre à d'autres hypothèses. En effet, si le législateur a donné au bailleur un droit de revendication, c'est qu'il existait des raisons spéciales pour cela. Le bailleur n'est pas en possession de l'objet de son gage; c'est le locataire qui a, dans l'immeuble loué, les meubles qui forment la sûreté du bailleur. Il est facile pour le locataire de déplacer ses meubles sans que le locateur n'en sache rien. Aussi le législateur a-t-il bien fait de lui accorder

(1) Baudry et de Loynes, *Privilèges*, t. I^{er}, n° 549.

(2) Laurent, t. XXIX, n° 510. — Aubry et Rau, *loc. cit.* — Guil-louard, *Privilèges*, t. I^{er}, n° 431.

une sûreté accessoire sans laquelle son privilège n'aurait été bien souvent qu'une garantie inefficace.

L'aubergiste n'est pas dans la même situation. Les effets qui constituent son gage sont placés dans l'auberge, il a le droit de les retenir, il a toute facilité pour s'opposer à leur enlèvement, puisqu'il se trouve sur les lieux. Rien donc ne justifie le droit de revendication qu'on lui accorde. Et quand même il serait absolument justifié, quand même l'aubergiste serait dans une situation bien plus critique que le bailleur, nous lui refuserions ce droit qui est une exception aux principes de notre législation et que rien ne permet d'étendre par voie d'analogie. Nous sommes en matière de privilèges où tout est de droit strict.

En outre, ainsi que le fait remarquer très justement M. Laurent (1), « si l'on assimile l'aubergiste au bailleur, il faut l'autoriser à saisir les effets du voyageur dès qu'ils ont été déplacés sans son consentement quand même il n'y aurait aucune mauvaise foi, et personne n'admet une pareille doctrine ».

(1) Laurent, *loc. cit.*

CHAPITRE VI

DE LA VENTE DES OBJETS ABANDONNÉS OU LAISSÉS EN GAGE PAR LE VOYAGEUR

(Loi du 31 mars 1896.)

L'aubergiste a, nous l'avons vu, un droit réel de gage sur les effets apportés par le voyageur. Ce droit réel lui confère d'abord un droit de rétention, et il est à espérer que le plus souvent le voyageur, désireux de recouvrer la libre possession de ses effets, paiera spontanément. Mais le contraire est possible, et alors l'aubergiste a, comme tout gagiste, besoin de pouvoir réaliser la chose donnée en nantissement.

Avant la loi du 31 mars 1896, cette vente ne laissait pas d'être quelque peu coûteuse et compliquée. L'aubergiste devait assigner le propriétaire devant le tribunal civil afin d'être autorisé à faire vendre les objets sur lesquels portait son gage. Cette procédure était coûteuse et presque toujours inutilement compliquée, car le voyageur ne répondait pas à

l'exploit d'ajournement et on rendait un jugement par défaut. Ce fut probablement pour éviter ces inutiles complications que des praticiens se contentèrent, dans certaines villes, d'adresser au tribunal ou même plus simplement encore au président du tribunal siégeant en audience de Référé une requête sollicitant l'autorisation de vendre. Cette pratique semblait être d'une correction très douteuse. Même ainsi simplifiée, cette procédure était encore longue et coûteuse, et l'hôtelier n'avait aucun moyen de l'éviter, le Code civil prohibant toute convention entre le débiteur et le gagiste dont l'effet serait d'autoriser le créancier à s'approprier la chose remise en gage pour un prix égal au montant de la dette, et de plus l'hôtelier n'ayant et ne pouvant avoir de titre exécutoire.

Ces difficultés n'étaient pas spéciales au cas où l'hôtelier désirait obtenir paiement de sa créance. Elles se rencontraient aussi dans une autre hypothèse non moins fréquente où l'aubergiste eût été heureux de se débarrasser d'effets mobiliers laissés volontairement ou inconsciemment par le voyageur. Nous avons étudié plus haut quelle était la situation juridique de l'aubergiste vis-à-vis de ces effets; quelle qu'elle soit, on comprend qu'il ne se soucie pas de rester indéfiniment grevé d'une obligation à leur sujet, et tenu de veiller sur eux sans rémunération.

L'aubergiste voulait donc se débarrasser des effets abandonnés par le voyageur, il en avait le droit. « Le dépositaire peut, quand bon lui semble, disent MM. Aubry et Rau, se démettre du dépôt en restituant la chose déposée et en cas de refus de la part du déposant de recevoir la restitution du dépôt, le dépositaire est autorisé à en faire la consignation (1). » L'aubergiste étant dépositaire pouvait certainement recourir à cette procédure, mais celle-ci était spécialement peu pratique pour lui, car, pour les objets laissés, il arrivait souvent de ne pas connaître quel était le déposant et en tous cas d'ignorer son domicile; et d'autre part, la procédure des offres réelles et de la consignation était souvent impraticable à cause de la modicité de valeur des effets délaissés.

Pourtant il semblait bien que ce fût la seule ressource de l'aubergiste. Il ne pouvait se faire autoriser par justice à procéder à la vente judiciaire des effets délaissés. Le titre même de gagiste doit le conduire à la vente forcée en cas de non-paiement de sa créance; le dépositaire, au contraire, surtout s'il n'a fait aucune dépense pour la garde de la chose, ne peut en aucun cas songer à la faire vendre.

La situation de l'aubergiste, à l'occasion des choses données en gage ou abandonnées par le voyageur,

(1) Aubry et Rau, t. IV, § 403 texte et note 19.

avait donc été insuffisamment réglée par le Code. La question, cependant, avait été agitée lors de la discussion du Code civil au conseil d'État et son examen fut envoyé au moment de la confection du Code de procédure civile. Mais la promesse de s'en occuper avait été oubliée et depuis longtemps, des hôteliers, aubergistes et logeurs réclamaient une procédure simple, rapide et peu coûteuse. Le 18 mai 1890, la chambre syndicale des hôteliers logeurs de Paris adressait en ce sens une pétition à la Chambre des députés. La commission des pétitions envoya la demande au ministre de l'intérieur; la pétition et le rapport furent alors transmis au conseil d'État qui élaborait un projet de loi. Ce projet de loi fut, après quelques modifications, voté définitivement par la Chambre des députés et par le Sénat et promulgué le 31 mars 1896.

Aux termes de l'art. 1^{er} de la nouvelle loi, la procédure que l'on va étudier s'applique à la vente des « effets mobiliers apportés par le voyageur ayant logé chez un aubergiste, hôtelier ou logeur, par lui laissés en gage pour sûreté de sa dette ou abandonnés au moment de son départ ». Il semble, au premier abord, que la loi de 1896 ne s'applique qu'aux effets laissés volontairement en gage par le voyageur; mais il résulte du rapport à la Chambre et au Sénat ainsi que de l'esprit de la loi, que la procédure nouvelle s'applique non seulement aux

effets que le voyageur a laissés en gage à l'aubergiste pour sûreté de sa dette, mais aussi à ceux que l'aubergiste a retenus comme il en a le droit. On ne voit pas pourquoi l'aubergiste aurait plus d'intérêt à procéder rapidement à la vente des effets laissés par le voyageur qu'à celle des effets retenus. Les uns comme les autres forment un gage, il a intérêt à les réaliser.

Abordons maintenant la procédure de vente des objets abandonnés ou laissés en gage par le voyageur.

« Le depositaire, dit l'art. 2, pourra présenter, au juge de paix du canton où les effets mobiliers ont été laissés en gage ou abandonnés, une requête qui énoncera les faits, désignera les objets ou leur valeur approximative.

« L'ordonnance du juge mise au bas de la requête fixera le jour, l'heure, le lieu de la vente, qui ne pourra être faite que six mois après le départ constaté du voyageur.

« Cette ordonnance fixera, en outre, la mise à p. ix des objets à vendre, commettra l'officier public qui devra y procéder et contiendra, s'il y a lieu, l'évaluation de la créance du requérant.

« L'officier public chargé de la vente fera ouvrir, en présence du depositaire, les malles, paquets ou autres sous fermeture quelconque et dressera de son opération procès-verbal qui sera communiqué au juge de paix.

« En cas d'extrême urgence, le juge pourra autoriser la vente avant l'expiration du délai de six mois et devra justifier dans son ordonnance des motifs de l'abréviation de ce délai. »

C'est donc le juge de paix qui est désormais compétent pour ordonner la vente de ces objets. L'art. 2 parle du juge de paix du canton où les effets mobiliers ont été délaissés. Mais il est bien évident qu'il ne faut voir là que le *plerumque fit*. Si l'aubergiste a changé de domicile et transporté avec lui les effets, il devra s'adresser au juge de paix du canton où les effets sont actuellement transportés. On voit à quel bizarre résultat et à quelles complications on arriverait autrement. Dans le but de simplifier la vente, on la rendrait presque impossible. L'aubergiste serait obligé de s'adresser au juge de paix d'un canton peut-être très éloigné et qui ne pourrait avoir aucun renseignement sur la valeur des objets. Il faut toujours rechercher dans une disposition législative l'esprit qui a présidé à sa rédaction.

La loi de 1896 a rendu compétent le juge de paix du lieu où les effets ont été abandonnés, c'est pour simplifier la procédure; mais on peut, semble-t-il, poser comme principe que le juge de paix compétent est celui du lieu où se trouvent les objets à vendre lors de la demande faite dans ce but par l'aubergiste.

L'aubergiste présente donc une requête au juge de paix : cette requête doit contenir tous les éléments de nature à éclairer ce dernier sur l'ordonnance qu'il doit rendre, par exemple, les noms, qualités, domicile du requérant, les noms, qualités et domicile du voyageur, si cela est possible, la désignation et la valeur approximative des objets afin de permettre au juge de paix de fixer en connaissance de cause la mise à prix des effets à vendre.

La requête contiendra aussi l'énoncé des circonstances qui ont accompagné l'abandon des effets et indiquera si cet abandon a été volontaire ou forcé. Dans le cas où les effets auraient été laissés en gage, l'aubergiste devrait mentionner dans sa requête le montant des créances qu'elles garantissent.

Le juge de paix, suffisamment renseigné, rend une ordonnance qui est mise au bas de la requête. Cette ordonnance fixe les jour, lieu et heure de la vente, la mise à prix des objets, l'évaluation de la créance, et commet l'officier public qui devra procéder à cette vente.

« La vente, dit l'art. 2, ne peut être faite que six mois après le départ constaté du voyageur. »

Le gouvernement, dans son projet de loi, avait adopté le délai d'une année : Ce fut le Sénat qui le réduisit à six mois, « parce qu'en vertu des décrets d'août 1810 et d'avril 1811, ainsi que des ordonnances de 1830 et 1831, les voituriers, les chemins

de fer, la police, les greffiers, ne sont tenus de garder les objets abandonnés que pendant six mois et aussi parce que les dépenses d'hôtel se prescrivant par six mois, l'hôtelier pourrait devenir victime de la mauvaise foi du voyageur. » (Rapport au Sénat de M. Nioche.) Le besoin de symétrie se joignait donc au désir de sauvegarder les intérêts de l'hôtelier pour réduire à six mois la durée de l'attente imposée à l'aubergiste. La prescription de l'action des aubergistes s'opère par six mois et elle ne peut être interrompue que lorsqu'il y a compte arrêté, cédula ou obligation, ou citation en justice non périmée. Bien souvent aucun de ces moyens n'auraient été employés par l'aubergiste ignorant, et si on ne lui eût permis de faire vendre les effets qu'au bout d'un an, bien souvent la vente aurait été inutile, puisque la créance aurait été éteinte par prescription.

Le délai de six mois sera généralement constaté par l'inscription sur le registre de la date à laquelle le voyageur a quitté l'hôtel. Mais si l'hôtelier, par négligence ou par oubli, n'a pas fait cette inscription, il pourra employer tous les moyens légaux pour prouver la date du départ. L'art. 2 n'indique aucun moyen de constater le départ du voyageur; par suite, tous les modes de preuve ordinaire doivent être admis.

En cas d'extrême urgence seulement, le juge peut autoriser la vente avant l'expiration du délai de six

mois, mais il doit dans son ordonnance exposer les motifs de cette faveur, et nous croyons cette prescription obligatoire à peine de nullité de l'ordonnance. En effet, cette injonction a pour but d'obliger le juge à examiner la valeur des raisons alléguées par l'hôtelier, et si l'ordonnance n'est pas motivée, le voyageur est indûment privé de l'une des garanties que la loi a voulu lui accorder.

L'officier public qui procédera à la vente devra être désigné par le juge de paix : dans les villes où il existe un commissaire priseur, ce sera cet officier public, à l'exclusion de tous autres; et dans les autres localités, soit un commissaire priseur de l'arrondissement, soit un huissier, le greffier de la justice de paix ou un notaire.

Le projet de loi du gouvernement réservait ces sortes de ventes aux huissiers et greffiers de paix, sous prétexte que leur ministère était moins onéreux. Mais la Chambre des députés refusa d'enlever aux commissaires priseurs une attribution qui leur est réservée en matière de ventes mobilières.

« Art. 3. — La vente sera annoncée huit jours à l'avance par affiches apposées dans les lieux indiqués par le juge qui pourra même autoriser la vente après une ou plusieurs annonces à son de trompe.

« La publicité donnée à la vente sera constatée par une mention insérée au procès-verbal de vente. »

Cet article contient des modifications importantes

à la publicité ordinaire en matière de ventes mobilières.

Si l'on s'en fût tenu au projet du gouvernement, les placards eussent été apposés aux lieux fixés par le Code de procédure civile (art. 617) et l'exécution de cette formalité eût été constatée par exploit (art. 619).

On préfère laisser au juge de paix le soin de fixer lui-même les endroits où devraient être apposés les placards; il se trouve, en effet, à même d'apprécier, suivant les circonstances, l'étendue et le mode de la publicité. En outre, si la loi n'exige pas que l'affichage soit constaté par un exploit d'huissier, c'est qu'on a voulu éviter des frais inutiles; il est certain qu'une mention au bas du procès-verbal de vente est bien suffisante.

Il était intéressant de ne pas procéder à la vente sans avoir au préalable averti le voyageur. Celui-ci, en effet, peut avoir intérêt à conserver certains objets auxquels il tient particulièrement, des souvenirs de famille, des bijoux précieux, etc. En outre, il peut arriver qu'il soit en mesure de solder une dépense qu'il lui était impossible de payer au moment où il a quitté l'hôtel. Enfin, en matière de saisie, le propriétaire doit être averti de la vente; on ne voit pas pourquoi il en serait autrement dans le cas qui nous occupe. Le voyageur sera donc prévenu de la vente huit jours à l'avance par lettre

recommandée (art. 4), et cette lettre sera envoyée à l'adresse qu'il a donnée lors de son passage à l'hôtel. Le législateur de 1896 n'a pas exigé qu'une notification fût faite au propriétaire afin d'éviter des frais.

La vente ne peut avoir lieu avant un délai de huit jours à compter de la mise à la poste de la lettre recommandée; ce délai est exigé à peine de nullité de la procédure.

La lettre d'avis doit être envoyée au voyageur. Il peut arriver cependant que celui-ci ne soit pas propriétaire des effets laissés dans l'auberge, et dans cette hypothèse il serait intéressant que le véritable propriétaire fût informé de la vente. La loi en ne parlant que du voyageur a-t-elle voulu seulement viser le cas le plus fréquent et désigner par ce mot le propriétaire des objets? Nous ne le pensons pas; l'aubergiste, en effet, ne peut connaître que le voyageur, et il lui eût été bien souvent impossible d'avertir de la vente un autre que le voyageur. Ce dernier saura à qui appartiennent les objets qu'il a laissés dans l'auberge, et s'il n'avertit pas le propriétaire de la vente, il devra réparer le dommage qu'il aura causé à celui-ci.

Au cas où le voyageur serait inconnu, ou bien encore si au bout du délai de huit jours celui-ci n'avait pas manifesté l'intention de s'opposer à la vente, la procédure suivrait son cours. « La vente,

dit l'art. 4, *in fine*, aura lieu aux enchères, et il y sera procédé tant en la présence qu'en l'absence du déposant. »

« Art. 5. — Le propriétaire pourra s'opposer à la vente par exploit signifié au depositaire. Cette opposition portera de plein droit citation à comparaître à la première audience utile du juge de paix qui a autorisé la vente, nonobstant toute indication d'une audience ultérieure. Le juge de paix devra statuer dans le plus bref délai. »

L'opposition à la vente doit être faite par exploit d'huissier, une simple lettre recommandée ne suffirait pas. On peut se demander pourquoi une lettre est suffisante pour notifier au voyageur la vente de ses effets, tandis qu'ici il faut un exploit? Il est mal aisé de le connaître; le législateur a probablement jugé que la notification à faire au voyageur n'était qu'un avertissement : on porte à sa connaissance un fait qui l'intéresse, mais comme son acquiescement est probable, une simple lettre suffit. Au contraire, le voyageur qui s'oppose à la vente entre en conflit direct et précis avec l'hôtelier. L'intervention d'un huissier manifeste mieux la résistance opposée et attire davantage l'attention du saisissant.

L'opposition emporte de plein droit citation à comparaître devant le juge de paix à la première audience utile. L'art. 5 du Code de procédure civile explique ce qu'il faut entendre par première au-

dience utile. « Il y aura un jour au moins entre celui de la citation et le jour indiqué pour la comparution, si la partie citée est domiciliée dans la distance de 3 myriamètres. Si elle est domiciliée au delà de cette distance, il sera ajouté un jour par 3 myriamètres. »

Devant le juge de paix, le voyageur et l'aubergiste se concerteront sur la nécessité qu'il y a de procéder ou non à la vente, et en cas de contestation le juge de paix tranchera les débats *dans le plus bref délai*. Le projet de loi fixait à trois jours le délai dans lequel le juge devait statuer sur l'opposition à la vente faite par le propriétaire des objets. Cette disposition fut repoussée. « Il a paru impossible à votre commission, dit le rapporteur à la Chambre des députés, d'imposer au juge de paix de rendre sa décision dans un délai qui pourrait être insuffisant pour l'instruction de l'affaire. Tout ce qu'on peut lui demander, c'est de statuer dans le plus bref délai. »

Comment se répartira le produit de la vente des effets laissés par le voyageur?

Les frais qu'elle a occasionnés seront payés en premier lieu, et ensuite la créance de l'aubergiste. Le surplus sera déposé à la Caisse des dépôts et consignations, au nom du propriétaire, par l'officier public qui ne dressera aucun procès-verbal de dépôt, mais en retirera un récépissé qui lui vaudra décharge.

Si le produit de la vente est insuffisant pour couvrir les frais, le surplus sera payé par le dépositaire, c'est-à-dire par l'aubergiste, sauf recours contre le déposant.

Enfin, le montant de la consignation en principal et intérêts sera acquis de plein droit au trésor public deux ans après le dépôt, s'il n'y a eu dans l'intervalle réclamation de la part du propriétaire, de ses représentants ou de ses créanciers (art. 4).

Le projet de loi fixait un délai de cinq ans pour la prescription des sommes consignées. Mais le rapporteur de la commission au Sénat fit remarquer que, comme on avait adopté les délais de procédure relatifs aux ventes d'objets abandonnés dans les greffes, les commissariats de police, etc, on devait accepter aussi le délai fixé pour que le montant de la consignation du prix de ces ventes spéciales fût acquis au trésor public.

L'art. 7 de la loi décide que la vente sera réglée par les art. 624 et 625 du Code de procédure civile, c'est-à-dire qu'elle sera faite au plus offrant et au comptant.

Enfin, pour faciliter les ventes d'effets laissés dans les auberges, l'art. 8 décide que tous les actes faits en exécution de la présente loi seront dispensés de timbre et enregistrés gratis. Pour tenir lieu des droits de timbre et d'enregistrement, il est perçu sur le procès-verbal de vente lorsqu'il est présenté à la

formalité 7 0/0 du produit de la vente sans addition de décimes (art. 8).

Telle est l'économie de cette loi nouvelle, si impatientement attendue, et qui est venue combler une double lacune de notre législation, en autorisant les aubergistes à se débarrasser d'effets oubliés par les voyageurs dans leurs établissements, et en leur fournissant le moyen de réaliser, promptement et sans grands frais, le gage souvent peu important que leur aura laissé le voyageur.

CHAPITRE VII

DE LA PRESCRIPTION DE L'ACTION DES HOTELIERS

D'après l'art. 2271 du Code civil, « l'action des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent, se prescrit par six mois ». Cette courte prescription est fondée sur une présomption de paiement. Le législateur a pensé qu'au bout de six mois, l'aubergiste prudent devait s'être fait payer les dettes contractées par le voyageur pendant son séjour; il y a toute raison de supposer que l'aubergiste n'a pas fait un crédit trop prolongé à un étranger dont il ne connaît pas la solvabilité. Cette prescription est, d'autre part, une garantie pour le voyageur; bien souvent celui-ci n'aura ni quittance ni écrit quelconque pour justifier du paiement de ses dépenses, et la prescription sera pour lui un moyen d'éviter un double paiement. « Cette présomption, dit l'exposé des motifs de Bigot Préameneu, résulte du besoin que les créanciers ont

d'être payés promptement, de l'habitude des débiteurs d'acquitter ces dettes sans un long retard, et même sans exiger de quittance, et enfin sur des exemples trop souvent répétés de débiteurs et surtout de leurs héritiers contraints en pareil cas de payer plusieurs fois. »

Bien que la prescription de l'action des hôteliers soit basée sur une présomption de paiement, elle peut être combattue par la preuve contraire résultant du serment. « Néanmoins, ceux auxquels ces prescriptions seront opposées peuvent déférer le serment à ceux qui les opposent, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée. Le serment pourra être déféré aux veuves et héritiers ou aux tuteurs de ces derniers s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due » (art. 2275).

Cette solution est extrêmement sage. S'il est vrai que les frais d'hôtel sont d'ordinaire réglés sans retard et que les voyageurs n'ont point l'habitude de conserver longtemps des quittances, il n'est pas rare non plus de voir un aubergiste multiplier auprès d'un débiteur récalcitrant les démarches officieuses, afin d'obtenir un paiement qui se fait attendre depuis six mois et même plus. Une présomption irréfragable de libération eût donc été illégitime, car un débiteur malhonnête aurait eu soin d'amuser son créancier et de gagner du temps,

afin d'opposer ensuite la prescription. La loi permet qu'on le mette en demeure d'attester sous la foi du serment qu'il s'est véritablement libéré. Il ne saurait se plaindre de ce procédé qui le rend juge en sa propre cause, et il est improbable qu'il eût perdu le souvenir d'un paiement très récent.

On a dit que cette faculté laissée à l'hôtelier de déférer le serment à son client sur la question de savoir s'il avait réellement payé, donnerait lieu à des frais bien inutiles; si le voyageur est honnête, il n'opposera pas la prescription, et s'il est malhonnête, il ne reculera pas devant un faux serment. L'art. 366 du Code pénal se montre, il est vrai, très sévère à l'égard de celui qui fait un faux serment, mais la condamnation à l'emprisonnement et à l'amende qui sera prononcée contre le voyageur ne pourra aucunement servir à l'aubergiste qui ne recouvrera pas le montant de sa créance. En effet, « quel que soit le résultat de la poursuite criminelle dirigée contre l'auteur d'un faux serment en matière civile, celui qui a perdu son procès par suite du faux serment ne peut jamais revenir contre le jugement ni obtenir des dommages-intérêts contre l'accusé; la chose jugée au civil reste dans tous les cas irréfragable (1). »

Il est bien certain que si le voyageur est un indi-

(1) Cassation, 21 août 1834. — S. 1835. 1. 119.

vidu tout à fait malhonnête, il ne reculera pas devant un faux serment pour échapper au paiement d'une somme parfois assez élevée. Mais il n'en demeure pas moins vrai que la faculté laissée à l'hôtelier de déférer le serment à son débiteur est une garantie nouvelle pour lui; dans la majorité des cas, un voyageur qui opposerait la prescription ne prêterait pas un faux serment; en opposant la prescription, on use d'un droit formellement concédé par la loi, tandis qu'en faisant un faux serment, on commet un délit que la loi morale et la loi pénale s'accordent pour condamner.

L'hôtelier peut-il combattre par un autre mode de preuve la présomption de paiement sur le fondement de laquelle on lui oppose la prescription?

La jurisprudence admet généralement que le voyageur qui avoue en justice n'avoir pas payé ne peut plus opposer la prescription. Le voyageur qui refuse de prêter le serment qui lui est déféré par l'aubergiste ne peut plus opposer la prescription, parce qu'il a avoué tacitement ne pas s'être libéré de sa dette. *A fortiori* doit-on décider de même, quand il y a eu un aveu exprès du débiteur en justice. Ne voit-on pas à quel bizarre résultat on arriverait en permettant, à un individu qui vient d'avouer être toujours débiteur, d'opposer une prescription fondée sur une présomption de paiement, ou bien en laissant un créancier déférer le serment à

un débiteur qui vient de reconnaître sa dette (1).

Certains auteurs vont plus loin et admettent que si l'on reconnaît l'aveu comme mode de preuve contre la présomption de paiement, il faut admettre que cet aveu peut être provoqué par un interrogatoire sur faits et articles. Ce qui se dégage de l'art. 2275, dit-on, c'est que l'aveu de non-paiement neutralise la présomption de paiement, que cet aveu soit exprès ou tacite. On doit aller plus loin et reconnaître à l'hôtelier le droit de provoquer cet aveu, d'autant que la procédure de l'interrogatoire sur faits et articles n'est pas beaucoup plus longue ni plus compliquée que celle du serment (2).

Il nous semble que si l'on s'engage dans cette voie dangereuse, il n'y a plus aucune raison de s'arrêter, et il faut admettre contre la prescription tous les modes de preuves ordinaires. Or, la prescription a pour but de mettre fin au litige, son but sera manqué si l'on autorise toute preuve contraire.

D'après l'art. 1352, nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi, lorsque, sur le fondement de cette présomption, elle dénie l'action en justice. L'art. 2275 fait une seule exception à cette règle, et ce qui le prouve bien, c'est qu'il commence

(1) Cassation, 31 janvier 1872 (S. 1872. 1. 1872). — 30 juillet 1879 (S. 1879. 1. 457). — 28 octobre 1889 (S. 1890. 1. 8). — 31 octobre 1894 (S. 1895. 1. 29).

(2) En ce sens, Toullier, t. X, n° 54. — Duranton, t. XIII, n° 434. — Marcadé, t. VIII, p. 244.

par le mot « néanmoins »; cette exception c'est le serment déferé au débiteur, il n'y en a pas d'autre, on n'est pas en droit d'en créer. Il ne faut même pas considérer comme une preuve contraire l'aveu spontané du débiteur, car si l'on entre dans cette voie, il faudra fatalement en arriver à reconnaître au créancier le droit de provoquer cet aveu (1).

Il est moins bizarre qu'il ne le paraît de permettre au voyageur qui a avoué d'opposer la prescription. Sur cette allégation l'aubergiste déférera le serment. Si le défendeur refuse de le prêter, il confirmera tacitement son aveu et toute difficulté sera écartée. Si, au contraire, il prête le serment, il n'y a aucune raison de donner plus de valeur à l'aveu pur et simple qu'à l'affirmation solennelle faite en présence de la Divinité. La délation du serment a toujours une netteté et une précision qui coupent court à toute discussion. Au contraire, bien des controverses peuvent s'élever sur la réalité d'un aveu au cours du procès, sur son sens et sur sa portée.

Toute personne débitrice de l'aubergiste peut lui opposer la prescription de six mois; il n'y a pas à tenir compte de la qualité de marchand ou de non-marchand du débiteur.

Le tribunal de commerce de Montauban, par un jugement du 10 mars 1834, argumentant de

(1) Laurent, t. XXXII, n° 420.

l'art. 2272 du Code civil, avait décidé que les particuliers marchands ne pouvaient opposer à l'aubergiste la prescription de six mois. D'après l'art. 2272, en effet, l'action des marchands pour les marchandises qu'ils vendent *aux particuliers non marchands* se prescrit par un an; on en concluait par analogie que l'action des aubergistes qui sont des marchands ne se prescrit par six mois que pour les marchandises vendues à des particuliers non marchands; quant à l'action contre les marchands elle se prescrit par cinq ans conformément à l'art. 189 du Code de commerce.

Ce jugement fut cassé par un arrêt de la Cour de cassation du 20 juin 1838 : il avait, en effet, introduit dans l'art. 2271 une distinction que ni son esprit ni la généralité de ces termes ne permettent de faire. Lorsqu'il s'agit de « fournitures de marchandises », on conçoit que la loi ait établi une différence entre le particulier qui achète accidentellement et pour son usage personnel quelques objets d'alimentation, d'habillement ou d'ameublement et le commerçant qui par profession achète fréquemment ces mêmes objets et en quantité parfois considérable; ce dernier a souvent besoin de crédit et il était impossible de soumettre sa dette à la courte prescription qui éteint la dette des non-marchands. Cette distinction si légitime dans l'hypothèse prévue n'a plus de raison d'être lorsqu'il s'agit de la créance d'un

hôtelier. Les relations de celui-ci avec les voyageurs qui descendent chez lui ne sont pas influencées par la profession de ses clients et les commerçants ont l'habitude de régler leurs frais d'hôtellerie au comptant et de la même manière que les non-commerçants (1).

Quant aux personnes qui peuvent se voir opposer la prescription spéciale de l'art. 2271, alin. 2, ce sont les hôteliers et les traiteurs, c'est-à-dire les individus dont la profession consiste soit à loger, soit à nourrir les voyageurs, soit à leur fournir, tout à la fois, la nourriture et le logement.

Il ne faudrait pas, semble-t-il, assimiler aux hôteliers et traiteurs les débitants et cafetiers. La prescription de l'art. 2271 est spéciale, on ne doit pas l'étendre par analogie de situation. Le législateur a employé, pour désigner la nature de la créance, les mots « logement et nourriture », et il est certain qu'il y a une différence entre le débit des boissons et la fourniture des aliments. La prescription que l'on pourra opposer aux cafetiers sera celle d'un an, relative à l'action des marchands contre les particuliers non-marchands (art. 2272). En décidant ainsi, on rend, il est vrai, la condition des cafetiers meilleure que celle des aubergistes, et dans tout le cours de notre étude nous avons vu que les auber-

(1) Cassation, 20 juin 1838. — S. 1838. 1. 638.

gistes étaient plus favorisés et plus favorables que les débitants. Il y a peut être là une omission regrettable du législateur : on peut seulement souhaiter de la voir réparer; mais il faut laisser ce soin au Parlement, sans chercher à corriger par des interprétations plus ou moins justes des textes qui ne laissent place à aucune équivoque (1).

Certains auteurs distinguent suivant que les objets ont été consommés chez les débitants eux-mêmes ou au dehors; dans le premier cas, c'est la prescription de six mois qui s'applique; dans le second, c'est la prescription d'un an (2).

Cette opinion paraît très rationnelle; les débitants de boissons, semble-t-il, doivent être considérés comme traiteurs lorsqu'ils débitent sur place, au contraire, s'ils vendent des boissons à consommer au dehors, ils sont plutôt des marchands. Mais cette théorie a un grave défaut, c'est de ne trouver aucun fondement dans la loi; la rédaction de l'art. 2271 prouve que la distinction proposée n'a même pas dû se présenter à l'idée du législateur.

A quel moment la prescription de l'action des hôteliers commence-t-elle à courir? En principe, le point de départ d'une prescription est le moment où le créancier peut agir. Or, il est constant que l'hô-

(1) Laurent, t. XXXII, n° 506. — Baudry et Tissier, *de la Prescription*, n° 715.

(2) Merlin, *Répertoire* v° « Prescription », section II, § 1^{er}, n° 1. — Aubry et Rau, t. VIII, p. 445.

telier pourrait réclamer le paiement de chaque fourniture au moment même où il la fait. Ce moment fixe donc pour chacune le point de départ de la prescription, et c'est, en effet, le principe que suivait notre ancien droit. La même solution doit prévaloir sous le Code civil et, comme le faisait aussi notre ancienne législation, on doit encore décider que la prescription a lieu quoiqu'il y ait eu continuation de fournitures (art. 2274). Supposons donc une première fourniture faite le 1^{er} janvier, une autre le 15 janvier, l'action de l'hôtelier en raison de la première fourniture sera prescrite le 1^{er} juillet.

Toutefois, s'il y a eu entre les parties une convention de paiement à époque fixe, la prescription ne courra qu'à compter du moment fixé pour le paiement (art. 2257, alin. 4). Ce principe n'entrave en aucune façon la règle d'après laquelle les fournitures n'interrompent pas la prescription; celle-ci, en effet, ne peut naître qu'avec le droit d'agir, et dans l'hypothèse l'hôtelier ne peut réclamer son paiement avant le terme convenu. La même décision semble s'imposer lorsque la convention est tacite. Ainsi, un pensionnaire qui loue une chambre dans un hôtel où, d'après le règlement, les pensionnaires ont le droit de ne payer les frais d'hôtellerie qu'à l'expiration de chaque mois, ne pourra opposer à l'aubergiste la prescription que six mois après l'époque fixée pour chaque paiement.

Le débiteur, qui n'eût certainement pas manqué d'invoquer contre l'aubergiste le bénéfice du terme s'il eût été poursuivi, ne peut évidemment reprocher à celui-ci d'avoir observé la clause tacite implicitement insérée dans le contrat d'hôtellerie. L'hôtelier par suite de cette clause tacite ne pourrait réclamer aux pensionnaires le paiement de ses fournitures avant l'époque fixée; la prescription ne peut évidemment courir contre lui qu'à compter de cette époque (1).

De ce qu'on vient de dire, il résulte que la prescription de six mois s'applique sans distinguer si les fournitures ont eu lieu au jour, au mois ou à l'année. On ne pourrait argumenter en sens contraire de l'art. 2277 du Code civil d'après lequel tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts se prescrit par cinq ans; l'art. 2277 et l'art. 2271 sont, en effet, deux exceptions spéciales aux prescriptions ordinaires, elles doivent s'appliquer chacune séparément et il ne faut pas fondre en une seule deux dispositions qui n'ont entre elles aucune relation et que la loi a séparées à dessein.

La prescription qui n'est pas interrompue par la continuation des fournitures ne l'est pas davantage par le fait que l'hôtelier et le consommateur

(1) En ce sens, Baudry et Tissier, *op. cit.*, n° 753. — *Contrà* : Laurent XXXII, n° 527.

seraient en compte courant. Elle le serait au contraire par tout acte dans lequel le débiteur reconnaîtrait l'existence de sa dette. En principe, cette reconnaissance ne devrait avoir qu'un effet interruptif et elle devrait être le point de départ d'une nouvelle prescription ayant même durée que celle qu'elle a interrompue. Reconnaître une dette n'en modifie pas le caractère ni n'en change la cause juridique.

Pourtant, en pratique, il en sera rarement ainsi. Le plus souvent l'acte de reconnaissance sera conçu en termes tels, qu'il aura pour effet non pas seulement d'interrompre la prescription en cours, mais d'opérer une véritable novation dans le titre de créance. Aussi la plupart des auteurs décident-ils que dans le cas d'arrêté de compte, de cédule ou d'obligation, c'est-à-dire de tout acte écrit authentique ou sous-seing privé portant reconnaissance de la dette, la prescription trentenaire pourra seule à l'avenir être invoquée par le débiteur. Cette solution satisfaisante au point de vue juridique ne présente pas d'inconvénients en pratique. La prescription de six mois est fondée sur une présomption de paiement dans un bref délai, mais dès le moment que les parties ont rédigé un écrit, que le débiteur a reconnu sa dette, il est certain que celui-ci se fera délivrer une quittance en payant et il n'y a plus à craindre qu'il ne paye deux fois.

L'art. 2274 dit que la prescription cesse de courir

quand il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation, ou citation en justice non périmée. Faut-il mettre la citation en justice sur le même rang que les autres actes interruptifs et décider que la nouvelle prescription sera la prescription de trente ans?

Certains auteurs ne le pensent pas; d'après eux la prescription qui courra après l'interruption sera toujours la prescription de six mois. « Certes, quand il est intervenu un jugement, dit M. Colmet de Santerre, il existe entre le débiteur et le créancier un titre qui vaut bien un acte notarié, et la présomption de paiement sans quittance n'est guère admissible. Mais la citation en justice seule n'est pas un titre, le débiteur peut en fait l'avoir ignorée ou oubliée, parce qu'il n'a pas joué le rôle actif dans cet acte, dès lors il serait dangereux de l'assimiler à une reconnaissance (1). »

On pense plus généralement qu'il faut, comme dans le cas précédent, substituer la prescription trentenaire à la prescription de six mois. L'art. 2274 mentionne la citation en justice non périmée à la suite de l'arrêté de compte et de la cédule, et semble par là même attribuer à tous des effets identiques. On fait remarquer de plus que « la citation en justice suffit à elle seule pour écarter toute présomption de paiement non constaté par une quittance (2) ».

(1) Colmet de Santerre, *Droit civil*, t. VIII, n° 382 bis.

(2) Baudry et Tissier, *Prescription*, n° 756.

CHAPITRE VIII

DE LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE CONTESTATIONS ENTRE VOYAGEURS ET HÔTELIERS

Les contestations qui peuvent s'élever entre aubergistes et voyageurs sont nombreuses et variées. Elles portent soit sur le prix de la location et de la nourriture, soit sur la durée du séjour, soit sur le nombre des repas, soit enfin sur la perte ou avarie des effets déposés. Dans toutes ces hypothèses, une justice prompte et simple est indispensable. Le voyageur est obligé de partir, il ne veut pas payer la somme qui lui est réclamée par l'hôtelier, il faut que le différend soit tranché sans retard. C'est pour arriver à ce résultat pratique que la loi du 25 mai 1838 a rendu compétents les juges de paix « sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs et à charge d'appel jusqu'à 1500 francs sur les contestations entre hôteliers, aubergistes, ou logeurs et les voyageurs ou locataires en garnis ». (Art. 2.)

On s'est demandé si cette compétence des juges

de paix était forcée ou simplement facultative et si pour une contestation dont le taux est inférieur à 1500 francs, la demande pourrait être portée indifféremment devant le tribunal de paix ou devant les tribunaux ordinaires. La question ne peut se poser que si le défendeur est commerçant, c'est-à-dire si l'action est intentée par le voyageur contre l'hôtelier. Dans cette hypothèse, le voyageur peut-il assigner l'aubergiste à son choix devant le juge de paix ou devant le tribunal de commerce?

Certains auteurs, faisant l'application du principe en vertu duquel lorsqu'un acte est commercial vis-à-vis de l'une des parties seulement, celle à l'égard de laquelle l'acte n'est pas commercial, a le droit d'assigner l'autre, soit devant le tribunal civil, soit devant le tribunal de commerce, donnent au voyageur la faculté d'intenter son action à son choix devant les tribunaux de commerce ou devant les tribunaux de paix (1).

D'après une autre théorie, le juge de paix seul est compétent. « Le législateur, dit M. Curasson, ne s'est pas occupé de savoir s'il touchait ou non à la juridiction consulaire; il a voulu, abstraction faite de toute autre considération, attribuer à des relations passagères une justice prompte et locale, un juge unique, rapproché des parties, devant lequel on peut

(1) En ce sens, Rodière, *Cours de compétence et de procédure en matière civile*, t. 1^{er}, p. 42. — Paris, 26 décembre 1838 (P. 1839. 1. 58).

se présenter facilement et sans formalités. Il n'a pas eu la pensée d'établir concurrence entre les tribunaux différents ni de limiter dans aucun cas la compétence des juges de paix; s'agissant de tribunaux d'exception, ce qui est donné à l'un est enlevé implicitement à l'autre (1). »

Le premier système semble s'accorder davantage avec des principes certains en matière de compétence. En outre, il n'est pas aussi contraire qu'on veut bien le dire à l'idée du législateur; la loi de 1838, en donnant aux juges de paix la compétence pour juger les procès entre aubergistes et voyageurs, a enlevé, il est vrai, la connaissance de ces différends à certains tribunaux, mais ce n'est pas aux tribunaux de commerce, c'est aux tribunaux civils ordinaires. Elle a voulu créer une procédure prompte et locale en substituant la compétence des juges de paix à celle des tribunaux d'arrondissement, mais rien ne prouve qu'elle ait voulu enlever aux tribunaux de commerce la compétence qui leur appartient. Au-dessus de 1500 fr., les tribunaux ordinaires redeviennent compétents, et il faut alors rendre aux tribunaux de commerce leur compétence; d'après la théorie que nous combattons, le voyageur pourrait actionner l'hôtelier devant la juridiction consulaire si le taux de la

(1) En ce sens, Carré, t. I^{er}, n^o 176.

demande est supérieur à 1500 francs, mais non pas s'il est inférieur à cette somme. Rien ne prouve que telle ait été l'idée du législateur. « L'art. 2, disent MM. Lyon-Caen et Renault, signifie simplement que, si le voyageur est défendeur, ou si étant demandeur il opte pour la juridiction civile, l'action devra être portée jusqu'à 1500 francs devant le juge de paix et non devant le tribunal civil (1). »

La compétence des juges de paix cesse non seulement quand la demande est supérieure à 1500 fr., mais encore lorsqu'elle est indéterminée.

Doit-on encore appliquer l'art. 2 de la loi de 1838 lorsque les fournitures faites par l'aubergiste ont un caractère commercial, ou bien faut-il donner une compétence exclusive aux tribunaux de commerce pour juger les contestations qui s'élèvent relativement à ces fournitures?

Certaines décisions de jurisprudence déclarent que le juge de paix est toujours compétent. Il a été jugé notamment que le tribunal de commerce serait incompétent pour connaître de l'action intentée par un aubergiste contre un commerçant en paiement de fournitures par lui faites à des ouvriers à l'occasion de travaux se rapportant à son industrie (2).

(1) Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, t. II, n° 3185.

(2) Chambéry, 14 juillet 1866. — S. 1867. 2. 149. — Tribunal de paix de Villefranche, 30 avril 1864. — D. 1871. 5. 86. — Poitiers, 1^{er} mars 1844. — P. 1844. 2. 187.

Malgré quelques décisions en ce sens, la jurisprudence la plus usuelle admet la compétence exclusive des tribunaux de commerce. « Lorsqu'un manufacturier, dit M. Pardessus, achète des machines pour le service de sa manufacture, ses engagements envers le fabricant qui les a construites pour lui sont commerciaux. A plus forte raison doit-on comprendre dans cette classe les obligations qu'un voiturier, un entrepreneur de transports, contracteraient envers l'aubergiste pour la nourriture de ses domestiques et celle de ses chevaux employés aux transports qui constituent son entreprise (1). »

L'art. 631 du Code de commerce attribue aux tribunaux de commerce la connaissance de toutes les affaires commerciales, et l'art. 2 de la loi du 25 mai 1838 ne comporte aucune exception à cette règle de compétence (2).

(1) *Droit commercial*, n° 51.

(2) Caen, 25 mars 1846. — D. 1847. 5. 81. — Cassation, 29 nov. 1842. S. 1843. 1. 86. — Lyon, 21 août 1858. — D. 1859. 2. 80.

TROISIÈME PARTIE

APERÇU DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Nous venons de voir dans le cours de notre étude quelle est la situation de l'aubergiste dans la législation française. Il est indispensable, pour rendre ce travail complet, de donner un aperçu des dispositions législatives étrangères.

Bien que notre intention soit d'étudier les réglementations générales auxquelles sont assujettis les aubergistes, on nous permettra d'insister plus spécialement sur celles qui sont relatives au débit des boissons.

Nous avons déjà signalé précédemment les dangers de la législation qui régit en France les cabarets et montré les périls que fait naître la liberté au commerce des boissons alcooliques, MM. Siegfried et Béranger ont récemment cherché à combattre ce fléau en réduisant le nombre excessif

des cafés en France, mais contre le vote de cette proposition bien des forces sont coalisées. Pourtant il semble que ce vote serait moins difficile à obtenir si le sentiment public, dans notre pays, ne professait pas des idées si souvent erronées sur la véritable signification de la liberté du commerce. Aussi est-il particulièrement intéressant de se mettre au courant des nombreuses lois promulguées en cette matière à l'étranger. On verra que dans les pays qui, comme l'Angleterre et les Etats-Unis, se vantent à juste titre de respecter intégralement la liberté humaine, le nombre des cabarets est limité, et le débit des boissons spiritueuses réglementé d'une façon sévère.

Nous diviserons notre étude en deux sections : l'une aura trait au droit public, l'autre au droit privé.

SECTION PREMIÈRE : DROIT PUBLIC

I. — ÉTATS SCANDINAVES.

§ 1^{er}. — *Suède.*

Les seules dispositions intéressantes en Suède sont celles concernant les débits de boissons.

Dans la première partie de ce siècle, le commerce de l'alcool était libre, et chacun pouvait, moyennant une redevance minime, fabriquer de l'alcool et le vendre au détail.

Malgré les protestations qui s'élevèrent devant les résultats fâcheux de ce système, la Diète fut hostile jusqu'en 1854 au mouvement de tempérance.

A cette époque, grâce à l'appui d'Oscar I^{er}, le « local veto », c'est-à dire le droit de restreindre le nombre des licences ou même d'en refuser la concession, fut accordé aux municipalités.

Les districts ruraux adoptèrent vite ce régime de prohibition, et l'on put bientôt parcourir des pro-

vinces sans découvrir de débits de boissons. Dans les villes, malheureusement, il n'en fut pas de même; on ne fit pas usage du droit de veto, et l'on vit affluer les habitants des campagnes en quête de cabarets.

En 1862, le docteur Wieselgren, habitant de Gothenbourg, présenta à la municipalité une pétition réclamant la fermeture des débits de boissons les dimanches. Mais cette pétition n'eut pas de suite.

En 1864, une nouvelle proposition fut faite : un comité fut nommé pour examiner les excès de l'ivrognerie, et il procéda à une enquête dont les conclusions tendaient à la création d'une société dépositaire de toutes les licences, et n'agissant que pour le bien public.

Après de longs débats, un certain nombre d'habitants de Gothenbourg reçurent l'autorisation de créer une société qui débuta en 1865. Cette société consentit à ne percevoir que le taux légal d'intérêts sur le capital versé, et de fait jamais aucun capital ne fut versé par les actionnaires. Le capital utilisé se réduisit à un emprunt de 1,100 livres, qui fut remboursé dans les quinze jours.

En 1871, le parti de la liberté sembla triompher à nouveau, mais une commission ayant interrogé les gouverneurs de provinces sur les résultats acquis par les compagnies fermières d'alcool, le résultat

fut satisfaisant et la Diète de 1885 promulgua une loi sur les spiritueux basée sur celle de 1855.

En Suède, à l'époque actuelle, c'est aux municipalités qu'est accordé le droit de fixer le nombre et l'emplacement des débits de boissons, et de concéder des licences qui valent pour trois ans.

Ces licences sont accordées soit à des particuliers, soit à des sociétés appelées « Samlags ou Bolags » et qui vendent des boissons épurées. Tout bénéfice excédant 5 pour 100 du capital versé doit être consacré à la création ou à l'entretien d'œuvres humanitaires.

Les gérants des débits de boissons dont l'exploitation a été concédée à ces sociétés de tempérance, ne sont nullement intéressés à la plus ou moins grande consommation qui se fait dans leurs établissements; ils touchent un salaire fixe, et n'ont par suite pas de prime sur le débit de l'alcool.

Ajoutons que le caractère volontairement fruste de l'aménagement ne contribue pas à attirer le public que décourage encore la sévérité des règlements : défense de fumer, de parler haut, et même de s'asseoir pour consommer.

Les débits sont fermés à huit heures du soir dans les campagnes, et à dix heures dans les villes. En outre, les dimanches et jours de fête, le débit ne doit être à la disposition que des personnes qui prennent part aux repas et au moment des repas seulement.

C'est au gouverneur qu'il appartient de prolonger ce temps, après avis du magistrat ou du conseil d'hôtel de ville.

La commission des licences fixe chaque année la quantité de spiritueux qui peut être attribuée aux débits et exige le versement anticipé de la taxe y afférente.

Enfin, la loi veille à l'emplacement des cabarets, à leurs dimensions, leur ventilation, leur bonne tenue. Une commission les visite avant leur ouverture (1).

Voici quelques-unes des dispositions de l'ordonnance royale du 24 mai 1895 qui détermine les modes de concession des débits de boissons :

Le débit des boissons ne peut être accordé qu'à des personnes de bonne réputation, sachant lire et compter, non interdites et capables d'exercer leur commerce convenablement.

Tous les ans, le magistrat de la ville, après avoir entendu les conseillers municipaux, fait connaître au gouverneur dans quelle mesure le droit de débiter des boissons peut être conféré à de nouvelles personnes, pour trois ans au plus. Le gouverneur alors décide, mais il ne peut donner l'autorisation contre l'avis des conseillers municipaux ou du conseil de l'hôtel de ville.

Les concessions autorisées sont rendues publiques

(1) Pease, *Législation sur les boissons*. — Grosseteste Thierry, *Réforme des licences en Suède*.

avant la fin de juillet par le magistrat, au moyen de publications, et mises aux enchères pour une période de trois ans au plus. C'est le gouverneur qui décide en dernier ressort.

Lorsque la concession, au lieu d'être faite à des particuliers, est faite à une société, il n'y a pas de mise aux enchères. Le magistrat demande à cette société une offre écrite. Cette offre est examinée par le magistrat en même temps que les statuts de la société, et le gouverneur, après avis du conseil municipal, accorde ou rejette la demande (1).

§ 2. — *Norwège.*

On peut fixer diverses étapes dans le régime des boissons en Norwège :

La loi de 1840, qui réduit progressivement le nombre des distilleries et établit un impôt de 2 couronnes 40 par litres d'alcool pur.

La loi de 1845, d'après laquelle les personnes reconnues dignes par les conseillers municipaux peuvent seules vendre des eaux de vie.

La loi de 1871 qui autorise les conseils municipaux à accorder les licences de vente à des sociétés de bienfaisance.

A compter de cette époque, le débit des boissons

(1) *Ann. législation étrangère*, 1895, p. 579.

alcooliques devient pour ainsi dire le monopole de ces sociétés ou *Samlags*. En effet, les licences étant mises aux enchères, des sociétés, dans 51 villes sur 54 offrent le prix le plus élevé et deviennent concessionnaires des débits.

En 1894, un nouveau pas est fait, et la loi du 24 juillet substitue les *samlags* partout où les marchands ordinaires existaient encore. La prohibition absolue de la vente de l'alcool peut même être décidée par un plébiscite où les femmes ont voix égale aux hommes.

Dans les villes et bourgs ayant une administration communale distincte, porte l'art. 5 de cette loi, le commerce des spiritueux par fractions moindres de 250 litres et la vente des spiritueux au débit ne pourra être exercée que par des associations dont les statuts auraient été approuvés par l'administration communale du lieu et sanctionnés par le roi.

L'administration communale pourra, en conformité d'un règlement sanctionné par le roi, accorder à l'association un certain nombre de licences pour la vente au détail des spiritueux, licences dont l'usage pourra être transmis par l'autorité communale, soit à des commerçants ayant droit de bourgeoisie pour une année, soit à des maîtres d'hôtel ou restaurateurs (1).

(1) *Ann. législation étrangère*, 1894, p. 755.

Enfin, en 1893, une nouvelle loi déclare que tous les cabarets particuliers devront fermer à la mort de leur possesseur actuel.

Cette même loi porte que des débits doivent être fermés les veilles des fêtes et des dimanches si la majorité des habitants le demande. Les autres jours, ils ne peuvent ouvrir qu'à huit heures et toute vente peut être interdite pendant les kermesses et les foires. Enfin, le commerce en détail ne peut avoir lieu que pour un litre au maximum et un tiers de litre au minimum.

II. — ETATS-UNIS.

Il existe aux Etats-Unis une infinie variété de lois sur la matière. Il y a, en effet, autant de lois que d'Etats, et chaque Etat vote une nouvelle loi en moyenne tous les deux ans. En outre, certaines villes ou certaines circonscriptions ont leurs lois spéciales. Pour donner une idée de cette multiplicité de dispositions législatives, il suffira de dire qu'en 1890, soixante lois furent votées par l'État de Kentnicky, conférant sur la question qui nous intéresse des pouvoirs spéciaux aux autorités locales.

Les divers systèmes en vigueur aux Etats-Unis pour combattre l'alcoolisme peuvent se réduire à cinq :

1° La prohibition de la vente des alcools « total

prohibition » qui est en vigueur dans l'Etat de Maine, de Kansas, de Nord et Sud Dakota, de New-Hampshire. Il est défendu aux cabaretiers de débiter des boissons alcooliques. La vente des alcools n'est permise qu'aux pharmaciens sur ordonnance de médecin.

Ce système a eu un sort différent dans les Etats où il avait été mis en vigueur. Dans le Maine, par exemple, il existe depuis quarante ans, et ses effets ont été excellents; la consommation de l'alcool a fortement diminué. Au contraire dans onze Etats où le régime de la prohibition avait d'abord été adopté, on est revenu à une législation plus libérale.

2° Le système de l'amende qui existe dans l'Iowa. En fait, la loi fut souvent violée et un prohibitionniste ardent qui avait essayé de la faire respecter fut assassiné publiquement dans la rue, en 1890.

En 1893 et 1894, la loi se trouvant de plus en plus violée, certaines villes créèrent une taxe de 200 dollars sur la vente des boissons alcooliques. Cette vente est prohibée, mais on peut la violer moyennant le paiement d'une taxe. Étrange système!

3° Dans onze Etats existe la « local option », c'est-à-dire le droit pour les citoyens d'une circonscription de décider par vote si des licences seront ou non accordées (1).

(1) Pease, *op. cit.*

Une loi du 20 avril 1897 crée dans l'État de New-York le système de l'option locale. Voici les dispositions les plus intéressantes de cette loi (1) :

Afin de connaître la volonté des électeurs on remet à chacun d'eux un bulletin contenant les questions suivantes :

Y a-t-il lieu d'autoriser la vente des boissons fermentées à consommer sur place?

La vente des boissons fermentées ne devant pas être consommées sur place sera-t-elle autorisée?

Y a-t-il lieu d'autoriser la vente des dites boissons chez les pharmaciens sans ordonnance?

Y a-t-il lieu d'autoriser la vente de ces boissons par les hôteliers?

La simple majorité des voix suffit. Au bout de deux ans les questions sont à nouveau posées si un dixième des électeurs la demande.

La loi énumère, en outre, les conditions que doivent remplir les débitants pour exercer leur commerce. Voici les plus intéressantes :

Si l'entrée d'un débit est distante de moins de 200 pieds en ligne droite d'une maison consacrée à l'habitation, le débitant doit rapporter le consentement des $\frac{2}{3}$ des personnes habitant dans ce rayon.

Chaque débitant doit garantir la bonne tenue de

(1) *Ann. législation étrangère*, 1897, p. 908.

son établissement et fournir à cet effet deux cautions solvables.

La vente des boissons fermentées est interdite dans les locaux où sont vendus des effets d'habillement, des articles d'épicerie ou des provisions alimentaires.

Le débitant peut recevoir défense écrite de vendre des boissons alcooliques à une personne déterminée. Cette défense peut être signalée par le père, la mère, le mari, la femme et l'enfant âgé de plus de dix-huit ans de la personne visée, enfin par le juge ou le protecteur des pauvres. La défense émanant de ces deux fonctionnaires n'est valable que si elle concerne un individu qui est à la charge de la commune.

La vente est prohibée les dimanches, les jours de fête, d'élection ou de foire.

Enfin, l'art. 32 de la loi exclut toute action judiciaire à raison du paiement des dettes contractées pour achat de boissons consommées sur place.

Ajoutons que le délit d'ivrognerie est puni de 3 à 10 dollars d'amende et six mois au plus d'emprisonnement.

4^o La taxe sur les débits de liqueurs « high lisenze » prévaut en Pensylvanie et dans plusieurs autres Etats. Dans certains endroits, il coexiste avec l'option locale.

La licence varie suivant les États : en Colombie,

elle est de 520 livres par an; à Boston, de 300 livres. En moyenne, elle varie de 100 à 200 livres.

A côté de ce chiffre moyen, on trouve des chiffres tout à fait élevés. Dans la ville de Shiloh (Caroline du Sud), aucune licence de liqueurs ne peut être accordée pour moins de 4000 livres. En Géorgie, et dans quelques comtés, la taxe monte jusqu'à 2000 livres par an. A Chicago, la licence a été élevée de 260 à 2500 livres.

5° Enfin, dans la Caroline du Sud, l'Etat vend lui-même les spiritueux. Le fonctionnaire préposé ne vend que sur certificat attestant l'âge du consommateur, sa résidence, et la quantité d'alcool demandée. Le client, s'il n'est pas connu du fonctionnaire, doit fournir un témoin garantissant qu'il n'est ni mineur, ni ivrogne.

Enfin, il est défendu de consommer sur place.

Cette loi qui peut paraître excessive a été déclarée inconstitutionnelle dans plusieurs de ses parties (1).

III. — ANGLETERRE.

La législation restrictive des débits de boissons existe depuis fort longtemps en Angleterre. Déjà,

(1) A côté de ces divers systèmes, on trouve certaines dispositions contre les débitants de boissons :

Dans le Rhode Island, il est défendu à un débitant de vendre des

en 958, le roi Edgard prohibait tous débits de boissons et n'en tolérait qu'un seul par village.

Mais ce fut Edouard IV qui, en 1552, établit le système des licences qui existe encore aujourd'hui en Angleterre : « Attendu, disait le préambule de cette loi, que des maux intolérables et que des atteintes à la prospérité de ce royaume augmentent chaque jour et s'accroissent au moyen des excès et désordres qui se produisent dans les débits de bière et autres débits de boissons ».

Les licences sont délivrées gratuitement par les juges de paix. Ceux-ci peuvent se refuser à les renouveler l'année suivante, au cas où il semblerait que le débit est devenu nuisible ou simplement inutile. Le nombre des licences tend à diminuer. En 1882, il en fut délivré 173,795; en 1897, il n'en était plus délivré que 169,000.

A Londres, le nombre des débits qui était, en 1861, de 18,200 n'était plus que de 15,000 en 1891.

Si les licences sont gratuites, les débitants doivent néanmoins payer à la régie une taxe qui varie de 5 schellings pour un simple débit de bière à 60 livres pour une licence complète pour un débit dont le loyer représente 700 livres par an.

spiritueux à une femme sous peine d'amende et d'un emprisonnement d'au moins trois mois.

Plusieurs lois rendent le cabaretier responsable du dommage et de la mort causés par l'ivrognerie due au liquide qu'il a vendu.

En fait, les licences sont accordées le plus généralement à des sociétés anonymes qui placent à la tête des débits des gérants qui, aux yeux du public, sont les véritables concessionnaires. Il existe, en Angleterre, près de trois cents sociétés de ce genre ayant chacune un capital de 100,000 livres à 6,000,000 de livres. La plus grande partie de ce capital consiste en maisons qui sont la propriété de ces sociétés ou qui leur sont données à loyer. En moyenne, il existe quatre établissements concédés à des sociétés contre un à des particuliers (1).

On a essayé d'établir en Angleterre le local veto, c'est-à-dire le droit pour les autorités du lieu de prohiber la vente de l'alcool, et la prohibition totale que nous avons déjà vue exister aux États-Unis; mais d'unanimes protestations manifestées par voie de pétitions se sont élevées contre ces deux systèmes.

IV. — BELGIQUE.

Il existe peu de dispositions législatives sur la matière en Belgique. Une loi du 16 août 1887, punit d'une amende de 5 à 25 francs les débitants qui, dans l'exercice de leur commerce, servent des boissons enivrantes à des personnes manifestement ivres ou à des mineurs de moins de seize ans.

(1) Pease, *op. cit.*

Une loi de 1889 établit le système des licences et défend de payer les salaires au cabaret et de cumuler la vente des liqueurs avec d'autres commerces. Nous avons déjà rencontré cette dernière prohibition dans plusieurs législations et elle fait partie du projet de loi déposé au Sénat par MM. Siegfried et Béranger. Quant à la défense de payer les salaires au cabaret, elle devrait être la règle dans une sage législation. L'ouvrier à qui l'on paye le fruit de son travail dans un débit de boissons, dépense une partie de sa paye à boire, et au mal déjà grand de l'alcoolisme s'en joint un autre, le manque de ressources dans la famille de l'ouvrier qui ne s'est peut-être laissé aller à dépenser son argent que parce que l'occasion s'est présentée à lui ou même parce qu'il y a été invité par son patron qui est lui-même débitant (1).

Deux projets de loi ont été récemment déposés, l'un au Sénat belge, l'autre à la chambre des représentants.

Le premier, déposé le 8 novembre 1898, par M. Lejeune, a pour but de combattre l'alcoolisme en supprimant les moyens de se livrer à l'alcool.

(1) M. Biville, dans une intéressante conférence faite au Havre, il y a peu de temps, expliquait qu'à Caen, où certains journaliers touchent leur salaire en jetons, les ouvriers étaient obligés de venir échanger leurs jetons contre de l'argent chez leur patron qui était en même temps débitant de boissons. De là, une honteuse spéculation : le tâcheron n'embauche que des hommes décidés à lui laisser la majeure partie de leur salaire.

M. Lejeune propose :

La défense absolue de vendre de l'absinthe ou des boissons contenant plus de 18 0/0 d'alcool.

Cependant le débit des boissons alcooliques distillées peut être toléré dans les cafés, estaminets et cabarets qui y auraient été autorisés par la députation permanente du Conseil provincial. Ces établissements doivent être munis d'un écriteau portant « débit d'alcool ».

Le gouvernement réglemente la police des cafés.

Il est défendu de vendre par quantité de 5 litres ou davantage les boissons alcooliques distillées, les liqueurs à base d'alcool ou les boissons fermentées contenant plus de 18 0/0 d'alcool. L'autorité peut, néanmoins, accorder des dispenses dans des proportions restreintes.

Un autre projet de loi, déposé à la chambre des représentants le 25 juillet 1899, donne à l'État le monopole de la fabrication des boissons alcooliques (1).

V. — PAYS-BAS.

Une loi du 16 avril 1885 abroge la loi du 26 juin 1881, laquelle défendait de cumuler un débit de boissons avec l'exercice d'autres commerces.

Cette nouvelle loi crée une situation spéciale :

(1) Merzbach, *Mesures législatives et alcoolisme*.

toute personne tenant un commerce quelconque peut vendre des boissons fortes, à condition que la vente se fasse dans des bouteilles, litres ou cruches fermées. En outre, la consommation sur place est interdite dans ces établissements de commerce.

VI. — RUSSIE.

Un nouveau système qui règne aujourd'hui dans presque toutes les provinces de l'Empire s'est substitué en Russie au système de accise ou impôt : c'est le monopole.

Le monopole a été institué par un avis du Conseil de l'Empire approuvé par Sa Majesté l'Empereur, le 6 juin 1894 (1). Il n'a d'abord fonctionné que dans quatre provinces : Orembourg, Oufa, Perm et Samara. En le créant, l'État poursuivait un double but : sauvegarder la santé publique en luttant contre l'ivrognerie, et augmenter les revenus du gouvernement.

Les résultats furent satisfaisants. En 1895, un nouvel avis du conseil d'Empire décrétait la mise en activité du monopole dans de nouvelles provinces (2). Voici la progression suivie :

A partir du 1^{er} juillet 1898, le monopole doit être

(1) *Ann. législation étrangère*, 1894, p. 797.

(2) *Ann. législation étrangère*, 1895, p. 672.

en vigueur dans les provinces de Bessarabie, Yekatinoskow, Kiew, Podolie, Poltava, Tauride et Volkynie.

A partir du 1^{er} juillet 1897, dans les provinces de Grodno, Kouwno, Mohilew, Smolensk, Volna, Vitepsk, Courlande, Esthonie et Livonie.

A partir du 1^{er} juillet 1898, dans les provinces de Virogène, Kursk, Stavropol, de la mer Noire, et dans le territoire du Don.

A partir du 1^{er} juillet 1901, dans les provinces d'Arkhangel, Volagda, Viatka, Kazan, Simbirst, Saratof et Astrakan, dans les territoires de l'Oural et de Fougai.

A partir du 1^{er} juillet 1902, dans les provinces de Vladimir, Kalouga, Kostroma, Moscou, Nijdi-Novgorod, Orel, Reazan, Tambof, Iver, Toula et Yaroslaw.

Dans quelques années, la Russie d'Europe sera, par suite, tout entière soumise au nouveau régime.

Voici en quelques mots la nouvelle législation russe :

Le monopole porte non pas sur la fabrication de l'alcool qui est laissée aux particuliers, mais sur la vente des boissons alcooliques. Celle-ci a lieu soit dans des établissements de l'État, soit dans des établissements privés, chargés par l'État de la vente.

En principe, le débit de l'alcool et des boissons alcooliques n'est permis que pour les boissons à emporter ; on ne consomme pas sur place. Et

l'alcool est livré dans des récipients cachetés ou plombés.

Cependant dans les établissements de traiteurs où la vente de l'alcool est autorisée, ces boissons peuvent être consommées sur place, mais la vente doit toujours se faire en récipients cachetés et aux prix fixés, et ces récipients ne peuvent être d'une contenance inférieure à un centième de *védro*.

La liberté est même plus grande dans les villes où les boissons alcooliques peuvent être vendues pour être consommées sur place, *en mesures et à prix libres* dans les établissements de traiteurs autorisés à cet effet par le gérant des accises, après entente avec le gouverneur. Mais dans cette hypothèse les traiteurs ne doivent avoir chez eux, en récipients non cachetés, plus d'un *védro* d'eau-de-vie.

Les prix maximum et minimum de l'alcool vendu et des boissons à base d'alcool débitées par les cafetiers ou traiteurs sont fixés par voie législative. Entre ces deux limites, les prix sont fixés par le ministre des finances et portés à la connaissance du public par le Sénat dirigeant.

En 1895, on reconnut officiellement à ce système deux inconvénients.

D'abord, le droit confié aux autorités de permettre la vente des boissons spiritueuses dans les débits de bière et de vins et dans les restaurants avait

donné lieu à des abus. Un avis du Conseil de l'Empire prescrivit à ces autorités de ne concéder ce droit que dans de très faibles proportions.

En second, lieu on constata que, la consommation de l'alcool étant interdite dans les débits de l'Etat, les consommateurs s'enivraient sur la voie publique. Le remède à ces inconvénients, dit un avis du Conseil de l'Empire, se trouve dans l'existence des sociétés de tempérance qui devront, par tous les moyens possibles, détourner les sujets de l'Empire de la consommation des boissons alcooliques (1).

Un fait assez curieux et qui montre bien le désir du gouvernement de combattre l'ivrognerie, s'est produit l'année dernière en Russie.

Dans le courant de 1899, le gouvernement russe supprima 25,000 débits d'alcool et les remplaça par

(1) Les curatelles ou sociétés de tempérance furent créées par un avis du conseil de l'Empire du 20 décembre 1894. Leur but est de veiller à ce que la vente des boissons se fasse conformément aux règles, de répandre dans le peuple la notion du danger des spiritueux et de rechercher les moyens d'éloigner les travailleurs des débits de boissons en leur ouvrant des débits de thé, des cabinets de lecture, etc.

Les curatelles de tempérance ouvrent, en outre, des asiles pour traiter les alcooliques et prêtent leur concours aux institutions particulières ayant pour but la tempérance.

L'Etat leur alloue des subventions, et les affaires sont gérées par des comités provinciaux et de district.

Enfin, les membres des curatelles portent des insignes spéciaux.

Un avis du conseil de l'Empire du 2 mai 1895 constate les bons effets des curatelles de tempérance. Dans la première année, elles ont recruté 3400 membres et créé 120 débits de thé, dont 26 avec salle de lecture.

5000 établissements sous le contrôle de l'Etat, répartis à distance égale dans les villes.

Ces établissements sont dirigés par des jeunes filles assistées d'un garçon de peine. L'alcool est délivré en petits flacons, et chaque consommateur ne peut acheter qu'un seul flacon.

L'industrie des traiteurs-logeurs ou non logeurs est réglementée par un avis du Conseil de l'Empire, approuvé le 8 juin 1893. En voici les principales dispositions (1) :

Le prix des aliments et de la location de la chambre doit être indiqué sur un tableau affiché dans l'auberge.

Les jeux non interdits par la loi sont permis avec l'autorisation du gouverneur dans les établissements de traiteurs.

Chaque établissement de traiteur doit avoir son enseigne.

Les auberges doivent être aménagées de façon à pouvoir loger et nourrir les voyageurs et avoir des locaux abrités pour les chevaux.

Enfin, le nombre des établissements de traiteurs n'est pas limité et ils peuvent être tenus par toute personne ayant droit de faire le commerce et l'industrie. Toutefois, l'autorisation du conseil municipal est nécessaire pour pouvoir ouvrir une auberge,

(1) *Ann. Législation étrangère*, 1893, p. 639.

et les établissements de traiteurs sont frappés d'une taxe spéciale au profit de la ville.

VII. — SUISSE.

La Constitution Fédérale du 27 mai 1874 avait proclamé la liberté du commerce des boissons alcooliques. Mais les inconvénients de ce système se firent vite sentir et les pétitions adressées de toutes parts eurent pour résultat la révision des art. 31 et 32. Une loi du 25 octobre 1882 rendit aux cantons la faculté de restreindre le commerce des boissons et donna à la Confédération la faculté de réglementer l'industrie de la distillation.

Le 23 décembre 1886, une loi organisait au profit de la Confédération le monopole de la fabrication et de l'importation des spiritueux.

Nous allons passer en revue quelques-unes des lois en vigueur dans les divers cantons suisses, concernant la réglementation de la profession d'aubergiste et le débit des spiritueux.

§ 1^{er}. *Canton de Genève.*

Tout individu désirant tenir auberge doit se munir d'une autorisation de justice qui n'est accordée qu'après examen du local au point de vue de la salubrité,

Tout établissement ouvert sans autorisation peut être fermé par le département de la justice et de la police.

Enfin, une décision du Conseil d'Etat peut ordonner la fermeture d'une auberge ou d'un café qui seraient une cause de scandale public, ou serviraient à favoriser la débauche.

La vente en détail des boissons est interdite dans les établissements qui n'ont pas été autorisés comme cafés, auberges, restaurants. Il est aussi interdit à toute personne tenant magasin d'épicerie, de charcuterie, de confiserie et à tout liquoriste de débiter des boissons alcooliques pour consommer sur le comptoir ou sur place (1).

§ 2. *Canton de Bâle-Ville.*

En vertu d'une loi du 19 décembre 1887 (2), l'autorisation de l'autorité et le paiement préalable de la patente sont nécessaires pour ouvrir une auberge ou un café.

Les hôtels ont le *privilège exclusif de loger*. Ils doivent avoir au minimum vingt lits.

La vente du vin et de la bière ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation spéciale.

(1) Loi du 4 juin 1887. *Ann. législation étrangère*, p. 683.

(2) *Ann. législation étrangère*, 1887, p. 670.

La vente en détail des spiritueux (au-dessous de 40 litres) se divise en consommation sur place et boissons à emporter. La vente en détail de l'alcool pur est un monopole du canton.

Le Conseil du gouvernement autorise l'établissement des auberges sur le rapport de la police et du département des travaux publics. Le département de la police autorise l'ouverture des cafés et des restaurants.

Les patentes sont divisées en douze classes variant de 200 à 2000 francs.

§ 3. *Canton de Bâle campagne.*

(Loi du 10 mars 1889) (1).

Le droit de tenir auberge est accordé à une personne déterminée, pour un temps limité et dans un endroit fixé d'avance.

La concession n'est accordée qu'aux personnes jouissant de leurs droits civils et politiques et ayant une bonne réputation. Elle peut être refusée au cas où le besoin d'une nouvelle auberge ne se ferait pas sentir.

La patente varie entre 10 et 1000 francs.

La vente des liqueurs alcooliques en détail (au-dessous de 40 litres) est subordonnée à une conces-

(1) *Ann. législation étrangère*, 1889, p. 664.

sion du gouvernement et au paiement d'une patente qui varie de 5 à 150 francs par an.

Enfin, la vente des boissons nuisibles à la santé est prohibée.

§ 4. *Canton de Zurich.*

Une loi du 15 juillet 1888 crée une patente spéciale qui est divisée en dix classes variant de 2 à 500 francs.

Une ordonnance du 5 juin 1889 défend aux aubergistes de soumettre leurs employés à un travail excessif et prescrit pour ceux-ci une demi-journée de repos tous les quinze jours (1).

§ 5. *Canton de Berne.*

(Loi du 15 juillet 1894) (2).

Tout aubergiste doit payer une patente.

La concession n'est accordée qu'à un individu jouissant de ses droits civils et politiques et d'une bonne réputation. Elle peut être retirée si la morale ou l'ordre public l'exigent.

En principe, l'aubergiste doit habiter dans l'hôtel et l'exploiter lui-même. Son établissement doit réunir certaines conditions de salubrité et d'hygiène.

(1) *Ann. législation étrangère*, p. 718.

(2) *Ann. législation étrangère*, 1894, p. 619.

La patente doit être refusée au cas où l'établissement projeté est contraire au bien public de la localité ou ne constitue pas une nécessité.

Les établissements où l'on sert à manger et à boire se divisent en cinq catégories :

1° Hôtels, auberges et cabarets;

2° Cafés et restaurants;

3° Hôtels-pensions qui ne donnent la pension et le logement que pendant trois jours au plus;

4° Confiseries où l'on sert des boissons alcooliques (liqueurs fines et vins liquoreux seulement).

5° Crémeries et cuisines populaires qui servent du café et du thé et des boissons non alcooliques et des mets.

L'aubergiste ne peut recevoir des individus auxquels la fréquentation des auberges est interdite, non plus que des enfants qui n'ont pas dépassé l'âge scolaire, à moins qu'ils ne soient sous la surveillance d'adultes.

Il ne peut laisser jouer dans son établissement à des jeux défendus ou servir à boire à des individus ivres.

Il est interdit aux aubergistes de faire travailler leur personnel plus de dix-sept heures sur vingt-quatre.

Enfin, le préfet et l'autorité de police peuvent astreindre les aubergistes à leur soumettre leurs cartes des prix et à l'afficher dans les salles de débit.

L'initiative privée cherche aussi à lutter contre l'alcoolisme. Il existe, en Suisse, deux sociétés de tempérance très importantes : la « Croix bleue » et la « Ligue patriotique contre l'alcoolisme » qui possèdent des sections dans les différents cantons. Cette dernière société a créé l'asile de Pontareuse pour la guérison des buveurs.

Le 26 avril 1890 fut fondée une société de restaurants de tempérance appelée les « Cuisines populaires de Genève et de la Chaux-de-Fonds », par l'émission d'actions à 3 francs. En cinq jours, 3000 actions étaient émises, c'est assez dire le succès qu'obtint cette création auprès du public. Depuis, les « Cuisines de Genève » n'ont fait que prospérer, et la nouvelle société était bientôt assez riche pour inaugurer le 13 mai 1893 un nouvel immeuble très important.

Les débitants eux-mêmes oublient leur intérêt en faveur du bien général. Ainsi, à Mirecourt, un aubergiste annonça qu'il ne débiterait plus d'alcool dans son établissement. Dans le but d'encourager les autres débitants à l'imiter, le préfet écrivit à Berne, pour demander la réduction de la patente de tous les aubergistes qui ne vendraient plus de boissons alcooliques. Mais le conseil exécutif se montra peu généreux et n'alloua, à l'aubergiste désintéressé, qu'une subvention de 50 francs.

VIII. — ALLEMAGNE.

Il n'existe pas en Allemagne de dispositions législatives, réglémentant les débits de boissons et les auberges. Il n'y a que certaines prescriptions relatives au jeu et à la fermeture des établissements publics.

On distingue les jeux d'adresse, de hasard, et les jeux mixtes. Ces derniers sont seuls autorisés pourvu que les joueurs agissent avec loyauté.

Une loi du 23 juillet 1879 établit certaines conditions de salubrité pour ouvrir une auberge. Et l'autorité se réserve le droit d'en refuser l'ouverture.

Une loi de 1887 frappe l'alcool d'un impôt, mais cet impôt est perçu à la sortie de la distillerie et il est progressif. Il est taxé à 0,50 mark par litre d'alcool pur, si la quantité d'alcool consommée dans l'étendue de la « Brankveinstenergemeinschaft » (1) ne dépasse pas 4 litres 5 par tête d'habitants. Pour toute la quantité d'eau-de-vie qui dépasse cette moyenne, l'impôt est fixé à 0,70 mark.

Le chiffre de la population qui sert de base au calcul de l'impôt est établi d'après le dernier recensement et le rapport entre le chiffre de la population

(1) Cette expression n'a pas d'équivalent en français, tout au plus pourrait-on la traduire par association ou syndicat fiscal de l'eau-de-vie.

et la quantité d'alcool consommé doit être vérifié tous les deux ans.

Sont exemptés de l'impôt, l'alcool destiné à l'exportation et l'alcool destiné à être dénaturé pour servir à des usages industriels (1).

En moyenne, les cabaretiers allemands sont favorables à la lutte contre l'alcool. En voici quelques exemples :

A Bismark, ils décident de ne plus délivrer d'eau-de-vie aux chemineaux.

A Gründberg, en 1894, ils font une pétition pour réclamer une mesure de police obligeant les débitants de boissons à fermer de meilleure heure leur établissement.

En 1895, les cabaretiers de Campen, près Loquard (Frise septentrionale), ferment leur boutique le dimanche à partir de midi jusqu'au lendemain lundi. Mais cet état de choses a été modifié depuis, et les débits de boissons restent ouverts le dimanche; toutefois, le thé, le café ou la bière sont seuls mis à la disposition des consommateurs.

En 1894, à l'assemblée commémorative de l'Association des hôteliers, qui se tint au mois de septembre à Leipzig, les délégués accueillirent favorablement un discours sur l'attitude des cabaretiers dans la lutte contre les boissons alcooliques (2).

(1) Hoïnghaus, *Nouvelle loi d'Empire* du 24 juin 1887.

(2) Bode, *Rôle du cabaret dans la lutte contre la boisson*.

IX. — AUTRICHE-HONGRIE.

L'art. 516 du Code pénal prononce une amende de 25 à 200 florins contre l'aubergiste qui favorise la débauche chez lui. En cas de récidive, il peut se voir supprimer l'exercice de sa profession.

Une amende de 50 florins est encourue par l'aubergiste qui sert des boissons spiritueuses à un homme en état d'ivresse. Après deux condamnations dans un délai de deux ans, l'exercice de sa profession peut lui être interdit de trois mois à un an.

On voit par cet aperçu des législations étrangères, combien la France est en retard sur les autres nations au point de vue de la réglementation des débits de boissons.

Aussi les fâcheux résultats de notre système français, qui, sous prétexte de liberté, permet au premier venu de débiter au peuple des boissons plus ou moins pernicieuses, ne se sont pas fait longtemps attendre. Notre pays qui, au commencement de ce siècle, était celui qui consommait le moins de spiritueux, tient aujourd'hui le premier rang pour la consommation de l'alcool.

D'après les chiffres officiels fournis au Congrès anti-alcoolique, on boit en France, en moyenne, 14 litres d'alcool à 100 degrés par individu, tandis

que la Belgique et l'Allemagne n'en consomment que 10, l'Angleterre 9, la Suisse 8 1/2, l'Italie 7, la Hollande et les États-Unis 6, la Suède 5, la Norvège 3, et le Canada 2.

La progression dans la consommation de l'absinthe est tout à fait effrayante. Voici les quantités d'alcool pur contenues dans l'absinthe qui ont été frappées de droits : 57,000 hectolitres, en 1885; 65,000, en 1887; 81,000, en 1888; 91,000, en 1889; 105,000, en 1890; 110,000, en 1891; 129,000, en 1892, et actuellement on est arrivé au chiffre de 170,000.

De nombreuses sociétés se sont fondées depuis quelques années en France pour combattre l'alcoolisme. Une des plus récentes est « l'Union des femmes françaises pour la tempérance », qui a à sa tête M^{me} Legrain, la femme du distingué médecin en chef de Ville-Evrard.

En outre, des restaurants de tempérance ont été ouverts dans les principales villes de France, et l'on est heureux de constater que leur nombre s'accroît chaque jour et que le succès a couronné les efforts des vaillants champions de l'anti-alcoolisme.

Nous ne citerons que les principales sociétés de restaurants de tempérance.

L'Association alimentaire de Grenoble date de cinquante ans. Elle fournit à ses sociétaires des repas sains et à bon marché. Vingt-cinq centimes

suffisent pour être sociétaire. L'Association possède un fonds de réserve de 80,000 francs et un mobilier de 22,000 francs.

L'« Union française anti-alcoolique » a ouvert dans les quartiers populeux de Paris, des restaurants où les employés et les ouvriers peuvent, moyennant une somme modique, prendre des repas sains et succulents.

Un des plus intéressants de ces restaurants de tempérance est situé rue Saint-Bernard, n° 43, dans le faubourg Saint-Antoine. La boisson préférée est une espèce de cidre très léger qui se vend 0 fr. 05 le verre : on peut prendre si l'on préfère un petit carafon de vin ou de bière. Enfin, si nous ajoutons que, dans la salle de restaurant, se trouvent des livres et des périodiques mis à la disposition des consommateurs, on comprendra facilement que les tables qui s'y dressent soient toujours prises.

A Lyon, existe, depuis le 26 mars 1888, une société de logements économiques et d'alimentation.

La Société des restaurants économiques de Nancy, créée en 1887, toujours dans le but de fournir aux ouvriers une nourriture saine et à des prix modiques, est en pleine prospérité.

Il n'est jamais accordé dans ces restaurants plus de trois portions de vin, soit $3/5$ de litres à une même personne.

Il est interdit d'y séjourner en dehors des heures

de repas, et les femmes n'y sont admises qu'accompagnées de leur famille.

Souhaitons de voir se créer, à côté des restaurants de tempérance, des cafés où l'on ne débite pas d'alcool. Le peuple ne perdra pas vite l'habitude de fréquenter les cabarets : aussi faudrait-il lui offrir des cabarets qui ne soient pas nuisibles à sa santé. Quand l'ouvrier aura oublié le chemin des débits d'alcool, que de maux seront évités et comme on saura gré à ceux qui se seront mis à la tête de cette œuvre d'humanité : la lutte contre l'alcoolisme.

DROIT CIVIL — SECTION DEUXIÈME

On retrouve à peu près dans toutes les législations, avec certaines variantes, les dispositions de notre Code civil relatives au dépôt d'auberge, au privilège des aubergistes et à la prescription de l'action des hôteliers.

I. — ITALIE.

Les dispositions du Code civil italien sur la responsabilité des aubergistes sont identiques à celles du Code civil français, si ce n'est que l'art. 1868, après avoir énuméré les cas dans lesquels cesse cette responsabilité ajoute « par suite d'une négligence grave du propriétaire ».

L'art. 1958, alin. 8, donne un privilège à l'hôtelier pour « les fournitures qu'il a faites et les salaires qui lui sont dus, sur les effets du voyageur qui ont été apportés et qui se trouvent encore dans son hôtellerie ».

Enfin, d'après l'art. 2138, l'action des hôteliers et

maîtres d'hôtels garnis pour le logement et les vivres qu'ils fournissent se prescrit par six mois (1).

. II. — ESPAGNE.

Les hôteliers répondent comme dépositaires nécessaires des effets apportés par les voyageurs du moment où eux ou leurs employés ont été avertis de l'apport, et que les voyageurs ont observé les précautions qui leur ont été indiquées par le patron ou ses employés (art. 1783).

Cette responsabilité, qui s'applique au fait des domestiques, des hôteliers, comme au fait des tiers, cesse en cas de vol à main armée ou de force majeure (art. 1784).

L'aubergiste a un privilège pour ses diverses créances sur les meubles que le débiteur a dans son établissement (art. 1922-5°).

Les créances de l'aubergiste se prescrivent par trois ans (art. 1967-4°) (2).

III. — PORTUGAL.

Le Code civil portugais, dans la section 6 (livre II, titre II, 2^e partie), étudie le contrat d' « albergaria. »

Ce contrat résulte des faits sans qu'il y ait besoin

(1) Collection des Codes étrangers. *Code civil italien*, traduit par H. Prudhomme, 1896.

(2) *Code espagnol*, traduit par M. Levé, 1890.

d'une stipulation expresse, pourvu que celui qui fournit le logement soit aubergiste de profession.

Les hôteliers sont responsables comme dépositaires des effets et valeurs du voyageur, que le vol ait été commis ou le dommage causé par les domestiques de l'auberge ou par des étrangers, sauf recours contre ceux-ci.

La responsabilité de l'aubergiste cesse s'il y a faute du voyageur, force majeure ou cas fortuit, ou même, s'il s'agit d'objets de peu de valeurs, lorsque le voyageur ne les a pas confiés à la garde de l'hôtelier; dans cette dernière hypothèse, l'hôtelier ne sera responsable qu'en cas de faute prouvée de sa part.

S'il y a contestation entre l'aubergiste et le voyageur sur le chiffre du prix d'hôtellerie, le voyageur est libéré par le dépôt fait aux mains de l'autorité judiciaire de la somme réclamée. Pour trancher le différend, la justice prend en considération les prix en usage, la nature des services rendus au voyageur, et la somme ainsi liquidée est payée au moyen de l'argent déposé par le voyageur : l'excédent est remis à ce dernier ou consigné jusqu'à réclamation de sa part (art. 1419 à 1424) (1).

(1) *Code civil portugais*, traduit par Lepelletier, 1894.

IV. — RUSSIE.

Les hôteliers répondent de la disparition des effets du voyageur lorsqu'elle est imputable à un manque de surveillance ou à l'incurie du personnel (1).

Les personnes qui descendent dans un hôtel peuvent laisser en dépôt à l'hôtelier contre reçu de l'argent ou des effets, soit en paquets cachetés, soit après avoir compté l'argent ou estimé les effets. Dans la première hypothèse, l'aubergiste n'est tenu que de restituer le paquet intact; dans la seconde, il répond du montant de l'argent déposé ou de la valeur des effets donnés en garde (2).

Code Baltique. — Les aubergistes sont responsables de la restitution des effets du voyageur. Cette obligation de surveillance prend naissance tacitement par l'apport des effets dans l'hôtel, sans qu'il soit nécessaire qu'ils aient été déposés aux mains de l'hôtelier, et sans qu'il y ait à distinguer si le voyageur est hébergé gratuitement ou à prix d'argent.

La responsabilité de l'hôtelier disparaît s'il y a cas fortuit ou faute du voyageur, ou même lorsque l'aubergiste a décliné expressément toute responsabilité.

L'aubergiste n'est tenu que comme dépositaire

(2) Lehr, *Eléments de Droit civil russe*, 1890, II, p. 1190.

(3) *Ibid.*, p. 393.

ordinaire des effets qu'à sa connaissance le voyageur laisse en partant dans l'hôtel.

Enfin, les obligations des hôteliers se transmettent à leurs héritiers (1) (art. 3819 à 3828 du Code civil Baltique).

V. — ANGLETERRE.

L'aubergiste est, en principe, responsable des détérioration ou vol des effets du voyageur.

Cette responsabilité cesse lorsque l'application rigoureuse de la règle deviendrait inique : par exemple, si le vol a été commis par un domestique du voyageur, ou une personne qui l'accompagne, ou encore s'il y a eu négligence grossière ou faute de sa part.

Le statut 26 et 27 Vict. chp. 41 a atténué le principe du droit commun, qui n'existe plus qu'en cas de vol ou dommage causé aux chevaux, voitures ou harnais appartenant aux voyageurs. Dans tous les autres cas, l'hôtelier n'est responsable que jusqu'à concurrence de 30 livres, à moins de faute ou négligence de sa part, ou bien encore à moins que les effets n'aient été confiés directement à sa garde.

Les hôteliers sont obligés de recevoir tous les voyageurs qui se présentent et sont en mesure de payer leur dépense : il n'y a exception à la règle que

(4) Lehr, *Éléments de Droit civil russe*. 1890, II, p. 396.

si l'hôtel est plein, ou si le voyageur se conduit d'une façon inconvenante.

L'hôtelier a un privilège sur les effets du voyageur pour garantir le paiement des dépenses faites pour le compte de celui-ci (1).

VI. — ÉTATS-UNIS.

Une loi new-yorkaise, promulguée le 16 avril 1897 modifie la responsabilité des hôteliers.

Les hôteliers qui offrent de garder l'argent ou les bijoux des voyageurs, ne sont pas responsables de la perte ou du vol de ces objets qui ne leur auraient pas été confiés. Ils ne sont pas tenus de recevoir en dépôt des objets d'une valeur supérieure à 500 dollars, et, en cas de vol, leur responsabilité n'excède pas 250 dollars (2).

VII. — BELGIQUE.

Jusqu'à ces dernières années, la responsabilité des aubergistes était, comme en France, illimitée. Mais au moment de l'Exposition universelle, les syndicats d'hôteliers et de restaurateurs, se préoccupant de la situation qui allait leur être faite par suite de la grande affluence de voyageurs, adres-

(1) Lehr, *Elément de Droit civil anglais*, 1885, p. 616.

(2) *Ann. législation étrangère*, 1897, p. 908.

sèrent des pétitions qui eurent écho devant les Chambres.

Le 22 juillet 1897, la loi suivante était promulguée :

Le paragraphe suivant est ajouté à l'art. 1753 du Code civil :

« Cette responsabilité et celle établie par l'article précédent sont limitées à 1000 francs pour les espèces monnayées, les titres et valeurs de toute nature et les objets précieux qui ne servent pas à son usage personnel et habituel, quand le voyageur ne les a pas réellement déposés entre les mains de l'aubergiste ou de l'hôtelier. »

Cette nouvelle disposition du Code civil belge ne diffère de notre art. 1953 qu'en ce qu'elle assimile les objets précieux aux titres et valeurs (1).

VIII. — TASMANIE.

Il y a lieu de mentionner une loi du 8 août 1894 « ayant pour objet de mieux garantir les aubergistes » parce que notre loi plus récente de 1896, autorisant les aubergistes à faire vendre les effets laissés par le voyageur, présente des ressemblances avec celle-ci.

Aux termes de cette loi, tout aubergiste peut se

(1) *Ann. législation étrangère*, 1897, p. 529.

payer de ce que lui doit un voyageur, en vendant aux enchères publiques les biens laissés par celui-ci en dépôt dans l'hôtel, après un délai de six semaines (1).

IX. — SUISSE.

En vertu de l'art. 486 du Code fédéral des obligations de 1881, « les hôteliers sont responsables des dommages, destruction ou soustraction des effets des voyageurs, à moins qu'ils ne prouvent que le dommage est imputable au voyageur ou à ses domestiques, ou qu'il résulte d'un événement de force majeure ou de la nature même de la chose déposée.

« On doit admettre notamment que le voyageur est en faute lorsqu'il néglige de confier à la garde de l'hôtelier des sommes d'argent considérables ou d'autres objets de grande valeur. Mais, même dans ce cas, l'hôtelier est tenu tant de sa propre faute que de celle des gens qui sont à son service.

« L'hôtelier ne peut s'affranchir de la responsabilité définie à l'article précédent en déclarant, par des avis affichés dans son hôtellerie qu'il entend la décliner ou la faire dépendre de conditions spéciales. »

X. — ALLEMAGNE.

D'après l'art. 196 du nouveau Code civil allemand, les créances des hôteliers, aubergistes, ou débitants

(1) *Ann. Législation étrangère*, 1895. p. 998.

de boissons pour le prix du logement, et les diverses fournitures, y compris les avances, se prescrivent par deux ans.

La responsabilité fait l'objet des art. 701 à 704.

L'hôtelier qui reçoit des clients *à titre lucratif* doit les indemniser de la perte ou des dommages des effets apportés par eux dans l'hôtel.

La responsabilité cesse lorsque le dommage a été commis par l'hôte, par une personne qui l'accompagnait, ou qu'il a reçue chez lui, ou bien lorsqu'il résulte de la nature de l'objet ou d'une force majeure.

On considère comme apportées dans l'auberge les choses livrées à l'hôtelier ou à ses gens, ou simplement déposées dans un endroit à ce destiné.

Les affiches par lesquelles l'hôtelier entend se soustraire à tout ou partie de sa responsabilité sont sans effet.

La responsabilité est limitée à 1000 marks pour les espèces, valeurs ou objets précieux, à moins que l'hôtelier ne s'en soit chargé avec connaissance de leur qualité de choses de valeurs, ou qu'il n'ait refusé de s'en charger, ou que le dommage n'ait été causé par ses préposés.

Le droit résultant contre l'hôtelier des dispositions qui précèdent prend fin lorsque l'hôte ne lui a pas donné avis immédiatement après avoir eu connaissance de la perte ou de la détérioration de ses effets, mais il ne s'éteint pas si les choses ont été

livrées à l'aubergiste pour qu'il les ait en garde.

Enfin, d'après l'art. 704, l'hôtelier a pour ses créances relatives au logement ou à l'entretien de ses hôtes un droit légal de gage sur les objets apportés par ceux-ci (1).

(1) Collection des Codes étrangers. *Code civil allemand*, par Raoul de la Grasserie.

Vu :

Le Professeur, président de la thèse,

R. BIVILLE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

Edmond VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- DALLOZ, *alphabétique*. V^o Commune, tit. III, ch. iv, art. 9, § 10 et 11.
— *supplément*. V^o Ivresse publique, art. 4.
— *supplément*. V^o Prostitution, art. 3.
DALLOZ, *alphabétique*. V^o Jeu et pari, sect. IV, art. 1^{er}.
— *supplément*. — sect. IV, art. 1 et 2.
DALLOZ, *alphabétique*. V^o Vol et escroquerie, c. 1^{er}, sec. IV, ar. 1 et 2.
— *supplément*. — — —
DALLOZ, *alphabétique*. V^o Responsabilités, n^{os} 538 à 540.
— *supplément*. — n^{os} 713 à 716.
DALLOZ, *alphabétique*. V^o Privilèges et hypothèques, n^{os} 387 à 394.
— *supplément*. — n^{os} 185 à 192.
DALLOZ, *alphabétique*. V^o Prescription, n^{os} 972 à 991, 1036 à 1044.
— *supplément*. — n^{os} 567 à 575, 593 à 607.
FUZIER-HERMANN. *Répertoire du droit français*. V^o Aubergiste.

Ouvrages spéciaux sur la matière.

- FERRÉ. *Code de l'hôtelier* (1889).
AGNEL et CARRÉ. *Code manuel des propriétaires et locataires, hôteliers, aubergistes, etc.*
FERRAND et CHANSON. *Le livre du débitant*.
COQUEGNIOT. *L'avocat des propriétaires et locataires* (1886).
TAILLIAR. *Dictionnaire de jurisprudence concernant les hôteliers* (1889).

Droit administratif et pénal.

- BÉQUET et DUPRÉ. *Répertoire du droit administratif*. V^o Auberge.
BLANCHE, *Etudes pratiques sur le Code pénal*. Sur les art. 73, 99, 154, 386, 471, 475, 410.

- BOYARD. *Manuel municipal*, t. II. V^o Jeux.
CHASSAN. *Délits de la parole*, 2^e éd., t. I^{er}, p. 47.
GARRAUD. *Eléments du droit pénal*, t. IV, p. 513 et 515; t. V, nos 133 et suiv., 229, 386, 378.
GUILBON. *Contraventions et délits en matière d'ivresse*, nos 80 et s.
LYON-CAEN et RENAULT. *Droit commercial*, t. II, n^o 3185.
MERLIN. *Répertoire de jurisprudence*. Vis Hôtelier, Prescription, Éclairage.
LE POITTEVIN. *Dictionnaire formulaire des parquets*. V^o Aubergiste.
RUBEN DE COUDER. *Dictionnaire du droit commercial*. V^o Liberté de l'industrie.
CHAUVEAU, HÉLIE et VILLEY. *Droit pénal*. 6^e éd., t. I^{er}, p. 587; t. V, nos 2320, 2322.

Droit civil.

- AUBRY et RAU. *Cours de droit civil*, t. III, p. 161; t. IV, p. 628 et suiv., p. 762; t. VIII, p. 444.
BAUDRY et WAHL. *Du dépôt*, nos 1187 et suiv.
BAUDRY et DE LOYNES. *Privilèges*, t. I^{er}, nos 539 et suiv.
BAUDRY et TISSIER. *Prescription*, nos 715 et suiv., 741 et suiv.
COLMET DE SANTERRE. *Droit civil*, t. VIII, n^o 382 bis.
DURANTON. *Droit civil*, t. XIII, n^o 434.
GUILLOUARD. *Traité du dépôt et du séquestre*, p. 102 et suiv.
— *Privilèges*, t. I^{er}, nos 422 et suiv.
HUC. *Commentaire du Code civil*, t. XI, nos 295 et suiv.
LAURENT. *Droit civil*, t. XXVII, nos 136, 162; t. XXIX, nos 501 à 511; t. XXXII, n^o 505.
MARCADÉ et PONT. *Droit civil*, t. VIII, p. 244.
MOURLON. *Cours de droit civil (sur le dépôt, les privilèges et la prescription)*.
POTHIER. *Du dépôt*, n^o 81.
PONT. *Droit civil. Privilèges*, t. I^{er}, nos 169 et suiv.
SOURDAT. *Traité de la responsabilité*, t. II.
TOULLIER. *Droit civil*, t. X, n^o 54.
TROPLONG. *Droit civil expliqué. Du dépôt et du séquestre*, p. 160 et s.
— — *Privilèges*, t. I^{er}, p. 309 et suiv.
— — *Prescription*, t. II, n^o 950.

Procédure et compétence.

- GARRÉ. *Compétence des juges de paix* (1876) t. I^{er}, p. 132.
CURASSON. *Compétence des juges de paix* (1879), t. I^{er}, n^o 242, note a.

PABON. *Hôteliers, aubergistes et logeurs* (loi du 31 mars 1896).

RODIÈRE. *Cours de compétence et de procédure civiles*, t. I^{er}, p. 42.

Législation étrangère.

Collection des Codes étrangers.

Annuaire de législation étrangère.

BODE. *Rôle du cabaret dans la lutte contre la boisson* (Allemagne).

GALTIER-BOISSIÈRE. *L'enseignement de l'anti-alcoolisme.*

GROSSETESTE-THIERRY. *L'alcoolisme en France et aux États-Unis.*

— *La réforme des licences en Suède et le système de Gothembourg.*

HOINGHAÛS. *Nouvelle loi d'Empire du 24 juin 1897* (Allemagne).

LEHR. *Éléments de droit civil russe* (1890). II, p. 393, 398, 1190.

— *Éléments de droit civil anglais* (1885), p. 616.

MERZBACH. *Mesures législatives et alcoolisme* (Belgique).

PEASE, *Législation sur les boissons* (Angleterre).

Historique.

DIGESTE. LIV. IV, tit. IX.

GUYOT. *Répertoire aux mots : Hôtelier, Hôtellerie.*

ISAMBERT. *Lois françaises* (V. la table aux mots : Auberges, Cabarets).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — <i>Etude historique des aubergistes. — De la profession d'aubergiste. — Division du travail.</i>	1
--	---

PREMIÈRE PARTIE. — DROIT PUBLIC.

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Du Caractère juridique des auberges. Conséquences.</i>	17
CHAPITRE II. — <i>Conditions à remplir pour exercer la profession d'aubergiste.</i>	35
CHAPITRE III. — <i>Mesures administratives tendant à faire connaître l'identité des voyageurs. — Des registres de logement.</i>	61
§ 1 ^{er} . <i>Persônnés astreintes à la tenue du registre.</i> . . .	65
§ 2. <i>Obligations de l'aubergiste concernant la tenue du registre.</i>	69
§ 3. <i>Pénalités.</i>	75
CHAPITRE IV. — <i>Mesures relatives à l'ordre public et à la salubrité.</i>	85
§ 1 ^{er} . <i>De l'apposition des enseignes.</i>	85
§ 2. <i>De l'éclairage.</i>	87
§ 3. <i>Fermeture des auberges.</i>	89
§ 4. <i>Salubrité publique.</i>	98
CHAPITRE V. — <i>Mesures relatives aux mœurs.</i>	101
Section I ^{re} . <i>De l'ivresse.</i>	101
Section II. <i>Des mineurs.</i>	112

1 ^o . Contravention commise par le débitant qui sert des liqueurs alcooliques à des mineurs. (Loi du 23 janvier 1873, art. 4.)	113
2 ^o . Délit d'enivrement de mineurs.	119
3 ^o . Mesures administratives.	122
Section III. De la Prostitution.	125
1 ^o . Excitation des mineurs à la débauche.	126
2 ^o . Mesures administratives.	129

SECONDE PARTIE. — DROIT PRIVÉ.

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Du Contrat d'hôtellerie. Comment il se forme.</i>	141
CHAPITRE II. — <i>Effets du contrat d'hôtellerie. — Obligations générales de l'aubergiste et du voyageur.</i>	151
N ^o 1. Obligations du voyageur.	151
N ^o 2. Obligations de l'hôtelier.	162
CHAPITRE III. — <i>De la responsabilité civile des aubergistes.</i>	165
Section I ^{re} . Fondement de la responsabilité.	166
Section II. En quoi consiste la responsabilité.	171
Section III. La responsabilité est-elle illimitée.	200
Section IV. De la preuve.	222
CHAPITRE IV. — <i>De la responsabilité pénale des aubergistes.</i>	225
CHAPITRE V. — <i>Du Privilège.</i>	237
§ 1 ^{er} . A qui appartient le privilège.	239
§ 2. Créances garanties.	241
§ 3. Assiette du privilège.	245
§ 4. Le privilège est subordonné à la possession. (Droit de rétention, droit de revendication.)	247
CHAPITRE VI. — <i>De la vente des objets abandonnés ou laissés en gage.</i> (Loi du 31 mars 1896.)	255
CHAPITRE VII. — <i>De la prescription de l'action des hôteliers.</i>	271
CHAPITRE VIII. — <i>Des contestations entre aubergistes et voyageurs.</i> (Procédure, compétence.)	285

TROISIÈME PARTIE

APERÇU DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

SECTION PREMIÈRE. — <i>Droit public.</i>	293
I. Etats Scandinaves.	293
§ 1 ^{er} . Suède.	293
§ 2. Norvège.	297
II. États-Unis.	299
III. Angleterre.	303
IV. Belgique.	305
V. Pays-Bas.	307
VI. Russie.	308
VII. Suisse.	313
§ 1 ^{er} . Canton de Genève.	313
§ 2. Canton de Bâle-Ville.	314
§ 3. Canton de Bâle-Campagne.	315
§ 4. Canton de Zurich.	316
§ 5. Canton de Berne.	316
VIII. Allemagne.	319
IX. Autriche-Hongrie.	321
SECTION DEUXIÈME. — <i>Droit civil.</i>	325
I. Italie.	325
II. Espagne.	326
III. Portugal.	326
IV. Russie.	328
V. Angleterre.	329
VI. États-Unis.	330
VII. Belgique.	330
VIII. Tasmanie.	331
IX. Suisse.	332
X. Allemagne.	332

